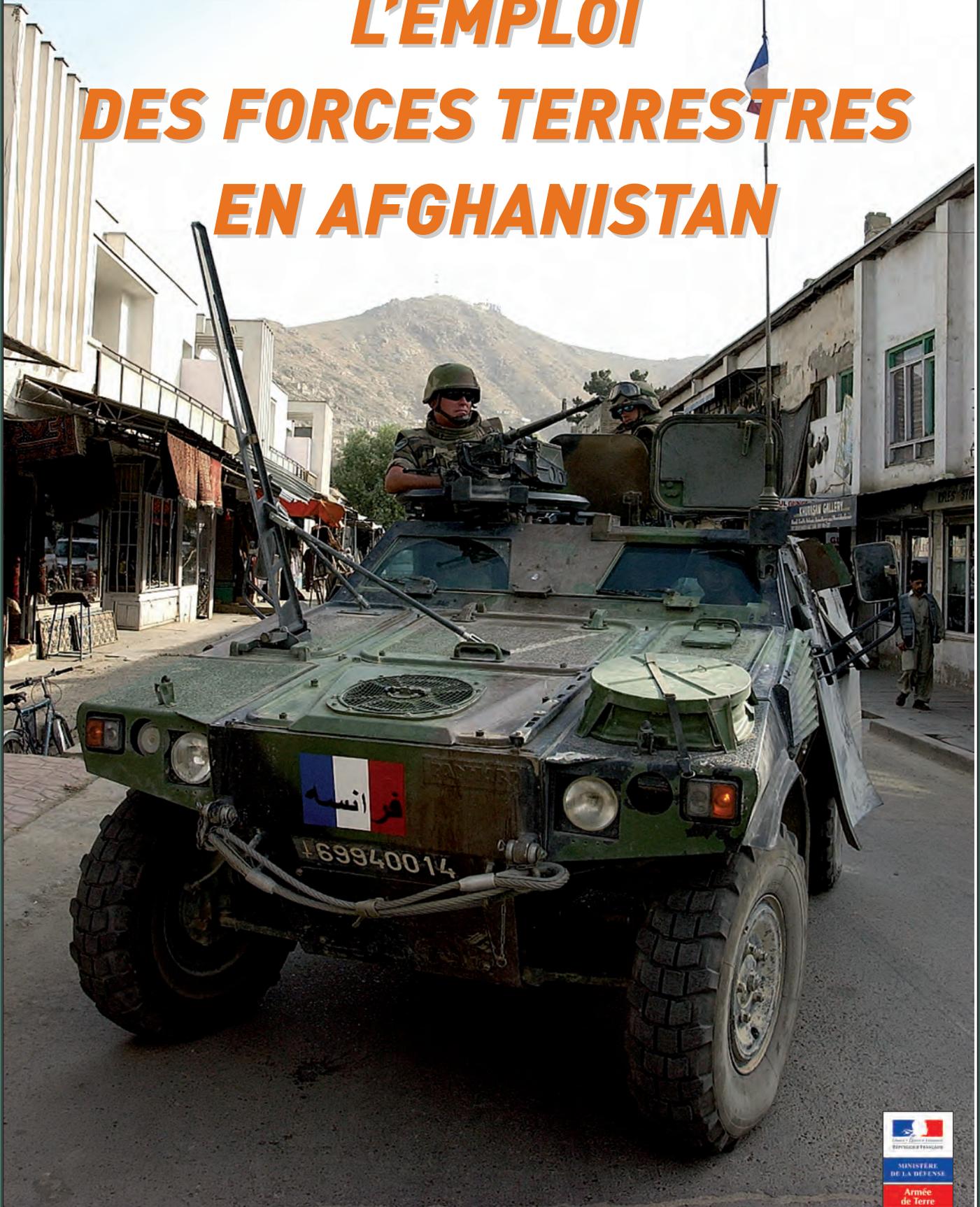


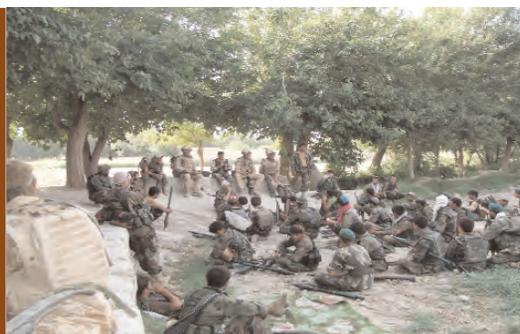
DOCTRINE

Revue d'études générales

2009
N° 17

L'EMPLOI DES FORCES TERRESTRES EN AFGHANISTAN





Sommaire n° 17

Editorial

Présentation de l'Afghanistan

p. 4/5

p. 6/13

Appui

«Pas un pas sans appui...»

p. 44/46

Doctrine

La phase de stabilisation et la contre rébellion

p. 14/16

Place de la simulation dans la préparation des modules avant un départ en opération extérieure

p. 17/18

La doctrine de lutte contre les EEI :
Un corpus doctrinal en perpétuelle évolution

p. 19/21

Les bases juridiques de l'intervention en Afghanistan

p. 22/24

L'engagement d'un GTIA au combat

La Task Force CHUMERE en Kapisa

p. 47/50

Le détachement hélicoptères français du RC-C

p. 51/53

Protection de la force

L'évolution des EEI en Afghanistan en 2008

p. 54/55

Le CIED chez les alliés :

un domaine encore confidentiel propre à certaines nations

p. 56/58

Eclairages & témoignages

Historique

Eclairage historique et géopolitique de l'Afghanistan
(fin XIX^{ème}, début XX^{ème})

p. 25/27

L'intervention soviétique (1978-1984)

p. 28/29

Politico-militaire

Le «POLAD» : compétence et confiance

p. 30/32

Le contexte politico-militaire, la gestion des ressortissants français
et les actions de coopération en Afghanistan

p. 33/36

Mise en condition avant projection

Les MCP Afghanistan, un investissement fort
pour les forces terrestres

p. 59/62

RETEX Etat-Major international OTAN

Le poste de POLAD auprès du Général Cdt la Force en Afghanistan :
une fonction spécifique de niveau politico-stratégique

p. 63/65

Le commandement opératif :

outil incontournable de la contre-insurrection

p. 66/67

La communication opérationnelle en Afghanistan :
relever le défi de la «guerre» de la communication

p. 68/70

Commandement/engagement

La mission multinationale du commandement de Kaboul
et le nouveau défi en Surobi

p. 37/40

Maîtriser le milieu pour dominer l'ennemi

p. 41/43

Soutien logistique

Les enjeux du soutien logistique en Afghanistan

p. 71/75

Un BCS pour PAMIR

p. 76/77



Sommaire n° 17

Soutien santé

Deux mois comme médecin réserviste à Kaboul

p. 78/80

Le soutien santé des troupes sur le théâtre et son environnement multinational

p. 81/85

Instruction-entraînement de l'ANA

EPIDOTE : Facette complémentaire ou pierre angulaire du dispositif français en Afghanistan ?

p. 86/87

Les OMLT, un concept pertinent

p. 88/90

Action-civilo-militaire et ONG

La coopération civilo-militaire en Afghanistan

p. 91/94

Fondements et leçons des actions agricoles conduites par AFRANE en Afghanistan

p. 95/96

Etranger

La *Bundeswehr* en Afghanistan : situation, mission et moyens avec une attention particulière portée à l'emploi de l'armée de terre

p. 97/99

La logistique américaine sur le théâtre afghan

p. 100/104

Expérience comme chef d'une OMLT (Afghanistan 2007) : le point de vue britannique

p. 105/110

Tribune libre

L'expérience militaire britannique dans le Helmand (2006/2009)

p. 111/112

OTAN, lutte contre les engins explosifs improvisés

p. 113/115

Témoignage et analyse géostratégique en Afghanistan

p. 116/119

Directeur de la publication : Général (2S) Claude Koessler - **Rédactrice en chef :** Capitaine Marie-Noëlle Bayard ☎ : 01 44 42 35 91

Diffusion, relations avec les abonnés : Major Catherine Bréjeon ☎ : 01 44 42 43 18 -

Relecture des traductions : Lieutenant-colonel (CR) Lebastard

Maquette : Christine Villey ☎ : 01 44 42 59 86 - **Création :** amarena -

Crédits photos : 1^{er} de couverture & 4^e de couverture : Lieutenant-colonel Pascal Philippeau/DREX/CDEF

Schémas : Nanci Fauquet ☎ : 01 44 42 81 74 -

Diffusion : établissement de diffusion, d'impression et d'archives du commissariat de l'armée de terre de Saint-Etienne

Impression : Imprimerie BIALEC - 95 boulevard d'Austrasie - BP 10 423 - 54 001 Nancy cedex

Tirage : 2 500 exemplaires - **Dépôt légal :** à parution ISSN : 1959-6340 - Tous droits de reproduction réservés.

Revue trimestrielle : Conformément à la loi «informatique et libertés» n° 78-17 du 6 janvier 1978, le fichier des abonnés à DOCTRINE a fait l'objet d'une déclaration auprès de la CNIL, enregistrée sous le n° 732939. Le droit d'accès et de rectification s'effectue auprès du CDEF. Centre de Doctrine d'Emploi des Forces - BP 53 - 00445 ARMEES.

Web : www.cdef.terre.defense.gouv.fr **Mel :** pub-dad.cdef@terre-net.defense.gouv.fr

C.D.E.F



A six mille kilomètres de nos frontières, à la demande du gouvernement afghan et sous mandat de l'ONU (prorogé en mars 2008), plus de trois mille soldats français se battent en première ligne, au milieu de la population, au sein d'une force internationale de soixante mille hommes, au coude à coude avec l'armée nationale afghane. Ils le font quotidiennement, dopés par le danger ou stressés par le conditionnement du combat. Ils agissent par le fer et le feu, mais aussi par une approche courageusement ouverte aux espoirs des populations qui demandent à vivre dès que possible en sécurité, dans l'aspiration à une société apaisée par des modes de développement et de gouvernance sains et efficaces. Les unités françaises subissent des épreuves mais remportent également des succès tactiques ; elles tentent peu à peu de gagner la confiance et d'améliorer les conditions de vie des Afghans avec lesquels elles sont en contact dans les vallées, sur les routes et au sein des villages.

Au regard de nos engagements lointains, le monde militaire pense parfois que la patience dans les épreuves collectives ne constitue pas le point fort de notre opinion publique jugée ici ou là tantôt émotionnelle et sur-réactive, tantôt indifférente, donc versatile. Il n'est bien sûr pas dans notre propos d'en débattre dans cette revue traitant d'emploi tactique de nos forces. Mais nous observerons au moins ici que la France affiche une certaine cohérence politico-militaire :

- intégration aux forces alliées dès le début des opérations fin 2001,
- prise de responsabilités opérationnelles de façon régulière, par des officiers généraux français, au sein de la FIAS (dont le commandement de la FIAS elle-même en 2004/2005),

- vote du Parlement approuvant la poursuite de l'engagement de nos forces le 22 septembre 2008,
- envoi d'une mission parlementaire à l'automne de la même année, revenue du théâtre avec un rapport d'encouragement,
- désignation d'un représentant officiel de la France pour l'Afghanistan au printemps 2009.

Le présent numéro de Doctrine tente de présenter un point de situation français –à l'été 2009– sur l'évolution du conflit afghan, sur l'articulation géographique, tactique, interarmées et interalliée des moyens déployés. Par des témoignages directs, vous trouverez dans les pages qui suivent des descriptions ou des impressions sur la nature des engagements et les conditions d'emploi des unités dans leurs missions tactiques. L'heure n'est pas vraiment au bilan mais plutôt à l'observation attentive, dans une phase transitoire où le grand allié américain révisé les objectifs et les méthodes de son engagement. Et ce, alors que la France elle-même se trouve, au moment où nous mettons sous presse, à la veille d'une ré-articulation de ses moyens, dans une logique de meilleure cohérence nationale.

Général de division Thierry OLLIVIER
commandant le Centre de doctrine
d'emploi des forces



Présentation de l'Afghanistan

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL PASCAL PHILIPPEAU DE LA DREX/CDEF

L'Afghanistan en chiffres, principales données

Surface : 652 090 km² (1,2 fois la France)

Altitude moyenne : 1 800 m

Population : environ 25 millions

Taux d'alphabétisation : hommes : 43% - femmes : 22%

Langues : Dari : 55% - Pachtou : 40% - Ouzbèque et Turkmène : 4% - Autres : 1%

Espérance de vie : 44 ans

Capitale : Kaboul (environ 3 millions d'habitants)

Villes principales : Kandahar, Hérat, Mazar-é-Charif

Population active : 17 millions de personnes (services 30%, industrie 21%, agriculture 49%)

Ressources naturelles : gaz naturel, charbon, cuivre, pierres précieuses et semi précieuses



Une réalité géopolitique ancienne

Après trente années de guerre ininterrompues, l'Afghanistan demeure dans un état de crise. Tributaire d'une géographie physique spécifique, c'est un Etat enclavé qui ne dispose pas d'accès aux mers. L'exportation des richesses et l'insertion dans l'économie mondiale sont donc difficiles. Aux confins de plusieurs empires et civilisations, les cultures de l'Inde, de l'Iran, de l'Asie Centrale et de la Chine s'y sont rencontrées.

La chute de l'empire soviétique, le gouvernement des taliban et trente années de guerre ont profondément marqué ce pays. Divisé par les intérêts régionaux des chefs de guerre et engagé dans une reconstruction difficile, l'Afghanistan reste une zone sensible au cœur des enjeux de l'Asie centrale.



Une marquerie humaine

Comme dans tout pays multiethnique, la question de l'importance relative des communautés est un sujet brûlant. En effet, l'appartenance ethnique reste un signe important de reconnaissance sociale.

La principale ethnie, celle des **Pachtounes** (Pashtun) qui représente 40 % de la population est essentiellement présente dans le sud et l'est du pays. Les **Tadjiks** représentent 25 % de la population et sont regroupés dans le Nord-Est du pays. Les **Hazaras** sont moins de 20 % (centre du pays) et les **Ouzbeks**, implantés dans le Nord, sont près de 10 %. La rivalité entre les Pachtounes et les Tadjiks est un trait majeur de l'histoire afghane, faite de rivalités ethniques et de vengeance.

L'Afghanistan est donc une mosaïque de communautés, d'inégales importances, à l'intérieur desquelles les solidarités sont fortes. Plus que le nationalisme, réel mais brouillé par les différenciations ethniques, c'est l'islam qui est le facteur d'identifica-

tion des Afghans. Kaboul, sa capitale qui regroupe environ trois millions d'habitants, est un creuset représentatif de cette marquerie humaine présente sur l'ensemble du pays. Cette diversité peut être à la fois richesse et source de problèmes en cas de montée des tensions dans la capitale.

Une société à reconstruire et une relance économique indispensable

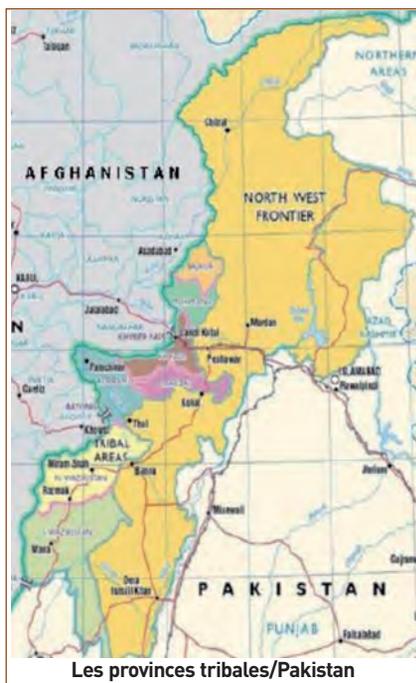
L'Afghanistan s'est longtemps caractérisé par l'immuable organisation de sa société. Il s'agit d'un modèle social fondé sur une structure essentiellement rurale (tant ce pays est organisé autour du facteur agricole), patriarcale (tant le déséquilibre démographique apparent est important compte tenu de l'omniprésence masculine au sein de l'espace social), religieuse (tant la religion est le référent unique de l'organisation sociale) et militarisée (tant l'organisation morcelée en ethnies diverses parfois rivales est conditionnée par le besoin de se défendre). De surcroît, les trente années de conflits ont désorganisé l'économie du pays. Dès l'arrivée au pouvoir des taliban, le pays a connu quatre embargos (militaire, aérien, politique et financier), dont l'objectif était d'isoler ce régime sur la scène internationale.

L'Afghanistan est l'un des pays les plus pauvres du monde et de nombreux pans de l'économie afghane sont encore à reconstruire. La relance de l'économie se heurte à de nombreux handicaps structurels tels que le peu de ressources propres dont bénéficie l'Etat (l'Etat ne contrôle directement que 23% de l'aide internationale), l'insuffisance des systèmes et des réseaux de communication, le déficit énergétique, la manque de main d'œuvre qualifiée, la corruption, le faible développement du système bancaire et financier et les insuffisances du cadre juridique des affaires.

Une guerre à la frontière afghano-pakistanaise

L'instabilité croissante des zones tribales du Pakistan, liée au conflit en Afghanistan est une situation difficile à maîtriser. Depuis les attentats du 11 septembre 2001 et le lancement de l'opération «Liberté immuable», les dirigeants pakistanais ont été contraints de revoir leurs alliances stratégiques régionales. Un véritable nouveau front s'est ouvert de l'autre côté de la frontière afghane, à l'est, dans cette région semi-autonome, connue sous le nom de «zones tribales». En effet, depuis leur défaite à Kaboul, les taliban et leurs alliés d'Al-Qaida ont annexé ces zones pakistanaises. Le long des 1 360 kilomètres de frontières, surnommés par les soldats occidentaux «la ligne zéro», une quarantaine de mouvements extrémistes se répartissent la zone frontalière. Près de 150 camps d'entraînement seraient recensés. Ces centres pourraient fournir les troupes qui alimentent à la fois l'insurrection contre

PRÉSENTATION DE L'AFGHANISTAN



les forces occidentales en Afghanistan et contre l'armée d'Islamabad au Pakistan. Plus de 50 000 partisans et représentants du TTP (Tehrik-e-taliban Pakistan) et du TNSM (Tehrik Nifaz Shariat-e-Mohammadi) seraient installés dans toute la province du nord-ouest du Pakistan jusqu'à la bordure nord des zones tribales. Le nouveau président Zardari mène une politique de plus en plus

déterminée vis-à-vis des islamistes radicaux, dans cette zone, avec en particulier les opérations lancées depuis le printemps 2009 dans la vallée de Swat par l'armée pakistanaise pour y déloger les islamistes combattants, non sans succès. Du fait de la nature montagneuse du pays, l'accès à de nombreuses régions est quasiment impossible en véhicule motorisé. Les Afghans se déplacent donc à pied, à dos d'animal ou se servent de charrettes tirées par des chevaux. Cette zone refuge, ce «chaos montagneux», abrite une population «rebelle» et indépendante qui accepte ces groupes fondamentalistes qui, évoluant dans les massifs montagneux frontaliers, inaccessibles par les occidentaux, jouissent d'une impunité certaine.

Les forces de sécurité pakistanaises sont souvent la cible d'attaques d'extrémistes islamistes hostiles à la participation d'Islamabad à «la guerre contre le terrorisme» menée par les Etats-Unis.

Ce conflit frontalier nécessite un rapprochement afghano-pakistanaise. La visite du Président pakistanaise Asif Ali Zardari

en janvier 2009 à Kaboul, marque le début d'une «nouvelle relation» entre les deux voisins engagés dans la lutte contre le terrorisme. Pour Hamid Karzaï et le président pakistanais, cette zone frontalière est l'un des points centraux de la «guerre contre le terrorisme».

Les principaux événements de 2001 à 2008

Année 2001

- **9 septembre** : le commandant Massoud est victime d'un attentat suicide.
- **11 septembre** : attentats terroristes du World Trade Center aux Etats-Unis.
- **12 septembre** : le Conseil de sécurité condamne les attentats terroristes du 11 septembre et reconnaît le droit à la légitime défense aux Etats-Unis (Résolution 1368).
- **7 octobre** : les forces américaines et britanniques lancent une série de frappes massives contre des installations stratégiques du régime islamique des taliban.
- **27 novembre** : ouverture, à Bonn, d'une conférence sous l'égide de l'ONU pour la constitution d'une administration transitoire en Afghanistan.
- **5 décembre** : les factions afghanes concluent à Bonn un accord sur un gouvernement intérimaire composé de 29 membres dirigé par le leader pachtoune Hamid Karzaï, qui gouvernera l'Afghanistan pendant six mois à partir du 22 décembre. Cet accord prévoit également le déploiement d'une «force internationale de sécurité» à Kaboul et dans ses environs.
- **20 décembre** : la Résolution 1386 du Conseil de sécurité autorise la création pour six mois d'une Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) pour aider l'autorité intérimaire afghane à maintenir la sécurité à Kaboul et dans ses environs.

Année 2002

- **13 juin** : Hamid Karzaï est élu à 85 % Président de la République pour dix-huit mois par les délégués de la Loya Jirga (Grand conseil).
- **22 décembre** : signature par l'Afghanistan et ses voisins de la «déclaration de Kaboul» sur la sécurité en Asie centrale. Entérinée le 24 par la résolution 1453 du Conseil de Sécurité, elle constitue un engagement à entretenir des relations bilatérales constructives et à lutter contre le terrorisme.



LCL PHILIPPEAU/CDEF

Combattants/Insurgés

Année 2003

- **21 avril** : signature d'un accord entre l'Autorité Islamique de Transit (AIT) et les seigneurs de la guerre sur la constitution d'une armée nationale.
- **juillet** : début de la mise en œuvre d'un programme de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) lancé en avril par Kaboul et l'ONU.
- **11 août** : la FIAS passe sous la tutelle de l'OTAN.
- **13 octobre** : Résolution 1510 qui prolonge le mandat de la FIAS jusqu'au 20 décembre 2004 et permet désormais une présence de la FIAS en dehors de KABOUL.

Année 2004

- **24 juillet** : prise de commandement de la KMNB¹ par la BFA (Général (GE) Spindler).
- **9 août** : transfert d'autorité entre FIAS V et FIAS VI qui verra le commandement de la FIAS pris par le Corps européen (Général (FR) Py).
- **9 octobre** : élections présidentielles.
- **7 décembre** : investiture du président Hamid Karzaï.

Année 2005

- **2-5 octobre** : visite officielle en France du président afghan, M. Hamed Karzaï.

Année 2006

- **31 janvier-1^{er} février** : conférence internationale sur l'Afghanistan à Londres. Adoption d'un «Pacte pour l'Afghanistan» fixant les objectifs, les principes et les modalités de l'engagement de la communauté internationale aux côtés de l'Afghanistan. La communauté internationale (plus de 60 pays représentés) fait des promesses d'aides nouvelles d'un montant de 10,5 Mds de dollars pour les 5 ans à venir.
- **1^{er} mars** : visite du Président George W. Bush à Kaboul. La précédente visite en Afghanistan d'un président américain remontait à 1959.
- **23 mars** : adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies, de la résolution 1662 prorogeant le mandat de la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan pour un an.
- **31 juillet** : l'OTAN prend la relève de la FIAS dans le Sud du pays. Avalisé par le conseil de l'Atlantique Nord, ce transfert de commandement représente une nouvelle extension de la mission de la FIAS.

- **octobre** : La FIAS prend le commandement du RC Est, l'ensemble du territoire afghan passe sous la responsabilité de l'OTAN (sommet de l'OTAN de PORTOROZ en Slovénie en septembre 2006).
- **novembre** : sommet de l'OTAN à RIGA (Lettonie). Sommet consacré à la violence en Afghanistan. La France, l'Italie et l'Allemagne acceptent de lever les restrictions de déploiement de leurs troupes sur le théâtre afghan. Les participants soutiennent la proposition française de création d'un groupe de contact sur l'Afghanistan pour aider à la reconstruction du pays.

Année 2007

- **30-31 janvier** : conférence internationale de suivi de la reconstruction de l'Afghanistan à Berlin.
- **23 mars** : adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies de la résolution 1746 prorogeant le mandat de la mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA/UNAMA) jusqu'au 23 mars 2008.
- **19 septembre** : adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies de la résolution 1776 prorogeant, pour douze mois à compter du 13 octobre 2007, le mandat de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan (FIAS/ISAF) et le renforcement de la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA/UNAMA).

Année 2008

- **20 mars** : adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies de la résolution 1806 prorogeant jusqu'au 23 mars 2009 le mandat de la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA).
- **12 juin** : conférence internationale de soutien à l'Afghanistan à Paris.
- **05 août** : prise de commandement du Regional Capital Command (RCC) à Kaboul par le GBR (FR) STOLLSTEINER.
- **18 août** : suite à une embuscade tendue à un détachement franco-afghan dans la vallée d'Uzbeen, 10 morts français et fort retentissement médiatique.
- **28 août** : la France met en œuvre la 1^{ère} phase du transfert de la responsabilité de la sécurité aux Afghans avec la zone de Kaboul.
- **22 septembre** : vote au parlement français sur la poursuite de l'engagement français en Afghanistan. Annonce de la mise en place de moyens complémentaires avec des hélicoptères, des drones et des mortiers.
- **novembre** : mise en place des premiers drones français sur le théâtre afghan.

¹ Kaboul Multi National Brigade.

PRÉSENTATION DE L'AFGHANISTAN

Année 2009

- **3-4 avril** : sommet de l'OTAN à Strasbourg-Kehl. La FIAS compte alors près de 60 000 militaires de 42 pays.
- **20 août** : élections présidentielles et législatives en Afghanistan.

Une synergie des actions civiles et militaires :

La relance de l'économie afghane reste donc éminemment tributaire de deux facteurs clés qui ne relèvent pas de mesures strictement économiques :

- la sécurisation de l'ensemble du pays,
- la lutte contre la corruption.

Dès 2001, l'objectif semblait pouvoir être atteint avec l'ensemble des acteurs qui avaient mis en échec le mouvement taliban. La mise en place des forces de l'OTAN (opération FIAS - Force Internationale d'Assistance à la Sécurité) en complément des forces américaines déployées (OEF - *Opération Enduring Freedom*) et les directives à appliquer suite à l'accord de Bonn laissent présager une issue favorable à la reconstruction du pays avec un Etat et des institutions élues démocratiquement. La France, membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations unies, intervient en Afghanistan, aux côtés de 40 nations, à la demande des autorités afghanes et sous mandat de l'ONU pour combattre le terrorisme et contribuer à la reconstruction et au développement.

La communauté internationale s'est engagée à soutenir le redressement de l'Afghanistan afin que ce pays retrouve sa place dans son environnement régional et international.

L'engagement français est important et environ 3 000 militaires sont présents en Afghanistan, dans le cadre des opérations de lutte contre le terrorisme et de la Force internationale d'assistance à la sécurité de l'OTAN.

La présence militaire internationale et française en Afghanistan :

L'armée nationale afghane (ANA)

La France accompagne la montée en puissance de l'ANA dans les domaines de la formation et de l'assistance opérationnelle aux unités. A terme, les forces afghanes de sécurité devront prendre le relais des forces étrangères - présentes en Afghanistan - sous mandat des Nations unies. L'Armée nationale afghane (ANA) devrait à terme compter environ 130 000 hommes à l'horizon 2012. 60 000 soldats afghans sont actuellement en activité et participent à des opérations sur l'ensemble du territoire. L'autonomie de certaines unités, «mentorées» par les OMLT (*Operational Mentoring Liaison Team*) et ETT (*Embedded Training Team*) est déjà acquise.

Deux chaînes de commandement :

	OEF	FIAS
STATUTS	Coalition autour des Etats-Unis	Mandat du conseil de sécurité (ONU)
	Article 51 de la charte des Nations Unies (légitime défense)	Résolutions : 1386 (2001) ; 1510 (2003) ; 1563 (2004) ; 1623 (2005) ; 1707 (2006)
COMMANDEMENT	US	OTAN
EFFECTIFS	10 000 hommes	60 000 hommes/40 pays
NOMS	EPIDOTE Héraclès Porte Sud Insérés	PAMIR
OBJECTIFS	Contre terrorisme et formation de l'ANA	Stabilisation par appui aux autorités légitimes

OEF

Depuis 2001, la communauté internationale est présente militairement en Afghanistan au travers de l'opération «*Enduring Freedom*» (OEF). **Cette coalition sous commandement américain a pour objectifs principaux, la lutte anti-terroriste et la formation de l'armée afghane.** Ses effectifs sont aujourd'hui d'environ **10 000 hommes**, 17 pays participant à la coalition.

FIAS

En 2003, l'Alliance complète l'action d'OEF. La «*Force Internationale d'Assistance à la Sécurité*» (FIAS) regroupe actuellement environ **60 000 militaires**, de **40 pays**. Il s'agit de la plus importante opération de l'OTAN hors d'Europe depuis la création de l'Alliance.

Le pays est divisé en **5 commandements régionaux** (*Regional Commands*):

- le commandement régional Nord - nation leader Allemagne - HQ Mazar-e Sharif,
- le commandement régional Ouest - nation leader Italie - HQ Hérat,
- le commandement régional Sud - nation leader Grande Bretagne - HQ Kandahar,
- le commandement régional Est - nation leader les Etats-Unis - HQ Bagram,
- le commandement régional Centre - nation leader France - HQ Kaboul.

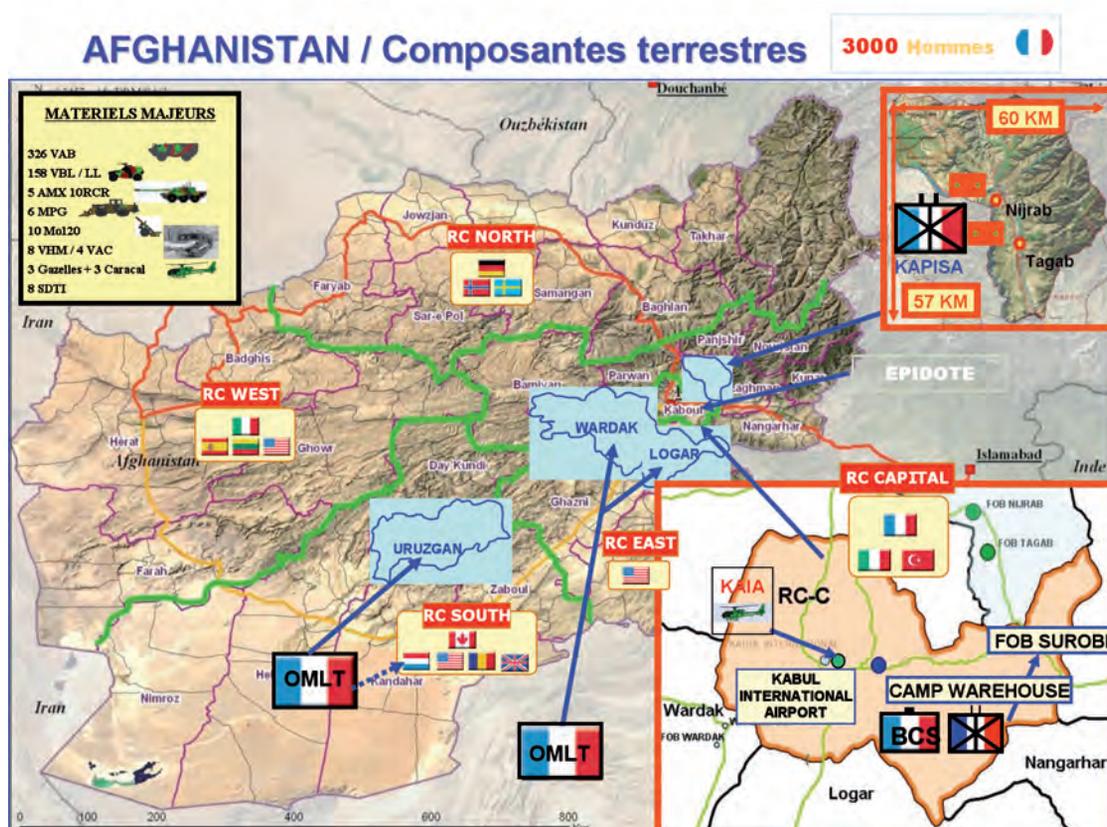
La mission de la FIAS est la «**stabilisation par l'appui aux autorités légitimes afghanes**». Opération majeure de l'organisation atlantique, son succès constitue un **enjeu pour l'avenir de l'Alliance** et un **défi pour l'unité entre alliés**, régulièrement mise à l'épreuve. La zone de responsabilité de la FIAS, initialement limitée à la région de Kaboul et au nord du pays, s'est étendue à 100% du territoire en octobre 2006. Les **Etats-Unis sont les premiers contributeurs** de l'ISAF, **la France arrivant au 4^{ème} rang**.

Le déploiement français en Afghanistan :

Le commandement du *Regional Command Capital* (RC.C/FIAS)

- Le commandement régional de la capitale de Kaboul est placé sous responsabilité française depuis le 5 août 2008 pour une durée de douze mois, date de la prise de fonction du GBR STOLLSTEINER (REP France théâtre). Ce commandement est tournant entre la France, l'Italie et la Turquie. L'effectif des Français au sein de l'état-major est de **80 hommes**.
- Cette prise de commandement donne à la France, la responsabilité d'une zone supplémentaire située à l'est de Kaboul qui couvre le district de Surobi appelé le *Combined Joint Operational Area*.

Les différentes composantes sur le terrain



PRÉSENTATION DE L'AFGHANISTAN

Les composantes terrestres appartenant à la FIAS

- **L'EM REP France** : stationné à Kaboul avec un effectif d'environ **120** hommes ;
- **le BATFRA PAMIR** : stationné à Kaboul avec un effectif d'environ **770** hommes, il est chargé de la sécurisation de Kaboul et de son environnement. Il a également la responsabilité du district de Surobi avec une compagnie d'infanterie, ses appuis et son soutien, positionnés à la FOB TORA ;



LCL PHILIPPEAU/CDEF



LCL PHILIPPEAU/CDEF

- **le Bataillon de Commandement et de Soutien** : stationné à Kaboul avec un effectif d'environ **530** hommes, il est chargé de l'ensemble du soutien des forces françaises sur le territoire ;
- **le Bataillon TF KAPISSA (RC Est) depuis juillet 2008** : dans la vallée de Tagab avec un effectif d'environ **630** hommes, sous commandement américain ;

- **les «Operational Mentoring Liaison Team» (OMLT)**: avec un effectif d'environ **300** hommes, au sein du 201^e Corps aux environs de Kaboul et du 205^e Corps au sud ouest de Kaboul. Les «Operational Mentoring and Liaison Teams» sont des équipes de tutorat créées en 2005 et qui ont pour mission de superviser l'entraînement des unités de l'ANA. La France arme des OMLT au niveau Corps (le 201^e CA), au niveau brigade (1^{ère} brigade du 201^e CA) et au niveau des 4 bataillons



LCL PHILIPPEAU/CDEF



LCL PHILIPPEAU/CDEF

(*kandaks*) de cette brigade. Les OMLT françaises sont déployées dans les provinces de Kapisa, du Logar et de Wardak. A l'été 2008, de nouvelles OMLT françaises se sont déployées dans l'Uruzgan (RC-South) en lieu et place des OMLT néerlandaises au sein du 205^e Corps.

- **les insérés** (EM multinationaux) : avec un effectif d'environ **35** hommes ;
- **les divers** : avec un effectif d'environ **200** hommes, en poste dans des organismes spécialisés ou chargés de missions temporaires auprès des forces.



Les composantes aériennes ISAF et OEF et le dispositif maritime français

Les composantes terrestres OEF

- le détachement **EPIDOTE** : stationné à Kaboul avec un effectif d'environ **45** hommes, est chargé de la formation de l'armée nationale afghane et en particulier des officiers (chef de section et commandant d'unité) ;
- l'**Afghan Commando School**: stationné à Kaboul avec un effectif d'environ **25** hommes, est chargé de l'instruction commando de l'ANA et des forces de police afghanes ;



LCL PHILIPPEAU/CDEF



LCL PHILIPPEAU/CDEF

Les composantes aériennes ISAF/OEF

- A **Kaboul**, le détachement « Hélicoptères » : avec un effectif de **80** hommes, il est stationné à KAÏA AIRPORT avec trois hélicoptères CARACAL et une patrouille à trois Gazelles ;

La phase de stabilisation et la contre rébellion

PAR LE COLONEL PHILIPPE COSTE DE LA DDo/CDEF

Le CDEF a publié cette année une doctrine de contre rébellion pour combler l'absence de procédés tactiques adaptés entre les modes coercitifs classiques et le contrôle de zone en sécurisation. Elle vise aussi à mettre fin à la confusion des termes¹ utilisés pour désigner ce mode d'action dans la littérature militaire avec des définitions parfois inadaptées.

La contre rébellion est un mode d'action destiné à s'opposer, en phase de stabilisation, à une menace asymétrique qui pratique indifféremment la guérilla ou le terrorisme. Elle use de procédés autrefois répandus puis délaissés après la guerre d'Algérie. S'ils retrouvent toute leur pertinence lors de conflits actuels, est-ce pour autant le cas pour celui d'Afghanistan ?

Une réponse tactique...

Tout d'abord, ce mode d'action se distingue de ceux de coercition parce que la lutte se fait face à un adversaire irrégulier au sein de la population, qui en est l'enjeu. La contre rébellion s'insère dans une **manœuvre globale** qui combine les différents modes d'action de sécurisation à des formes d'action non militaires.

... en phase de stabilisation...

La conduite de la contre rébellion doit d'abord produire un effet à dominante **politique** : la sécurisation du théâtre qui, seule, permet à la phase de stabilisation d'aboutir. Il s'agit d'**accroître la sécurité par la maîtrise du milieu** ; ce sont les conditions nécessaires au démantèlement de l'organisation armée.

L'objectif à atteindre est d'ôter tout argument aux forces adverses en rétablissant l'état normal de fonction-

nement du pays. Il repose sur l'action directe sur le milieu afin d'**isoler** et de **désorganiser** la rébellion, tout en **protégeant** la population dans les zones qui y sont favorables ou vitales du point de vue économique et politique.

Cependant, ce type d'actions a des répercussions multiples qu'il importe de prévoir et de mesurer pour en maîtriser les conséquences. Il s'agit donc de les accompagner pour en faire comprendre la nécessité mais également pour lutter contre la propagande



SIRPA TERRE/7° BCA

appelant à la rébellion armée. C'est le rôle des opérations d'information qui visent à **influencer les perceptions** pour appuyer l'action des forces terrestres. Elles se prolongent par des actions sociales pour apporter aux populations l'aide matérielle et morale nécessaire à la reprise d'une vie normale.

... qui passe par une lutte contre les bandes armées...

L'effet complémentaire à obtenir est la neutralisation des rebelles proprement dite par la lutte contre les bandes armées.

Cette lutte s'intègre dans la manœuvre globale en adoptant le principe de la **tache d'huile**². Il s'agit d'assurer la prise d'ascendant sur le milieu par la mise en place d'un **quadrillage** des zones en cours de sécurisation puis d'appliquer les effets de destruction ou de conquête par une **pression dissuasive** exercée sur leur contour.

Ce principe se résume dans la règle suivante : **n'occuper que le terrain qui soit capital et y faire effort après l'avoir pris**. Il repose ainsi sur **trois étapes** :

➔ La première est de pouvoir déterminer les zones d'effort en distinguant **trois espaces**.

- Celui où sont menées essentiellement des actions de reconstruction (**zones stabilisées**).
- Celui qu'il convient d'occuper pour y porter ses efforts. Son importance est appréciée à partir de la nature du milieu, du réseau de communication et des refuges adverses potentiels.

C'est ce type d'espace **qui est soumis au quadrillage pour garantir la protection et le contrôle des populations tout en permettant de mener des actions offensives à tout moment**.

- Enfin celui dont l'occupation, n'est pas rentable en raison de la disproportion des moyens nécessaires, ne présente pas d'intérêt ou n'est pas possible.

➔ L'étape suivante consiste à sécuriser les zones quadrillées et à exercer une pression dissuasive à leurs frontières. Celle-ci consiste à juxtaposer au quadrillage des moyens capables de détruire les forces rebelles sur leur terrain. Mais **sans renseignement, elle ne peut être efficacement exercée. Le renseignement oriente les efforts vers les objectifs décisifs**. Toute imprécision ou erreur se traduira par des résultats médiocres dans les opérations, voire leur échec.

La pression dissuasive vise alors à créer l'insécurité sur le propre terrain des rebelles pour leur imposer une mobilité forcée et ainsi leur interdire toute liberté d'action, vitale pour une guérilla.

➔ Les résultats issus de l'étape précédente sont ensuite exploités. La sécurisation et la normalisation des zones contrôlées permettent de dégager des moyens opérationnels qui profitent à une réorganisation des espaces afin d'étendre la «tache d'huile».

...selon des missions spécifiques.

Les missions usuelles liées au contrôle de zone ne peuvent donc suffire ; celles plus caractéristiques de la contre rébellion sont notamment les missions nécessaires pour exercer la pression dissuasive - **ratisser, harceler et intercepter** - et qui dépendent le plus souvent d'un **bouclage**.

Leur efficacité dans un contexte d'engagement dominé par la prééminence du milieu et la fugacité de l'adversaire, ne sera préservée qu'à condition de respecter les **principes suivants** lors de la constitution des unités engagées en contre rébellion.

- Le GTIA à quatre unités élémentaires offre le meilleur compromis à condition de préserver l'unicité de commandement et une importante capacité de combat débarqué.
- Il peut intégrer des éléments complémentaires de tous types (éléments cynotechniques ou

d'environnement, renseignement spécialisé, appuis feux, logistique, guerre électronique etc.), variant en nature et volume jusqu'aux plus petits échelons.

- Il coopère avec les unités locales qui lui procurent l'avantage de la connaissance du milieu et de la légitimité. Ces atouts contribuent à préciser le renseignement, à respecter les contraintes culturelles et à optimiser l'action au sein des populations.
- Le commandant de GTIA se constitue enfin une capacité d'intervention (réserve ou éléments d'alerte à temps) et peut compter en permanence sur des appuis provenant des secteurs voisins ou des échelons supérieurs (feux, renseignement, aéromobilité, etc.).

En outre, toute action nécessite de disposer de **renseignements** fiables et l'exécution doit préserver la **surprise** mais également la neutralité de la population. Des opérations **d'influence** adaptées à la situation peuvent alors compléter les effets de la mission. Ainsi, les procédés d'exécution s'accompagnent :

- d'une rigoureuse **discrétion** lors de la préparation et de la mise en place,
- d'une rapidité d'exécution et d'une **coordination** étroite en conduite, y compris avec les forces locales.

La discrétion étant généralement difficile à préserver, elle est impérativement complétée d'actions de **déception**³ et de contre renseignement. En conduite, les procédures doivent également contribuer à leurrer l'adversaire ou la population.

En effet, la surprise en contre rébellion, est un **facteur clé du succès**. Dans une lutte au sein des populations, le soutien de celles-ci aux rebelles est rédhibitoire. Le choix des engagements doit privilégier la nuit, le terrain et les conditions défavorables, tenir compte de l'activité civile usuelle et camoufler les indices extérieurs (logistique, soutien local...).

Enfin, toute action doit être exploitée en profitant localement de l'affaiblissement des capacités militaires et matérielles adverses pour rallier la population et asseoir la reconstruction.

En conclusion, la contre rébellion décrit une lutte optimale contre des bandes rebelles au niveau tactique en faisant abstraction des contingences usuelles liées aux contraintes politiques, multinationales ou autres. Il s'agit d'une «boîte à outils» visant à répondre aux divers besoins opérationnels des unités tactiques dans un contexte dont le théâtre afghan constitue une bonne illustration.

*1 La confusion est en particulier entretenue avec la traduction littérale du terme **counter insurgency** qui correspond davantage à la notion française de phase de stabilisation.*

2 Ce principe, issu des anciennes opérations de pacification, est parfaitement adapté à la contre rébellion car il permet d'occuper le terrain en considérant les effectifs très limités des armées actuelles.

3 Elles consistent par exemple à donner de fausses indications en trompant sur les préparatifs et les mises en place (reconnaitances, demande de guides et mises en place sans discrétion dirigées sur d'autres secteurs).



SIRPA TERRE/7° BCA

Place de la simulation

dans la préparation des modules avant un départ en opération extérieure

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL PASCAL FLORIN DE LA DSRO/CDEF

Les outils de simulation sont désormais incontournables dans la préparation opérationnelle des unités et des postes de commandement. Ils leur offrent un environnement de travail globalement réaliste, dans un contexte souvent contraint qui peut parfois exclure le recours à d'autres procédés. Ils ne constituent pas un pis-aller mais un outil précieux dont le choix, conscient et raisonné, est dans l'absolu complémentaire de ce qui existe déjà.

Si la simulation apporte une plus value non négligeable pour la préparation opérationnelle en temps normal, il est légitime de s'interroger sur son apport lors des mises en condition avant projection (MCP). Des restrictions limitent encore aujourd'hui son emploi lors des MCP. Cependant, elles sont vouées à disparaître rapidement et les perspectives envisageables laissent augurer de gains substantiels qui, à terme, contribueront à accroître la capacité opérationnelle des forces terrestres. Ces perspectives englobent tout le spectre des actions de préparation opérationnelle, et incluent, en fin de MCP, les validations avant projection (VAP).

Restrictions actuelles à l'utilisation de la simulation pour les MCP

Les raisons qui empêchent actuellement les centres d'entraînement d'utiliser les moyens de simulation dont ils disposent sont d'ordre essentiellement technique.

Les renseignements, liés aux zones où nos forces sont engagées ou susceptibles de l'être, font souvent défaut, notamment ceux qui ont trait à la description du terrain. En effet, pour être réaliste et restituer la géographie avec pertinence, une simulation doit disposer d'une image à afficher à l'écran (par exemple un fond de carte numérisé ou une photographie aérienne), qui n'a en soi aucun sens particulier pour un ordinateur, et surtout d'une représentation de la planimétrie et du nivellement compréhensibles par le simulateur (données vectorielles souvent enrichies manuellement). Ces éléments ne sont pas encore intégralement disponibles, ce qui disqua-

lifie temporairement l'emploi de nos moyens de simulation dans le cadre des MCP, même si la numérisation des principales zones d'actions où nos forces sont déployées est en bonne voie.

D'autres données, elles parfaitement connues (positions amies, de l'adversaire, baptême terrain, différents plans rédigés sur le théâtre, etc.), sont à utiliser avec précaution eu égard à leur caractère sensible. Il faut donc pour les manier s'assurer que les systèmes qui incluent les moyens de simulation et les systèmes d'information opérationnelle et de commandement (SIOC) qui y sont connectés peuvent les exploiter sans risque de compromission, en particulier si elles sont classifiées. Là aussi des études essentiellement liées à la sécurité des systèmes d'information sont en cours. Enfin, les versions actuelles des simulations n'offrent pas une représentation suffisante des actions de stabilisation car leur conception s'appuyait initialement sur des perspectives liées à la coercition de force.

La version stabilisation de SCPIO et le remplacement de SYSIMEV par OPOSIA devraient y remédier à l'horizon 2011.

Ces restrictions techniques ne sont donc pas insurmontables. Leur disparition prochaine et attendue devrait enfin faciliter l'utilisation des moyens de simulation pour la préparation des modules avant leur départ en opération extérieure.

Gains envisageables grâce à la simulation lors des MCP

Ce volet de préparation opérationnelle, qui sera vraisemblablement conduit un peu différemment, pourra voir son efficacité accrue de manière importante grâce aux avantages conférés par le caractère immersif des simulations et à la possibilité de répéter des actions tactiques dans un cadre réaliste sans risque et à moindre coût.

Les moyens actuels et en cours de développement permettront en effet de travailler sur la zone de déploiement futur sans s'exposer aux coups de l'ennemi, avec des cartes représentant correctement le relief, d'éventuelles vues en trois dimensions (par exemple pour les simulateurs de tir et de conduite des blindés), un baptême terrain conforme à celui du théâtre, des modes d'actions de l'adversaire vraisemblables, et avec des équipements correspondant à ceux du théâtre et que le module n'aura pas forcément en métropole. Il s'agit dans ce dernier cas de capacités que seule la simulation peut fournir, et dont l'apport opérationnel est difficile à évaluer autrement. L'aspect immersif des simulations peut sembler superficiel, cependant de nombreuses études montrent qu'il facilite grandement l'assimilation des connaissances.

En outre, les simulations constructives et virtuelles donneront la possibilité de répéter à l'envi des actions pour étudier des missions passées ou planifiées, en modifiant ses propres modes opératoires comme ceux de l'adversaire, avec un arbitrage extérieur dans le cas d'exercices à double action, et en restant immergé dans un contexte proche de celui du terrain, avec des données d'autant plus actualisées qu'il sera possible d'avoir des liaisons sécurisées avec les théâtres via une bande passante suffisante pour les rapatrier rapidement.

Enfin, le drill peut dès aujourd'hui être conduit efficacement grâce à la simulation instrumentée dans des conditions réalistes, grâce à la souplesse d'emploi et à la sécurité qu'elle permet. Elle est déjà utilisée (simulateurs de tirs de combat) et peut être enrichie pour correspondre à tous les aspects opérationnels (renseignement conversationnel, imprégnation d'une culture étrangère, travail spécifique pour limiter les dommages collatéraux, etc.). Les gains potentiels liés à la simulation

sont donc importants, et directement liés aux problématiques des SIOC. Ils ne sont pas uniquement d'ordre financier, mais les synergies entre SIOC et outils de simulations peuvent véritablement conférer des capacités inexistantes par ailleurs.

Cas particulier des VAP

Phase ultime, et bien spécifique de la MCP pour les PC de niveau 2 à 4, les VAP pourraient tirer avantageusement profit de la simulation.

Les VAP, conduites en temps contraint de manière centralisée par le CEPC au profit des états-majors de niveaux 2 à 4, pourraient gagner en réalisme grâce à la simulation. Actuellement, outre les difficultés énoncées supra, l'indispensable formation préalable à l'emploi de la simulation alourdirait potentiellement la préparation et le déroulement des VAP. Or, dès lors que les mêmes outils seraient employés auparavant en garnison pour les préparations décentralisées, voire habituellement pour la préparation opérationnelle en général, cette formation deviendrait sans objet et l'accroissement de l'efficacité dû à la simulation apparaîtrait alors plus clairement.

En effet, le réalisme, la capacité à simuler des moyens qui sont difficilement utilisables en métropole, et plus généralement tous les avantages conférés usuellement par une simulation bénéficieraient aussi aux postes de commandement qui suivraient les VAP. Or il est évident que plus ils seront placés dans des conditions similaires à celles du théâtre, plus la validation aura de sens et de poids.

Les VAP pourraient donc être grandement enrichies grâce aux moyens de simulation, pourvu que ceux-ci soient déjà utilisés en garnison pour le reste des MCP voire en temps normal.

Conclusion

Si l'utilisation de la simulation pour les MCP des modules préparant leur projection est actuellement marginale dans les centres d'entraînement à l'exception de la simulation instrumentée, elle n'est pas nouvelle et a déjà été éprouvée, par exemple dans les centres JANUS. Cette pratique devrait à terme se généraliser à la faveur d'évolutions des moyens de simulation, qui peuvent d'ores et déjà rendre de grands services et en rendront certainement davantage dans un futur proche. Manœuvrer avec un nouveau blindé sur le terrain correspondant à son premier déploiement opérationnel avant même d'embarquer vers ces lieux lointains pourrait par exemple être riche en enseignements.

La doctrine de lutte contre les EEI : Un corpus doctrinal en perpétuelle évolution

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL GIRAUD DU CICDE

Le centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (CICDE) a commencé à travailler sur la lutte contre les engins explosifs improvisés (EEI) dès sa création à l'été 2005. Les travaux, qui ont abouti à la publication de la doctrine, ont permis de mettre en contact et en réseau des spécialistes de ce domaine. Ceux-ci ont par la suite identifié des capacités mises en œuvre par les alliés et permettant d'accroître l'efficacité de cette lutte. C'est dans cette dynamique que s'inscrivent la refonte du corpus doctrinal relatif au MUNEX et la création d'une capacité de fouille opérationnelle puis de la capacité *WIT*. Quatre ans plus tard, les différents documents déjà publiés sont en cours d'appropriation par les unités déployées sur le terrain. Les retours d'expérience devraient permettre à terme de les amender.

La lutte contre les EEI est organisée au sein des armées françaises en fonction d'un certain nombre de publications doctrinales¹, cohérentes avec le corpus allié :

à la lutte contre les EEI en décrivant le système qui a développé cette menace qualitativement, quantitativement et géographiquement.

- Concept interarmées de lutte contre les engins explosifs improvisés - PIA 03.160 ;
- Doctrine interarmées de lutte contre les engins explosifs improvisés - PIA 03.260 ;
- Concept interarmées de fouille opérationnelle - PIA 03.161 ;
- Doctrine interarmées de fouille opérationnelle - PIA 03.261 ;
- Concept interarmées «traitement du danger munitions et engins explosifs» (MUNEX) - PIA 03.101 ;
- Doctrine interarmées «traitement du danger munitions et engins explosifs» (MUNEX) - en cours d'élaboration.

En outre, le concept des opérations contre un adversaire irrégulier² concoure également

LE CORPUS DOCTRINAL



Genèse du corpus doctrinal

Ce corpus doctrinal a été élaboré à partir de l'été 2005. C'est à cette époque, en effet, que la menace EEI devient de plus en plus préoccupante en Iraq puis en Afghanistan. La multiplication des incidents sur les théâtres du Moyen-Orient et la propagation - à cause du principe de porosité entre les théâtres - de cette menace, y compris sur le territoire national, imposent donc à la France de mettre en place une capacité de lutte contre les EEI.

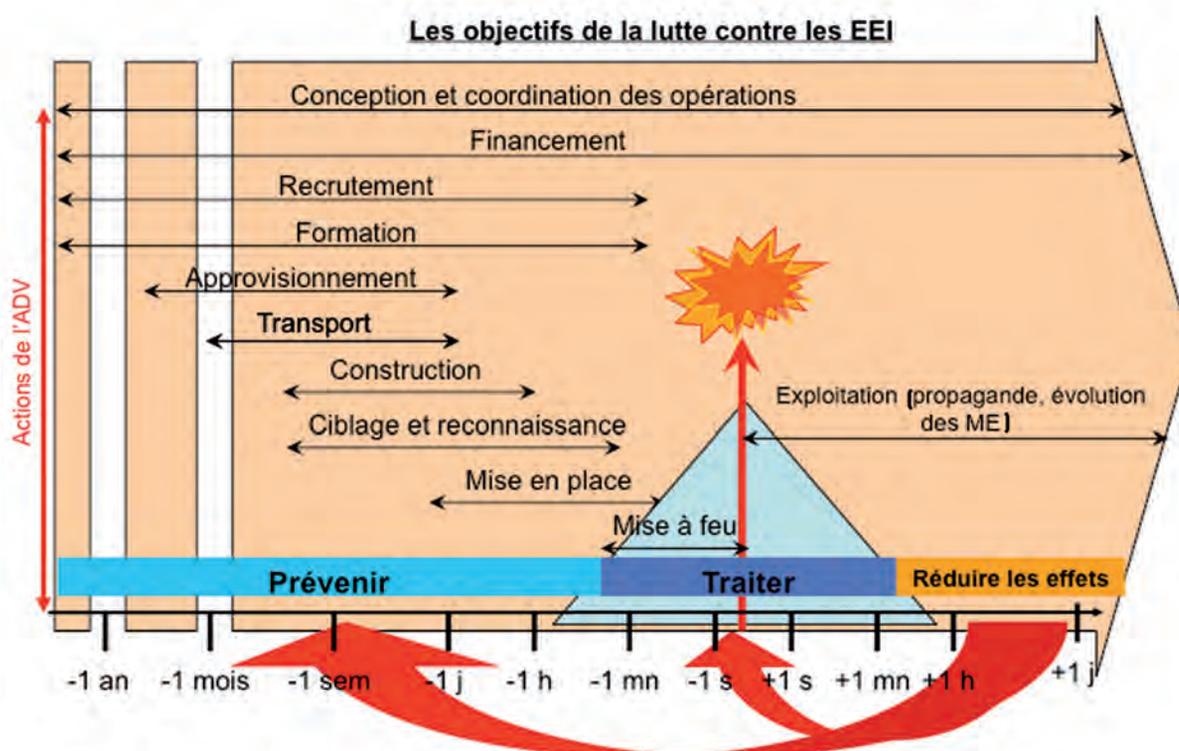
Les EEI, arme principale de «l'insurgé innovant», constituent pourtant une menace qui n'est pas nouvelle en soi (Indochine, Algérie, Liban - Drakkar). On peut donc s'interroger sur les raisons d'une prise en

compte aussi tardive au niveau doctrinal. En fait, si cette lutte contre les EEI a été conceptualisée aussi récemment, c'est qu'elle est désormais la principale cause des pertes dans les rangs occidentaux et qu'elle revêt ainsi une importance politique et stratégique nouvelle.

Cette démarche doctrinale a donc justifié la mobilisation d'experts dans ce domaine et elle a accompagné toutes les recherches, études et expérimentations conduites par ailleurs pour contrer cette menace (renseignement, équipements, formation, etc.). Cette capacité a, par ailleurs, bénéficié d'améliorations constantes depuis sa mise en place en raison de l'extrême évolutivité de la menace et également grâce aux contacts sur le terrain entre les militaires français et leurs alliés.

Le concept et la doctrine de lutte contre les EEI

Le concept est un document de 10 pages, publié en mai 2006 et présentant la menace EEI, les objectifs de la lutte contre les EEI et les principes qui la guident. Les objectifs, en particulier, sont de prévenir la menace, de la traiter (détection, mise en œuvre des contre-mesures et intervention) puis de réduire les effets. Ils sont expliqués dans le tableau ci-dessous, qui détaille également les actions de l'adversaire :



Après avoir répondu aux questions «quoi et pour quoi» dans le concept, le groupe de travail a répondu au «comment» dans la doctrine, publiée en août 2007. En 70 pages, ce document détaille les mesures qui doivent être prises et l'organisation qui doit permettre de faire face à cette menace. En particulier, la lutte contre les EEI est définie ainsi :

«Faisant partie intégrante de la protection de la force, et plus particulièrement destinée à garantir et préserver la liberté de mouvement et de manœuvre, la lutte

contre les EEI regroupe l'ensemble des activités de nature offensive et défensive menées par les forces, visant à prévenir cette menace, à la traiter et à en réduire les effets».

Il convient par ailleurs de signaler que la doctrine ne prévoit pas la mise en place de structures permanentes comme aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Seul un Groupe de Travail (GT EEI), dirigé par l'EMA, coordonne et fédère les actions dans ce domaine. La tâche est ardue en raison du nombre

et de la diversité des intervenants. Des réflexions en cours ont pour but de réorganiser cette lutte contre les EEI en une fonction «protection contre les menaces et les risques mettant en œuvre des explosifs». Aujourd'hui, la mise en place d'une structure permanente semble inéluctable pour dynamiser cette capacité.

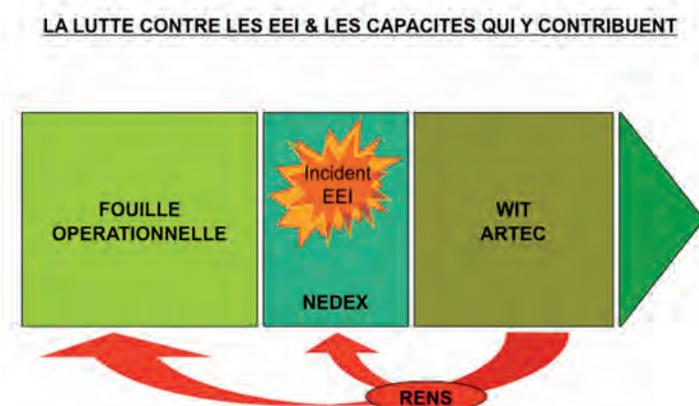
Enfin, des incidents faisant craindre une combinaison des menaces EEI et RBC, un titre II relatif aux EI RBC³ a été rédigé et complète la doctrine.

Les suites doctrinales

Les groupes de travail qui ont rédigé ce concept et cette doctrine de lutte contre les EEI ont constaté assez rapidement que la seule capacité offensive à opposer aux EEI semblait être le *military search*, développé par les britanniques, puis par l'OTAN. Des contacts au Royaume-Uni ont permis de confirmer la pertinence de cette analyse. Le *military search* - traduit en français par fouille opérationnelle - a été développé au cours du conflit en Irlande du Nord. Il s'agissait alors de priver les terroristes de leurs ressources, informations, armes et équipements en combinant une exploitation optimale du renseignement, un ciblage pointu des objectifs et des procédures de fouille méthodiques. En outre, des militaires français avaient pu observer

au Kosovo et en Bosnie ces équipes déployées dans le cadre notamment de la recherche des criminels de guerre. C'est donc tout naturellement que le CICDE s'est vu confier l'élaboration d'un concept et d'une doctrine interarmées de fouille opé-

rationnelle. Celle-ci intervient donc en amont de l'incident EEI, comme indiqué dans le schéma ci-après, qui recense les capacités engagées directement dans cette lutte et illustre la synergie entre elles :



Dans la même dynamique, il est apparu nécessaire de formaliser les bases conceptuelles du «traitement du danger munitions et engins explosifs» (MUNEX). C'est ainsi que le concept MUNEX⁴ a été rédigé très rapidement et que la doctrine MUNEX est actuellement en cours d'élaboration. En effet, cette capacité et particulièrement sa «pointe de diamant», le NEDEX/EOD⁵, est chargée d'intervenir sur l'incident EEI, juste avant ou juste après.

Egalement, en aval de l'incident EEI, la capacité WIT, pour *Weapon Intelligence Team*, en complément des équipes ARTEC⁶, aura pour mission de recueillir tous les indices exploitables sur une scène d'incident EEI, dans les domaines du renseignement, de la tactique, du MUNEX et de la police technique et scientifique. Cette capacité WIT

n'impliquant qu'un nombre limité de personnel ne fera pas l'objet d'un concept et d'une doctrine mais d'un mandat. L'édifice doctrinal ainsi construit dans l'urgence, en raison des impératifs de protection des troupes déployées, est donc fait de briques elles-mêmes en cours de construction ou d'appropriation par les militaires engagés sur le terrain.

On voit donc bien que le corpus doctrinal organisant la lutte contre les EEI n'est pas figé et qu'il intègre les nouvelles capacités qui permettent d'en accroître l'efficacité, en combinant le recul nécessaire à la doctrine et la réactivité commandée par la protection des hommes et des femmes engagés sur les théâtres.

Ainsi, même si la lecture et la connaissance de ces documents peuvent paraître

rébarbatives *a priori*, elles sont pourtant essentielles à une bonne compréhension des principes et des modalités de cette lutte contre les EEI. Un travers bien français consiste à préférer l'intuition, le système «D» voire l'improvisation au détriment de la doctrine. Sur ce sujet, cette attitude constituerait une grave atteinte à la protection de la force.

¹ Ces publications interarmées (PIA) sont téléchargeables sur le site intranet du CICDE :

<http://www.cicde.defense.gouv.fr/>

² PIA 00 – 180.

³ Engins improvisés radiologiques, biologiques ou chimiques.

⁴ PIA 03 – 101.

⁵ Neutralisation, enlèvement, destruction d'explosif / explosive ordnance disposal.

⁶ ARmement et TEChnologies.

GLOSSAIRE

ADIR	ADversaire IRrégulier
ARTEC	ARmement et TEChnologie
CICDE	Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations
EEI	Engins explosifs improvisés
EI RBC	Engins improvisés – radiologiques, biologiques ou chimiques
MUNEX	Traitement du danger munitions et engins explosifs
NEDEX/EOD	Neutralisation, enlèvement, destruction d'explosif / explosive ordnance disposal
PIA	Publication interarmées
WIT	Weapon intelligence team

Les bases juridiques de l'intervention en AFGHANISTAN

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL JÉRÔME CARIO, CHEF DU BUREAU RECHERCHE À LA DREX - CONSEILLER JURIDIQUE DU CDEF

Après les attaques du 11 septembre 2001, le monde entier a voulu éviter que de tels événements ne se reproduisent. Le 12 septembre, le Conseil de sécurité des Nations unies adopte la résolution 1368¹ qui condamne les attaques de la veille et réaffirme le droit des pays membres à la légitime défense individuelle et collective. L'ONU appelle la communauté internationale à éradiquer le terrorisme et à tenir pour responsables tous ceux qui aident ou appuient les auteurs, organisateurs et commanditaires d'actes terroristes.

I. Une intervention fondée sur la légitime défense

*- L'opération militaire
«Liberté immuable»*

Les États-Unis lancent un ultimatum au gouvernement taliban qui héberge ses principaux dirigeants en Afghanistan. Le refus des taliban entraîne le déclenchement par les États-Unis accompagnés de la Grande-Bretagne, de l'opération militaire «Liberté immuable» *Operation Enduring Freedom OEF*, le 7 octobre 2001 qui vise à chasser les taliban du pouvoir et capturer les auteurs d'actes de terreur.

Appuyés par les forces de l'Alliance du nord, qui luttait déjà contre les taliban, les forces armées entrent à Kaboul le 13 novembre 2001 et les taliban évacuent Kandahar, leur fief d'origine au sud du pays, le 7 décembre 2001.

Cette campagne militaire lancée en s'appuyant sur l'article 51 de la charte des Nations-Unies² est qualifiée par les américains «*d'acte d'auto-défense collective*». L'ONU, avec la résolution 1378 du 14 novembre 2001, s'engage complètement en Afghanistan et permet à d'autres

gouvernements (Allemagne, France, Canada, Australie...) de participer à cette intervention. L'organisme international coordonne d'abord l'aide internationale et appuiera ensuite les efforts de mise en place et de maintien d'un gouvernement afghan «légitime».

II. Une aide à l'autorité afghane sous mandat onusien

2.1- Les accords de BONN³

Du 27 novembre au 5 décembre 2001, des personnalités d'Afghanistan se réunissent à Bonn, en Allemagne, pour déterminer le cours de l'ère post-taliban. La conférence permet de mettre au point une véritable «feuille de route» de la consolidation de la paix et de la reconstruction post-conflit, principalement centrée autour de l'organisation d'élections présidentielles et législatives, prévues pour le 11 juin 2004. Les élections présidentielles seront plus tard repoussées au 9 octobre 2004 et les élections législatives, au 18 septembre 2005.

Par ces accords de Bonn, les autorités afghanes reviennent au pouvoir dans le but de réunir une assemblée constituante afin de préparer une nouvelle constitution.

Ainsi l'Afghanistan s'engage sur deux points principaux :

- «*mettre un terme au conflit en Afghanistan et promouvoir la réconciliation, une paix durable, la stabilité et le respect des droits de l'homme*» ;
- «*réaffirmer l'indépendance, la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale du pays ainsi que le droit pour les Afghans de déterminer librement leur avenir politique en conformité avec les principes de l'Islam, de la démocratie, du pluralisme et de la justice sociale*».

2.2 La force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS/ISAF)

Bien que les Taliban aient été rapidement chassés du pouvoir, ils sont loin d'être mis hors d'état de nuire. Aussi le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 1386⁴, le 20 décembre 2001, créant la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) placée sous le chapitre VII de la charte de l'ONU. La FIAS⁵ débute donc comme mission ad hoc dirigée par la Grande-Bretagne pour une période de six mois. Elle travaillera de concert avec la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA), mission politique composée de civils, lorsque cette dernière sera créée le 28 mars 2002 par la résolution 1401.

Le 11 août 2003, l'OTAN assume le commandement, la coordination et la planification de la FIAS. Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte le 13 octobre 2003, d'un commun accord avec l'OTAN, la résolution 1510⁶ qui officialise ce changement. La résolution, toujours en vertu du chapitre VII de la Charte de l'ONU, étend l'action de la FIAS à l'ensemble du pays. En 2005, l'OTAN adopte aussi un plan opérationnel révisé afin de tenir compte du déploiement de la mission entamé au début 2004. Le mandat de la mission s'en trouve étendu⁷. Le processus de régionalisation de la FIAS couvre alors les régions du Nord et de l'Ouest de l'Afghanistan. L'extension au Sud et à l'Est est complétée en octobre 2006.

Le 12 septembre 2006, le Conseil de sécurité proroge d'un an le mandat de la FIAS à compter du 13 octobre 2006, par la résolution 1707. Constatant le besoin de renforcement de la mission, **le Conseil de sécurité encourage aussi les États participants à la FIAS à lui fournir davantage d'hommes et de moyens**⁸. Le 22 septembre 2007, le Conseil de sécurité proroge de nouveau d'un an le mandat de la FIAS par la résolution 1776, bien qu'il déplore **«la recrudescence de la violence et des activités terroristes des taliban, d'Al Qaïda, de mouvements armés illégaux et des narcotrafiquants»** dans le pays.

Les forces de la mission débutent, à l'automne 2007, le transfert du contrôle de certaines bases stratégiques aux forces de sécurité afghanes. Ces actions sont com-

prises dans la première partie du processus de retrait des forces étrangères d'Afghanistan. Concernant la FIAS elle-même, plusieurs États participants, comme les États-Unis, le Canada, la France et la Grande-Bretagne, demandent aussi certains changements dans les stratégies des domaines militaires et humanitaires, dans l'accroissement du nombre de conseillers politiques, dans la nomination d'un « super-émissaire » chargé de la coordination de l'aide internationale et dans un renforcement des effectifs. Une division tend aussi à s'accroître entre les États participants, concernant les restrictions données par les États à leurs troupes en place, que ce soit par rapport à leur mandat ou à leur zone d'action. (*national caveats*).

Dans sa résolution 1806 du 20 mars 2008, le Conseil de sécurité décide de proroger le mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), tout en soulignant la nécessité de renforcer la collaboration avec la FIAS en ce qui a trait à la coordination civilo-militaire, l'échange d'informations et la cohérence des actions, dans le but de poursuivre l'application du Pacte pour l'Afghanistan. Le Conseil de sécurité salue d'ailleurs dans cette résolution les efforts considérables de la FIAS de respecter le droit international humanitaire en faisant tout pour protéger les civils afghans et réduire les pertes civiles lors de leurs actions.

Lors du sommet de l'OTAN de Bucarest (des 2-4 avril 2008), les pays contribuant à la FIAS ont adopté une stratégie renouvelée, fondée sur les propositions françaises :

- engagement dans la durée,
- appropriation progressive par les Afghans des questions sécuritaires (*afghanisation*),
- implication du Pakistan dans la recherche d'une solution.

Dans cette perspective, la France a décidé de renforcer son dispositif militaire.

CONCLUSION

Les forces françaises sont donc engagées dans le cadre de l'OEF pour la formation de l'armée afghane mais surtout dans le cadre la FIAS, avec, d'une part des missions de protection à Kaboul et d'autre part des missions de combat en Kapissa, Surobi conformément à l'OPLAN 10 302. Si toutes les restrictions ont été levées, certaines limites du cadre d'emploi des forces sont néanmoins précisées :

- séparation des missions OEF et FIAS. Une fusion des deux missions pourrait remettre en cause l'avenir de la FIAS,
- le soutien de la police afghane⁹ ne peut se faire que dans le cadre de formations nécessitant une expertise militaire,

- le soutien du gouvernement afghan dans la lutte contre le narcotrafic est limité aux renseignements, aux actions de sensibilisation et au soutien logistique. Aucune action directe ne peut être menée contre les trafiquants ou pour éradiquer les champs de culture de drogue.



LCL PHILIPPEAU/CDEF

1 Résolution 1368 (2001)

Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 4370^e séance, le 12 septembre 2001

Le Conseil de sécurité, réaffirmant les buts et principes de la Charte des Nations Unies, résolu à combattre par tous les moyens les menaces à la paix et à la sécurité internationales causées par les actes terroristes,

1. Reconnaisant le droit inhérent à la légitime défense individuelle ou collective conformément à la Charte,

1. Condamne catégoriquement dans les termes les plus forts les épouvantables attaques terroristes qui ont eu lieu le 11 septembre 2001 à New York, Washington (DC) et en Pennsylvanie et considère de tels actes, comme tout acte de terrorisme international, comme une menace à la paix et à la sécurité internationales.
2. Exprime sa plus profonde sympathie et ses condoléances aux victimes et à leur famille ainsi qu'au peuple et au Gouvernement des États-Unis d'Amérique.
3. Appelle tous les États à travailler ensemble de toute urgence pour traduire en justice les auteurs, organisateurs et commanditaires de ces attaques terroristes et souligne que ceux qui portent la responsabilité d'aider, soutenir et héberger les auteurs, organisateurs et commanditaires de ces actes devront rendre des comptes.
4. Appelle également la communauté internationale à redoubler d'efforts pour prévenir et éliminer les actes terroristes, y compris par une coopération accrue et une pleine application des conventions antiterroristes internationales et des résolutions du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 1269 (1999) du 19 octobre 1999.
5. Se déclare prêt à prendre toutes les mesures nécessaires pour répondre aux attaques terroristes du 11 septembre 2001 et pour combattre le terrorisme sous toutes ses formes, conformément à ses responsabilités en vertu de la Charte des Nations Unies.
6. Décide de demeurer saisi de la question.

2 Article 51 «Aucune disposition de la présente Charte ne porte atteinte au droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un Membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée, jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Les mesures prises par des Membres dans l'exercice de ce droit de légitime défense sont immédiatement portées à la connaissance du Conseil de sécurité et n'affectent en rien le pouvoir et le devoir qu'a le Conseil, en vertu de la présente Charte, d'agir à tout moment de la manière qu'il juge nécessaire pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales.»

3 **Les accords de Bonn** ou *Accord sur des arrangements temporaires en Afghanistan en attendant le rétablissement des établissements permanents de gouvernement.*

4 La résolution 1386 spécifie que la FIAS a pour mandat «d'aider l'Autorité intérimaire afghane à maintenir la sécurité à Kaboul et dans ses environs, de telle sorte que l'Autorité intérimaire afghane et le personnel des Nations Unies puissent travailler dans un environnement sûr».

5 «Il importe de bien distinguer des deux opérations conduites en Afghanistan : celle, conduite sous la seule direction des États-Unis, dite «Liberté immuable» («Operation Enduring Freedom», ou OEF), et celle de la Force

Internationale d'Assistance à la Sécurité (FIAS).

La première, l'OEF a pour objectif la guerre antiterroriste. Elle a débuté le 7 octobre 2001. Contrairement à la FIAS, dont le mandat est limité au seul territoire de l'Afghanistan, l'OEF a vocation à agir sur un plan régional. Elle est dirigée par les États-Unis, sans être exclusivement composée de soldats américains. L'OEF est déployée en vertu de l'article 51 de la Charte des Nations unies, qui pose un droit de légitime défense, sur le fondement des résolutions 1368 (où est visé «le droit inhérent à la légitime défense individuelle ou collective conformément à la Charte»), et 1373 du conseil de sécurité (qui décide de sanctions contre les organisations terroristes, et appelle à la coopération de tous contre ces mouvements)». Mission d'information sur la situation en Afghanistan : Rapport d'étape de Messieurs LAMY LÉLOUCHE. Assemblée Nationale. Octobre 2008.

6 La résolution 1510 (2003) élargit le mandat de la FIAS «pour lui permettre, dans la mesure des ressources disponibles, d'aider l'Autorité intérimaire afghane et ses successeurs à maintenir la sécurité dans les régions de l'Afghanistan en dehors de Kaboul et ses environs, de façon que les autorités afghanes ainsi que le personnel des Nations Unies et les autres personnels civils internationaux qui contribuent, en particulier, à l'effort de reconstruction et à l'action humanitaire puissent travailler dans un environnement sûr, et de fournir une assistance dans le domaine de la sécurité pour l'exécution de toutes les autres tâches à l'appui de l'Accord de Bonn».

7 Suite à la réunion ministérielle du Conseil de l'Atlantique Nord tenue au siège de l'OTAN le 8 décembre 2005, les pays membres ont mis à jour le mandat de la FIAS : «Nous sommes résolus à faire en sorte que la mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) dirigée par l'OTAN et agissant sous mandat des Nations Unies reste un succès, sous tous ses aspects, et nous avons aujourd'hui décidé de relever le niveau de soutien apporté par l'OTAN en faveur de la paix et de la sécurité en Afghanistan. Nous avons entériné le plan opérationnel permettant la poursuite de l'élargissement de la mission de la FIAS. Les équipes de reconstruction provinciales sont le fer de lance de l'action de l'OTAN ; elles sont soutenues par des forces militaires capables de répondre aux menaces pour la sécurité là où la FIAS opère et reçoivent le renfort de forces de réserve souples et robustes chaque fois que la situation sur le terrain l'exige. Conformément à son plan d'opérations, la FIAS :

- aidera le Gouvernement de l'Afghanistan à étendre son autorité ;
- mènera des opérations de stabilité et de sécurité dans sa zone de responsabilité, en coordination avec les forces de sécurité nationales afghanes ;

- apportera des avis et un soutien à l'armée nationale afghane pour en accroître les capacités et le champ d'action ;
- apportera un soutien aux programmes du Gouvernement afghan visant à désarmer les groupes illégalement armés ;
- assurera les opérations et maintiendra la sécurité à l'aéroport international de Kaboul ;
- fournira une assistance à la police nationale afghane pour des formations spécialisées et l'interaction avec l'armée nationale afghane ;
- apportera des avis et un soutien au Gouvernement afghan pour ce qui est de la stratégie en matière de sécurité des frontières ;
- soutiendra le Gouvernement afghan dans sa lutte contre les stupéfiants ;
- apportera une assistance pour d'autres éléments clés de la réforme du secteur de la sécurité, en étroite coopération avec les pays pilotes du G 8.

8 «Fin 2008, les effectifs de la FIAS s'élevaient à 48 400 hommes, issus de 39 pays. Le contingent le plus nombreux est américain (18 200 soldats). Le contingent français est proche de 3 050 hommes, participant au dispositif Pamir (2350 personnels), aux OMLT2 (300 personnels), et aux opérations aériennes (500 personnels). Les effectifs OEF sont plus limités (13 700 personnels), et essentiellement américains (12 000 soldats). La participation de la France y est plus restreinte, concentrée notamment sur la lutte antiterroriste en mer «héraclès mer» pour 300 personnels et le dispositif de formation de l'armée afghane EPIDOTE, 39 soldats pour les formations d'officiers. Cela place la France au quatrième rang des contributeurs à l'OEF.»
Au total, la participation française est environ 3 900 personnels. Dès l'été 2009, ce sont 150 gendarmes qui devraient rejoindre les forces françaises pour la formation de la police afghane.

9 Le soutien de la police afghane comme la lutte contre la drogue font l'objet de «Key Supporting Task» dans l'OPLAN 10 302.



Eclairage historique et géopolitique de l'Afghanistan (fin XIX^{ème}, début XX^{ème})

«Une chèvre entre deux lions : l'Afghanistan théâtre
du «Grand Jeu» (début du XIX^e siècle – 1919)»

«Il ne se trouve pas une pierre qui n'ait été teintée de sang »
Lieutenant-général George Molesworth¹

GUILLAUME LASCONJARIAS, ENSEIGNANT-CHERCHEUR - CDEF/DREX/ BUREAU RECHERCHE

À la lumière des récents événements, il est tentant de convier l'histoire pour expliquer les difficultés de la Coalition en Afghanistan. Selon une tradition orale ancienne, dont certains récits récents se font un relais parfois complaisant, l'Afghanistan serait ce «royaume de l'insolence»² que personne n'a pu posséder ni contrôler au fil des siècles. On rappelle ainsi à loisir le passage d'éphémères conquérants, d'Alexandre le Grand aux Soviétiques, en passant par les sanglantes défaites britanniques au XIX^e siècle.

Une terre de passage et de conquête

Carrefour stratégique déjà connu des Grecs – les phalanges macédoniennes auraient traversé la passe de Khyber pour atteindre l'Indus –, l'Afghanistan



Shah Dorrâni,
père de l'Afghanistan moderne

a toujours été un lieu de passage entre l'Est et l'Ouest. Du IV^e siècle avant J-C jusqu'au VII^e siècle de notre ère, les invasions se succèdent et les Indiens, les Perses sassanides, les Huns puis les Arabes occupent chacun la région, un envahisseur chassant l'autre. En 651, le calife Omar s'empare de Hérât et instaure l'islam qui s'impose au fil du temps comme la religion dominante. Au

XIII^e siècle, les conquérants des steppes menés par Gengis Khan assurent la domination mongole pendant près de deux siècles jusqu'à l'époque de Tamerlan. Ce dernier s'empare du nord de l'Afghanistan à la fin du XIV^e siècle et fonde la dynastie moghole dont Kaboul devient la capitale (1504).

Si les grands empires se disputent le territoire des Afghans, ils n'en contrôlent en réalité que l'espace utile, le *Hokoûmat* (pays de gouvernement). La ceinture montagneuse autour de Kaboul reste aux mains des tribus pachtounes. Cette zone prend bientôt le nom de *Yâghestân* (royaume de la rébellion ou de l'insolence)³. Il est difficile d'y prendre pied, les armées n'y peuvent pénétrer sans risquer l'embuscade et les coups de main meurtriers des «bandits afghans»⁴. Les autorités installées dans les grands centres urbains de Kandahâr, Hérât ou Kaboul cherchent finalement moins à subjuguier les tribus qu'à obtenir qu'elles se neutralisent entre elles. On paie ainsi certains chefs locaux pour assurer la sécurité des voies de communication, et on en solde d'autres pour qu'ils luttent contre d'autres tribus rebelles. Les périodes de paix sont précaires et les révoltes incessantes ; les empires perse et moghol peinent à assurer la stabilité de la région.

La rupture essentielle intervient au XVIII^e siècle, quand les chefs de tribus afghanes profitent de la déliquescence des grandes puissances musulmanes voisines. En 1747, Ahmad Shâh Dorrâni est élu roi par la Loya Jirga et entreprend une politique de conquête ; l'est de l'Iran, le Baluchistan, le Cachemire et le Penjab passent sous domination afghane. Mais cet Empire ne possède aucune caractéristique d'une nation moderne ; à partir de 1772, son fils Tîmôur fait face à des contestations de plus en plus violentes contre le pouvoir central, ces expressions étant la marque des rivalités entre tribus pachtounes⁵.

L'ère des Empires et le «Grand Jeu»



Scènes de la Première Guerre anglo-afghane
(www.british-battles.net)

Au XIX^e siècle, la position centrale de l'Afghanistan attire les convoitises des puissances européennes que sont la Grande-Bretagne et la Russie. Les premières tentations occidentales datent des années 1807-1809, lorsque des envoyés britanniques tentent de convaincre les empereurs afghans de les appuyer dans leur lutte contre les Russes, alors alliés de Napoléon. Cela se poursuit dans la décennie 1830 avec ce que Kipling – à la suite de Lord Curzon – nomme le «Grand Jeu», à savoir une suite d'accords et de traités passés par les Occidentaux pour étendre leur influence dans un espace comprenant la Perse, la Transcaspienne, le Turkestan et l'Afghanistan⁶.

À la cour de Dôst-Mohammad, le monarque afghan, des envoyés russes et anglais négocient pour attirer le pays dans leur sphère d'attraction ; le roi tempore, louvoyant entre propositions et menaces des deux camps. La politique britannique cherche à pousser en avant («*Forward policy*») les possessions anglo-indiennes pour faire pièce à un empire

russe qui vise un débouché sur les mers chaudes. En 1837, c'est un officier anglais qui participe à la défense de Hérât face aux assauts perses et russes. Cette volonté de protéger les Indes contre toute menace venue du nord incite les Britanniques à entreprendre une première conquête de l'Afghanistan en 1838.

Cette première guerre anglo-afghane (1838-1842) cherche à contrôler la politique étrangère afghane en remplaçant sur le trône un ancien roi déchu. Elle s'achève par un désastre militaire à l'hiver 1841-1842, quand après le soulèvement de Kaboul, le corps britannique est taillé en pièce lors de sa retraite à travers les défilés qui mènent à Peshawar. Sur les 16 000 militaires et civils de la colonie anglaise, quelques-uns sont faits prisonniers et un seul témoin parvient à conter cet épisode tragique, le chirurgien William Brydon⁷. Londres doit se résoudre à traiter avec le roi Dôst-Mohammad, à qui l'on verse des subsides conséquents pour maintenir un état-tampon entre l'Asie centrale et l'Inde.

Un second conflit né des mêmes causes émerge en 1878 ; à nouveau, la faiblesse du pouvoir central afghan, joint aux appétits russes, attire le courroux des Anglais qui envahissent le pays en novembre 1878 et contraignent l'émir afghan à signer le traité de Gandamak le 26 mai 1879. Les Britanniques soutiennent des potentats locaux desquels ils obtiennent le contrôle de la passe de Khyber et un droit de regard sur la politique étrangère du pays.

Une chèvre entre deux lions ?

À nouveau, la révolte populaire gronde contre les émirs soutenus par la puissance britannique. Les Russes en profitent en armant Abd-or-Rahmân, qui prône le Djihad et la reconquête de l'Afghanistan. Ce combattant parvient à fédérer les principales tribus afghanes en jouant un parfait double jeu ; d'un côté, il s'affirme contre les représentants des puissances occidentales – y compris contre ses anciens



Un conseil tribal afghan vers 1880 (Droits réservés)

protecteurs russes – et de l'autre, il négocie en sous-main le départ des troupes anglaises tout en leur offrant des contreparties sur un plan diplomatique. Les Britanniques ont d'ailleurs intérêt à ces échanges diplomatiques après le grave revers subi à Maïwand le 27 juillet 1880 et le siège de Kandahâr⁸.

Les années suivantes, Abd-or-Rahmân guerroye contre les dissidents et les soumet, manipulant les vendettas tribales, les haines entre sunnites et chiites⁹. Il dote dans le même temps l'Afghanistan de structures étatiques modernes, cherchant à centraliser le pays, à briser les velléités d'indépendance locales, à moderniser la société. Il bénéficie pour cela de trois atouts : chef de tribu, il conserve les traditions ; subventionné par les Anglais, il peut acheter les fidélités ; musulman irréprochable, il islamise le Noûristân. Il bénéficie en outre des difficultés russes dans la soumission du Caucase qui mène à l'accord russo-britannique de 1907 qui engage les Occidentaux à respecter l'intégrité territoriale de l'Afghanistan.

La dernière étape vient après la Première Guerre mondiale. En 1919, le petit-fils de l'«Émir de Fer» profite de la Révolution bolchévique et des difficultés britanniques en Inde pour proclamer une totale indépendance. La troisième guerre anglo-afghane ne dure que quelques mois (avril – juillet) et s'achève par le traité de Rawalpindi (8 août 1919), où les Britanniques renoncent à toute tutelle sur la politique extérieure afghane¹⁰.

En deux siècles l'Afghanistan est devenu un État indépendant, sans trahir ses particularismes notamment tribaux, et en tirant parti des relations tendues entre ses puissants voisins, russes au nord et anglais au sud. Né d'un jeu diplomatique dont il est un pion, le pays des Afghans affirme sa volonté de vivre selon ses règles, ses coutumes, en refusant aux étrangers un droit d'ingérence dans sa vie politique.

L'«Émir de Fer» a en outre laissé à ses successeurs deux règles dont la pertinence ne se dément pas : la certitude que la plus grande sécurité de l'Afghanistan tient dans ses montagnes et dans son peuple naturellement né guerrier, et dans une religion partagée, l'islam. En vérité, concluait-il en 1901, «ils sont amoureux de liberté, d'indépendance, d'émancipation ; à peine s'ils tolèrent de se soumettre à un prince de leur propre foi, ils n'accepteront jamais la domination d'un autre¹¹.»



Fortifications britanniques autour de Kaboul, vers 1840
(Droits réservés)

1 Lieutenant-général George Molesworth, *Afghanistan 1919*, Asia Publishing House, 1962. Les mémoires de cet officier s'intéressent essentiellement à la 3^e guerre anglo-afghane des années 1919-1920, à laquelle il participe comme Adjudant du 2nd Somerset Rifles.

2 Selon le titre de l'ouvrage de Michael Barry, *Le Royaume de l'insolence. L'Afghanistan, 1504-2001*, Paris, Flammarion, 2002.

3 *Ibidem*, p. 99.

4 L'image du bandit afghan naît en réalité au XIX^e siècle après les défaites des Britanniques, sous la plume de Rudyard Kipling.

5 Il s'agit des tribus Ghilzai et Dorrâni. Cet affrontement est une constante de l'histoire afghane puisque les taliban sont dirigés par les Ghilzai, la tribu du Mollah Omar, alors que le président actuel, Hamid Karzai, est un représentant de la tribu des Dorrâni.

6 C'est à cette époque que la Russie s'empare de la Géorgie et de Bakou.

7 Lady Sale, *A Journal of the Disasters in Afghanistan, 1841-1842*, Londres, 1843.

8 Sur les combats de Maïwand, on peut lire Bryan Perrett, *Against all Odds*, Sterling Ltd, 1998. Les 3 000 soldats indiens et britanniques du général Burrows, attaqués par 25 000 Afghans, fuient. Le 66th Regiment est totalement détruit dans la bataille.

9 Michael Barry, *Le Royaume de l'insolence*, op.cit., p. 176.

10 Le 8 août devient d'ailleurs fête nationale.

11 Michael Barry, *Le Royaume de l'insolence*, op.cit., p. 190.

L'intervention soviétique (1978-1984)

PAR LE CAPITAINE ® MÉRIADÉC RAFFRAY, BUREAU RECHERCHE/DREX/CDEF

AUTEUR DE *LES SOVIÉTIQUES EN AFGHANISTAN 1979-1989 L'ARMÉE ROUGE BOULEVERSÉE*

Noël 1979. Le Kremlin déclenche la phase principale de l'opération «Prague». Le 25 décembre, la 40^{ème} armée rouge - 5 divisions – fonce sur l'Afghanistan. A sa tête, le général Borissov, l'homme qui a dirigé le pont aérien sur l'Ethiopie en novembre 1977. Les préparatifs ont démarré un an plus tôt par des repérages aériens. A l'été, le ministère de la Défense dépêche en reconnaissance à Kaboul son numéro deux, le général Pavlovski. C'est lui qui a commandé le coup de force sur Prague en 1968. Sur place, 1 500 «conseillers» soviétiques s'assurent du contrôle des principales bases. Les 7 et 8 décembre, une brigade d'assaut parachutiste investit la grande base militaire de Bagram, au nord de Kaboul. Dans la nuit du 20, l'unité s'empare du tunnel de Salang. La veille de Noël, deux autres brigades renforcent cette tête de pont.

Le 27 décembre, 10 000 parachutistes quadrillent les rues de la capitale. A 20 heures 45, les *spetsnaz* attaquent le palais présidentiel, où s'est barricadé le chef de l'Etat, Haffizulah Amin, sous la protection de sa garde rapprochée. En quelques heures, l'affaire est réglée. Le 1^{er} janvier, 55 000 Soviétiques campent en Afghanistan. Quatre ans plus tard, ils atteignent leur maximum : 118 000 hommes.

Moscou a envisagé l'intervention en mars 1979, mais y a renoncé pour ne pas compromettre la politique de la Détente entre l'Est et l'Ouest. Depuis le coup d'Etat fomenté par le PDPA (le PC afghan) à Kaboul en avril 1978, la situation intérieure de ce satellite de l'URSS s'est considérablement dégradée. En s'attaquant aux structures traditionnelles de la société, le gouvernement marxiste a provoqué la révolte des campagnes. La répression a aggravé la situation. Affaibli par les purges successives et les désertions en masse, l'armée afghane échoue à rétablir l'ordre. Le niveau de ses effectifs atteint la moitié du total théorique, fixé à 90 000 hommes. Kaboul, qui ne contrôle plus que les grands axes du pays, a fini par solliciter l'aide de Moscou.

Mais c'est l'évolution du contexte international qui décide le Kremlin à intervenir. Le 16 janvier 1979, à Téhéran, les Mollahs chi'ites chassent le shah. Les Américains plient bagage, laissant le champ libre à l'URSS pour devenir la grande puissance régionale et se rapprocher des mers chaudes. La prise en otage du personnel de l'ambassade américaine à Téhéran, le 4 décembre, précipite les événements. Anticipant le retour des Américains, Moscou entend les prendre de vitesse.

A défaut de les affronter, l'état-major de la 40^{ème} armée soviétique doit palier l'incapacité de l'armée afghane à circonvenir la rébellion. Sur le papier, le rapport de force lui confère une supériorité écrasante. Pourtant, le choc avec la réalité est douloureux.

Après leur jonction au sud, les lourdes colonnes blindées frappées de l'étoile rouge quittent les axes majeurs. Aussitôt, elles font la démonstration de leur impuissance. La géographie tourmentée du pays les paralyse. En réaction, elles se concentrent sur les axes de communication, les villes et les zones économiques vitales : l'Afghanistan utile - 20% du territoire. Les unités se «bunkérisent» dans des camps à la périphérie des villes. Elles en sortent seulement pour mener des opérations de grande envergure (jusqu'à 15 000 hommes) visant à tenir à distance la rébellion des zones urbaines, où a débuté le processus de «soviétisation» de la population. Dès mars 1980, les combats s'intensifient. Les Soviétiques utilisent toute leur puissance de feu pour casser le moral des rebelles. En vain. Les Moudjahidin se dérobent. Le jour, les Soviétiques font la loi ; la nuit, l'adversaire impose la sienne. Dès la fin de l'année, les stratèges abandonnent l'espoir d'une victoire rapide. Il faut entre 500 000 et un million d'hommes pour verrouiller la frontière avec le Pakistan et écraser la rébellion, expliquent-ils à Moscou. Leur argument : au Vietnam, les Américains ont engagé trois fois plus de troupes pour contrôler un territoire deux fois plus petit.

A défaut de renforts, l'état-major cherche à éviter l'enlèvement. Ses chefs opèrent en toute discrétion une véritable révolution interne. Sur les conseils des généraux vietnamiens vétérans des guerres anti-coloniales, l'état-major découpe le pays en sept zones. A leur tête, un général soviétique flanqué d'un général afghan ou d'un fonctionnaire civil expérimenté. Chacune reçoit un renfort de forces spéciales et d'hélicoptères pour traquer l'ennemi sur ses arrières. Le gros du contingent est scindé en deux. 40% des effectifs sont «sacrifiés» à l'occupation des zones stratégiques. Le reste passe à l'offensive. Et innove. L'état-major cible davantage les opérations et y associe l'armée afghane. Il redécouvre les vertus du raid, de l'embuscade et du ratissage. Les unités classiques adoptent les modes opératoires des forces spéciales. Le commandement encourage la formation de groupements interarmes *ad hoc* autour de chefs charismatiques.

Dans les vallées récalcitrantes jugées non stratégiques, l'état-major réagit avec brutalité. Il en chasse la population en pratiquant la politique de la terre brûlée. Bombardements d'altitude massifs, destruction des cultures et des villages, empoisonnement des sources... Tous les moyens sont mis en œuvre pour couper la rébellion de ses soutiens. Partout, en revanche, où cela apparaît possible, les généraux organisent le ralliement des tribus et des villages, appuient le retour des représentants de l'Etat dans les campagnes. Dans certaines vallées, les *spetsnaz* vont jusqu'à acheter les récoltes de coton à l'avance. Cette stratégie paie dans les années 1984-1985. Divisée en clans rivaux, jouet des partis politiques étrangers, cantonnée aux montagnes et mal approvisionnée, la résistance - de 60 000 à 150 000 hommes, selon les sources - marque le pas.

C'est alors qu'intervient l'accroissement massif de l'aide américaine. La CIA livre un millier de *Stingers* aux «combattants de la liberté» entre 1986 et 1987. Bien servis, ces missiles sol-air à visée optique et guidage infrarouge font mouche jusqu'à 5 000 m de distance. Terreur des pilotes soviétiques, ces armes contribuent à diminuer la pression exercée par le couple hélicoptère-forces spéciales sur les caravanes logistiques de la résistance. Les *Stingers* obligent les Soviétiques à modifier la doctrine d'emploi de leur arme aérienne, mais ils réagissent très vite. Pour assurer la logistique, ils se rabattent sur les convois terrestres. A tous les échelons, ils

multiplient la technologie. C'est à cette période qu'apparaissent les premiers clichés satellites et que les troupes au sol perçoivent en dotation des lunettes de vision nocturne.

Toutefois, cette nouvelle donne accélère la mutation stratégique en cours. Mikhaïl Gorbatchev a pris la mesure de la déliquescence de l'Union soviétique et constaté l'incapacité de l'armée rouge à obtenir une victoire décisive contre la rébellion. Tandis qu'il négocie avec les Américains l'arrêt de l'aide aux Moudjahidin contre un retrait définitif du pays, la 40^{ème} armée se replie sur son périmètre vital. Un accord international est signé en avril 1988. Le retrait peut commencer. Il s'achève dans l'ordre le 15 février 1989.



LCL PHILIPPEAU/CDEF

Le bilan de cette guerre de 9 ans et 2 mois est lourd. Elle marque la fin de l'expansion soviétique dans le monde et précipite l'effondrement du régime soviétique. Par le jeu des relèves, 620 000 jeunes, pour la plupart conscrits, servent sur ce théâtre. 26 000 y trouvent la mort et 53 754 sont blessés. Et pourtant, comme le souligne son retrait réussi, l'armée rouge a marqué des points. Elle échappe à l'enlèvement, supporte à bouts de bras le pouvoir à Kaboul et appuie le retour de l'Etat dans les campagnes. Par une combinaison de méthodes brutales et de complicités de circonstances, les Soviétiques imposent un semblant d'ordre à ce pays clé de voûte du continent asiatique, intrinsèquement rétif à d'autres lois que celles des tribus ancestrales et des coutumes de l'Islam. Il est vrai, les 17 millions d'Afghans paient la «pax sovietica» au prix fort : un million de morts, 700 000 mutilés et handicapés, 1,5 millions de déplacés, 5 millions de réfugiés au Pakistan et en Iran. Sans évoquer les immenses destructions matérielles. Preuve de l'efficacité de la stratégie de l'armée rouge, le régime afghan résiste pendant trois ans encore aux coups de boutoir de la résistance.

Le "POLAD"

compétence et confiance

Réfléchir sur le rôle et la fonction d'un POLAD, ou «*political advisor*», mérite d'être fait tant cette fonction est importante aujourd'hui en opérations.

PAR LE COLONEL ® C. BRUMTER/CRR-FR

Le POLAD : une fonction pas encore «**totale**ment» définie

Force est de constater que c'est l'expression en langue anglaise qui est toujours utilisée dans les organigrammes des états-majors et que le titre de «conseiller politique» n'est que rarement employé. Alors même que le *LEGAD* (*legal advisor*) existe sous son appellation de conseiller juridique et que le *PIO* se dénomme «officier de presse et information», le *POLAD* n'a pas cette fortune. L'aurait-il que se poserait la question de savoir si «conseiller politique» reflète bien son activité et ses responsabilités. Il est vrai que ces deux termes accolés peuvent conduire à des malentendus : «conseiller» n'est en effet pas si éloigné de «commissaire», lequel est envoyé par un autre ministère ou une autre autorité.

Reste alors le mot «politique», dont on ne sait ce qu'il recouvre exactement dans une action militaire. Quels sont les domaines respectifs du politique et du militaire ? Ces domaines sont-ils exclusifs l'un de l'autre ou, comment s'interpénètrent-ils ? Qu'y a-t-il de politique dans une opération militaire ? Quelle est la dialectique du militaire et du politique ? Comment évoluent leur subordination ou leur complémentarité ? Admettons du moins que le *POLAD* n'est ni un «politicien en uniforme» ni un «militaire qui fait de la politique». C'est une vérité d'évidence : elle aide dans la réflexion mais ne l'épuise pas.

Autrefois existait le conseiller «diplomatique», comment est-il devenu «politique» ?

Une partie de la réponse se trouve dans les nouvelles formes de la guerre, dans la nature même de la gestion moderne des crises. Aussi le POLAD pourrait-il être appelé «conseiller pour les affaires civiles». Mais ce titre l'exclurait des questions militaires et opérerait une ségrégation arbitraire entre le militaire et le civil, ce qui est inconcevable dans les crises d'aujourd'hui.

Le POLAD : son champ stratégique

Le niveau stratégique est évidemment le niveau de prédilection du *POLAD*. Il se doit d'être familier des questions débattues au niveau stratégique - politique (STRAT-POL) ; celles-ci se reflètent en effet au niveau stratégique - militaire (STRAT-MIL), lequel, évidemment, se décline ensuite au niveau opérationnel.

Cette approche n'est toujours pas facile car les ordres donnés au Commandeur résultent de longs débats et d'un processus, généralement diplomatique, de moins en moins national et de plus en plus complexe : les étapes de la gestion de crise sont en effet nombreuses et s'enchaînent généralement de façon très précise⁽¹⁾. De là, la nécessité pour le Commandeur et le *POLAD* de s'y référer, sitôt qu'apparaissent des doutes, sur la nature d'un objectif, sur les rapports avec les autorités locales, sur les délais en vue d'une relève ou sur les priorités à accorder aux missions...

Aussi, pour bien faire son travail le *POLAD* doit-il connaître et avoir compris les enjeux et débats qui ont animé, en amont,

les autorités politiques ou diplomatiques. Mais, pour faire son travail parfaitement, le **POLAD** doit être capable d'appréhender l'ensemble du spectre des activités opérationnelles.

Le POLAD : son champ opérationnel

Si les structures d'un état-major sont, en général, relativement semblables d'un théâtre à l'autre, leur fonctionnement peut toutefois différer. En effet, l'interaction des éléments qui le composent peut évoluer au gré de la ou des missions, principales ou secondaires, ou selon leur connotation militaire plus ou moins forte.

Le concours de conseillers du commandeur est, dans un tel contexte, essentiel. Or, ces derniers sont nombreux et leur rôle ne cesse d'évoluer.

- D'abord le **PIO** ou *Press and information officer*. Au-delà de son rôle vis-à-vis des agences d'information, son action est tout naturellement de faire connaître, de «faire savoir» le «savoir faire» de la Force, de son chef aussi, bien sûr.
- Le **LEGAD** ensuite, car la Force agit toujours dans le cadre du droit, ou plus exactement des droits : droit national et international, droit humanitaire, etc.
- Puis le «*Provost marshal*», qui n'est pas seulement le prévôt car son mandat s'étend aux fonctions de police et de sécurité exercées par les forces de police souvent placées, temporairement, sous commandement de la Force.
- Enfin, il y a le **POLAD** dont la description des attributions est souvent floue : est-il chargé de suivre plus particulièrement les contacts politiques ou doit-il aussi procéder à des analyses politiques ? Sa tâche doit-elle se limiter à décrypter les conséquences politiques des actions ou

contribue-t-il à les imaginer ? S'il veut, et il le doit, aider le chef, non seulement à réussir la mission mais aussi à réussir l'après mission -certaines missions peuvent en effet se prolonger parfois dans les prétoires ou sur les bancs de commissions d'enquête- le **POLAD** doit avoir une vision globale de la situation, faire la synthèse de toutes les informations tout en s'assurant du caractère adéquat de la communication.

Tel est le cadre dans lequel évolue le POLAD. Qu'en est-il de son activité ?

Bien entendu la tâche du **POLAD** est de suivre les questions politiques sur le terrain. Or, ce qui apparaît simple en théorie est souvent plus compliqué au niveau opérationnel. Car, a priori, on ne fait pas de politique à ce niveau. Sa seule activité «militaire» pourrait donc se limiter à vérifier la rédaction du paragraphe sur la situation générale de l'**ASSESSREP**, à compléter un **FRAGO** ou à présenter la situation générale aux «*shift briefs*». C'est pourquoi le **POLAD** doit demeurer en permanence connecté à l'état-major et s'impliquer dans ses travaux. Cette connexion est d'autant plus importante que la plupart des décisions de conduite ont une connotation politique qu'il convient d'examiner attentivement.

Si les compétences et responsabilités de chacun sont respectées, les choses sont simples : pour bien servir, le **POLAD** doit comprendre l'activité de l'EM et y participer. Son apport peut s'avérer capital, tant pour le groupe de commandement (*Command group*) qu'au niveau des divisions (*branches*) ou bureaux de l'état-major.

Au niveau du groupe de commandement, il est en interaction permanente avec le **LEGAD** car droit et politique sont toujours étroitement liés. Bien évidemment, il suit de près, l'activité du *Provost Marshall*, notamment pour s'assurer d'un emploi mesuré et approprié de la force de police. Enfin, le couple **POLAD - PIO** est encore plus essentiel : tous deux se préoccupent en effet de l'état de l'opinion publique, régionale, nationale ou internationale.

Au niveau des divisions, il existe une proximité et une complémentarité naturelles entre le **POLAD** et les actions civilo-militaires (*CIMIC*). Proximité tout aussi importante avec le G2 ; au-delà les synthèses établies par les experts du renseignement, il revient au **POLAD** d'apporter ses connaissances et ses propres réflexions afin de permettre au Commandeur de mieux appréhender l'adversaire. Ainsi, les réunions sur les objectifs à traiter, le «*targetting*»,



LCL Marie-Dominique CHARLIER/CDEF

sont-elles parmi les plus importantes car l'on sait que la désignation d'objectifs est, par nature, politique et que leur mode de traitement l'est tout autant, surtout dans la gestion de crise où la «gesticulation» politique joue un rôle évident. Les réunions se rapportant aux opérations d'information, «INFOOPS», ne le sont pas moins et nécessitent toujours un soin particulier. Mais surtout, le *POLAD* peut apporter une contribution lors des «*analysis meetings*» ou lors des «*decision briefs*». Ses liens avec les planificateurs des opérations, surtout le «G35²» sont très étroites car cette cellule agit dans un cadre «temps» très similaire, les 72 heures à venir. Cela permet au *POLAD* de confronter la manœuvre future avec les évolutions politiques à d'autres niveaux. Il n'est ainsi pas souhaitable, au moment où une négociation peut s'ouvrir, de la rendre plus difficile par une *deep-ops* ravageuse ; à l'inverse une telle opération peut servir à encourager des récalcitrants à se parler. S'y ajoutent les réunions, de travail dans les divisions car le *POLAD* peut y être appelé pour des points particuliers relatifs à la gestion de l'espace de bataille (*battlespace management*), à la protection de la Force, à la guerre électronique (le brouillage est toujours une violation de souveraineté), ou les réunions ponctuelles organisées à la demande du Commandeur sur des points précis. Ainsi, pour réussir dans son action, faut-il au *POLAD* la confiance de l'état-major.

L'avenir de la fonction de POLAD

Il est clair que la fonction de conseiller «politique» est appelée à prendre une importance accrue car elle correspond à un besoin et à une nécessité de plus en plus prégnante. Ainsi, en Irak, les forces britanniques ont-elles placé des *POLAD* au niveau des bataillons.

Il est certain aussi que la fonction évoluera vers une approche plus globale. C'est durant la crise que le *POLAD*

doit aider le Commandeur à assumer l'après-crise. Autrefois, une fois la mission terminée, une fois l'action accomplie, le chef pouvait «tourner la page». C'est, de nos jours, beaucoup plus difficile ; il lui faut rendre compte au politique, au plan national, souvent international. A certains égards, pour le chef, la période de l'après guerre peut être plus éprouvante que celle de la guerre proprement dite.

Reste en finale la question du statut du *POLAD* : militaire ou civil ? Ces réflexions conduisent assurément à plaider pour l'intégration des cultures et des savoir-faire militaires et civils, ou diplomatiques. A l'évidence, une double expérience est souhaitable. Pour trouver de tels candidats aucune source ne doit être exclue, surtout à l'intérieur de l'institution militaire. Celle-ci a su trouver en son sein des conseillers juridiques, elle a créé des *PIO*, elle a fait de l'assistant militaire autre chose qu'un officier d'ordonnance : ne pourrait-elle aussi, sous certaines conditions de grade et d'expérience (nombreux sont les officiers qui ont fréquenté des cabinets ministériels ou des ambassades), nommer des *POLAD* issus de son sein, après les avoir formés ?

L'institution militaire n'y trouverait que des avantages : c'est en effet le *POLAD* qui doit garantir la différenciation, l'équilibre, et la complémentarité, entre les sphères de compétence respectives du politique, responsable de la conduite de la guerre, et du commandement militaire, responsable de la conduite de la bataille.

Dans la gestion des crises actuelles, et plus encore dans celle de l'après-crise, il y a là un réel défi.

1 *shift brief*: «briefing» de relève entre les bordées montantes et descendantes.

2 G 35 (*Future Operations Cell*): cellule «Pans» d'un état-major.

(1) Gestion d'une crise : les différentes étapes

- Identification de la crise,
- «*Fact finding mission*» ou mission de recueil de données relatives à la crise,
- Décision(s) de principe des autorités de s'engager, généralement sur la base d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU,
- Adoption d'un concept de gestion de crise (*Crisis management concept*), qui est la base décision d'agir en commun (*Joint action*) (par ex. rétablissement de frontières, arrêt du nettoyage ethnique) en vue d'atteindre un résultat (*end-state*),
- Lancement d'une conférence de création de forces (*Force generation*),
- Définition et choix des options civiles et militaires avant de lancer la planification,
- Adoption des directives militaire et civile initiales,
- Adoption d'un concept d'opérations (*nature, volume, attitude*),
- Adoption d'un plan d'opération,
- Elaboration des statuts applicables aux forces civiles et militaires (*Status of forces or mission agreement - SOFA et SOMA*).

Le contexte politico- militaire, la gestion des ressortissants français et les actions de coopération en Afghanistan

PAR MONSIEUR LE COLONEL PIERRE DUCROS, CONSEILLER MILITAIRE DE L'AMBASSADE DE FRANCE À KABOUL

Cadre d'action du conseiller militaire

Le conseiller militaire près de l'ambassade de France en Afghanistan est chargé de l'animation de la diplomatie de défense en Afghanistan. Il est subordonné à l'Ambassadeur de France en Afghanistan, sans lien hiérarchique direct avec le REPFRANCE PAMIR.

Étant donné la situation sécuritaire particulière du pays et la nature de l'engagement des armées françaises sur place, le CONSMIL KABOUL assure auprès de l'Ambassadeur la cohérence entre l'action opérationnelle et militaire conduite par le REPFRANCE PAMIR dans un cadre multilatéral et la coopération de défense conduite dans un cadre bilatéral auprès des autorités militaires afghanes.

Mission

- élargir et animer les relations militaires avec un partenaire ancien dont les structures de défense sont en cours de reconstruction (visites croisées d'autorité, échanges ciblés,
- établir un dialogue politico-militaire régulier avec les responsables de la défense afghane en soutien de l'action diplomatique dévolue à l'ambassadeur et des opérations militaires dévolues au REPFRANCE,
- mettre en valeur l'action de conseil dans le domaine de l'organisation de la défense française suivre l'organisation et les actions,
- des réseaux des missions militaires étrangères (AD résidant à KABOUL) dans le but de réorienter ou le cas échéant de mutualiser certaines actions, réaliser des actions ciblées à moindre frais susceptibles de mettre en valeur la présence française en Afghanistan,
- rechercher une meilleure insertion régionale de l'action du poste de KABOUL en développant une plus grande synergie (échanges d'informations) avec les missions militaires françaises en Asie centrale, en Inde et au Pakistan,
- s'assurer que le plan RESEVAC au niveau de l'ambassade est réalisé et à jour. Plus de 300 ressortissants français séjournent en Afghanistan.

La coopération militaire et de défense

- Sur les directives du CEMA et du ministère des affaires étrangères, la politique de coopération militaire et de

défense est élaborée en concertation par l'EMA et la DCMD. Le CONSMIL KABOUL a un rôle déterminant dans leur définition et leur mise en œuvre. En effet, à la faveur de ses contacts avec les autorités afghanes, le CONSMIL KABOUL peut être amené à proposer à l'EMA et à la DCMD des orientations nouvelles susceptibles d'être données aux actions de coopération.

- Le volet formation constitue une dimension privilégiée de la relation bilatérale avec l'Afghanistan. Dans le cadre de «la formation», il devient le conseiller du vice ministre de la défense afghane chargé du personnel et chef du projet «formation des élites militaires afghanes». La visibilité politique de ce projet qui répond à un souhait exprimé par les autorités afghanes implique une coordination étroite entre les différents acteurs de la coopération militaire bilatérale que le CONSMIL KABOUL s'emploie à optimiser. Des réunions régulières permettant de faire un point sur l'action des différents acteurs de la formation (chef du détachement Epidote, enseignants chargés du français...) sont organisées par le CONSMIL KABOUL pour l'information de l'ambassadeur et des autorités françaises.

Le CONSMIL est chef de la coopération militaire et de défense

Il doit entretenir et pérenniser l'influence française dans la région notamment par :

- la valorisation de l'apprentissage du français dans le milieu militaire afghan. En effet, des professeurs enseignent le français au profit des officiers afghans au Centre Culturel Français, à l'académie militaire, à l'hôpital militaire et à

l'école d'état major,

- l'envoi en stage en France de l'élite afghane,
- la formation des officiers de l'Armée nationale afghane (opération EPIDOTE).
- Le budget de la coopération (DCMD) consentit en 2008 s'élevait à 455 000 € dont 300 000 € destinés au soutien de l'opération EPIDOTE.

Le bilan au 31 décembre 2008 est le suivant :

- Après avoir formé, en 2002, trois bataillons complet d'infanterie, les Français ont reçu, depuis 2003, la mission de former les officiers de l'ANA. 5 500 officiers afghans ont été formés par les détachements d'instruction opérationnelle français (DIO) au sein de l'opération EPIDOTE.
- Par ailleurs des médecins et des infirmiers anesthésistes afghans sont également formés au GMC/ISAF français de Warehouse depuis 2007.
- Enfin outre la formation dispensée par le détachement EPIDOTE, la direction de la coopération militaire et de défense (DCMD) a permis la formation en France de :
 - 36 officiers dans le cadre d'un stage de renseignement «à la carte» à Strasbourg (de 2005 à 2008),
 - 5 médecins militaires, pour un stage de spécialisation d'un an dans des hôpitaux militaires français,
 - 19 officiers des armes dans nos écoles de formation et de spécialité.



LCL PHILIPPEAU/CDEF

Le CIMIC français en Afghanistan

Les forces françaises, qui étaient principalement déployées en SHAMALI et en DEH SABZ depuis 2002, ont transféré cette zone en octobre 2008 et ont pris en compte la SUROBI et la KAPISA.

Trois situations différentes :

- *Les districts Nord de KABOUL (DEH SABZ, SHAMALI, ...)*. Transférée à l'armée afghane le 12 octobre 2008, la zone semble calme et seules quelques activités de propagande insurgée ont été rapportées dans la zone frontalière entre la DEHSABZ et la KUH E SAFI. Il faut cependant remarquer que les responsables locaux (sous-gouverneur, maleks) rapportent n'avoir aucun contact avec l'ANA, notamment depuis le transfert de la zone et que plus personne ne prend en compte leurs besoins. Pour information, les forces françaises se trouvaient dans cette zone depuis 2002 et y ont réalisé près de 200 projets d'infrastructures auxquels il convient d'ajouter les nombreuses distributions humanitaires et les aides médicales ou vétérinaires.

- *La SUROBI*, sous responsabilité française depuis août 2008. Ce district bénéficiait d'une aide CIMIC importante de la part des Italiens et auparavant des Turcs (infrastructures, distributions humanitaires). Malheureusement, cette aide ne s'est pas accompagnée d'un accroissement de la sécurité, comme l'a démontré l'embuscade du 18 août. Les insurgés ont pu s'installer dans certaines zones limitrophes et bénéficier indirectement de l'aide fournie par l'ISAF.

La politique du CIMIC français depuis août 2008 est totalement différente. Le nombre de projets a été réduit dans ce district, du fait des restrictions de mouvement, du budget disponible mais surtout de la volonté de la Force de montrer aux habitants de ce district que l'aide et le développement ne peut arriver que si la sécurité est assurée et celle-ci n'est pas du seul ressort des forces de l'OTAN mais également des forces de sécurité locales et de la population. Tout projet majeur réalisé en SUROBI doit être lié non seulement à un besoin local mais également à une amélioration de la situation.

Cette politique semble être efficace car la population, mais également les responsables locaux se rendent compte qu'ils perdent à soutenir ou au minimum tolérer les insurgés (les réactions positives en vallée de l'UZBEEN suite à la neutralisation des différents groupes d'insurgés corroborent cette évaluation). Mais cette politique nécessitera un budget plus important et il serait souhaitable que l'ambassade de France fasse également effort dans ce district en soutenant, notamment sur le plan financier les actions CIMIC car contrairement aux autres provinces en AFGHANISTAN, il n'existe pas de *PRT (Provincial Reconstruction Team)* en RCC.

- *La KAPISA* a été transférée aux Forces françaises en juillet 2008. Se trouvant dans la zone du RC EAST qui est sous commandement américain, le GTIA français bénéficie de

l'aide CIMIC US et notamment de la *PRT*. La situation sécuritaire y est la plus tendue mais les contacts avec la population semblent s'améliorer. Cependant quelques projets ont pu être réalisés à proximité des *FOB* et les équipes CIMIC ont de plus en plus d'opportunité de sorties afin de prendre en compte les besoins de la population locale.

Commentaire : L'action des forces françaises en SUROBI et en KAPISA ne pourra être vraiment efficace sans relance du développement de ces districts.

Budget CIMIC français en 2008

• Dans les domaines de la sécurité, de l'éducation, de la santé et de l'agriculture, 62 projets d'infrastructure financés par :

- l'ISAF pour 90 740 €,
- deux entreprises françaises pour 6 000 €,
- le MINDEF pour 240 000 €,
- l'Union Européenne pour 400 000 €,
- l'ambassade de France pour 100 000 €,
- la ville de CASTRES pour 7 300 €.

Montant total : 844 040 €

• 35 distributions humanitaires au profit de la population (éducation, sport, combustibles, vêtements),

Montant total : 30 000 €

• Des aides médicales et vétérinaires quotidiennes pour 600 000 € environ.

Soit un montant global de 1 474 040 €.

Commentaire : La Force assure un soutien médical efficace et continu au profit de la population afghane en ne substituant pas aux instances locales mais en les complétant. Cette aide (600 000 €), qui est actuellement assurée à partir des moyens mis en place pour la Force pourrait et devrait être financée par l'AFD qui a prévu un budget de 24 000 000 € pour son volet Santé en AFGHANISTAN pour la période 2009-2010.

Relations du CIMIC français avec les ONG/OI

Un partenaire majeur : Afrane Développement

Les équipes CIMIC françaises entretiennent depuis plusieurs mois des relations privilégiées avec l'ONG française Afrane Développement, dont le directeur pour l'Afghanistan est

M. Yves Faivre. La coopération entre les équipes CIMIC françaises et Afrane Développement a permis la réalisation de nombreux projets d'infrastructure (parcs pour enfants, école, construction en cours d'un commissariat de police...) et agricoles (projets pilotes d'aménagement de sortie de *karez* et de terrasses, distribution de kits agricoles...).

Un soutien régulier aux actions humanitaires dans la région de Kaboul

Par ailleurs, le CIMIC français apporte ou a apporté son soutien à un grand nombre d'autres ONG, françaises ou étrangères, situées à Kaboul ou dans la zone d'opération française, parmi lesquelles on peut citer : Le Pélican (don de matériel, transport par voie aérienne militaire), Aschiana (don de matériel), Sports sans Frontières (transport de matériel)...

Des contacts suivis avec tous les acteurs humanitaires et internationaux

A travers leur Officier de Liaison, les équipes CIMIC entretiennent des relations suivies avec un grand nombre d'ONG et d'Organisations Internationales. Parmi ces interlocuteurs, se trouvent de nombreuses ONG afghanes présentes dans la zone d'opération française (IHSAN, WHDO, AADO, Sozo, ACBAR, GHRSO...), des ONG françaises (Madera, Acted...) ou internationales (Action Aid...).

Les Organisations Internationales, et en particulier les différentes agences des Nations Unies (UNAMA, ONUDC, UNHCR, PAM...), sont des partenaires permanents en termes d'échange d'informations et de coordination civilo-militaire. Ces contacts viennent compléter ceux entretenus avec les différents échelons d'autorités afghanes (communal, district, provincial, national).

Certaines Organisations Internationales sont également des partenaires financiers : tel est le cas d'IOM, agissant comme mandataire de l'Union Européenne dans le cadre de son programme de financement des *PRT*, avec laquelle le CIMIC français travaille dans le cadre de deux projets d'infrastructure.

Commentaire : si le CIMIC français a des contacts réguliers avec les OI/ONG, il ne travaille qu'avec un faible nombre d'entre eux. L'objectif recherché est de leur transférer les dossiers pris en charge par la Force.

La gestion des ressortissants français en Afghanistan

En règle générale, il est demandé à chaque Français venant en Afghanistan de bien vouloir se présenter au consulat pour signaler sa présence dans le pays. En effet, sans cette prise de contact, il sera très difficile de porter assistance à nos compatriotes.

Les Français séjournant en Afghanistan se classent en quatre principales catégories (ne sont pas comptés les militaires français) :

- Les agents travaillant directement ou indirectement pour l'Ambassade de France.
- Les humanitaires (Organisations Non-Gouvernementales).
- Les agents travaillant pour des Organismes Internationaux (ONU, EUROPOL, etc.).
- Les personnes travaillant pour des sociétés privées.
- A cela s'ajoute, dans ce pays difficile, une cinquième catégorie de Français : les touristes. Malgré les conseils donnés par le ministère des Affaires étrangères et européennes sur son site WEB «Conseils aux voyageurs», des compatriotes font du tourisme en Afghanistan. Ces personnes font preuve d'une totale inconscience. L'actualité a montré que les prises d'otages devenaient de plus en plus fréquentes.

Le nombre de Français peut être estimé à 300 personnes pour l'ensemble du pays. A Kaboul, le nombre de Français est estimé à 250.

Il est impossible de pouvoir donner le nombre exact de nos compatriotes. Certains partent sans prévenir le consulat. D'autres font des missions passagères. Il est très difficile d'avoir une liste à jour, le consulat ne pouvant pas supprimer un nom de la liste sans que cela soit confirmé par l'intéressé.

Afin de prévoir l'évacuation de nos compatriotes, si la nécessité s'en faisait sentir, un plan d'évacuation (RESEVAC) a été mis au point en coordination avec le commandement des troupes françaises présentes en Afghanistan. Ce plan est remis à jour continuellement par l'attaché de défense de l'ambassade. Il s'appuie sur une liste dite d'urgence, actualisée par le Consul lorsque des Français de passage viennent signaler leur présence ou leur départ d'Afghanistan. Cette liste inclut les résidents français, immatriculés sur le territoire. Il a été créé cinq îlots de sécurité ; l'îlot de sécurité est un point de regroupement des ressortissants français avant leur évacuation par les troupes françaises qui disposent d'un système de communication radio en liaison permanente avec l'Ambassade. Chaque semaine des essais sont faits avec les responsables d'îlots afin de vérifier que le système de communications est opérationnel. Un rapport est communiqué au Consul.

La mission multinationale du commandement de Kaboul et le nouveau défi en Surobi

PAR LE GÉNÉRAL DE BRIGADE STOLLSTEINER, COMMANDEMENT LE *REGIONAL COMMAND CAPITAL*

Huit mois à la tête du RCC

Sur le théâtre afghan depuis le 05 août à la tête du *Regional Command Capital (RC-C)*, ce témoignage sur mon commandement au sein de la Force Internationale d'Assistance et de Sécurité (FIAS) s'attachera à en présenter les caractéristiques essentielles, en insistant sur l'aspect multinational. Le district de Surobi est quant à lui un point chaud identifié comme tel, et dont la gestion fait partie intégrante de la mission du RC-C.

Le RC-C IV présente une rupture par rapport à ses prédécesseurs. Le RC-C a été créé en août 2006, pour succéder à la *KMNB (Kabul Multi National Brigade)*. Sur la base d'un accord tripartite, par rotation des postes de commandement et de l'état-major, la France puis, la Turquie et enfin l'Italie se sont succédées à sa tête. Après le sommet de Bucarest en avril 2008, la France, à la demande de l'OTAN, a accepté de reprendre pour un an le RC-C sans successeur identifié. Pour préserver la multinationalité, principalement avec les Turcs et les Italiens, des accords bilatéraux ont permis de partager les postes de responsabilité de l'état-major.

Une formation multinationale

Au sein de l'OTAN, le RC-C est un des 5 grands commandements de l'*ISAF* déployé en Afghanistan sous les ordres du général (US) David MacKiernan. 12 nations y sont représentées au sein de l'état-major et des 3 bataillons français, italien et turc, avec une compagnie de police militaire croate. Le groupe de commandement est composé d'un colonel adjoint turc, d'un chef d'état-major français assisté d'un adjoint opérations italien et d'un adjoint logistique turc.

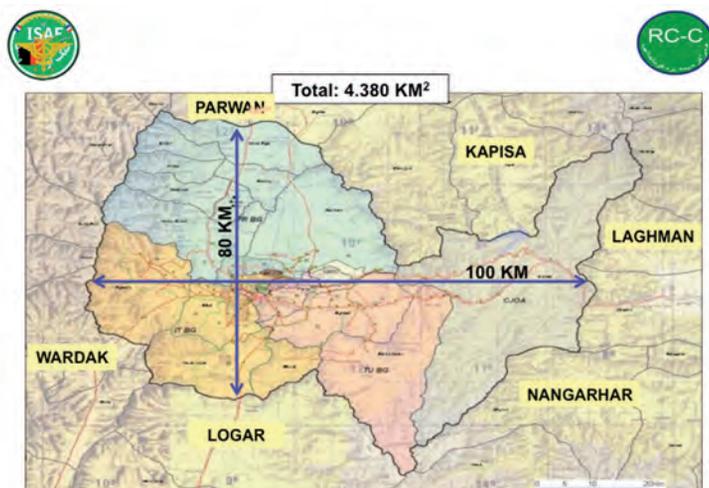
Le RC-C a un effectif de 3400 hommes en incluant environ 1000 hommes dédiés au soutien de chaque nation.

Les 3 bataillons représentent une capacité de manœuvre de 8 compagnies auxquelles il faut rajouter les appuis et le soutien. La France en particulier fournit une composante aéromobile et des drones. Des mortiers de 120 mm et de 81 mm constituent un appui feu satisfaisant malgré les limites en portée.

Entourées par le *Regional Command East (RCE)*, les limites de la zone d'action du RC-C correspondent à celle, administrative, de la province de Kaboul. Les dimensions sont d'est en ouest de 100 km et du nord au sud de 80 km, mais du fait de l'état des routes il est préférable de parler en temps de parcours.

L'état-major est installé au camp de Warehouse à la sortie est de Kaboul sur la route de Jalalabad. Chaque bataillon est en charge d'un certain nombre de districts. Le Bataillon français ayant la responsabilité du district de Surobi dédié à la nation responsable du RC-C. Les districts de Musahi, en zone italienne, et de Surobi, sont les deux points chauds identifiés de la zone.

Si le RC-C est le plus petit des 5 «*Regional Commands*» en superficie, il revêt une importance particulière du fait que c'est la capitale du pays et qu'il regroupe 1/5^e de la population (4 à 5 millions de personnes).



La Mission

L'OPO TOLO de l'ISAF, valable depuis le 1^{er} novembre, définit la mission du RC-C et est décliné dans l'OPO NUUR. Les 3 lignes d'opérations demeurent la Sécurité, la Gouvernance, et la Reconstruction et le Développement, avec pour objectif d'assurer un environnement sécuritaire viable pour la population et d'assister les forces de sécurité afghanes (*Afghan National Security Forces = ANSF*).

Les procédés pour remplir la mission reposent sur le *concept Shape – Clear – Hold – Build (SCHB)*, soit Préparer le terrain – Neutraliser – Tenir – (re)Construire.

Mon mandat a été marqué par le *TLSR (Transfer of Lead Security Responsibility)* aux ANSF, mission spécifique du RC-C et qui n'est en aucun cas une Phase 4 (stabilisation) camouflée du plan OTAN. Cette mission, particulièrement exigeante, est néanmoins parfaitement dans l'esprit de la mission de l'ISAF en Afghanistan. Elle a été conduite en trois phases :

- 28 août 2008 : transfert pour le centre ville et les districts urbains, à l'exception de la zone de défense de l'aéroport KAIA Ground Defence Area (GDA).
- 31 octobre 2008 : zone Nord de Kaboul.
- 31 décembre 2008 : zone ouest et sud de Kaboul.

Le district de Surobi devant, quant à lui, rejoindre à moyen terme le RC-E, le RC-C reste responsable de la sécurité.

Ce transfert n'a en aucun cas signifié la fin des missions de sécurité des 3 bataillons dans ces zones. Simplement, les missions sont systématiquement conjointes avec les ANSF, tant dans la planification qu'en conduite, l'appui apporté par les unités du RC-C étant appelé à évoluer jusqu'à la complète autonomie des ANSF. Ceci est déjà le cas dans le centre ville où le RC-C n'intervient qu'en «*in extremis support*».

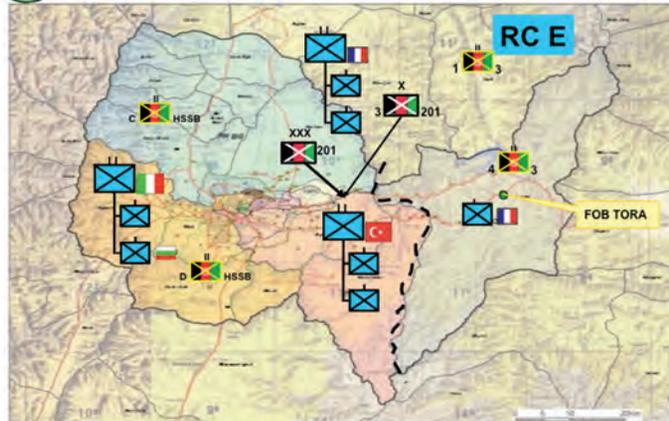
Entre le 5 novembre et le 05 décembre 2008, le soutien aux opérations de recensement dans la province a été une des opérations majeures, couronnée de succès, conduite selon le principe suivant : la police en premier cercle, les unités de l'ANA en deuxième cercle et celles du RC-C en 3^{ème} cercle. Le plan de sécurité pour cette opération avait été développé par l'état-major du RC-C et l'OCCR (*Operational Coordination Centre Regional*) de Kaboul.

La méthode de travail avec les ANSF repose sur le partenariat à tous les niveaux, de compagnie à compagnie, de bataillon à bataillon ou Police District, et l'état-major RC-C avec l'OCCR.

La multinationalité au RCC

Celle-ci est quotidienne tant pour l'état-major que pour les unités.

Pour l'état-major, c'est le contact permanent vers le haut avec l'état-major ISAF et vers le bas avec les bataillons, avec des réunions nombreuses, «*Backbriefs*» des ordres d'opérations, rédaction des «*Frago*» et nombreux comptes-rendus, dont un RETEX systématique des opérations conduites. Mais ce sont aussi les très longs travaux de planification pour les opérations de niveau 2, impliquant des réunions avec l'état-major du RC-E, avec les partenaires afghans de la HSSB (*Headquarters*



Security and Support Brigade) du 201^{ème} corps et de la *Kaboul City Police (KCP)* ou du *National Directorate of Security (NDS)*.

Pour les unités, c'est la participation à des opérations impliquant les deux, voire les 3 bataillons, comme ce fut le cas lors de l'opération «*Da Vinci*» en district de Musahi au mois de décembre. Mais c'est aussi la participation à des opérations de sécurisation en ville impliquant des moyens de tous les bataillons (intervention EOD, patrouilles de police militaire, engagement des JTAC).

Pour le COMRCC enfin, ce sont les rendez-vous :

- quotidiens du «*commander's update*», avec l'état-major,
- hebdomadaires avec la visioconférence avec le COMISAF, son état-major et les autres commandements régionaux, ou la réunion avec les commandants de bataillon et le groupe de commandement,
- bimestriels avec un séminaire de commandement ISAF.

En dehors de cela, l'accès au COMISAF et aux principaux chefs de l'état-major ISAF est relativement aisé sur court préavis, favorisé par la colocalisation.

Points faibles et points forts

En en limitant l'inventaire au niveau tactique :

1. les inconvénients de la multinationalité au sein du RC-C sont essentiellement, l'existence de restrictions d'emploi nationales, qui sont plus ou moins pénalisantes en fonction de la situation opérationnelle, l'appréhension parfois divergente dans la manière de conduire la mission, une réactivité de l'état-major moindre qu'en national, et un outil CIMIC, au niveau d'engagement financier variable, sous responsabilité nationale,
2. néanmoins, des avantages certains découlent de la mutualisation de certaines capacités (aéromobilité, appuis, Rens...) disponibles, y compris hors RC-C, de la possibilité de disposer d'un dispositif élargi en matière de collecte et de diffusion du renseignement, de l'usage d'une langue unique de commandement, et surtout de l'emploi de procédures techniques et tactiques, connues et reconnues par tous.

Conclusion

Le travail est donc passionnant et, comme toujours, nécessite de maîtriser l'art du commandement adapté à la situation. Parmi les nombreux enseignements tirés de cette expérience de 8 mois, j'en mettrai trois en exergue. Pour bien remplir la mission, il est nécessaire de faire preuve :

- de **patience**, pour créer un esprit *RC-C* et ainsi fédérer les énergies vers l'objectif commun,
- de **pragmatisme**, pour tirer le meilleur parti de ce que chaque nation peut et sait faire,
- de **persévérance**, pour trouver la solution adaptée à chaque problème.

Le nouveau défi de Surobi

Le cadre de l'action

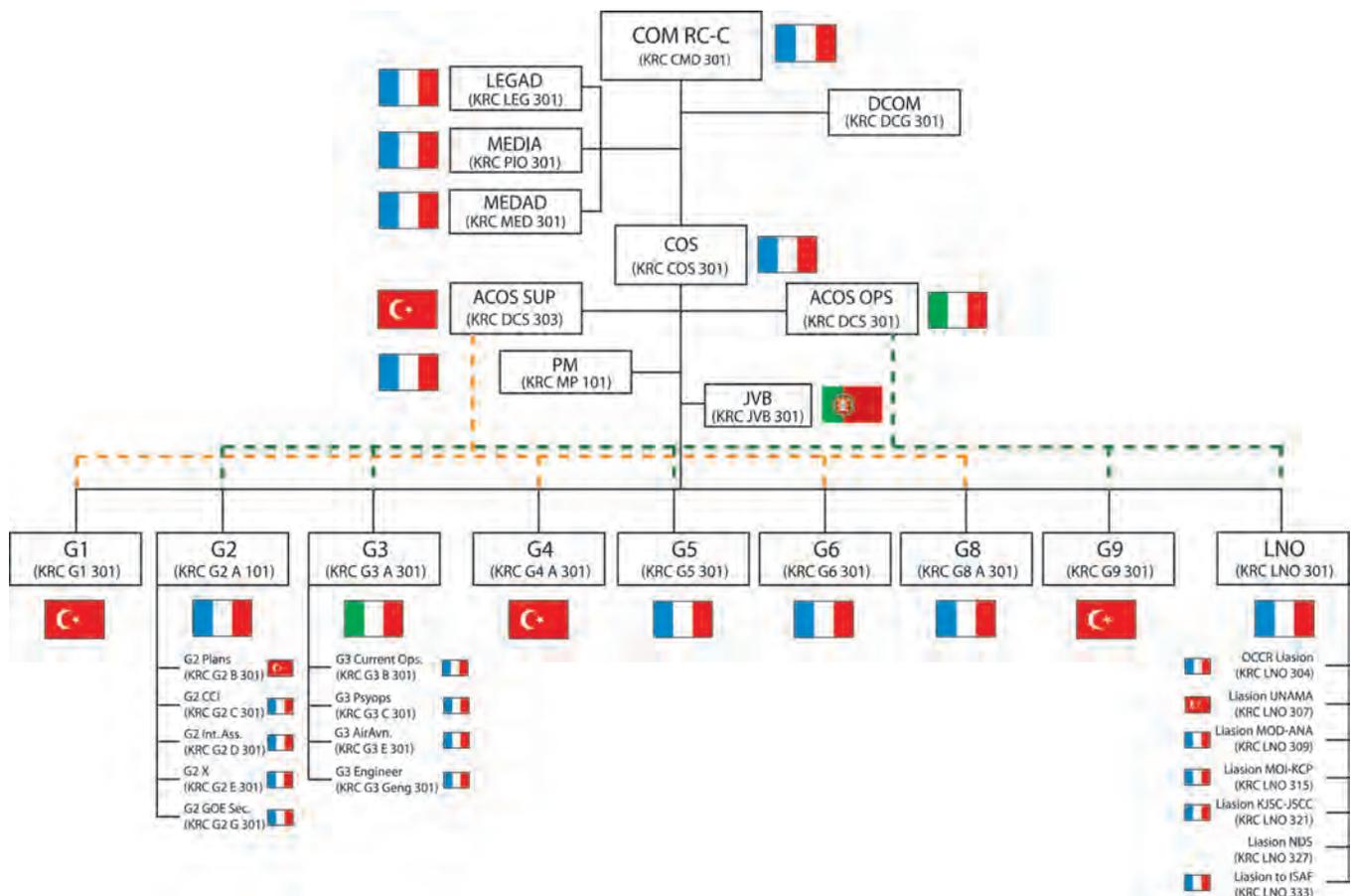
Les unités du *Regional Command Capital (RC-C)* sont présentes au centre du district de Surobi sur la *FOB (Forward Operating Base)* Tora à 20 minutes de vol de Kaboul, à 1 heure 30 par la route (*Highway 7*) sans embouteillage.

Cette *FOB* est occupée aujourd'hui par 300 soldats français et une section de l'armée nationale afghane (ANA) appartenant à un kandak (bataillon) de la 3^{ème} brigade du 201^{ème} corps.

Ce district, qui appartient administrativement à la province de Kaboul, est particulièrement important pour 4 raisons car :

- historiquement, cela a toujours été la porte d'accès par l'est de Kaboul en venant de Jalalabad et de Peshawar et donc un lieu de combats et de résistance avec une population naturellement belliqueuse,
- aujourd'hui, c'est une zone de transit vers le Pakistan, et la *Highway 7* est un des cordons ombilicaux qui alimente Kaboul, dont l'*ISAF*, à partir du Pakistan,
- il héberge dans la partie supérieure de la vallée d'Uzbin un dispositif permanent d'insurgés évalué à 100/150 hommes, avec la furtivité que l'on connaît (l'insurgé est un paysan armé), les parties sud des vallées de Jagdallek et Tizin constituant des zones de transit d'est en ouest pour les insurgés entre les zones tribales pakistanaises et la province et la ville de Kaboul,
- enfin, les insurgés d'Uzbin font partie d'un dispositif continu d'opposants communiquant entre eux, entre les districts de Tagab et de Mehtar Lam, qui s'affranchit, en jouant, des limites tant de provinces administratives afghanes (Kapisa, Kaboul et Laghman) que des limites *ISAF (RC-C et RC-E)*.

La reconnaissance de l'autorité du gouvernement afghan (*GIRoA*) est donc essentielle pour permettre à cette zone de retrouver la paix et la stabilité en dehors de l'influence des opposants, contrôler les accès est de Kaboul, en interdisant toute infiltration vers la capitale.



Quels défis ?

- Rétablir et maintenir la liberté de mouvement des forces de sécurité tant *ISAF* qu'afghanes dans l'ensemble du district.
- Rétablir la présence permanente des *ANSF* dans l'ensemble de la zone pour éviter que la population ne soit intimidée par les opposants.
- Permettre un démarrage de l'activité économique (essentiellement agricole) en réparant ce qui a été détruit et en permettant aux organismes de développement compétents d'agir en toute sécurité.

Historique récent

La *FOB TORA* est le point d'appui des unités du *RC-C* agissant dans la zone depuis 2002. Les Allemands, puis les Français, les Turcs et les Italiens se sont succédés sur cette position, mais avec des effectifs qui n'ont jamais atteint l'ampleur actuelle. Les méthodes dans la zone ont évolué, selon les objectifs que les nations cherchaient à atteindre et les moyens qu'elles étaient prêtes à y consacrer.

A l'été 2008, une sorte de *statu quo* règne dans la vallée qui, sans être une paix armée, ressemble à «du chacun chez soi», la vallée d'Uzbin étant une sorte de sanctuaire pour les insurgés qui y développent leurs trafics sans être inquiétés.

L'embuscade de Sper Kundaï, les 18 et 19 août 2008, constitue une rupture de ce *statu quo*, qui va impliquer de reprendre les actions, dans le cadre de la mission donnée par l'*ISAF* au *RC-C*, selon les procédés *SHAPE* (préparer le terrain), *CLEAR* (neutraliser), *HOLD* (tenir) et *BUILD* (construire).

De fin septembre 2008 à fin mars 2009, ce ne sont pas moins de 14 opérations de niveau compagnie, bataillon et *RC-C* qui sont conduites dans le district, dont 7 dans la vallée d'Uzbin. Ceci s'ajoute aux missions de reconnaissance, à la portée plus limitée, menées quotidiennement à partir de la *FOB TORA* par le détachement qui l'occupe en permanence, sous couverture des appuis feu et renseignement.

Sans avoir vraiment diminué le rythme des opérations, du fait d'un hiver clément, le *BATFRA* (noyau 3^e *RPIMa* puis 1^{er} *RI*), dont les actions sont complétées par des actions des forces spéciales, a pu neutraliser certains chefs et surtout désorganiser les réseaux, rendant encore plus difficile toute action cohérente de la part des opposants. D'autre part, la population, lassée de cette situation, a tendance de plus en plus à se rapprocher du gouvernement afghan et ce d'autant plus que les opérations sont conduites avec un engagement toujours plus accru des *ANSF* (armée, police, services de sécurité), tant sur le plan sécuritaire que dans le cadre de l'aide à la population, pour lui redonner confiance. A titre d'exemple, 2 opérations ont été conduites sur Sper kundaï. Pour «Longbow», les 18 et 19 octobre, 650 soldats français et

80 soldats de l'ANA sont déployés dans cette zone. Durant «Trois vallées», les 08 et 09 mars, ce sont 250 soldats de l'ANA, 100 policiers de la *KCP (Kabul City Police)* et 10 hommes du *NDS (National Directorate for Security)*, qui sont soutenus, dans leurs actions de fouilles et d'arrestations éventuelles, par 400 soldats français.

Way ahead

La situation a donc évolué en district de Surobi depuis l'été 2008. En application des ordres de l'*ISAF*, les méthodes doivent aussi s'adapter. Outre la prééminence, évoquée précédemment, des forces de sécurité afghanes sur la ligne d'opérations Sécurité, ce sont les lignes d'opérations Gouvernance et Reconstruction & Développement qui désormais sous-tendent les actions du *RC-C*, en particulier dans ce district. Pour la gouvernance, les *KLE (Key Leaders Engagement)* sont donc intensifiés avec la participation de nombreux acteurs (UNAMA, gouverneurs de la province et du district, députés, *maleks*, représentants de l'assemblée provinciale et autorités religieuses). Pour la Reconstruction et le Développement (R&D), les ambitions sont plus élevées. Après les projets CIMIC exclusivement en appui de la force qui doivent perdurer, ce sont des opérations de reconstruction de plus grande envergure et des projets permettant de créer de l'activité qui sont nécessaires. Pour cela une structure du type *PRT (Province Reconstruction Team)* est essentielle pour drainer les fonds et les dépenser de manière adaptée. En effet, les projets nécessitent beaucoup d'argent et leur application doit se faire en impliquant les Afghans eux-mêmes, à commencer par le choix du lieu et du type de projet, car nul mieux qu'eux est à même d'identifier ce qui est nécessaire.

Sans préjuger de l'évolution de la situation dans les mois à venir, en particulier sécuritaire, un processus est désormais en marche qui permet de dire que le défi en Surobi est en passe d'être relevé...

Maîtriser le milieu pour dominer l'ennemi

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL PIERRE-JOSEPH GIVRE, CHEF DU BUREAU EMPLOI DE LA 27^{ÈME} BIM

La 27^{ème} BIM a reçu pour mission du CFT de déployer chaque hiver un GTIA en Afghanistan. La MCP¹ du GTIA 27 - TF *Tiger*, en opération en Kapisa de novembre 2008 à juin 2009, constitue une référence pour le GTIA 13 qui lui succèdera à la fin de l'année.

L'idée maîtresse de la MCP est simple : *train as you fight*, et plus particulièrement, *train as you fight in Kapisa* «entraînez-vous comme vous combattez en Kapisa».

En effet, si les conditions générales de la guerre sont immuables, les conditions locales sont toujours particulières, notamment dans un pays comme l'Afghanistan où, à la mosaïque des peuples et des espaces naturels, se superposent des conditions et des modalités d'engagement très différentes en fonction des régions.

La guerre de contre-rébellion n'est pas la guerre conventionnelle. L'efficacité de l'action des forces amies qui bénéficient de la supériorité technologique et des feux, dépend de leur capacité à discriminer l'ennemi qui évolue «comme un poisson dans l'eau» au sein des populations et sur le terrain. Pour espérer reprendre l'initiative et vaincre, il faut donc préalablement détenir les capacités individuelles et collectives qui permettront de le défier puis de le dominer sur son «terrain».

En conséquence, l'un des premiers objectifs de l'entraînement sera de maîtriser le milieu, en particulier en hiver.



27^{ÈME} BIM



L'insurgé de Kapisa : un guérillero montagnard

La Kapisa est un pays de montagne qui ressemble aux Alpes du sud et dont la population est fortement imprégnée par la géographie. Cette province, la plus petite d'Afghanistan, se compose d'une vallée principale orientée nord-sud et longue d'une cinquantaine de kilomètres et de quatre vallées secondaires orientées ouest-est et longues de vingt à trente kilomètres. Les vallées se situent à une altitude moyenne de 1 400 mètres et sont bordées par des sommets culminant entre 2 500 mètres et 4 200 mètres à l'est. En hiver, la neige descend dans les vallées même si, cette année, particulièrement douce, la limite de l'enneigement permanent est remontée vers 1 800 mètres. Les vallées sont généralement cultivées, parsemées d'arpents de terre entourés de murets et l'habitat traditionnel en terre séchée, est concentré autour de villages. Les montagnes environnantes sont caractérisées par un relief ruiniforme et de grands cônes de déjection composés de roches schisteuses instables. La population des contreforts de l'Hindu Kush et ses combattants sont des montagnards. L'insurgé de la Kapisa est donc un combattant qui sait utiliser à son avantage toutes les caractéristiques tactiques de ses montagnes natales. Il ne conçoit aucune de ses actions de combat sans utiliser les points hauts et les parties supérieures des versants et, avant d'engager le combat, il vérifie toujours la présence d'avions et si les points hauts du terrain sont tenus. Il a bâti la défense d'une de ses principales zones refuges autour d'un système complexe de postes de combat disséminés sur les parties médianes et supérieures d'un versant de montagne à partir duquel il contrôle tout un fond de vallée.

Raisonnement le combat en soldat de montagne

Face à cet ennemi montagnard, dans une zone d'action comme la Kapisa, et où que soit situé le compartiment de terrain sur lequel l'effet tactique sera appliqué, il est indispensable de raisonner le combat en soldat de montagne, au risque dans le cas contraire, de perdre l'initiative au moment des premiers accrochages.

Manœuvrer en montagne suppose d'avoir des chefs capables de concevoir la manœuvre dans les trois dimensions de ce terrain si particulier, selon les principes fondamentaux de la guerre en montagne et de disposer de soldats aptes à les appliquer. Pour vaincre les insurgés, il faut être capable de se déplacer, de stationner et de tirer à toutes les armes de la

section à partir des crêtes et des points hauts, ces trois capacités constituant les trois fondements de la manœuvre. Dans ce contexte où les particularités du milieu sont l'atout maître de l'ennemi et représentent un défi pour les forces alliées, la 27^e BIM peut s'appuyer pour son entraînement sur des conditions locales privilégiées, au cœur des Alpes, et sur une culture tactique et technique appliquée aux opérations en montagne.

La partie spécifique de la MCP des GTIA de la 27 s'articule ainsi en trois grands volets : la préparation individuelle physique, morale et technique, l'entraînement au tir et l'entraînement tactique.

Un entraînement physique, moral et technique intensif

En premier lieu, les soldats doivent porter lourd, longtemps et avoir le pied alpin.

Dans un terrain aussi compartimenté et cloisonné, l'essentiel des opérations se fait à pied, d'autant que la disponibilité des hélicoptères est aléatoire y compris au sein de la chaîne de commandement américaine. Les soldats doivent être capables de s'infiltrer à pied, de nuit, sur des dénivelées avoisinant régulièrement les 1 000 mètres avec des équipements dont le poids total approche allègrement les 40 kilos : gilet pare-balles de 25 kilos, munitions de tous types, transmissions, moyens d'observation jour et nuit. Le seul gain de poids peut se faire sur la nourriture et, parfois sur certains effets chauds.

Si le terrain rencontré ne présente pas de grandes difficultés techniques, il exige en revanche d'avoir un pied sûr et le sens de l'équilibre. Il faut donc être capable de s'y déplacer avec des charges très lourdes, le plus souvent dans l'obscurité, en serpentant entre et au dessus de barres rocheuses. Rien de très difficile dès lors que l'on sait identifier les risques objectifs de ce type de terrain qui est souvent plus dangereux qu'il n'y paraît au premier abord.

C'est là que la dimension morale de la spécificité montagne prend alors tout son sens. Être capable de gérer à la fois le stress d'un milieu naturellement hostile et la peur de mourir



ou d'être blessé au combat implique un long travail avant la projection, d'endurcissement des corps, des cœurs et des esprits. En montagne comme au combat, la défaite se traduit par l'échec dans l'accomplissement de la mission et par ses corollaires les plus douloureux que peuvent être la mort et les blessures de ses compagnons d'armes ou de cordée.

L'autonomie des combattants, quelle que soit leur arme, est ainsi le fruit d'un entraînement permanent, sanctionné deux fois dans l'année par la confirmation du brevet d'alpinisme et de skieur militaire. Les officiers et sous-officiers poursuivent quant à eux leur formation technique et tactique à l'EMHM² leur permettant de commander des détachements en opérations, en toute sécurité. Le déploiement de VHM³ et de VAC⁴ «lames» sur le théâtre pour l'ouverture d'itinéraires enneigés nécessite de qualifier annuellement une vingtaine de pilotes. La formation se décompose en deux stages d'une durée de 15 jours chacun, l'un sur piste non enneigée et l'autre sur neige. La spécialité déneigement est dévolue aux sapeurs du 2^{ème} REG et requiert plusieurs années de pratique. Enfin, les équipages AMX 10RC du 4^{ème} RCh s'entraînent régulièrement aux déplacements sur pistes de montagne.



Photo fournie par l'auteur

«Chamois» et «Jalalabad» : entraînement tactique du GTIA en montagne

Enfin, deux rendez-vous majeurs sanctionnent l'entraînement tactique du niveau GTIA en terrain montagneux : l'EEB⁶ et la VAP⁷. L'espace d'entraînement brigade «Chamois» constitue l'étape 1 de la MCP du GTIA prévu d'être projeté et a généralement lieu en novembre ou décembre de l'année A-1. La validation avant projection, mieux connue sous le nom de «Jalalabad», intervient en fin de processus, en septembre, à deux mois du départ. Ces deux exercices se déroulent dans l'arc alpin, en terrain libre de haute montagne, entre 1 000 m et 3 000 m d'altitude, l'un en conditions hivernales et l'autre en automne. Ils sont conçus et conduits dans l'idée de «coller» le plus possible aux conditions réelles du théâtre afghan. Le Briançonnais est privilégié pour la VAP pour la grande similitude entre ses massifs et ceux de la Kapisa. Le réalisme se traduit concrètement par une durée d'exercice d'une dizaine de jours et nuits consécutifs, la transposition de la toponymie afghane sur le terrain français, l'application des procédures OTAN en langue anglaise et l'immersion dans un environnement insurgé et «ami» du type Kapisa. En outre, le GTIA qui s'entraîne sous le commandement d'une TF 27, bénéficie de nombreux moyens d'environnement interarmes et interarmées, notamment aériens. Ces exercices permettent plus particulièrement d'appliquer les principes tactiques de la guerre de contre-insurrection en montagne, au premier rang desquels figure l'indispensable capacité à utiliser de façon complémentaire les parties hautes et basses du terrain.

Le dispositif de la MCP «hiver» des GTIA de la 27 constitue ainsi une variante adaptée au processus générique de «préparation à la guerre» de la FT. Les premiers RETEX du GTIA 27 confirment le bien-fondé des orientations retenues initialement. Mais la guerre n'étant pas une science exacte et l'ennemi ayant déjà donné la preuve de sa capacité de réaction, la conservation de l'initiative dépendra de notre aptitude à réévaluer régulièrement nos concepts d'entraînement.

- 1 Mise en condition avant projection
- 2 Ecole militaire de haute montagne
- 3 Véhicule haute mobilité
- 4 Véhicule articulé chenillé
- 5 Grand champ de tir des Alpes
- 6 Espace d'entraînement brigade
- 7 Validation avant projection



Photo fournie par l'auteur

Tir de combat interarmes en altitude et en neige

L'entraînement au tir de combat interarmes en montagne constitue le second volet de la préparation spécifique. Les conditions météo-nivologiques, d'altitude, de relief et d'aérogologie modifient notablement les paramètres du tir et justifient une instruction préalable et une pratique régulière. Pour cela, chaque corps de la 27 bénéficie de champs de tir de circonstance en terrain civil, activés en période hivernale. En outre, la brigade organise chaque année une manœuvre interarmes et interarmées à tir réel du niveau GTIA sur le GCTA⁵, entre 1 800 et 2 500 mètres d'altitude. Elle permet de conduire et de coordonner simultanément les tirs d'artillerie et de mortiers du 93^{ème} RAM, les appuis hélicoptères et avions, les tirs d'infanterie et des chars légers reproduisant en cela fidèlement les conditions de combat des SGTIA et GTIA en Kapisa.

"Pas un pas sans appui ..."

PAR LE COLONEL JEAN-PIERRE PERRIN, CHEF DE CORPS DU 3^E RPIMA, COMMANDANT LE BATFRA À KABOUL D'OCTOBRE 2008 À MARS 2009

Du 17 septembre 2008 au 7 février 2009, le BATFRA PAMIR XX était armé pour l'essentiel par des unités issues de la 11^{ème} brigade parachutiste.

Dans un contexte marqué par l'embuscade du 18 août, il s'agissait de reprendre rapidement et durablement l'initiative. Les opérations conduites par le BATFRA ont été marquées par la multiplication et la diversification des moyens d'appui au profit du GTIA, directement dans la main du chef de corps. Elles ont fait ressortir l'importance du processus de planification dans leur préparation et, surtout, l'indispensable mise en œuvre des fondamentaux dans leur exécution.

Cadre général de l'action

Fort de 830 hommes, le Bataillon Français (BATFRA) PAMIR XX est la plus grande unité du dispositif français en Afghanistan. Il est déployé sur 2 bases : le camp WAREHOUSE à KABOUL et la FOB TORA en SUROBI. (cf. articulation).

Sa mission est de conduire des opérations de sécurité et de stabilité afin de créer les conditions permettant la réalisation d'actions de reconstruction et de développement. Sa zone d'opérations est particulièrement vaste et contrastée.

Au nord de Kaboul, les plaines de Deh Sabz et Shamali sont la zone d'intérêt, transférée le 12 octobre dernier à l'ANA dans le cadre du *TLSR (Transfer of Lead Security Responsibility)*.

A l'est, les vallées de Mai Par, Uzbeen, Jeg Dalay et Tizin sont la zone de responsabilité.

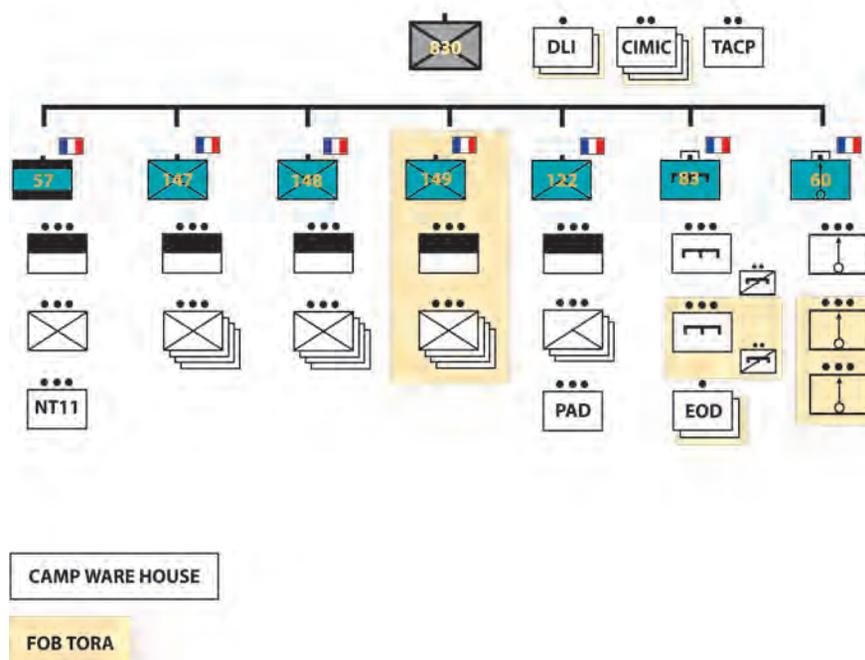
Toujours en relation avec les *ANSF (Afghan National Security Forces)* dont il participe à la formation, le BATFRA combine les opérations de présence et d'assistance au profit de la population et les opérations de guerre contre les insurgés.

La population est, incontestablement, le centre de gravité des insurgés et, dans une certaine mesure, également

celui du gouvernement. Toutes nos opérations ont eu pour finalité de la rallier aux forces gouvernementales ou, au moins, de la dissuader de soutenir les insurgés. De fait, les opérations majeures de niveau bataillonnaire en zone réputée hostile peuvent se décomposer ainsi :

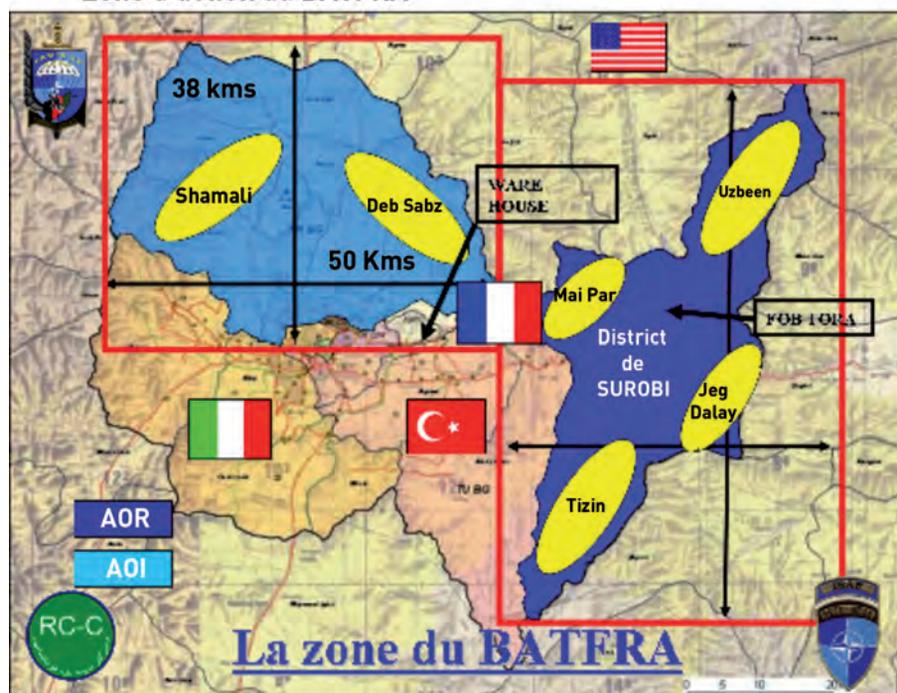
- Préparation.
- Infiltration.
- Sécurisation d'un périmètre élargi.

Articulation du BATFRA



Eclairage & témoignages

Zone d'action du BATFRA



- Appui à la saisie de l'objectif par l'ANA.
- Appui aux fouilles d'habitations par le *NDS (National Directorate for Security)*, ou l'*ANP (Afghan National Police)*.
- Convocation d'une SHURA¹.
- Sensibilisation des chefs locaux².
- Distribution d'aide humanitaire et évaluation CIMIC.
- Désengagement.

Les opérations les plus importantes ont engagé plus de 1 000 hommes sur le terrain dont 250 Afghans.

Quelques réflexions ou enseignements tirés peuvent être partagés.

Enseignements

- Importance de la planification
 - Le BATFRA ne possède pas tous les moyens mais il n'est pas seul. Dès lors, pour obtenir de la coalition les moyens nécessaires (appui chasse ou HAP, HM US ou FR, drones, ...) il doit s'inscrire dans un processus de planification, (pour «prendre rang» en quelque sorte).
 - Il ne suffit pas d'anticiper, il faut aussi être capable de défendre son projet et de convaincre les décideurs (*deputy commander* du *RC-E* et *DCOS OPS* du COMISAF) au cours des *backbriefs* qui leur sont faits. Fond et forme sont donc importants.
- Retour aux fondamentaux
 - S'appuyant sur le renseignement et sur une juste évaluation de la menace, le travail du chef consiste à prévoir le pire, de manière à ce que le pire ne se produise pas ou que, le cas échéant, il soit en mesure de reprendre aussitôt l'initiative.

- La lutte contre la compromission est un effort permanent, un challenge de taille dès lors que l'on multiplie les acteurs (BATFRA, ANA, ANP, *NDS*, *EM RC-C* et *RC-E*, *OMLT* US et FR, ...). Ne communiquer qu'à ceux qui ont la nécessité d'en connaître, pas plus et pas plus tôt que nécessaire à chaque niveau, couper les liaisons internet, récupérer les téléphones portables des employés civils, interdire les mobiles sur le terrain, sont autant d'actes élémentaires.
- Tout déplacement, aussi banal soit-il, doit être considéré comme une opération et, dès lors, faire l'objet d'un FRAGO.
- Les entraînements aux procédures, les répétitions (*rehearsal*) sur caisse à sable de préférence, sont indispensables avec tous les acteurs.

- Qui tient les hauts tient les bas ... : l'impérieuse nécessité de tenir les hauts met en exergue les besoins en HM. La capacité de mise à terre d'une compagnie en une seule vague n'est possible qu'avec les moyens US.

- Pas un pas sans appui

- Les premiers tirs indirects doivent pouvoir être délivrés dans les 10 minutes. Ce besoin a conduit à transformer la section à 6 pièces du DUO théorique du DML en 3 sections de tir autonomes à 2 pièces.

- Les premiers renforts doivent intervenir en 20 minutes pour reprendre l'initiative.

- Les sections d'infanterie sont systématiquement renforcées d'un groupe génie. Chef de groupe génie et chef de section infanterie doivent apprendre à travailler ensemble.

- Pas un pas sans soutien

- Le TC2 a beaucoup travaillé.

- On ne répare pas sous le feu mais on extrait ; pour avoir dû le faire avec un MPG (toujours au TC2 depuis) le BATFRA a regretté l'absence d'un moyen de dépannage de l'avant capable de tracter un VAB.

- L'application des principes de la guerre et la mise en œuvre de nos fondamentaux dans nos opérations permettent d'imposer notre volonté à l'ennemi. Le besoin d'ouvrir le feu n'est pas pour autant systématique si le rapport de force et la manœuvre n'offrent pas de prise et dissuadent les insurgés.

- Des moyens d'appui nouveaux au profit du GTIA qu'il faut apprendre à exploiter :

- Les avions américains *IED burner* permettent de déclencher certains IED avant le passage des véhicules.

- Les moyens de guerre électronique détachés sont déployés à l'avant. Ils offrent un renseignement de contact immédiat facilitant la prise de décision. Ils confirment aussi les pertes infligées.
 - Les drones :
 - Ils contribuent efficacement au contrôle de zone, permettant l'économie des moyens des unités de combat.
 - Le retour image au PC TAC déployé facilite la prise de décision. C'est possible avec le PREDATOR, ce le sera avec le SDTI.
 - Le SDTI, comme la gazelle VIVIANE, est utile en reconnaissance d'axe et peut déceler caches ou IED grâce aux moyens thermiques.
 - L'intégration au niveau tactique de moyens d'appui autrefois réservés aux niveaux opératifs ou stratégiques se fait aisément pour qui demande des effets à obtenir. Une MCP commune la rendra plus aisée encore.
- Besoin en coordination 3D
 - Ayant mis sur le même réseau Artillerie, les TACP et les EO et confié la coordination au DL ART, le BATFRA a pu maîtriser le fait d'avoir simultanément, au contact, des obus, des avions, des drones et des hélicoptères en vol.
 - La population comme enjeu
 - La réussite d'une opération dans un village repose davantage sur la cohérence et la robustesse du dispositif que sur les attitudes individuelles «agressives». Pour afficher de la sérénité, chacun doit être convaincu de l'efficacité des appuis et du soutien.
 - La confiance de la population doit être gagnée au profit des forces gouvernementales. Elles doivent être associées aux actions de reconstruction. Une part du prestige de nos actions CIMIC peut et doit rejaillir sur eux.

SIGLES ET ACRONYMES UTILISÉS :

ANA :	<i>Afghan National Army.</i>
ANP :	<i>Afghan National Police.</i>
ANSF :	<i>Afghan National Security Forces (ANA+ANP+NDS)</i>
BATFRA :	<i>Bataillon français.</i>
CIMIC :	<i>Civil Military Cooperation</i>
COMISAF :	<i>Commandant de l'ISAF.</i>
DCOS OPS :	<i>Deputy chief of staff for operations.</i>
DML :	<i>Détachement de mortiers lourds.</i>
EM :	<i>Etat-major.</i>
EO :	<i>Elément d'observation d'artillerie</i>
FOB :	<i>Forward operational base.</i>
FRAGO :	<i>Fragmentary order.</i>
HAP :	<i>Hélicoptère d'appui protection</i>
HM :	<i>Hélicoptère de manœuvre.</i>
ISAF :	<i>International Security Assistance Force.</i>
MALEKS :	<i>Sortes de maires ou représentants du peuple, élus ou de droit traditionnel.</i>
NDS :	<i>National Department for Security.</i>
OMLT :	<i>Operational mentoring liaison team.</i>
RC-C :	<i>Regional command Capital.</i>
RC-E :	<i>Regional command East.</i>
SHURA :	<i>Assemblée traditionnelle du village regroupant les Maleks, les sages (barbes blanches) et les personnalités autorisées (anciens chefs de guerre, ...)</i>
TACP :	<i>Tactical air control party</i>
TLRS :	<i>Transfer of the Lead of Security Responsibility.</i>

1 Assemblée traditionnelle du village regroupant les Maleks, les sages barbes blanches) et les personnalités autorisées (anciens chefs de guerre, ...)

2 Pour impliquer les leaders et obtenir leur adhésion, on peut utilement s'appuyer sur les imams des brigades de l'ANA. Aborder la dimension religieuse ou montrer qu'on la respecte en proposant une prière est toujours bienvenu.

Conclusion

En plus des missions de reconnaissance quotidiennes avec les ANSF, le BATFRA PAMIR XX a conduit en cinq mois 12 opérations majeures dans le district de SUROBI dont 5 en vallée d'UZBEEN. Elles ont permis de porter des coups sévères aux insurgés³, de réduire leur zone refuge à la seule partie nord de l'UZBEEN et de limiter sensiblement leur influence et leur liberté d'action⁴.

Dans les zones plus sécurisées, il a réalisé 10 projets au profit de la population, dans le cadre du CIMIC (puits, agrandissement d'école, distribution de matériel scolaire, aide médicale dans les villages les plus reculés, projets avicoles et agricoles,...). 8 autres ont été planifiés.

En définitive, conduire des opérations de guerre n'est certes pas facile mais l'initiative et les règles d'engagement claires offrent un confort intellectuel bien supérieur aux opérations de maintien de la paix. Nous avons le sentiment de n'avoir jamais été aussi bien préparés car, pour la première fois, il s'agit de mettre en œuvre en opérations les savoir-faire auxquels nos unités élémentaires s'entraînent chaque jour.

3 Les opérations du BATFRA ont directement contribué à la mise hors de combat d'une centaine d'insurgés. Par ailleurs, 21 caches de munitions, 6 gilets de suicide-bomber, 3 IED et 7500 UXOs ont été neutralisés.

4 La situation reste fragile et la pérennité du ralliement de certains villages dépendra de notre capacité à leur donner des raisons objectives d'oser résister à la terreur imposée par les insurgés. Des actions de reconstruction significatives à leur profit, bien au-delà des seules possibilités du CIMIC, sont absolument nécessaires.

L'engagement d'un GTIA au combat

La Task Force CHIMERE¹ en Kapisa

Un groupement tactique interarmes dont l'ossature était fournie par le 8^e Régiment de parachutistes d'infanterie de marine, constitué d'un état-major, d'une unité de commandement et de logistique et de deux sous-groupements tactiques interarmes ainsi que de moyens dédiés de niveau bataillon, a été engagé du 30 juin au 20 décembre 2008 dans la province de Kapisa en Afghanistan. Il s'agissait pour la force, de relever une unité américaine, nettement moins volumineuse, et de prendre en compte une mission de sécurisation de plusieurs vallées où la présence d'insurgés était avérée.

PAR LE COLONEL ARAGONES CHEF DE CORPS DU 8^{ème} RPIMA COMMANDANT LE BATAILLON FRANÇAIS DE LA KAPISSA (TF 700),

SOUS COMMANDEMENT AMÉRICAIN EN RC.E DE JUILLET À OCTOBRE 2008



Cadre d'action

Ce premier déploiement au sein du *Regional Command – East*, dans une province difficile, riche en activités insurgées et dans une période estivale, constituait un challenge technique, tactique et humain tant sur le plan du déploiement que sur celui des opérations.

Engagé dans l'opération de l'ISAF, au sein du Régional Command-East, sous commandement américain du CJTF 101², le GTIA KAPISA a été déployé à la fin du mois de juin 2008 sur la base militaire de Bagram. Après une période d'adaptation au théâtre de trois jours dans le cadre du RSO³ américain, il a été déployé à compter du 11 juillet par étapes successives sur les deux *Forward Operating Bases (FOB)* de Nijrab et Tagab distantes d'une quinzaine de kilomètres.

Responsable de la province de la KAPISA qui compte sept districts, la TF CHIMERE a cependant concentré son action sur les trois districts de NIJRAB, d'ALASAI et de TAGAB du fait des zones d'opération de l'insurrection, localisées dans la partie Sud-est de cette province.

L'originalité de ce mandat réside dans le fait qu'il fallait simultanément :

- Se déployer sur deux bases avancées et s'y installer pour durer,
- tout en manifestant notre présence et en entamant le combat dans la zone d'action,
- et en portant un effort sur l'adaptation progressive et la prise en compte de l'environnement géographique et humain.



8ème RPIMA

La conduite des opérations

La force a été engagée dans des combats de contre insurrection de haute intensité, s'inscrivant dans la durée. Ils ont nécessité l'emploi de l'ensemble des moyens du bataillon ainsi que ceux du RC-E. Les actions ont menées en été, dans la saison la plus propice à l'insurrection qui utilise des lignes d'approvisionnement pedestres isolées en altitude. Ces actions ont également été menées face à un ennemi qui vit dans cette région et qui connaît chaque recoin de vallée mieux que personne. Cet ennemi possède de surcroît la possibilité de se fondre dans la population qu'il connaît bien en enterrant son armement ou ne utilisant des caches très bien dissimulées.

Les opérations ont été conduites sous deux formes qui ont chacune leurs avantages : les patrouilles à pied donnent rapidement une connaissance juste du terrain, de l'adversaire, elles assurent la présence en établissant le lien direct avec la population et permettent de «sentir» l'ambiance. Après une opération, elles permettent d'évaluer a posteriori son efficacité et favorisent le recueil de renseignement. Les opérations niveau SGTIA ou GTIA créent un climat d'insécurité pour les insurgés qui ne savent pas s'ils sont identifiés ou non.



8ème RPIMa

Elles les contraignent à se déplacer ou au minimum à communiquer. Elles permettent ensuite d'élargir le périmètre de patrouille et bien qu'elles soient souvent de faible efficacité sur le moment, elles redonnent l'ascendant à la force.

Enseignements

Dans un engagement où le risque est aussi important, une préparation de grande qualité et dans la durée (6 mois) est déterminante. Elle suppose que tous y participent et que les procédures (ex : appui aérien) comme les matériels qui vont être servis sur le théâtre puissent être utilisés : *“train as you fight and fight as you train”*.

L'amalgame des différentes composantes de la force doit être réalisé au plus tôt et conservé tout au long de la phase de préparation de la mission. La condition physique est également déterminante pour faire face à l'altitude, à la charge transportée et à l'enchaînement rapide des missions. Une grande partie de l'entraînement doit donc être effectuée dans les conditions les plus proches du combat : port permanent du pare-balle, emport de la dotation en munitions, en eau, en moyens optiques/optronique et transmissions, etc. Toutes les cellules sont concernées, y compris celles qui en temps normal sont peu sollicitées, comme les postes de secours par exemple et doivent impérativement suivre la même instruction que celle des compagnies de combat. Dès lors, les unités légères et souples sont les plus adaptées.

Un environnement américain exigeant en termes de planification.

L'environnement du RC-E et les moyens importants mais néanmoins contraints (hélicoptères d'appui et de transport, drones, avions d'appui électronique, etc) et utilisés en flux tendus par toutes les *Task Forces* ont imposé à l'état-major de la *Task Force* CHIMERE des contraintes particulières en terme de planification des opérations et obligé à la création d'une matrice des opérations sur la durée de la campagne pour bénéficier d'une pré-allocation des moyens.

Au combat le commandement, de tout niveau, demeure l'axe essentiel.

La valeur du combattant n'est déterminante que si elle est servie par un chef qui maîtrise son rôle et fait preuve d'intelligence de situation et d'anticipation. Pour cela, la phase d'accoutumance au combat ne doit pas être négligée afin que tous, du chef d'équipe au chef de corps, puissent appréhender le milieu et l'adversaire.

Ne pas chercher à innover à tout prix, mais bien appliquer les principes fondamentaux de la guerre en termes d'unicité de commandement, de renseignement, d'appui et de soutien. S'efforcer de conserver la surprise des opérations qui garantit en tout premier lieu la sécurité des troupes engagées. Concevoir des manœuvres simples mais parfaitement assimilées par tous et soigneusement répétées : il vaut mieux une manœuvre moins brillante et efficace qu'une idée originale mal ficelée. Dès lors, la préparation de chaque opération a focalisé tous les efforts autour de trois réunions principales : Exposé de l'idée de manœuvre et des actions attendues de chacun ; réunion dite

de «*back brief*» où les chefs d'éléments présentent leur mission, les points clés identifiés et les éventuelles difficultés rencontrées ; enfin l'analyse après action qui seule permet de lever le brouillard de la guerre et de comprendre le rôle de chacun ainsi que l'action de l'ennemi rencontré.

Conclusion

Fier du travail accompli, la TF CHIMERE a connu une cinquantaine d'actions de combat dont vingt trois *Troop In Contact (TIC)* officialisés mettant en jeu l'appui aérien. Douze *Improvised Explosive Device (IED)* ont été posés, pendant nos plus de cinq mois de mission, dont sept ont pu être relevés. Un a été découvert avant d'être posé. Enfin, le GTIA déplore quinze blessés dont quatre ont fait l'objet d'un rapatriement médical d'urgence et trois différés.

Pendant la durée de ce mandat d'été, en ouverture dans une zone inconnue, un gros travail d'assimilation, d'acculturation et de création de base de données a été mené. Dans le même temps, la population, qui constitue notre principal enjeu, a été persuadée de la légitimité de notre action à ses côtés. Sans adhérer à nos motivations, elle a assimilé que notre présence était avant tout destinée à lui permettre de vivre comme elle l'entendait à l'abri des pressions et des menaces. Dès lors, elle a de plus en plus coopéré. Le bataillon montan a pu ainsi poursuivre dans cette voie qui marque désormais bientôt la fin de la première année de présence française en Kapisa et illustre parfaitement la continuité de l'action menée.

Au final, après plus de cinq mois d'opérations, les unités qui ont composé ce premier GTIA peuvent être considérées comme aguerries. Cet engagement a donné à tout un chacun une connaissance plus précise de son métier, mais cette mission a surtout fédéré toutes les énergies autour d'un objectif commun et a soudé les hommes comme aucune autre mission ne peut le faire.

1 A l'issue de la reconnaissance du théâtre menée au début juin, le général Milley, adjoint opérations du RC-E a demandé au commandant du GTIA KAPISA de choisir, conformément à la tradition américaine, le nom donné à sa Task Force pour la durée du mandat. Le nom de Task Force CHIMERE, en hommage à l'insigne des parachutistes français d'Indochine et du 8ème RPIMa, a donc été choisi et c'est sous ce nom que les Français, déployés en KAPISA dans le cadre de ce premier mandat, se sont fait connaître.

2 CJTF 101 : Combined Joint Task Force 101 (101^e Airborne Division)

3 RSOI : Passage obligé pour toutes les unités déployées en RC-E



8ème RPIMa

Le détachement hélicoptères français du RC-C¹

LE LIEUTENANT-COLONEL ARNAUD CAZALAA, CHEF DU BOI DU DAOS, COMMANDANT LE DÉTACHEMENT HÉLICOPTÈRES DE KABOUL

Unité opérationnelle interarmées dont le commandement a été confié au DAOS², le détachement hélicoptères français du RC-C regroupe six hélicoptères et 80 personnes issues de 5 unités différentes, réparties sur trois armées. Cet article a pour but de décrire son organisation, ses missions ainsi que les enseignements tactiques des opérations qui sont conduites dans sa zone d'action.

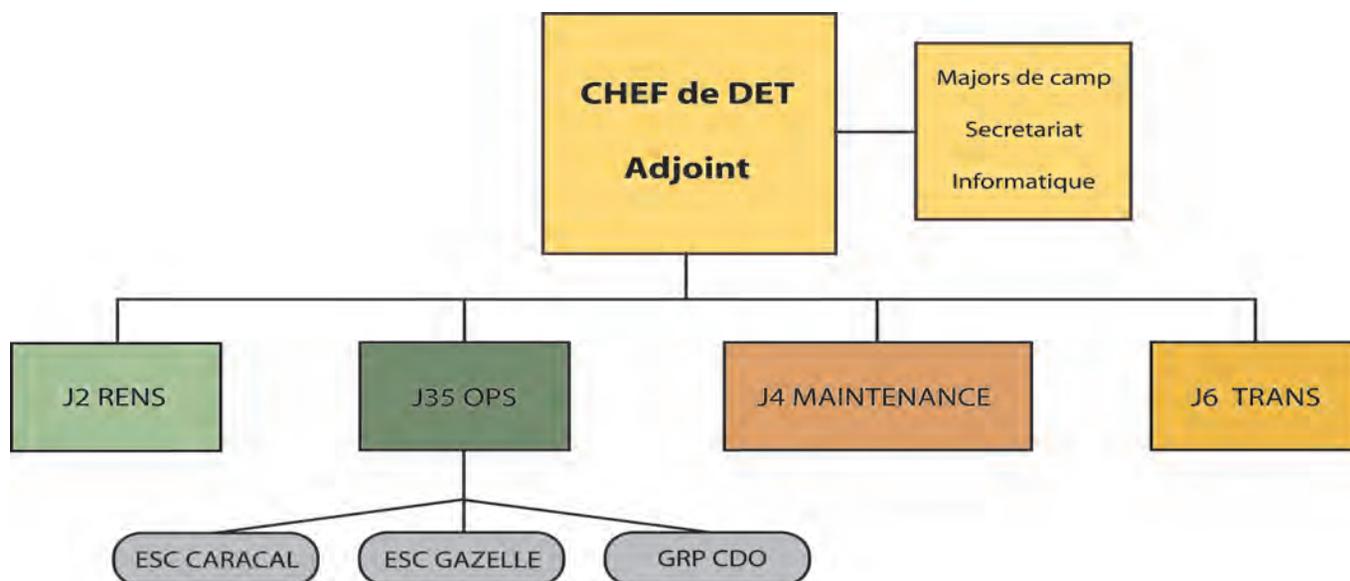
Organisation

Initialement mis en place par l'armée de l'air en novembre 2006, deux EC 725 «CARACAL» ont armé le premier détachement hélicoptères mis en place au profit de l'opération PAMIR. Basée à KAIA³, cette unité a progressivement évolué. La BAM a remplacé les CARACAL par des COUGAR entre la fin 2007 et avril 2008 ; le retour des CARACAL de l'armée de l'air en mai 2008 s'est ensuite accompagné d'un renforcement en GAZELLE du 1^{er} RHC à partir du mois d'octobre 2008, donnant ainsi à ce détachement son caractère interarmées ainsi que des capacités accrues. Depuis le mois de janvier 2009, ce dernier est commandé par un officier supérieur du DAOS. Il est composé de 3 CARACAL dont deux sont armées par des équipages du DAOS et le troisième par un équipage de l'EH⁴ «Pyrénées», ainsi que de trois GAZELLE armées par des

équipages du 1^{er} RHC. Un groupe de commandos de l'air du CPA⁵ 30 complète le dispositif avec une équipe médicale, le personnel de soutien des 1^{er} et 5^{ème} RHC et de l'armée de l'air.

Placé sous les ordres du RC-C pour les opérations réalisées dans son AOR⁶, le détachement se voit également confier des missions par le REPFRANCE, au profit notamment des liaisons vers la Kapisa ou de missions au profit des OMLT. Dans tous les cas, les demandes de mission sont centralisées par le G3 Aviation du RC-C, qui demeure l'unique correspondant du détachement dans le cadre du *tasking*.

Le détachement est organisé en cellules classiques : J2, J35, J4, J6 avec trois unités opérationnelles : une patrouille CARACAL à 3 appareils, une patrouille GAZELLE à 3 appareils et un groupe commando. Toutes les missions sont préparées et réalisées en interarmées, à partir de briefings et de modes d'actions standardisés et évolutifs.



Missions

Les missions confiées au détachement par l'ordre d'opération en vigueur recouvrent l'ensemble des savoir-faire tactiques aéromobiles d'appui et de soutien aux forces.

- L'EVASAN⁷ est assurée H24 au profit du personnel de l'ISAF⁸ du RC-C.
- Le transport tactique permet de relier de manière sûre et rapide l'ensemble des implantations françaises (FOB⁹), pour les mouvements logistiques.
- L'ISR¹⁰ regroupe les missions de collecte du renseignement : éclairage, reconnaissance, vérification d'installations ou de voies de communication, validation d'itinéraires routiers et de zones de poser.
- L'héliportage permet d'insérer ou d'extraire les forces ISAF du RC-C pendant les opérations : BATFRA¹¹, JTAC¹²...



- L'appui au commandement : les hélicoptères permettent d'embarquer un chef tactique capable de commander en vol, qu'il soit AMC¹³ ou GMC¹⁴ : les appareils GAZELLE et CARACAL permettent de disposer d'imagerie thermique et de moyens de communication air/air et air/sol.
- L'appui feu est uniquement détenu par les GAZELLE armées de missiles HOT. C'est le point faible du détachement hélicoptère, qui serait avantageusement complété par une patrouille d'hélicoptères TIGRE afin de proposer une meilleure cohérence d'emploi (appui des modules engagés et des troupes au sol).
- Une partie des savoir-faire de la PR¹⁵, essentiellement tournés vers l'IMEX¹⁶ au profit du détachement avec une capacité de participation aux missions CSAR.

Concrètement, le détachement hélicoptère propose un volume d'environ 200 heures de vol par mois au profit des forces.

Enseignements tactiques

La menace principale qui pèse sur les hélicoptères est celle des tirs sol-air, majoritairement des SAFs¹⁷ et du RPG 7 tiré en direct ou en balistique : elles représentent 376 attaques directes contre les hélicoptères en 2008 sur l'ensemble du

théâtre afghan. On retrouve également des tirs par mitrailleuse 12.7 et des tirs de missiles sol air. Ces derniers ne représentent que 5 attaques directes (manquées) contre des aéronefs en 2008.

Compte tenu de l'insécurité et de l'hostilité du terrain, les vols sont systématiquement pratiqués à 2 appareils. Cette configuration permet une meilleure observation de la menace et surtout une capacité de localisation ou de récupération en cas de panne ou de crash. Le groupe de commando de l'air peut également être engagé en mission d'IMEX sur court préavis.

Les formations aériennes sont organisées en modules mixtes ou de même type, en fonction des effets à obtenir. Pour chaque mission impliquant un volume supérieur à une patrouille, le chef de détachement est embarqué en GAZELLE ou en CARACAL pour assurer le rôle d'AMC.

Les missions opérationnelles sont majoritairement réalisées au profit du BATFRA. Certaines ont déjà été réalisées au profit des OMLT et d'autres en autonome (opérations de déception). Le BATFRA utilise les moyens hélicoptères essentiellement pour l'ISR au profit de sa manœuvre tactique ; les GAZELLE représentent un atout majeur dans ce domaine (éclairage), restant dans la main du chef du GTIA ou de ses subordonnés (CDU, CDS). Léger, furtif et peu bruyant, cet appareil est indispensable pour renseigner préalablement à tout déploiement des troupes au sol. Il s'ajoute à la panoplie des moyens ISR comme les drones de type MALE¹⁸ (PREDATOR américain, SIDM¹⁹ français) ou SDTI²⁰. La souplesse d'emploi des GAZELLE, associée à leur capacité à fournir une vision thermique oblique prenant en compte le nivellement, en fait un instrument unique particulièrement apprécié.

Les missions d'ISR de jour font appel aux savoir-faire classiques enseignés en école ; l'appareil reste cependant assez vulnérable et la zone est vite saturée. En revanche, de nuit, de nouveaux modes d'action ont été élaborés pour permettre l'acquisition de renseignement très précis sur des zones ou des axes, en sûreté. L'emploi est donc particulièrement valorisé de nuit. S'il ne dispose pas d'appui dédié (APACHE ou KIOWA américains), le DETHELICO réalise ses opérations de nuit, utilisant les patrouilles de GAZELLE pour éclairer les positions d'insertion ou d'extraction des CARACAL. Les performances du système VIVIANE de la GAZELLE et du FLIR²¹ du CARACAL





sont excellentes de nuit et permettent de déployer les troupes en sûreté en zone hostile, en bénéficiant de la surprise.

L'appui feu air-sol des troupes ou des hélicoptères du détachement pendant les opérations est réalisé à partir de CAS²² ou de CCA²⁴ américains. La différence entre ces deux types d'appui est simple : «CCA begins where CAS ends²⁴».

En termes d'emploi, l'appui feu par hélicoptère est beaucoup plus précis que les munitions délivrées par avion. Dans un pays où la moindre victime civile jette dans les bras des Taliban le reste de la famille, ce point est particulièrement important. Tous les pilotes du détachement ont donc été formés au CCA par les pilotes américains de BAGRAM, en théorie puis en pratique. Ils sont donc en mesure de demander et de guider les tirs d'hélicoptères à bord des GAZELLE ou CARACAL, là où les vues sont souvent les meilleures. Cette procédure nécessite, comme lors des opérations combinées avec les appareils américains qui sont conduites en RC-C, une bonne maîtrise de la langue anglaise. Ce point est capital, tant pour être capable de diriger un briefing que de commander en vol ou au sol.

Conclusion

L'Afghanistan offre aux équipages l'opportunité de développer l'aérocombat au sens premier du terme. Il permet de confirmer les principes fondamentaux enseignés en école tout en imposant des innovations qui permettent de faire face aux menaces : conserver l'initiative face à des adversaires plus faibles mais opportunistes, évolutifs, furtifs et malins. La tactique aéromobile doit donc évoluer afin de permettre aux équipages de conserver en permanence l'initiative et l'effet de surprise, deux principes de la guerre qui prennent tout leur sens ici.

- 1 *Regional Command - Capital*
- 2 *Détachement ALAT des Opérations Spéciales*
- 3 *Kaboul International Airport*
- 4 *Escadron d'Hélicoptères*
- 5 *Commandos Parachutistes de l'Air*
- 6 *AOR (area of responsibility): zone de responsabilité*
- 7 *Evacuation sanitaire*
- 8 *International security and assistance force*
- 9 *Forward operating Bases*
- 10 *Intelligence, Surveillance and Reconnaissance*
- 11 *Bataillon français*
- 12 *Joint tactical air controller: guidage des appuis feu CAS (close air support)*
- 13 *Air mission commander: chef de l'opération aéromobile*
- 14 *Ground mission commander: chef de l'opération au sol*
- 15 *Personnel Recovery: récupération de personnel, regroupe la SAR (search and rescue), CSAR (combat search and rescue), l'IMEX (immediate extraction), CR (combat recovery) pour le personnel autre qu'équipage d'aéronef) et NAR (non conventional assisted recovery) opérations de libération d'otages réservées aux forces spéciales)*
- 16 *Immediate extraction: récupération immédiate des équipages en cas de panne ou de crash*
- 17 *Small arms fires (ALI)*
- 18 *Moyenne altitude longue endurance*
- 19 *Système de drone intérimaire MALE*
- 20 *SDTI : système de drone tactique intérimaire*
- 21 *Forward looking infra red: caméra thermique.*
- 22 *Close air support: appui feu par avion*
- 23 *Close combat attack: appui feu par hélicoptère*
- 24 *Le CCA commence là où le CAS s'arrête.*

L'évolution des EEI en Afghanistan en 2008

PAR LE CHEF DE BATAILLON PIERRE TENAILLEAU

En 2008, l'Afghanistan a connu plus de 4000 attaques par engins explosifs improvisés (EEI), soit plus du double qu'en 2007. L'emploi des EEI n'est pas récent, mais l'Afghanistan est un pays où leur utilisation est devenue systématique. Face à cette menace, les membres de la coalition s'efforcent d'améliorer la protection de leur personnel et de contrer les dispositifs mis en œuvre. Cet investissement humain et financier se focalise sur une réponse technologique et le déploiement de nouvelles capacités. Cependant, en dépit de ces efforts, les EEI restent efficaces et les pertes de l'OTAN et de l'ANSF (*Afghan National Security Forces*) n'ont jamais été aussi importantes. En effet, l'emploi des EEI recourt à des procédés techniques simples et éprouvés, dont la rusticité est en totale asymétrie avec les réponses technologiques apportées par l'OTAN.

Les EEI, des armes au service d'une tactique

Les attaques par EEI font appel à des procédés éprouvés de guérilla. Leur impact ne se limite pas aux seuls effets physiques et psychologiques mais concourt à entraver à la liberté de mouvement de la coalition. En réaction, les nations conçoivent des parades technologiques importantes. Mais la recherche d'une réponse globale se heurte nécessairement à la diversité des systèmes que l'on peut rencontrer sur ce théâtre. En effet, parler d'EEI oblige à distinguer d'une part la technologie utilisée dans la confection et dans le mode de déclenchement, et d'autre part la tactique employée dans leur mise en œuvre (choix des objectifs tactiques et stratégiques). Ainsi, leur emploi varie selon la cible et l'effet recherché : ils peuvent aussi bien être utilisés à des fins de harcèlement, de terrorisme ou en appui lors d'une embuscade. Ils offrent surtout l'avantage de préserver la liberté d'action des insurgés. Les zones d'attaques favorables sont connues, les cibles, à défaut d'être facile à approcher, restent aisément identifiables. La recherche de la valeur ajoutée reste une constante, soit à des fins tactiques en détruisant la menace principale, les moyens de commandement ou les moyens rares, soit à des fins stratégiques en frappant les emprises, les personnalités ou des cibles symboliques, mais aussi les esprits.

Les EEI, un retour à la simplicité

La réactivité en boucle courte est une caractéristique de la lutte contre les EEI. Pour se défendre, les troupes bénéficient d'innovations telles les brouilleurs, l'amélioration des blindages ou le déploiement de nouvelles capacités de



Logar : attaque d'un convoi français

lutte. Ces nouveautés en dépit d'un développement coûteux ne proposent pour la plupart qu'une réponse partielle à cette problématique. De plus, elles créent des besoins importants en formation tant pour assimiler leur fonctionnement que pour intégrer leur emploi à la tactique.

Considérant ces parades et leurs limites, et s'inscrivant dans une relation du faible au fort, les insurgés conservent des modes opératoires simples sans entrer dans cette logique technologique. Bien que des EEI complexes aient déjà été mis en œuvre, il apparaît que les systèmes artisanaux restent prédominants.

Ainsi en réponse à la généralisation des brouilleurs, l'insurgé utilise à nouveau des systèmes plus conventionnels où la mécanique prend le pas sur l'électronique. Cette tendance explique la baisse significative des systèmes à radiocommande et le regain des systèmes à pression ou filaires, même s'ils imposent des délais de pose plus longs.

De même, face à l'allongement de la portée des armes et une capacité de riposte importante, il privilégie soit le déport des postes de tirs de plusieurs centaines de mètres de l'objectif, soit le mixage des systèmes de mise de feu. Ces méthodes permettent de choisir la cible tout en évitant les dommages collatéraux.

En réponse au déploiement de véhicules type *MRAP (Mine Resistant Ambush Protected)* tels que le BUFFALO, les insurgés ont deux approches. La première méthode fait appel à des systèmes plus complexes ayant démontré leur efficacité. Les charges formées (*FFP*¹) sont actuellement capables de percer tous les blindages. Cependant leur emploi reste limité en raison de la difficulté de confection et de précision des tirs. La seconde méthode est plus simple et consiste à augmenter la puissance des engins. Les dispositifs dépassant les 100 kg sont désormais courants en dépit des risques encourus lors de la pose. L'emploi des passages busés reste prédominant car leur taille autorise l'emploi de charge très importante sur toute la largeur de l'axe et leur nombre interdit toute vérification systématique.

Les EEI, la recherche d'un effet stratégique

Difficiles à prévenir, les attaques suicide, bien que spectaculaires, restent cependant limitées en nombre et cantonnées à certaines régions ou cibles particulières. Ceci peut s'expliquer par la difficulté pour recruter des «volontaire» et par l'incertitude quant au résultat car le martyr peut hésiter ou être neutralisé avant de déclencher sa charge. Cependant, elles offrent une réelle plus-value par leur forte létalité et surtout par leur puissance médiatique et psychologique.

Leur impact médiatique sera recherché, notamment en région capitale, véritable centre de gravité de la guerre en Afghanistan. Toute attaque fera donc l'objet d'une exploitation médiatique et politique importante dont les effets dépassent largement les frontières afghanes.

L'impact psychologique d'une attaque suicide est déterminant dans le sens où elle entretient un climat de «psychose» qui sera à l'origine d'une défiance entre les troupes de l'*ISAF* et la population.

Jouant sur cette rupture relationnelle, l'insurgé, en ciblant ses frappes, cherche à accroître son emprise sur la société afghane. Soucieux de ne pas s'aliéner une population qui le dissimule et le protège, l'insurgé sélectionne ses victimes en privilégiant les collaborateurs et autres débiteurs de l'*ISAF*, tout en limitant au mieux les dégâts collatéraux. Ainsi, les pertes subies dans les files d'attente aux entrées des bases de l'*ISAF* sont privilégiées à celles, plus aveugles, occasionnées lors de l'attaque d'une patrouille. Parallèlement, tout dommage civil causé par l'*ISAF* fera l'objet d'une médiatisation systématique et importante.

La parade : former les hommes

Fort de son expérience, l'insurgé exploite ses succès mais surtout ses échecs avec une rapidité propre aux petites structures. Face aux déploiements de nouvelles parades, il s'adapte et frappe aux points les plus vulnérables. Confrontées à cette réactivité, les armées réagissent aussi. Mais les changements sont plus lents car toute évolution suppose une prise en compte combinée de la stratégie et de la tactique. De plus, les mesures prises dans l'urgence montrent leurs limites. Ainsi, l'adaptation réactive qui réduit les délais d'acquisition de moyens adaptés a un coût qui risque d'impacter le budget de la défense sur le long terme. De même, la boucle du RETEX doit encore s'améliorer et trouver un compromis entre la confidentialité du sujet et l'exigence d'une communication fluide et rapide nécessaire à la réactivité.

Malgré ces évolutions techniques, le soldat reste au cœur de la lutte contre les EEI. L'*ISAF* estime que ses pertes sont majoritairement liées à un manque de préparation des combattants. Aussi l'OTAN requiert que chacun ait une connaissance minimale pour déceler les EEI, limiter leurs effets et pour participer à la lutte contre les réseaux. La France commence à prendre la mesure de cet enjeu et doit maintenant optimiser le déploiement de ses nouvelles capacités tout en améliorant la formation de ses hommes. Les séances de sensibilisation étant jugées insuffisantes, des parcours d'entraînement ont été créés dans quelques unités. L'intégration de la menace EEI dans le cadre des exercices se systématisent, notamment au Centre d'Entraînement des Forces et lors des MCP. Le Commandement des Forces Terrestres étudie les modalités destinées à assurer le meilleur entraînement possible à tous les niveaux et pour toutes les armes. Ces mesures devraient aboutir en 2009.

¹ *FFP*: explosively formed penetrator/projectile

Le C.IED¹ chez les alliés

Un domaine encore confidentiel à certaines nations

PAR LE CHEF DE BATAILLON PARNET, SECOND DE L'ECHELON CENTRAL NEDEX

C'est en qualité de membre du groupe de travail interarmées sur la lutte contre les IEDs et officier inséré pendant environ sept mois au sein de la *CIED Branch* du PC de la FIAS² en Afghanistan en 2007, que le chef de bataillon PARNET, second de l'Echelon Central Nedex, se propose d'apporter un éclairage sur le sujet et suggérer quelques réflexions. Le CIED fait aujourd'hui débat au sein de nos armées provoquant réflexions, prises de position et remettant quelque peu en question nos méthodes et processus opérationnels.

Le CIED fait aujourd'hui débat au sein de nos armées provoquant réflexions, prises de position et remettant quelque peu en question nos méthodes et processus opérationnels.

S'il est un point sur lequel les nombreux acteurs s'accordent, c'est la nécessité de privilégier une approche globale face à un emploi généralisé des IEDs³ par un adversaire irrégulier.

La France est en effervescence sur ce sujet, essayant de répondre à la menace en mobilisant l'ensemble des capacités impliquées et regroupées au sein d'un groupe de travail interarmées.

Qu'en est-il de nos alliés au sein de l'OTAN ? Quelle est leur approche ? L'expertise en la matière est-elle uniforme ? Quels sont les enjeux pour l'avenir ?

Les acteurs du CIED : un cercle restreint de nations

Au sein de l'OTAN, les anglo-saxons sont les principaux acteurs du CIED. Il existe un incontestable leadership américain et un cercle bien identifié de nations partenaires.

Fortement impliqués sur les théâtres irakiens et afghans, les Américains ont, depuis quelques années, développé massivement leurs capacités de lutte. Ils sont les véritables

maîtres du jeu en la matière et s'appuient sur une organisation dédiée puissante, la *JIEDDO*⁴. Créée en 2006, cette structure a pour vocation principale de produire des solutions en s'attaquant au réseau de l'adversaire, en augmentant la liberté de mouvement des troupes amies et en formant au mieux tout combattant amené à évoluer en ambiance IED. La *JIEDDO* peut s'appuyer sur des relais solides sur le sol américain et sur les théâtres afin d'assurer la cohérence et la rapidité de traitement, un des facteurs clefs de l'efficacité. De plus il s'agit d'une organisation inter-agences, capable d'utiliser toutes les ressources civiles utiles pour permettre un traitement transnational de la menace. A titre d'information, la *JIEDDO* emploie plus de 400 personnes et possède un budget annuel d'environ 5 milliards de dollars⁵.

De la même façon, les pays dits *ABCA*⁶ ont développé des structures dédiées. Les Canadiens mettent sur pied une structure de lutte, il s'agit d'une «*task force CIED*» en construction depuis 2007. Le dynamisme du Canada en la matière est fortement lié aux lourdes pertes subies en Afghanistan. L'Australie a également suivi cette voie en créant une «*task Force CIED*» depuis 2007. Les Anglais ont quant à eux une expérience historique de plus de 30 ans en raison du conflit en Irlande du Nord pendant lequel ils ont été confrontés à des attaques répétées par IEDs, leurs structures sont donc adaptées au traitement de ce type de menace.

L'ensemble de ces pays forme un noyau dur, très en pointe dans la lutte contre les *IEDs*, uni par des liens culturels évidents et ayant rapidement choisi des structures dédiées dans la lutte contre les *IEDs* au niveau national. Ce constat trouve son illustration en Afghanistan, au sein de l'état major principal qui comporte un bureau *CIED*, la *CIED Branch*. Dirigée par les Américains, fortement armée par les anglo-saxons, cette *CIED Branch* ne laisse que peu de places aux autres nations qui sont représentées de manière marginale.

Les autres nations : construire en marchant

Au-delà de ce cercle anglo-saxon, les autres nations de l'OTAN ont porté leurs efforts sur le traitement immédiat de la menace, une fois déployées sur le théâtre d'opération.

De nombreux pays ont agi en réaction pour lutter contre la menace des *IEDs*, mettant l'accent sur la protection de la force en s'attaquant à l'*IED* en tant qu'engin. Ces mesures ont souvent été le fruit des actions menées par l'OTAN et le cercle restreint anglo-saxon pour inciter ces nations à avancer. Sur le théâtre afghan, la *CIED Branch* du PC de la

FIAS a mis en place tout un ensemble de formations pour répondre à l'absence de savoir faire des nations déployées ; il s'agissait de combler un vide. De même, depuis juin 2008, l'OTAN a mis sur pied un groupe de travail *ad hoc*, dédié au *CIED*, afin de traiter l'ensemble des aspects du problème de manière coordonnée.

Avec les premières pertes et prenant conscience de la nature de la menace, des pays comme la France, l'Allemagne ou encore l'Espagne ont pris la mesure de ce type de guerre, mettant en œuvre l'utilisation massive des *IEDs* dans le cadre d'une guerre insurrectionnelle. Il ne s'agit plus seulement de se protéger, mais d'éviter l'occurrence de l'emploi des *IEDs* par l'adversaire et pour cela attaquer le réseau, démanteler les composants du système *IED* (fabricants, planificateurs, poseurs, soutien, ...).

Aujourd'hui encore, il existe un décalage important avec les pays anglo-saxons en termes de connaissance de la menace, de formation du personnel, de développement technologique ou de manœuvre tactique. Les autres nations doivent maintenant s'approprier cette culture de lutte, pas seulement fondée sur le caractère défensif mais en développant la lutte en une approche offensive alliant l'attaque du réseau *IED* à et un

Photo de la «CIED Branch» prise par le service photographique du PC de la FIAS en 2007.



haut niveau de formation et d'entraînement de leurs troupes pour être en mesure de prendre l'initiative.

Cela suppose une approche nouvelle des opérations militaires, d'autres organisations de commandement et surtout une capacité à gérer les informations en temps réel. Il faut que ces nations construisent en marchant, car la menace due aux IEDs est dorénavant une constante à considérer pour tout déploiement sur un théâtre d'opérations mais aussi parce que l'adversaire irrégulier peut se transformer un jour en devenir le terroriste dans nos propres pays.

Développer la coopération au sein de l'OTAN et entre nations : une nécessité

Face à l'ampleur des défis, la capacité à travailler en étroite coordination entre alliés permettra l'efficacité dans l'action ; elle doit se développer tant au niveau du théâtre qu'à celui de l'OTAN et des nations.

Plus que jamais, le *CIED* exige le partage des informations et données pour attaquer le réseau et reprendre l'initiative ; ce point demeure toutefois sensible pour plusieurs nations. Au niveau du théâtre, il s'agit de se placer au cœur des opérations de *CIED* pour mieux appréhender la menace et en tirer toutes les conséquences. Les nations non anglo-saxonnes devraient pouvoir accéder à certains postes clés dans les opérations et le renseignement afin de s'acculturer. Bien sûr, cela suppose une contribution significative de ces nations en termes de troupes, mais également une volonté réelle d'ouverture de la part des pays anglo-saxons. Echange de bons procédés, l'ensemble peut être bénéfique pour tous et renforcer l'action de la force déployée.

Au niveau de l'OTAN, la capacité à partager les informations est vitale. Il s'agit bien d'accéder à de l'information fusionnée en provenance de différentes sources pour pouvoir prétendre mener des opérations offensives. Un vrai partage de l'information devrait se concrétiser par la mise sur pied d'une structure de fusionnement des informations militaires s'appuyant sur un réseau d'échange de données. De ce fait, l'ensemble des nations sera à même de mieux jouer son rôle sur le terrain pour pouvoir emporter la décision dans ces nouvelles formes de guerre. Le support de ce partage pourrait se concrétiser au sein d'un Centre d'Excellence dédié au *CIED* qui est en cours de mise sur pied en Espagne.

Au niveau des nations, le travail inter agences est à développer. L'imbrication des aspects militaires, de sécurité et de la législation trouve dans le *CIED* tout son sens. A quoi bon s'attaquer au réseau, si l'on ne peut poursuivre les terroristes hors du théâtre alors que l'on possède des preuves ? Les nations anglo-saxonnes incluent déjà la police, les spécialistes forensiques dans leurs opérations militaires. Le résultat de cette coopération est de nature à lutter globalement mais également à renforcer les opérations militaires. Les nations sont amenées à repenser la façon de mener leurs opérations militaires afin que celles-ci trouvent leurs prolongements en termes de sécurité internationale et nationale, les coopérations policière et judiciaire complétant l'action militaire. Ainsi à l'inverse de la pensée de Clausewitz qui voyait l'emploi de la force militaire comme la continuation de la politique par d'autres moyens, l'action militaire ne serait plus l'ultime recours mais un moyen d'initier d'autres formes de lutte contre un adversaire irrégulier.

Chez nos alliés, le *CIED* est aujourd'hui inégalement pris en compte.

Les nations anglo-saxonnes sont en avance sur les autres, probablement par ce qu'elles sont fortement impliquées dans des opérations à haut niveau de menace *IED*. Cependant, à cause du caractère permanent et transnational de cette menace, du besoin d'unir les efforts pour mieux lutter, l'OTAN et l'ensemble des nations concernées doivent s'attacher à une meilleure coopération afin de pouvoir s'adapter à ces formes nouvelles de guerre.

1 Countering Improvised Explosives Device - *CIED* (Countering Improvised Explosives Device): lutte contre les engins explosifs improvisés

2 Force Internationale d'Assistance et de Sécurité

3 *IED* (Improvised Explosives Device): engins explosifs improvisés

4 *JIEDDO*: Joint Improvised Explosives Device Defeat Organization

5 Source site Web *JIEDDO*

6 American, British, Canadian, Australian

Les MCP Afghanistan, un investissement fort pour les forces terrestres

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL (TA) HUBERT LEGRAND, CFT/DIVISION PRÉPARATION OPÉRATIONNELLE/G7

L'un des enjeux majeurs des mises en condition avant projection (MCP) des unités pour l'Afghanistan est d'assurer leur interopérabilité complète, en interarmées comme avec les alliés (OTAN et forces afghanes), ainsi qu'un haut niveau de préparation au combat de contre-rébellion.

Le durcissement du théâtre depuis 2007 et la pratique d'un combat interarmées et multinational à un niveau tactique toujours plus bas ont amené le commandement des forces terrestres (CFT) à modifier profondément le dispositif des MCP Afghanistan.

Il en résulte un processus entièrement nouveau, dépassant le cadre strict de la préparation opérationnelle et intégrant le RETEX en boucle courte. Cela ne va pas sans poser un triple défi permanent pour le CFT : cohésion des détachements, réalisme de l'entraînement, équilibre général de la préparation opérationnelle.

Un dispositif de MCP spécifique, durci et rationalisé

Les limites d'un système décentralisé

Le dispositif de MCP des forces terrestres, jusqu'en 2008 très décentralisé, prévoyait un cadre général et une organisation en trois phases (individuelle, collective et de validation) échelonnée sur quatre mois. Disposant d'une aide ponctuelle, dont la mise à disposition de documentation sur la GED¹ du CFT et le montage pour certains postes de commandement d'exercices de validation au Centre d'entraînement des PC (CEPC), les brigades pilotes avaient toute latitude pour entraîner puis certifier leurs détachements.

Ce dispositif ne permettait pas d'avoir une vision fine des actions réalisées ni d'en mesurer totalement l'efficacité ; il ne permettait pas non plus d'adapter rapidement les programmes en fonction du RETEX. Face au durcissement du théâtre afghan et aux tensions sur les conditions d'entraînement en métropole, il avait atteint ses limites.

La MCP des OMLT², une base à valoriser

Au cours de l'été 2007, la préparation des OMLT a fait l'objet d'un effort spécifique : identification d'une série de stages imposés³ ; allocation de budgets conséquents (dont munitions) ; identification de centres d'expertise⁴ chargés de capitaliser et diffuser l'expérience acquise ; rédaction d'un mémento à l'usage des brigades⁵. Ce dispositif a été repris et adapté pour la MCP du 8^e RPIMa, au titre de la SRF puis du GTIA KAPISA au premier semestre 2008.

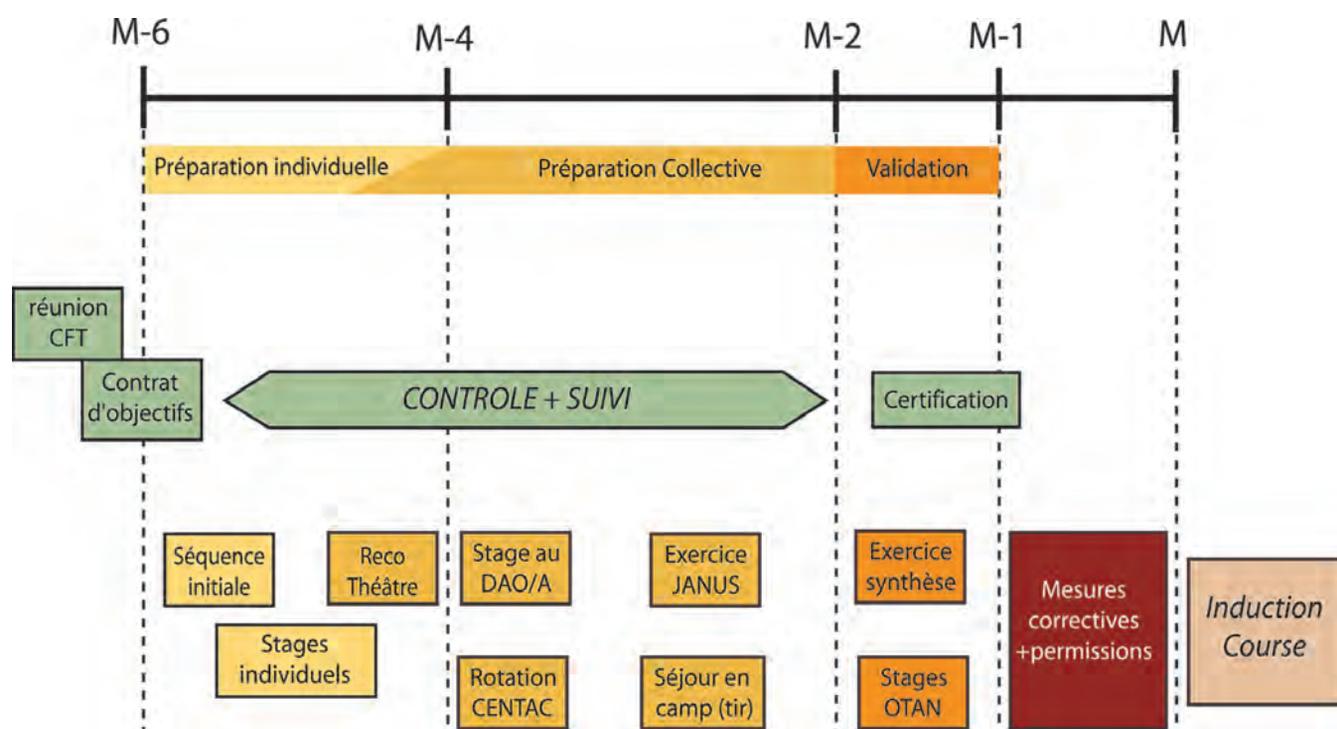
La qualité de préparation des détachements concernés a été unanimement reconnue, malgré quelques points faibles⁶. Néanmoins, la densité du programme et les déplacements incessants occasionnés par une multiplicité de stages à travers la France, sources de surcoûts importants et d'une usure des unités avant engagement, ont montré la nécessité de rationaliser ce processus. Parallèlement, les programmes⁷ ont été largement adaptés grâce au RETEX réalisé à chaud en cours de mandat.

Un nouveau dispositif à six mois, appuyé sur un centre d'expertise

Au cours du second semestre 2008, le CFT a mené une étude pour refondre les MCP Afghanistan en s'appuyant sur cette expérience et celle de nos alliés le RETEX de l'embuscade du 18 août étant exploité sans être explicitement cité. L'objectif

principal était de garantir le niveau de préparation des unités en assurant un meilleur partage du RETEX en boucle courte. Les objectifs secondaires étaient de systématiser ces MCP pour toutes les unités, de durcir les programmes pour les amener au gabarit GTIA KAPISA et de rationaliser le processus afin d'éviter l'usure prématurée des unités et faciliter un meilleur pilotage général.

Dispositif actuel des MCP Afghanistan



Ce schéma représente la formule maximaliste ; il est adapté selon le type de détachement. A titre d'exemple, les GTIA vont au CENTAC mais n'ont pas de stage OTAN, à l'inverse des OMLT.

Les décisions prises ont été aussitôt mises en œuvre pour les unités en cours de préparation : MCP répartie sur six mois, planifiée en amont et sanctionnée par une certification un mois avant projection ; ressources réservées en budget et en munitions ; gestion prioritaire des demandes de camps, centres et parc d'entraînement ; identification d'un « pack vital » minimum individuel⁸, destiné à sauver des vies sans être une charge pour les unités déployées.

Les deux points clés de ce dispositif sont le détachement d'assistance opérationnelle-Afghanistan (DAO/A), rattaché au 1^{er} RCA de Canjuers, et le recours systématique à des détachements d'instruction opérationnelle (DIO) armés par les unités rentrant de mission.

Le DAO/A a pour mission de capitaliser et diffuser le RETEX, de fournir des équipes de marque pour conseiller les brigades pendant les MCP, de piloter les DIO. Il organise des stages au profit des individuels et des SGTIA, des OMLT de Kandak⁹ et des unités élémentaires ; il dispose pour cela d'un parc d'entraînement spécifique.

Les DIO sont des structures temporaires dont la mission est de partager l'expérience récente du théâtre en participant à l'instruction directe des unités en cours de MCP. Coordonnés et contrôlés par le DAO/A, ces DIO interviennent tout au long de la MCP, de son lancement à l'exercice de synthèse final.

Trois défis permanents pour le CFT

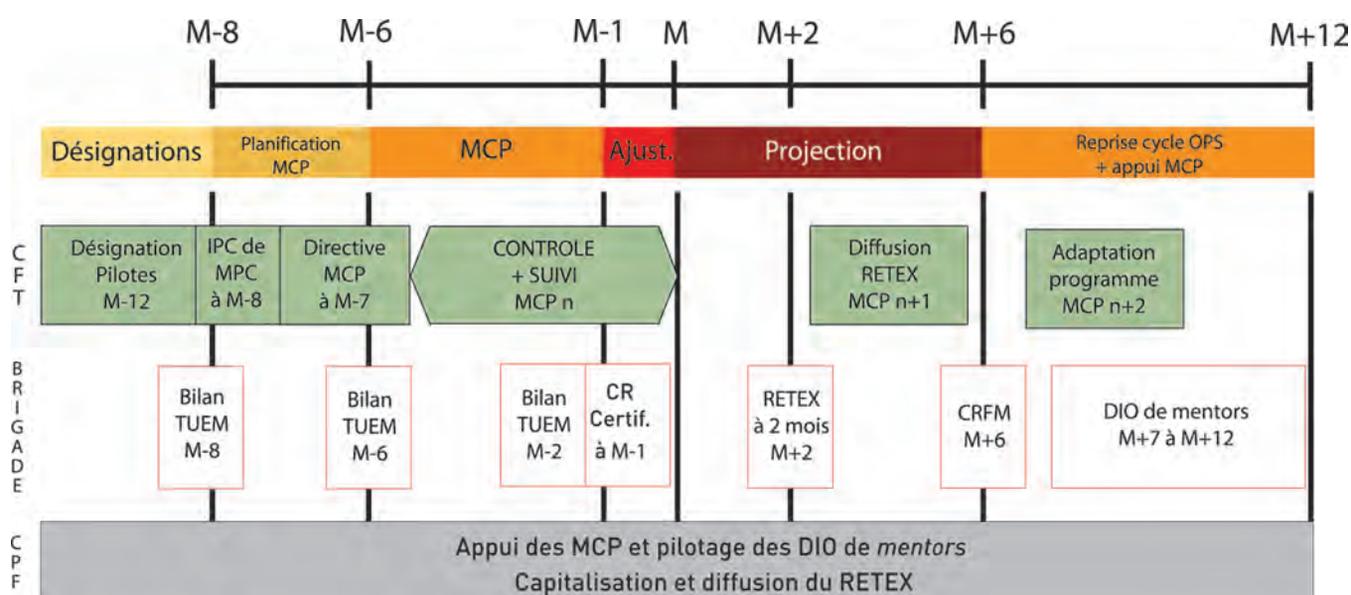
Cohésion des détachements

Le premier défi est d'assurer la cohésion des détachements projetés et de leur chaîne de commandement. Les renforts individuels et les modules constitués, extérieurs à la brigade et souvent d'origine interarmées¹⁰, sont particulièrement concernés. Certains postes clés ont des besoins accrus en formation individuelle et un rôle à jouer dans la mise sur pied des PC¹¹. Dans certains cas, l'entraînement aux fondamentaux

de ces renforcements reposera également sur la brigade pilote.

La difficulté majeure est bien d'anticiper leur désignation puis d'obtenir leur mise à disposition de la brigade pilote pour les activités principales de MCP, afin de faciliter leur intégration et de renforcer la connaissance mutuelle. Pour cela, un processus de coordination a été défini avec le CFA¹², pour synchroniser la planification des relèves et les activités de MCP¹³ conduites de part et d'autre. Des modalités équivalentes ont été définies avec la chaîne santé et avec les brigades d'appui spécialisé (BAS).

Responsabilités en matière de MCP



L'anticipation des désignations et l'adaptation rapide des programmes en fonction du RETEX sont deux enjeux majeurs. Tout personnel non désigné à M-2 peut être considéré comme individuel et rattaché si besoin à un stage «pack vital».

Réalisme de l'entraînement

La configuration des unités et des PC lors de leur entraînement doit être la plus proche possible de la réalité du théâtre, tant pour les équipements que pour les procédures.

Pour les équipements, le choix a été fait de concentrer les efforts sur le DAO/A de Canjuers, en réalisant un parc d'entraînement spécifique aux MCP. Constitué d'engins blindés mais aussi d'une panoplie des équipements spécifiques au théâtre acquis au titre de l'adaptation réactive, ce parc vise à assurer au minimum l'instruction des unités et si possible l'entraînement d'un SGTIA renforcé¹⁴,

dans la logique du processus d'adaptation réactive. De plus, des FOB et un parcours C-IED sont en cours de réalisation et des capacités de tir interarmées sont développées sur Canjuers.

La diffusion d'une documentation opérationnelle exhaustive, et à jour, reste complexe à mettre en œuvre du fait du raccordement direct aux réseaux OTAN et des règles de gestion des informations classifiées. Les équipes de marque du CPF ont un rôle essentiel, dès le lancement de la MCP, et leur implication dans le recueil direct du RETEX sur le théâtre et sa diffusion en boucle courte -sous forme brute (documents opérationnels) ou élaborée (cas concrets, mémentos)- est indispensable.

Préserver l'équilibre général de la préparation opérationnelle

Le concept de préparation opérationnelle différenciée permet, dans des conditions souvent tendues, d'affecter aux unités en cours de MCP Afghanistan une totale priorité de ressources. Le risque serait alors de déséquilibrer l'ensemble de la préparation opérationnelle en n'assurant plus le niveau seuil d'entraînement de l'ensemble des forces ; une guerre, celle menée en Afghanistan, masquerait d'autres auxquelles il faut pourtant continuer de se préparer.

Le CFT veille donc à cet équilibre fragile afin de ne pas obérer l'entraînement des autres unités ; cela concerne plus particulièrement le domaine des munitions, ceux de la programmation des centres spécialisés et de l'emploi des parcs d'entraînement.

Au bilan, les engagements en Afghanistan ont un «effet laboratoire» certain et la préparation des unités pour ce théâtre représente un investissement majeur. Une MCP Afghanistan est une opération lourde, coordonnée par le CFT, dépassant les capacités du régiment et requérant une implication totale de la brigade pilote, laquelle est pleinement responsable non seulement du noyau-clé de l'unité préparée mais aussi de ses renforcements.

Ce haut niveau d'entraînement des unités comme leur riche expérience acquise sur le théâtre, doivent profiter à l'ensemble des forces terrestres. Pour cela, le processus RETEX a connu une nette accélération, avec un rôle accru des DIO des brigades et des centres du CPF. A cet égard, la création du DAO/A constitue un parfait exemple d'adaptation réactive appliquée à la préparation opérationnelle.

- 1 GED : Gestion Electronique des Documents
- 2 OMLT: *Operational mentoring liaison team*
- 3 Dont celui organisé par l'OTAN à Hohenfels, la France étant la nation la plus fidèle à ce stage depuis le début.
- 4 CAA et CNEA
- 5 Au premier mémento de décembre 2007 a succédé en octobre 2008 une seconde version tenant compte de l'expérience acquise.
- 6 Pratique de l'anglais opérationnel, formation sur les brouilleurs IED (*Improvised Explosives Device*) et sur PRC117, emploi de l'appui aérien.
- 7 Concept JFO puis DLOC et intégration de CTA de l'armée de l'Air au niveau GTIA ; refonte complète du secourisme et formations au sauvetage de combat ; gestion du stress au combat ; directives sur la sécurité et l'emploi des NTIC.
- 8 Postes individuels (insérés et renforts) et missions théâtres de courte durée.
- 9 Le Kandak est un bataillon de l'armée afghane.
- 10 En particulier les domaines santé, renseignement, SIC, lutte contre les IED, appui aérien, CIMIC.
- 11 Action à double sens : connaissance des besoins de l'interarmes et formation de l'interarmes à leur emploi (incluant leurs capacités et leurs contraintes).
- 12 Commandement des forces aériennes.
- 13 Pour l'appui aérien : instruction des cadres par les CTA, entraînement des TAC-P avec les procédures du théâtre, pratique de l'appui aérien dans les entraînements collectifs (incluant planification des missions, coordination des feux, intégration du renseignement, guidage effectif).
- 14 Le cas échéant, le recours à des moyens de substitution a été recherché, afin d'habituer le combattant à leur ergonomie.

LEXIQUE :

BAS	Brigades d'appui spécialisé
CEPC	Centre d'entraînement des postes de commandement
CFA	Commandement des forces aériennes
CFT	Commandement des forces terrestres
CIMIC	<i>Civilian military Coopération/Coopération civilo-militaire</i>
CAA	Complexe d'aguerrissement des Alpes
CNEA	Commission nationale des évaluations de l'artillerie
CPF	Centre de préparation des forces
CTA	Contrôleur tactique Air
DAO/A	Détachement d'assistance opérationnelle/Afghanistan
DIO	Détachement d'instruction opérationnelle
DLOC	Détachement de liaison, d'observation et de coordination
FOB	<i>Forward operational base</i>
GED	Gestion électronique des données
GTIA	Groupement tactique interarmes
IED/EEI	<i>Improvised explosive device</i> (engin explosif improvisé)
NTIC	Nouvelles technologies d'information et de communication
OMLT	<i>Operational mentoring and liaison team</i>
RETEX	Retour d'expérience
SGTIA	Sous-groupement tactique interarmes
SRF	<i>Strategic response force</i> de l'OTAN
TACP	<i>Tactical air control party</i>

Le poste de Polad auprès du Général commandant la force en Afghanistan :

une fonction spécifique de niveau politico-stratégique

LIEUTENANT-COLONEL MARIE-DOMINIQUE CHARLIER, CHARGÉE DE MISSION AU CDEF

L'évolution des nouveaux types de conflits, caractérisés notamment par l'engagement de moyens militaires dans le cadre de la phase de stabilisation et de reconstruction¹, justifie de repenser l'emploi des forces dans un contexte plus politique et stratégique que strictement coercitif.

Afin que ce rôle soit effectif, il est nécessaire que le commandement militaire dispose, le plus en amont possible, d'une vision précise des objectifs poursuivis par l'autorité politique qui a décidé de l'emploi de la force armée. Sa manœuvre doit en effet être totalement imprégnée de la vision de «l'état final politique visé», tant au stade de la conception que pour chacune des phases de sa conduite. De fait, la nouvelle fonction de Polad, se dessine naturellement et devient incontournable dans ce type de conflit².

Les enseignements tirés par le Lieutenant-colonel Marie-Dominique CHARLIER de sa mission en Afghanistan, en tant que Polad auprès du général commandant la force, peuvent servir d'illustration aux attendus de cette fonction émergente.

Une mission stratégique

Projetée en Afghanistan au sein de l'Etat-major opérationnel de la Force Internationale d'Assistance et de Sécurité (FIAS) à Kaboul comme officier «inséré³», j'ai occupé durant six mois⁴ la fonction de *Political Advisor*⁵, auprès du Général commandant les Forces de la coalition⁶.

Intégrée au sein d'un bureau politique composé de 10 personnes de six nationalités différentes⁷, j'avais précisément pour mission de conseiller le COMFIAS⁸ sur «l'évolution des facteurs politiques susceptibles d'affecter la décision militaire». À ce titre, j'encadrais une équipe de quatre officiers, conseillers régionaux, qui pour chacun d'entre eux avaient la responsabilité d'une zone géographique⁹.

Fonctionnellement, le bureau Polad était responsable du suivi de l'évolution de la situation politique, aux niveaux local, national et international, évolution susceptible de présenter des implications pour la conduite de la mission. Ce bureau doit évaluer. Il doit mesurer le niveau de gouvernance, définir les effets à produire pour l'améliorer,

participer aux travaux de planification du PC, tout en assurant le lien avec le gouvernement et le parlement afghan, ainsi qu'avec les représentants de la communauté nationale et internationale¹⁰. A ce titre, ma mission consistait notamment à



LCL Marie-Dominique CHARLIER/CDEF

Mission CIMIC. Nord de Kaboul

proposer, à partir des données remontées du terrain, des modes d'action sur la gouvernance, et d'en faire une évaluation ainsi qu'une notation⁴¹ et le cas échéant de proposer des pistes d'amélioration.

Une forte dimension de relais d'influence de la politique française caractérise aussi ce poste qui exige notamment de préparer pour le COMFIAS, pour ses entretiens avec les représentants français sur le terrain, des points de situation politico-militaire et des éléments de langage au regard de la politique nationale française.

Par ailleurs, il s'agissait aussi d'effectuer une veille sur la situation internationale et donc de suivre l'évolution des relations de l'Afghanistan avec ses principaux voisins et partenaires.

Le bureau dispose d'une très grande liberté d'action sur zone, concrétisée par l'obtention, très rare, d'une autorisation spéciale de sortie dans toutes les structures politiques et militaires du territoire afghan. L'organisation du bureau est très décentralisée avec une structure comprenant à sa tête deux diplomates, l'un américain et l'autre allemand. **L'originalité de cette structure relève tant de son niveau stratégico-opératif, que de sa composition multinationale et civilo-militaire.**

J'ai notamment pu mesurer le poids des facteurs politiques sur la décision militaire notamment lors d'une contre-offensive menée dans le district de Daman (province de Kandahar) où une centaine de tués et de blessés afghans furent imputés à la FIAS. Les forces adverses en tirèrent partie afin de tenter de décrédibiliser la Force et d'affaiblir le gouvernement. Celui-ci fut contraint de réagir. Le président Karzaï critiqua alors violemment la coalition afin de ne pas perdre son propre crédit. Le soutien de l'opinion publique internationale était également en jeu, soutien d'autant plus indispensable que certaines nations contributrices entamaient un débat interne sur le prolongement du mandat de leurs forces. La FIAS était donc confrontée à une situation qui mettait en danger le soutien de la population afghane et la solidité des liens avec son gouvernement, tout autant que l'appui des instances internationales et des nations contributrices.

Une directive tactique fut alors émise par le général commandant la FIAS afin de rappeler que l'atteinte d'objectifs tactiques ne pouvait se justifier au prix d'un échec stratégique. L'usage des armes, en particulier l'appui air-sol, fut donc restreint et encadré par des règles plus drastiques.

Par ailleurs, le caractère multinational des engagements impose au chef militaire d'être informé des différentes restrictions d'emploi (*national caveats*) propres à chaque nation, différents CAVEATS des nations et de comprendre les différentes doctrines des forces composant la coalition car chaque pays contributeur a sa propre approche. Des unités de nature ou d'appellation a priori similaires peuvent agir et utiliser leurs moyens de façon différente et être soumis à des standards d'acceptabilité (comme par exemple en matière de risques et de pertes) largement variables d'un pays ou d'une culture à l'autre (en Afghanistan les 39 nations composant la FIAS peuvent avoir, des

règles d'engagement forts différentes). La connaissance de ces facteurs relève là encore de «l'armement intellectuel» indispensable au Polad.

À ce titre, le Polad aura rempli sa mission s'il a effectivement fait en sorte que le chef militaire intègre dans toutes ses décisions les contraintes imposées par l'état final politique recherché.

LCL Marie-Dominique CHARLIER/CDEF



Villageois à Kunduz

Une mission politique aux implications opératives

La mission de Polad peut avoir des effets directement opérationnels. Ainsi, la doctrine du combat aéroterrestre précise, par exemple, que les chefs et états-majors de niveaux tactique soient politiquement conseillés : le concept de Polad est largement en mesure de répondre à cette nécessité.



Conclusion :

Désormais l'état final de niveau stratégique comporte de nombreuses variables non militaires que le général en chef doit systématiquement intégrer dans ses décisions opératives. La culture politique devient l'une des clés de réussite, incontournable, pour éclairer la situation et penser la guerre, de façon parallèle mais complémentaire aux différents domaines traités au sein des états-majors (planification, opérations, renseignement, logistique...).

Certainement faut-il laisser «du temps au temps» afin de permettre aux esprits de s'accoutumer à l'importance de la dimension politique dans l'action militaire, principe cher à Clausewitz, souvent préconisé mais difficile à mettre en pratique.

Cette accoutumance impliquera concrètement pour l'institution militaire d'accepter et d'intégrer de manière organique des spécialistes en gouvernance, en sciences politiques et en relations internationales, disposant d'une formation militaire et acceptant de relever le défi de la rencontre des deux mondes politique et militaire. Cette double culture sera une des caractéristiques majeures pour la réussite de la mission.

- 1 Pour un approfondissement de ces différentes phases : Armée de Terre, «Gagner la bataille. Conduire la paix. Les forces terrestres dans les conflits aujourd'hui et demain», FT-01, 2007, 84 p.
- 2 Cette fonction a été « inventée » par les Britanniques, qui furent suivis par les Américains vers 1985. La France quant à elle utilise des Polad depuis le conflit des Balkans.
- 3 L'officier inséré est sous le commandement organique direct de l'OTAN et non pas de la chaîne française.
- 4 De février à août 2008.
- 5 Précisément: *Political Advisor Staff Officer Coordinator (Polad So Coord)*.
- 6 Successivement le général McNiell, puis le général McKiernan US, actuel Général Commandant la FIAS.
- 7 Américaine, canadienne, italienne, allemande, roumaine et française.
- 8 Commandant de la FIAS.
- 9 Région Nord, Sud, Est, Ouest.
- 10 Acteurs locaux (parlementaires, gouverneurs, chefs de villages, chef de police, chef de village) et acteurs internationaux : Nations-Unies, ONG, ambassades...
- 11 Cette notation repose principalement sur le «degré de corruption» relevé des interlocuteurs et de leur environnement, sur leur adhésion à la politique du président Karzaï et sur leur perception des insurgés, des Taliban ainsi que des forces de la coalition de l'ISAF.

Le commandement opératif : outil incontournable de la contre-insurrection

PAR LE CHEF DE BATAILLON HUGUES ESQUERRE (CID)

La guerre révolutionnaire¹ nécessite dans sa planification et sa conduite la mise en cohérence d'actions qui sortent du cadre purement militaire et concernent tous les aspects de la société. Ce type de guerre met en exergue le commandement du niveau opératif qui seul possède ces capacités avec suffisamment de précision et de hauteur de vue. Malgré ces aptitudes, un aménagement de la structure de commandement opératif est cependant nécessaire pour faire face à une guerre immatérielle, sans bataillons ennemis ni victoire physique décisive à remporter.

La force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en Afghanistan fournit une illustration intéressante de ce concept, notamment en raison de profonds changements structurels et conceptuels qui sont intervenus au sein de son état-major au cours de l'année 2008 pour mieux répondre aux impératifs de la lutte contre-insurrectionnelle.

Les choix stratégiques décidés en vue d'une campagne militaire doivent faire l'objet d'une traduction sur le théâtre d'opérations concerné. Cette mission est dédiée au niveau de commandement opératif, dont l'importance est capitale. En effet, seul ce niveau possède autonomie, recul et proximité suffisants pour se forger une vision d'ensemble cohérente de la situation afin de tenir le niveau stratégique informé des évolutions - en cours ou potentielles - et d'orienter et de coordonner l'action des commandements tactiques placés sous ses ordres. Garant de la cohérence de l'action militaire, le niveau de commandement opératif est également responsable de l'intégration de ses activités avec l'ensemble des acteurs du théâtre - civils et militaires locaux, étrangers officiels ou privés - et de l'établissement d'un dialogue politique local afin de favoriser l'atteinte de ses objectifs.

S'il apparaît clairement que ce niveau de commandement représente la clé de voûte du succès dans une campagne, cette constatation s'avère particulièrement vraie dans le cadre d'une guerre révolutionnaire qui possède des caractéristiques très différentes d'une guerre conventionnelle.

Très largement théorisée depuis la longue marche de Mao², la guerre révolutionnaire a fait l'objet d'une réflexion avancée en Occident au cours de la période de décolonisation. De cette théorisation ont été dégagés quelques principes qui doivent guider l'armée confrontée à ce type de conflit. L'essentiel de ces principes établit clairement qu'aucune solution ne peut être purement militaire pour mener à la victoire. La conquête de la population, la bataille «des cœurs et des esprits» en constitue le fondement. La globalité de la lutte contre-insurrectionnelle

constitue donc l'essence de ce type de guerre, ce que la puissance des médias, la judiciarisation des engagements militaires et le renforcement du droit international qui caractérisent notre époque ne font que rendre encore plus vrai.

Une première approche permet ainsi facilement de mettre en valeur une certaine adéquation spontanée du niveau opératif à la guerre révolutionnaire en raison essentiellement de sa capacité de coordination et d'intégration des efforts dans sa zone d'opérations. Toutefois, commandement militaire initialement conçu pour la direction d'une campagne militaire classique, le commandement opératif va devoir faire preuve d'adaptations intellectuelles et structurelles pour faire face à ce type de conflit.

Ces adaptations intellectuelles vont être déterminantes car elles vont peser sur le déroulement même de la campagne. En premier lieu, l'état-major opératif doit impérativement impliquer de manière active ou passive tous les acteurs présents sur le théâtre dans sa planification et particulièrement dans la définition de ses lignes d'opérations, dont certaines échapperont certainement aux militaires pour dépendre d'organisations civiles officielles ou privées. En second lieu, il ne doit pas hésiter à revisiter et réinterpréter les concepts de centre de gravité et de points décisifs afin d'une part d'identifier ceux dont le contrôle et la réalisation vont lui échapper tout en conservant leur importance cruciale dans le plan établi et d'autre part d'être capable d'établir des critères réalistes - et parfois immatériels - de mesure des progrès réalisés. Dans cette démarche, le concept d'*EBAO*³ prend toute son importance.

Ainsi en Afghanistan, l'établissement d'une bonne gouvernance (objectif stratégique qui a fait l'objet d'une ligne d'opération dédiée) dépend-elle du succès du processus électoral qui mènera aux élections présidentielles au printemps 2009 (point décisif identifié par l'*ISAF* et dépendant conjointement de l'OTAN et de l'ONU) qui lui-même ne sera rendu possible qu'en l'absence de catastrophe humanitaire pendant l'hiver, et dépendant donc du succès des livraisons de vivres du Programme alimentaire mondial (point décisif identifié par l'*ISAF* sur lequel cette dernière n'a qu'une influence mineure).

Gouvernement afghan, communauté internationale et *ISAF* forment ainsi les trois pointes d'un triangle d'interdépendance et de soutien mutuel. Chaque acteur a des objectifs - que l'on peut qualifier de points décisifs - dont dépend l'accomplissement d'autres objectifs par les deux autres acteurs. Le succès final de cette campagne repose donc fondamentalement sur l'étroitesse du lien qui les unit et sur son efficacité réelle.

Les adaptations structurelles vont pour leur part avoir pour objectif de modifier l'organisation d'un état-major traditionnellement organisé autour d'une dizaine de bureaux plus ou moins importants pour effectuer un rééquilibrage au profit des fonctions dont l'importance est accrue par les caractéristiques de la guerre révolutionnaire. L'objectif de cette restructuration sera donc à la fois d'améliorer la capacité d'influence de la force, sur les populations comme sur l'ennemi, de simplifier la structure opérationnelle et enfin – et surtout – d'accroître fortement le poids des capacités de « stabilisation⁴ ».

C'est ainsi, qu'au sein de l'état-major de l'*ISAF*, les changements suivants sont intervenus en octobre 2008 :

- création d'une cellule de communication stratégique directement placée sous les ordres du chef d'état-major englobant la communication, les informations opérationnelles et les opérations psychologiques ;
- création d'une « sous-chefferie » (S/C) « opérations interarmées » en lieu et place de deux S/C « opérations terrestres » et « opérations aériennes » ;
- renforcement de la S/C « stabilisation », en lui subordonnant dorénavant d'anciens conseillers directs du commandant de la force⁵ afin de créer un échelon de fusionnement propre à rendre l'action plus cohérente et efficace.

Ces modifications, dans la forme et dans l'esprit, vont permettre au commandement de niveau opératif de renforcer son action :

- *militaire*, dans ce qui pourrait être qualifié de volet « classique » de sa mission, à savoir assurer en permanence la coordination et la déconfliction entre les commandements subordonnés et intégrer dans la planification les moyens organiques de son niveau ;

- *civile et économique* par son action centrale et coordonnatrice au sein de la communauté internationale, ses capacités de planification, de protection et de soutien ainsi que par la capacité d'évaluation des besoins humanitaires et des besoins en reconstruction que lui confère la maillage du terrain par ses unités subordonnées ;
- *politique* par une implication quotidienne dans le développement et/ou le renforcement des capacités civiles et militaires de l'entité en guerre contre l'insurrection concernée, et la coordination de l'action de tous les acteurs internationaux pour le développement des capacités de gouvernance à tous les échelons.

Compte tenu de ces paramètres et au regard de la nature des crises qui agitent le monde actuel, il est vraisemblable qu'un accroissement de l'importance du niveau de commandement opératif ait lieu dans un avenir proche en raison des propriétés qui viennent d'être décrites. La réflexion doctrinale française, la structure de nos états-majors et leur entraînement vont de concert suivre cette tendance et être appelés à évoluer.

En cela, la participation active d'officiers français aux états-majors « de théâtre » de l'Alliance Atlantique et l'intégration d'officiers dans ses structures permanentes de commandement représentent une opportunité dont l'importance doit être mesurée à l'aune des perspectives d'engagements futurs, dans lesquels la contre-insurrection devrait être très présente.

1 Selon la terminologie du lieutenant-colonel Galula, la guerre révolutionnaire correspond à la confrontation entre l'insurrection d'une part et la contre-insurrection d'autre part. Ce dernier refuse « *de concéder à Mao que l'opposant du révolutionnaire est le contre-révolutionnaire, puisque cette appellation est devenue synonyme de réactionnaire* ». Il choisit donc de parler de contre-insurrection.

2 Ce qui ne doit pas faire oublier des précurseurs tels que les maréchaux Gallieni et Lyautey, T.H. Lawrence ou le général Némé.

3 *Effect Based Operations*, opérations basées sur les effets.

4 Selon la terminologie OTAN, dans le cadre d'une approche globale, la mission de stabilisation consiste à tisser des liens d'information et d'influence avec des partenaires appropriés dans les domaines de la gouvernance et de la R&D tant au niveau national que régional, et à fournir au commandant de la force des analyses, des points de situation et des recommandations précises afin d'appuyer la mission au profit de la population afghane.

5 Conseiller politique (*POLAD*), conseiller juridique (*LEGAD*), conseiller développement (*DEVAD*).

La communication opérationnelle en Afghanistan : relever le défi de la «guerre» de la communication

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL JÉRÔME SALLÉ, ADJOINT COMMUNICATION ET PORTE PAROLE DE DÉCEMBRE 2008 À AVRIL 2009

«Si l'opinion publique dans nos pays occidentaux flanche, si elle baisse les bras devant les premières difficultés, si elle ne comprend pas la nécessité de défendre la liberté, la sécurité de notre pays sur ces territoires là, eh bien l'adversaire marque un point supplémentaire¹».

Convaincre est aujourd'hui au moins aussi important que vaincre, le combat qui se mène dans le domaine de l'information est permanent. Le théâtre afghan a pris en compte cette contrainte médiatique et tout est mis en œuvre pour relever le défi de la «guerre de la communication» dans un contexte difficile.

Un contexte médiatique défavorable

Un élan de solidarité nationale, c'est ce qu'attendaient les soldats engagés en Afghanistan après l'embuscade d'Uzbin. Dans un premier temps, c'est effectivement ce qui s'est passé. Mais, très rapidement, après le deuil, la polémique médiatique a pris le dessus. La presse a publié environ 2000 articles et plus de 120 journalistes sont venus sur le théâtre en

moins deux mois. Certains médias ont semblé vouloir jouer les enquêteurs à la recherche d'une vérité cachée. Les médias ont accordé logiquement une légitimité supérieure aux impressions des rescapés ou des proches des soldats tués qu'à la communication officielle, voire même ont tenté de les opposer. Cela a créé une mosaïque de points de vue partiels, commentés par des journalistes, souvent non spécialistes, et a produit une image brouillée et globalement négative.

Malgré de bons sondages sur la perception des Français vis-à-vis de leur armée, il semble qu'aujourd'hui, l'opinion publique exprime une certaine indifférence face à l'engage-



ment des soldats sur les théâtres d'opérations. L'opinion ne redécouvre la réalité des missions que lorsqu'un drame se produit. De manière générale, mourir pour la patrie ne va plus de soi, surtout lorsque le citoyen ne perçoit pas spontanément la légitimité de l'engagement.

La participation à ce conflit reste sujette à débat dans la classe politique et l'opinion. A l'image de la plupart de celle des autres grands pays européens, l'opinion publique française, dans sa majorité, ne soutient pas l'engagement en Afghanistan. Dans le dernier sondage public plus de 50% des Français y sont hostiles. Il faut noter qu'à contrario, plus de 60% des Américains soutiennent l'envoi de renforts. Dans un tel contexte, il est indispensable que tout soit fait sur place pour montrer la réalité de la mission opérationnelle.

Etre prêt à faire face

La cellule communication doit être en mesure d'accompagner les nombreux journalistes sur le terrain, mais aussi d'accomplir toutes les tâches dévolues à la fonction : analyse média, communication interne, participation aux travaux de planification... C'est la raison pour laquelle, le dispositif communication a été réévalué fin 2008 pour passer de 5 à 8 officiers. L'équipe image, quand à elle, a été renforcée ponctuellement d'une deuxième équipe. Les officiers, pris dans le vivier des armées, sont nommés assez tôt pour être en mesure de participer aux différentes préparations opérationnelles avant projection comme les autres soldats. Ils sont ainsi en mesure d'affronter des situations difficiles. Une équipe image du CNPI² a fait usage de ses armes lors de l'accrochage du 6 février 2009 en Kapisa.

Le dispositif ne sera complet et opérationnel au mois d'avril 2009 qu'après l'installation définitive dans un centre média capable d'accueillir les journalistes en temps de crise et avec l'embauche d'un interprète en charge de l'analyse et du contact avec les médias afghans.

Par délégation du CEMA, le général Stollsteiner, REPFRANCE, est responsable de la communication sur le théâtre. Etant donné qu'il est aussi placé sous les ordres du général commandant la *FIAS*³ en tant que commandant la région capitale, c'est logiquement que son adjoint communication est aussi son «chef *PAO4*» au sein du *RCC5*. Ainsi, l'adjoint communication n'est pas dans un dispositif figé. Il est en mesure de répartir ses personnels sur les différentes missions et de basculer les efforts en fonction des besoins. L'adjoint communication, est aussi porte-parole de la force. A ce titre, il dispose de l'autorisation permanente de s'exprimer dans les médias.

La cellule communication a pour mission de préparer chaque soldat au contact avec les journalistes. La communication est au programme de la séance

d'information faite à tout nouvel arrivant. Elle vise à lui faire comprendre qu'il est un «communicant en puissance» et à lui expliquer quel comportement adopter face à un journaliste. Ce dernier n'est ni son ennemi, ni son «porte-parole». Il est rappelé à chacun qu'il doit s'exprimer à son niveau de responsabilité, c'est-à-dire toujours raconter sa propre histoire, et non celle des autres en donnant ses impressions ou reprenant les rumeurs. Enfin, des conseils de prudence et des règles de discrétion pour raisons opérationnelles sont données. Cette sensibilisation, devrait idéalement commencer lors de la mise en condition opérationnelle lors des exercices avec pression médiatique simulée.

Du point de vue opérationnel, la communication est une fonction à part entière, associée dès le début à la planification de toute opération et intégrée à la conduite. L'adjoint communication propose les annexes communications et fournit autant que de besoin des éléments de langage.

Lors des nombreuses visites médiatiques qui ont lieu, les journalistes sont confrontés à la réalité opérationnelle. Le journaliste qui accompagne les troupes ne doit pas être une charge et doit savoir se comporter en cas de problème. Il est préjudiciable qu'un chef d'élément se détourne de sa mission opérationnelle pour s'occuper d'un journaliste en difficulté. C'est le rôle de l'officier de presse, mais c'est aussi au journaliste de se préparer physiquement et psychologiquement pour faire son reportage dans de bonnes conditions. Au mois de septembre, une mission a du être mise entre parenthèse pour évacuer deux journalistes qui ne pouvaient pas suivre la section.

Assurer la crédibilité

De nombreux journalistes sont amenés à accompagner nos troupes lors de toutes les opérations et, parfois même, à se retrouver au contact. Cela leur permet de montrer la réalité de la mission à nos concitoyens et de préparer les mentalités à tous les types de situation. Cet effort d'accueil a été initié dès avril 2008 avec la mise en place des *OMLT* et poursuivi avec celle du *GTIA Kapisa* en juillet.

La coordination est la clé de la réussite de la communication en temps de crise. De nombreux acteurs interagissent en interne à ce moment là. Pour éviter toute dissonance et discours contradictoire, synonyme de communication brouillée, il est impératif de coordonner le plus possible tous les intervenants potentiels. Toute «cacophonie» peut être immédiatement utilisée, soit intentionnellement par les adversaires, soit pour souligner un certain amateurisme. C'est naturellement la cellule communication du CEMA qui assure cette coordination entre le terrain et le niveau stratégique.

Mais, en cas de crise, de nombreux autres acteurs sont en mesure de communiquer au même niveau que la force et



parfois avant elle. La plupart du temps, les autorités afghanes, mais aussi les insurgés donnent leur version des faits. Cela produit toujours un effet négatif dans l'opinion quand elle apprend une nouvelle concernant les soldats français par des sources étrangères.

Aujourd'hui, avec la vitesse de transmission des informations par téléphone portable ou par internet, l'information se diffuse très rapidement dans le monde entier. Informer au plus tôt par la voix officielle, permet de donner le ton à la communication, évite la propagation de rumeurs ou les interprétations erronées, voire les tentatives de désinformation. Néanmoins, cette rapidité est souvent incompatible avec l'exhaustivité de l'information. Ainsi, il faut se garder de donner des détails sans certitude absolue, notamment chiffrée ou chronologique (détails qui risquent d'apparaître postérieurement comme des références). A défaut, celui qui parle s'expose à l'accusation ultérieure d'avoir menti. Cette situation est d'autant plus délicate que l'impression donnée par la première communication est souvent décisive et que les premières déclarations serviront de référence aux médias.

Sur le théâtre afghan, la communication dispose désormais de tous les outils pour faire face à une situation de crise et pouvoir la gérer dans de bonnes conditions.

Les rappels réguliers faits aux différents chefs d'éléments sur l'importance de la communication incitent à se montrer confiant. Néanmoins, chacun sait qu'une crise n'est jamais semblable à une autre et que tout peut arriver sur ce théâtre. Pour le faire comprendre aux Français, il faut obligatoirement passer par l'intermédiaire des journalistes. C'est le jeu de la démocratie, chacun doit l'accepter.

- 1 Général d'armée Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées, France Inter le 24 août 2008
- 2 CNPI : Centre national de production d'images, équipe audiovisuelle de l'armée de terre. En Afghanistan, une équipe image de l'ECPAD (Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense) est présente en permanence.
- 3 FIAS : Force Intérimaire d'Assistance et de Sécurité, force de l'OTAN en Afghanistan
- 4 PAO : *Public Affairs Office*, cellule communication
- 5 RCC : *Regional Command Capital*

Les enjeux du soutien logistique en Afghanistan

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL (TA) ARNAUD WEIXLER, COMSOUT DE JUILLET À DÉCEMBRE 2008

Terre d'expériences et de vérité pour la logistique opérationnelle, le théâtre afghan met à rude épreuve les hommes et les matériels. C'est à ce titre que s'exprime toute la pertinence d'un soutien parfaitement coordonné, solide et en recherche permanente d'efficacité. Les mandats Pamir 19 et 20 auront été marqués par une conduite logistique à un rythme effréné pour faire face à de nombreux pics d'intensité sans aucune pause opérationnelle. Ainsi, sous forte contrainte d'organisation (effectifs), tous les acteurs logistiques du théâtre ont vécu quotidiennement une situation particulièrement éprouvante due à la montée en puissance du dispositif français¹ durant l'été 2008 et dans le prolongement des événements d'Uzbeen.

Basé sur le principe de stricte suffisance et ayant opéré dans l'urgence une profonde transformation, le SNF² a su répondre aux défis multiples et passionnants du théâtre par une optimisation permanente des moyens et grâce à une très forte implication des acteurs de l'ensemble de la chaîne logistique (métropole et théâtre).

Vers une logistique opérationnelle «refondée» face à un environnement hostile et complexe

Dans un contexte de transformation profonde de la force (création du BCS³, mise en place du GTIA Kapisa, de l'OMLT⁴ Uruzgan, France nation cadre du RCC⁵, déploiement sur les FOB⁶ de Nijrab, Tagab et Tora...), le SNF a dû conduire simultanément la fin de la montée en puissance (outre les personnels, traitement de 7000 tonnes de matériels et de ressources acheminés par plus de 100 Antonov en 1 mois) ainsi que les changements structurels logistiques du théâtre, tout en assurant la permanence des opérations de soutien dans les 12 domaines de la fonction logistique.

Ainsi, la «refondation» de l'outil logistique est devenue la priorité de la DIVLOG⁷/SNF, héritière du COMSOUT, et seule entité en mesure de mener de front la conduite et les évolutions logistiques. Pour cela, les principales actions entreprises pour asseoir la logistique du théâtre ont été :

- réussir la fin de la montée en puissance, en particulier le déploiement des hommes, des ressources et matériels sur les FOB dans les délais fixés ;
- maîtriser la complexité des différents modes de soutien des unités françaises sur le théâtre (NSE⁸, ISAF⁹, EDA¹⁰/externalisation, sous-traitance, mutualisation interarmées, arrangements techniques entre alliés...) en

établissant des matrices de soutien, puis améliorer leur complémentarité.

- acquérir une vision du soutien interarmées (4 APOD¹¹ sur Douchambé, KAIA, BAF et KAF¹²) et interalliés (GTIA Kapisa sous OPCON du RCE (US), OMLT du 201^e corps soutenus partiellement par les Américains et les OMLT en Uruzgan aux côtés des Hollandais et des Australiens, le DETAIR de Kandahar soutenu partiellement par la NAMSA¹³);
- établir un PRALF¹⁴ à caractère évolutif ;
- définir ou préciser les «fondamentaux» en fixant puis stabilisant les procédures, comptes rendus, demandes et flux intra théâtres entre tous les échelons logistiques (métropole, logistique du théâtre et des unités soutenues) ;
- définir le fonctionnement du SNF en période d'opérations planifiées du RCC ou en situation de crise afin de clarifier les responsabilités de chacun tout en veillant à la satisfaction des besoins des unités françaises ;
- établir le périmètre de la DIVLOG comme fédérateur-coordonateur, au plan de la conduite du soutien, des différents domaines logistiques au sein de l'état-major REPPRANCE ;

- veiller à la stricte séparation des niveaux de conduite (DIVLOG) et d'exécution logistique (BCS) ainsi qu'à celle des tâches du ressort de la logistique de niveau 1 (unités, bataillons) et de la logistique de niveau 2 (théâtre) ; dans ce cadre, garantir la continuité de toutes les opérations logistiques de théâtre ;
- mettre en adéquation les impératifs du soutien avec le rythme des opérations et le degré élevé d'exigence individuelle et collective des unités déployées, en privilégiant le dialogue et les visites sur le terrain.

Un immense laboratoire d'expérimentations pour la logistique opérationnelle d'aujourd'hui

En Afghanistan, le terrain, la menace et l'environnement interarmées et interalliés ont un impact considérable sur les opérations logistiques à réaliser et tout spécialement sur les priorités à définir. Plus que jamais, l'anticipation et la réactivité sont nécessaires pour apporter à la force un soutien totalement adapté. Le triptyque classique «RAV-MEC-SAN¹⁵», sans disparaître vraiment, s'est pourtant effacé devant de nouveaux et nombreux «marquants» plus sensibles tels que les questions relatives au soutien au stationnement (infrastructures, protection, gestion de l'espace, ...), les nouveaux équipements SH et MAINT¹⁶, les convois de ravitaillement et les escortes, l'externalisation (capacités, contrôle, ...), la problématique des ressources (acheminement, stockage, suivi, ...), l'autonomie des FOB (eau, alimentation, énergie, ...), les moyens liés à la CPO¹⁷, ... ; la liste n'est pas exhaustive !

Les paramètres bien établis d'un soutien massifié dans un cadre espace-temps rigide, basés sur d'importants flux poussés, des taux de consommation issus de la guerre froide correspondant à une logique unique de moyens et de résultats opérationnels ne s'appliquent pas sur le théâtre afghan. On y conduit au contraire une logistique dédiée, aux flux tirés, dans un cadre spatio-temporel sans cesse renouvelé, aux taux de consommation mieux adaptés, tirés des RETEX français et alliés, le tout répondant à une logique de besoins et de rationalisation des moyens. Dès la phase de planification, ces principes ont été déclinés en propositions et recommandations dans le cadre des GPP0¹⁸ afin de disposer au plus tôt de l'outil logistique et des moyens adéquats pour mener les opérations.

Pour autant, la substitution d'une manœuvre spécifique des différents domaines logistiques à l'ancienne manœuvre logistique d'ensemble ne doit aboutir ni à une autonomie poussée à l'extrême de chaque domaine du soutien (sous prétexte de spécialisation), ni au règne sans partage des «experts» de tous genres. Aussi, dans le cadre de ses attributions, le chef de la DIVLOG a maintenu constamment un lien fort de coordination et de fédération de tous les domaines en faisant effort sur la cohérence, le

fonctionnement et la réactivité de la chaîne logistique de théâtre. A ce titre, une grande majorité des actions conduites ont relevé de plusieurs domaines du soutien nécessitant une coordination fine de tous les acteurs. On peut citer :

- les mesures d'hivernage prises sur la totalité des sites par SH et complétées par la CSS¹⁹ ;
- le traitement des affaires mortuaires qui a relevé d'un travail conjoint entre la DIRCOM²⁰, SH et le bataillon ;
- la reconstruction des dépôts munitions de circonstance sur les FOB à charge de l'AMAT/Mun²¹ en liaison avec la CSS ;
- l'installation de tentes Bachmann sur le camp Warehouse et les FOB pilotée par la CSS et l'AMAT ;
- la préparation conjointe des convois de ravitaillement (militaires et externalisés) vers les FOB entre le BCS, le CCITM²², l'EDA et toutes les cellules de la DIVLOG ;
- la recherche permanente de visibilité, d'identification et de traçabilité des ressources et matériels acheminés sur le théâtre a constitué un dossier très sensible entre le CCITM, le BCS, les experts DIVLOG, les bataillons ainsi que les organismes Terre et interarmées (CFLT, CMT, CICLO²³...) ;
- la problématique de l'eau sur les FOB traitée par le COMSANTE, l'EDA, l'ASIA et la CSS ;
- la mise en œuvre des capacités de transport-manutention externalisées par l'EDA, l'OPC²⁴, les experts de la DIVLOG et les unités (environ 80% du transport lié à la montée en puissance de la force a été assuré par les prestataires de l'EDA).

Le soutien logistique en Afghanistan est également caractérisé par une forte réactivité basée sur l'exploitation immédiate des événements en y associant les mesures correctives adéquates. Ainsi, les premiers engagements opérationnels ont souligné la nécessité de disposer d'une capacité logistique (niveau bataillon) de ravitaillement et d'évacuation sous blindage aux ordres directs des officiers logistiques des bataillons. Par ailleurs, ces mêmes opérations ont confirmé la nécessaire révision des notions de DI et de CDI²⁵ en matière de munitions, la DI devant correspondre au besoin opérationnel lié à une capacité d'emport (combattant et véhicule) et la CDI relevant davantage de consommations théoriques liées à un niveau d'intensité du combat. Enfin, le développement d'une capacité proche de celle d'un centre opérationnel (avec la mise en place d'officiers de liaison auprès du RCC) par le SNF a été l'un des enseignements majeurs tiré des premières opérations planifiées et conduites par l'état-major du RCC. Cette mesure a permis, en particulier au plan du soutien, de clarifier les responsabilités de chacun tout en optimisant la prise en compte des besoins opérationnels des unités engagées.



Les tendances lourdes de la logistique de demain

S'interroger sur les enjeux futurs de la logistique opérationnelle revient à mettre en perspective les grands principes logistiques jusqu'alors établis avec les réalités d'aujourd'hui auxquelles le soutien est confronté sur les théâtres d'opérations, en Afghanistan tout particulièrement. Quels étaient ces principes ? L'arrière soutient l'avant ; la continuité du soutien ; le compromis entre la stabilité et les distances, entre l'allègement de l'avant et l'autonomie logistique accordée aux unités ; les priorités techniques et tactiques ; la bascule des efforts ; l'importance de la manœuvre santé.

Même si dans l'absolu ces principes ne sont pas obsolètes, la «nouvelle» logistique opérationnelle recouvre à présent un périmètre élargi qui se nourrit de tendances lourdes.

Ce nouveau périmètre est lié à l'évolution du traitement quotidien de la conduite logistique qui vise à :

- la qualité du soutien, des équipements tout particulièrement, problématique, très sensible surtout quand elle est fondée sur un principe de «différenciation» difficile à expliquer et à appliquer ;
- la maîtrise des délais de livraison et donc des procédures interarmées avec le CICLO, le CMT, l'EMOT et le CFLT ;

- l'optimisation permanente des flux et surtout des moyens humains et matériels consacrés au soutien ;
- le renforcement de la coordination des acteurs logistiques.

Trois «domaines» du soutien logistique deviennent désormais plus sensibles que les autres :

- le soutien des matériels, avec le maintien d'une DTO²⁶ correspondant à un parc très important regroupant à la fois des matériels majeurs vieillissants et de haute technologie au taux d'emploi très élevé ; difficulté aussi de concilier les besoins d'un soutien préventif et curatif avec le rythme des opérations ;
- le soutien au stationnement qui a engendré de très nombreux projets plus prioritaires les uns que les autres et dont la réussite a conditionné l'installation de la force. Ces questions, qui ont un impact direct sur le niveau de protection et d'hébergement des unités, sont caractérisées par des délais incompressibles, des budgets considérables et sont indissociables de problématiques essentielles telles que la production et la distribution d'eau potable (sur les FOB principalement) ;
- la condition du personnel en opérations, avec des exigences accrues au plan des conditions de vie, et notamment de l'accès aux moyens de communication privée (internet, téléphone), étroitement liées au degré d'externalisation.

Quelles sont à présent les tendances lourdes dans lesquelles s'inscrit la conduite du soutien logistique en Afghanistan et sur la majorité des théâtres d'opération ? Au nombre de trois - l'interarmées, l'interalliés et l'externalisation - elles sont constitutives de la nature même des opérations actuelles et ont un impact certain sur le volet «soutien». Outre la recherche permanente d'interopérabilité du soutien dans ces trois champs d'action, l'objectif majeur va consister à les combiner entre eux pour obtenir l'effet recherché sur le terrain.

Le LMTGHOB²⁷ est l'exemple parfaitement réussi de cette complémentarité logistique interarmées et interalliés. Procédé complexe tant en planification qu'en conduite, il a été façonné avec pragmatisme par les acteurs «terrain» du théâtre (chef d'équipe du 1^{er} RTP, chef DIVLOG et DETAIR de Douchanbé). En moins de six mois, il a abouti à répertorier et valider plusieurs ZMT²⁸, à créer une procédure de programmation et d'échanges de comptes rendus et à l'intégrer dans le processus de planification aérienne de l'ISAF et des RCs²⁹. Puis, dans le cadre de 12 missions normales et «opérationnelles», il a permis de livrer par les airs un total de 20 tonnes de ressources aux unités françaises. A présent, la maîtrise de ce procédé permet, durant la période hivernale, d'envisager le ravitaillement dans d'excellents délais et conditions sécuritaires de tous les OMLT et des unités déployées sur les FOB.

Il existe bien d'autres illustrations, en Afghanistan, de cette réelle interopérabilité du soutien entre armées et alliés.

Tout d'abord, le soutien de plusieurs unités françaises (GTIA Kapisa, OMLT) résulte de contributions interalliées et à l'inverse, la France, nation pilote sur le camp de Warehouse, offre plusieurs services logistiques aux alliés qui y stationnent dans la durée ou temporairement. Ce soutien logistique mutualisé est bâti sur de nombreux contrats et arrangements techniques qui sont fréquemment actualisés. Ensuite, les opérations d'acheminement intra théâtre s'inscrivent systématiquement dans un périmètre interarmées et interalliés :

- un poste de logisticien Air a été créé au sein de la structure SNF afin d'être plus réactif avec les 3 APOD de théâtre dans le cadre des dossiers sur la coordination des escales aériennes, le suivi des demandes logistiques de KAF, la préparation et la conduite des LMTGHOB et des relèves, la migration de l'APOD vers KAIA nord, l'implantation du SIDM³⁰ sur BAF, ... ;
- les ravitaillements par voie routière sont en réalité de véritables opérations de combat (appelés *Combat Logistics* par les Américains et les Anglais et surnommés les porte-avions par les Français) qui n'ont plus rien à voir avec de simples convois logistiques ; planifiés conjointement avec les RCC et RCE, ils prévoient et

mettent en œuvre de nombreuses capacités d'appuis interarmées et interalliés au profit de vecteurs de transport militaires et civils.

Il faut maintenant, à l'aune de l'expérience vécue à Pamir, s'interroger sur les futurs chantiers lourds du soutien qui devraient :

- viser à une meilleure harmonisation des différentes chaînes d'approvisionnements ainsi que des systèmes de comptabilité des pourvoyeurs de ressources (à l'image de la réforme engagée par l'OTAN sur la *Supply Chain*) pour améliorer la visibilité sur toutes les ressources ;
- aboutir à un meilleur partage par les alliés du «fardeau» sur les questions de soutien au stationnement (coûts, gestion de l'espace des camps, ...) ;
- viser à une augmentation sensible de la participation des logisticiens français au sein des G4, J4 et J8 des états-majors OTAN ;
- poursuivre les progrès réalisés en matière d'interopérabilité dans certains domaines techniques comme les munitions, l'avitaillement carburant, l'évacuation et le dépannage, ... ;
- étudier la création de projets CPO-*Welfare* communs avec les alliés en s'inspirant des réalisations actuelles sur les bases américaines, hollandaises, ... ;
- améliorer la politique d'externalisation en opérations avec l'EDA et d'autres prestataires en milieu non permissif et non stabilisé ; l'exemple de l'externalisation réalisée sur les FOB en Afghanistan montre qu'elle est envisageable, sous réserve d'en définir précisément les limites (en particulier, l'évaluation et le contrôle à distance demeurent impossibles) ; doit-on plutôt approfondir les prestations actuelles (services vie courante, transport-manutention, carburant, CPO, ...) ou élargir l'externalisation à d'autres domaines considérés comme «réservés» (santé, maintenance...) ? Quoi qu'il en soit, l'externalisation est vécue sur le théâtre comme un facteur de progrès, doit être constamment maîtrisée (posture de réversibilité, performances) dans un esprit «gagnant-gagnant», en gardant toujours à l'esprit l'intérêt opérationnel et sans sous-estimer les coûts associés. Dans ce cadre, l'OPC au sein de la DIVLOG est le point de convergence privilégié entre la logistique opérationnelle et le soutien externalisé et s'attache à maintenir la cohérence d'ensemble du soutien logistique de la force.

Pour conclure, l'Afghanistan est bien une formidable terre d'expériences pour le soutien dont les défis préfigurent les enjeux logistiques des opérations futures, tant en conduite qu'en organisation. Le déplacement inéluctable des frontières logistiques vers le triptyque «interarmées-interalliés-externalisation» associé aux tendances hautement centrifuges de certains domaines du soutien mettant en œuvre des expertises de plus en plus techniques, nécessitent de porter une attention soutenue sur la coordination, la maîtrise et la direction de tous les experts logistiques sous peine de nuire gravement à la cohérence d'ensemble. Le niveau élevé de performance et d'exigence attendu du soutien doit être absolument mis en corrélation avec celui des opérations, sous peine d'augmenter dangereusement un taux d'emploi déjà particulièrement élevé et de créer un décalage préjudiciable à la cohésion de la force.

Peut-on parler de mutation logistique ? Sans aucun doute, car les théâtres d'opérations non permissifs préfigurent bien les nouveaux schémas du soutien logistique. La fonction logistique confirme son caractère universel qui la rend plus omniprésente que jamais partout où se déroulent des opérations. La réussite de cette mutation sera surtout l'affaire de tous et pas uniquement des acteurs du soutien logistique.

- 1 GTIA Kapisa, BCS, OMLT Uruzgan.
- 2 Placé sous l'autorité de l'adjoint soutien interarmées, le soutien national France (partie LOG) constitue l'une des trois composantes de l'EM REPFRANCE à l'instar des SIC et des RENS spécial France de théâtre.
- 3 Bataillon de commandement et de soutien.
- 4 *Operational mentoring liaison team.*
- 5 *Regional capital command.*
- 6 *Forward operational base.*
- 7 La division logistique.
- 8 *National support element.*
- 9 *International security and assistance force.*
- 10 Economat des armées.
- 11 *Airport of disembarkation*
- 12 *Kabul international airport, Bagram Airforce et Kandahar Airforce.*
- 13 *Nato maintenance and supply agency.*
- 14 Plan de rattachement administratif logistique et financier.
- 15 Ravitaillement-maintien en condition-santé.
- 16 Soutien de l'homme et maintenance.
- 17 Condition du personnel en opération.
- 18 Les groupes pluridisciplinaires de planification opérationnelle sont mis en œuvre par l'EMOT pour répondre à un mandat de planification du CPCO.
- 19 Cellule soutien au stationnement.
- 20 Direction du commissariat.
- 21 Adjoint matériels/munitions.
- 22 Centre de coordination interarmées des transports transits mouvements.
- 23 Commandement de la force logistique terrestre, centre multimodal des transports, centre interarmées de coordination de la logistique des opérations.
- 24 L'Officier pilote des contrats, sous l'autorité du chef DIVLOG, est l'interlocuteur privilégié de la force avec l'EDA ainsi que des alliés dans le cadre des arrangements techniques.
- 25 Dotation initiale et complément de dotation initiale.
- 26 Disponibilité technique opérationnelle.
- 27 Largage de matériels à très grande hauteur et ouverture basse.
- 28 Zones de mise à terre.
- 29 *Regional commands.*
- 30 Système intérimaire de drones Male.



LCL PHILIPPEAU/CDEF

Un BCS pour PAMIR

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL JEAN-LUC CHAPEU, COMMANDANT LE BCS DE L'OPÉRATION PAMIR D'OCTOBRE 2008 À MARS 2009

L'accroissement du volume des forces françaises en Afghanistan a conduit au déploiement d'un BCS sur le théâtre. Ce bataillon, dès sa création s'est trouvé confronté au défi ambitieux de devoir simultanément assurer sa montée en puissance et celle du groupement tactique de KAPISA.

Un bataillon «couteau suisse»

Alors que le dispositif français en Afghanistan a connu depuis le début de son engagement une stabilité certaine, son volume variant peu, le déploiement à la fin du printemps 2008 du GT KAPISA, la reprise de commandement du *RCC* par un état-major français et la montée en puissance subséquente des forces déployées conduisent de facto au sous-dimensionnement des éléments de soutien en place. Il est alors décidé de déployer sur le théâtre, dès le mois de juin 2008, un bataillon de commandement et de soutien.

Chargé du soutien de tous les éléments français, de l'appui au commandement de l'état-major du *RCC* et du commandement du camp de Warehouse, il s'articule tout naturellement autour de ces trois fonctions :

- logistique opérationnelle avec une CIMAT, chargée de la maintenance, une UML, en charge de l'acheminement, du soutien de l'homme et du soutien pétrolier et enfin un GMC ;
- appui au commandement avec une compagnie SIC plus particulièrement chargée de fournir à l'EM *RCC* les liaisons dont il a besoin ;
- soutien et protection du camp avec un COMSITE constitué, outre un élément de commandement, d'un détachement cyno, de pompiers de l'air et renforcé d'une compagnie d'infanterie du BATFRA placée sous TACON du BCS.

Enabling or not enabling? That is the question

Le premier mandat, projeté dans l'urgence, va devoir assurer simultanément sa propre montée en puissance, la prise en compte du soutien des éléments déjà déployés sur le théâtre et contribuer à la mise en place du GT de KAPISA. L'enjeu est de taille : il faut dans un premier temps découvrir un théâtre et s'en approprier les caractéristiques géographiques, climatiques et sécuritaires et surtout prendre la mission en compte. Il faut ensuite récupérer l'ensemble des moyens qui permettront au bataillon de devenir opérationnel : expéditions de France et récupération de matériels déjà sur le théâtre. Enfin, il faut assurer au plus tôt le soutien des éléments déployés et de ceux qui sont en cours de déploiement. Le BCS confronté à ce triple défi ne dispose pas systématiquement des moyens de faire effort partout et dans tous les domaines. La fonction transport, par exemple, est dimensionnée pour ravitailler sur un rythme de croisière et des flux «normaux». Les flux engendrés par la projection d'un bataillon en KAPISA, avec l'ensemble de ses moyens, sont largement au dessus de ses capacités. Le recours à des transporteurs locaux s'impose tout naturellement, de façon transitoire. Le bataillon durant quatre mois va progressivement établir des procédures, roder les savoir-faire et peu à peu se mettre sur pied. Il est officiellement créé en août, après plus d'un mois de présence sur le territoire, et devient corps de première catégorie en septembre.

Une montée en puissance est un exercice difficile en soi. Lorsqu'elle est couplée à une prise en compte immédiate des

missions, et notamment au soutien de la montée en puissance d'une seconde formation, elle devient particulièrement complexe. De surcroît l'ensemble des composantes d'une manœuvre n'exerce pas leur effort de façon simultanée. Si la charge de soutien, en vitesse de croisière demeure limitée, elle est toujours beaucoup plus importante au moment d'un déploiement ou d'un retrait de force. Dans le cadre qui nous occupe, l'emploi d'un bataillon renforcé en «enablers» aurait permis de préparer l'arrivée du groupement tactique et surtout de soutenir dans les meilleures conditions son déploiement. Une fois l'unité déployée, l'excédent de logisticiens, aurait alors pu rentrer en métropole ne laissant sur le théâtre qu'un bataillon dimensionné comme il l'est à l'heure actuelle. Un effort, dans le domaine du soutien, consenti en avance de phase permet une meilleure prise en compte des besoins des unités soutenues.

De l'externalisation

Face au plan de charge initial, le bataillon est obligé d'avoir recours à l'externalisation des transports. La solution est séduisante, elle évite un déploiement d'hommes et de moyens supplémentaires, elle permet de concourir au développement local.

Mais elle devient rapidement un cauchemar pour les chefs de convois. Les conducteurs afghans ne parlent bien sûr pas français, parfois, mais très rarement, anglais ; la barrière de la langue est un premier obstacle dans la transmission des ordres au départ ou durant les convois. Ces mêmes conducteurs, souvent effrayés par la menace qui pèse sur eux, notamment par le risque d'attaque par EEI, s'imaginent que tout véhicule militaire est équipé d'un brouilleur capable de les protéger, ils ont donc une tendance naturelle, au mépris de toute consigne et de tout danger, à serrer au plus près les véhicules d'escorte. Si l'on ajoute à cela une pratique de la conduite qui a peu de choses à voir avec les standards pratiqués en Europe, et un état mécanique des engins particulièrement pitoyable, pannes et accidents émaillent les convois. L'externalisation du transport, de pratique, devient dangereuse pour les membres de la force qui accompagnent ces camions civils. L'acheminement des flux en zone d'insécurité, métier du transporteur militaire, ne peut plus être réalisé dans de bonnes conditions.

Si l'externalisation de la fonction transport par voie routière donne peu satisfaction, d'autres exemples sont plus probants :

- acheminement de France des ressources par avion gros porteur civil qui donne, sur ce théâtre enclavé, satisfaction ;
- prise en compte du soutien du camp de Warehouse par l'EDA qui là encore, globalement, convient parfaitement aux usagers.

Le recours à un prestataire de service extérieur aux armées, pour ne citer que ces deux cas, est donc adapté, dans le contexte sécuritaire actuel, au besoin des éléments déployés. Mais comme le démontre l'exemple mentionné supra elle ne doit pas être appliquée de façon systématique dans un environnement tactique contraint et peu permissif.

Et la suite ?

Œuvrant au profit de l'ensemble des éléments français sous l'égide du soutien national France, subordonné au *RCC* au titre des mouvements du stationnement et de la sûreté, menant au quotidien une action multinationale sur le camp de Warehouse, le BCS, subordonné à une seule et unique tête de chaîne, le général *COM RCC* et REPFRANCE, poursuit sa montée en puissance. Ainsi, en janvier 2009, afin de mutualiser et d'optimiser les moyens centrés sur Kaboul, le BATFRA devient un CRE2. On voit alors se dessiner une perspective nouvelle : un BCS socle et des bataillons de manœuvre.

Centré sur une composante administration et finance mutualisée pour le théâtre d'une part, et sur une composante logistique opérationnelle destinée au ravitaillement, au maintien en condition et au soutien sanitaire d'autre part, le BCS pourrait à terme soutenir des bataillons exclusivement dévolus à leur mission opérationnelle et soulagés de quasiment toute contrainte administrative ou technique.



L'évolution, si elle est envisagée, devra se faire à pas comptés afin de ne pas priver les GT d'une composante nécessaire à leur manœuvre. Les ré articulations envisagées courant 2009, par la modification de la position relative des entités sur le théâtre seront peut-être un premier pas dans ce sens. Ce qui demeure certain c'est qu'elles constitueront pour le prochain mandat du bataillon un défi nouveau à relever.

LISTE DES ACRONYMES

BATFRA : bataillon français (déployé à Kaboul et en SUROBI)
BCS : bataillon de commandement et de soutien
CIMAT : compagnie de maintenance adaptée au théâtre
COMSITE : commandant du site (du camp de Warehouse)
CRE2 : centre de responsabilité élémentaire de niveau 2
EDA : économat des armées
EEI : engin explosif improvisé
GMC : groupe médico-chirurgical
GT : groupement tactique
RCC : regional command capital
UML : unité multifonction logistique

Deux mois comme médecin réserviste à Kaboul

PAR MONSIEUR PHILIPPE JUVIN, MAIRE DE LA GARENNES-COLOMBES, VICE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES HAUTS DE SEINE,
OFFICIER DE RÉSERVE, ANESTHÉSISTE AU GROUPE MÉDICO CHIRURGICAL DU CAMP DE WARE HOUSE DE MAI À AOÛT 2008

Philippe Juvin, vous êtes parti en OPEX en mai et août 2008 dans la mission PAMIR en Afghanistan. Avant de nous parler de cette mission, pouvez-vous vous présenter ?

Je suis Professeur d'anesthésie réanimation et chef de service des urgences de l'hôpital Beaujon, qui est un CHU de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris. J'ai également une seconde casquette puisque je suis le maire de La Garenne-Colombes, une ville de 30.000 habitants dans les Hauts-de-Seine, et Vice-Président du Conseil général. Je suis effectivement parti en OPEX en Afghanistan de fin mai à début août 2008 comme anesthésiste réanimateur. J'avais effectué mon service militaire à la BSPP et jusqu'ici, mon activité de réserviste se résumait à quelques gardes faites chaque année pendant mes vacances chez les pompiers de Paris. Cette année, j'ai été volontaire pour cette OPEX.

Pourquoi l'Afghanistan ?

Probablement pour des raisons proches de celles qui poussent mes collègues militaires d'active à s'engager et à partir. Le goût de servir, la curiosité, la quête de ce qu'on imagine être l'aventure et une expérience humaine et professionnelle, l'idée du danger inconnu. Et d'autres raisons plus personnelles. Une ou deux importantes rencontres avec des collègues militaires qui ont beaucoup compté et qui portaient en eux un souffle particulier. J'ai peut-être voulu retrouver leur présence et ce qu'ils étaient en allant là-bas. N'y voyez aucune naïveté mais j'ai toujours eu une haute



Philippe JUVIN

idée du service de santé des armées. Il est pour moi le symbole de ce que la France peut avoir de plus beau : l'universalité par ses valeurs, et le don de soi. Au risque d'être mal compris par le politiquement correct, l'image

d'Epinal du médecin militaire en Afrique est aussi l'image d'une France qui apporte aux autres. J'ai simplement voulu moi aussi vivre tout cela. La France n'est jamais plus belle, et plus elle-même, que quand elle porte des valeurs universelles. Enfin, je suis un homme politique. Avec le goût de comprendre un monde qui se construit. Et quoi de mieux que d'aller sur place pour tenter de comprendre ?

Quel était votre rôle là-bas ?

La France est la nation leader du rôle 2 du camp de Warehouse dans la Région Centre Capitale. Y travaillent trois chirurgiens français et un anesthésiste réanimateur. J'étais cet anesthésiste-réanimateur. Notre hôpital avait trois blocs opératoires, 3 box de déchocage, 4 lits de réanimation et 20 lits d'hospitalisation. Je me suis retrouvé avec deux autres réservistes, un dentiste et un urgentiste. Deux équipes chirurgicales, allemande et bulgare, nous renforçaient. La mission principale était d'apporter des soins aux militaires français, à nos alliés occidentaux et de l'armée nationale afghane. Et puis, faire ce que le service de santé sait si bien faire : gagner les cœurs en soignant les civils.

Vous avez pu vous faire une idée de la situation de la vie à Kaboul ?

J'ai eu la chance de pouvoir sortir de Warehouse à de nombreuses reprises. Le Com Santé m'avait chargé de visiter les hôpitaux civils afghans. Ce que j'ai fait. L'idée principale était de connaître les infrastructures hospitalières de la capitale afin de pouvoir transférer au plus tôt les blessés afghans dans les meilleures conditions. J'en ai aussi profité pour nouer des liens avec des médecins afghans. Plusieurs sont venus visiter notre rôle 2. J'ai pu constater que certains étaient francophiles et même francophones. Ce qui représente pour la France des atouts, à condition qu'elle sache les utiliser.

Quelle était la place des civils dans votre activité ?

Les civils représentaient la majorité de nos patients. Ils étaient essentiellement blessés par les éclats d'engins explosifs. Mais la criminalité étant grande, il n'était pas rare de soigner aussi des blessés d'agressions crapuleuses. Les accidents de la voie publique sont fréquents aussi, les victimes étant essentiellement des piétons. Il nous arrivait également de partir dans des villages pour y donner des consultations. J'ai le souvenir particulier d'une mission où j'avais vu en consultation près de 200 personnes dans la matinée, dans l'unique pièce de la maison du maire du village. Celui-ci avait préalablement choisi ceux de ses

ouailles qui pourraient nous voir. Avec un collègue, nous avons expliqué au Padre du Régiment de marche du Tchad comment examiner les tympanes des enfants. Il ne s'en est pas si mal tiré. Probablement la légendaire débrouillardise des marsouins... Ces actions constituent ce que j'appelle la mission de diplomatie sanitaire qui est pour moi la plus belle marque de fabrique du service de santé des armées.

Votre impression générale sur votre séjour ?

J'y ai croisé des qualités humaines exceptionnelles. Aussi bien chez le personnel du GMC que chez les autres militaires français. J'ai passé à Warehouse un peu plus de deux mois entre mai et août 2008. J'y suis retourné à la mi-août pendant quelques heures avec le Président de la République. Il avait décidé de s'y rendre après l'accrochage meurtrier du 18 août. Il avait voulu m'emmener car il savait que j'en revenais. Je me souviens de la très étrange impression que j'ai eue quand j'ai remis les pieds à Warehouse à cette occasion. J'avais quitté l'endroit moins de deux semaines auparavant avec le souvenir d'un lieu qui bruissait de vie. Là, au contraire, j'ai été immédiatement frappé par le silence. Total et imposant. Même les honneurs rendus au Président de la République m'ont semblé assourdis. Warehouse paraissait mort. Comme si la mort qui avait frappé nos dix soldats avait aussi marqué, au sens réel et physique du terme, le camp lui-même. C'était très impressionnant et émouvant. J'ai essayé de rapporter cette journée particulière sur mon blog¹.

Nous sommes ensuite allés nous recueillir devant les dix cercueils puis nous avons visité le GMC. J'ai alors revu mes camarades. Puis j'ai accompagné le Président lors de son rendez-vous avec le Président Karzaï. Sans trahir ce que j'y ai vu et entendu, je peux vous assurer que le Président français a été particulièrement ferme quand il a expliqué à notre allié la nécessité d'une parfaite collaboration sur le terrain militaire. Ferme, clair et, pour utiliser un terme diplomatique, très persuasif...

Quel est votre avis sur les moyens mis en œuvre en Afghanistan ?

Je veux rappeler que, n'étant pas militaire, je ne prétends pas jouer au général d'opérette. Je souhaite seulement rapporter ce que le béotien que je suis a cru comprendre de nos atouts et de nos insuffisances. Au plan médical, les moyens mis en œuvre sont de très bonne qualité. Quasiment du niveau de standards européens. La principale difficulté que nous avons rencontrée concernait les moyens d'acheminement des blessés. Car pouvoir traiter et sauver des blessés dans notre GMC, c'est bien. Mais il faut aussi pouvoir les acheminer vivants jusqu'au GMC. Or nos moyens hélicoptères n'étaient pas à la hauteur puisque nous ne disposions que de deux CARACALS pour toutes les missions,

sanitaires et non sanitaires. Et ces moyens aériens ne peuvent être remplacés par les moyens routiers car la route est difficile en Afghanistan. Je me souviens avoir accompagné plusieurs fois des patrouilles à quelques dizaines de kilomètres de Kaboul : cela nous prenait la journée ! De Kaboul, j'avais dit tout cela lors d'une interview à RTL. Même réserviste, je restais un homme public. Cela m'avait valu quelques explications d'homme à homme qui font partie de mes meilleurs souvenirs ! On m'avait alors répondu que cette faiblesse des moyens pourrait être compensée par la collaboration avec les armées alliées. Ce qui était vrai en théorie... J'ai eu une intéressante discussion avec le CEMA sur le sujet. C'est un homme qui sait vite et complètement analyser toutes les données d'un problème. Je constate avec plaisir que les moyens hélicoptères ont été renforcés depuis. La deuxième difficulté résidait dans l'apprentissage de l'anglais qui est insuffisamment connu de trop de militaires français. Or l'armée française, comme toutes les armées modernes, est vouée à travailler définitivement en situation multinationale. Il y a, je crois, des marges de progression.

professionnels immédiatement disponibles et connaisseurs des très grandes spécificités du monde militaire. La troisième leçon concerne la population. Malgré les soins que nous leur apportons, les Afghans avec lesquels j'ai pu parler évoquent tous la question des morts civils causés par les tirs occidentaux. Ce sujet est sur la place publique à Kaboul à tel point que le Président Karzaï a dû prendre position contre les Américains. Ma crainte est que, pareillement, l'armée française soit de plus en plus vécue comme une armée d'occupation par la population que nous sommes pourtant chargés de protéger. La quatrième leçon est une leçon de vocabulaire et de politique. Parler des insurgés comme étant tous des taliban est très réducteur. La vérité est que nos ennemis sont protéiformes : des terroristes certes, mais aussi de petits potentats locaux qui souhaitent garder la main sur leur vallée, d'autres que nous dérangeons dans leurs petites affaires, des criminels, des trafiquants ... Il nous faudra demain parler avec les insurgés d'aujourd'hui. La cinquième leçon concerne le caractère multinational de notre engagement. Aucun pays ne peut désormais durablement intervenir militairement seul en

dehors de ses frontières. Les raisons sont politiques, financières et opérationnelles. Même les Américains souffrent d'être seuls en Irak. Comme toutes les armées modernes, l'armée française est désormais une armée à vocation de force internationale. Il ne s'agit pas ici de regretter le temps où nous pouvions agir sans nous préoccuper des volontés des autres nations. Il s'agit d'en tirer les leçons dont le retour de la France dans l'OTAN est une réponse. Enfin, le sixième point concerne une certaine idée de la France. Nous pouvons, sans moyen supplémentaire, multiplier notre influence et gagner une chance supplémentaire de conquérir les cœurs. Par exemple, deux praticiens américains opèrent quasi quotidiennement à l'hôpital de l'armée afghane alors qu'aucun médecin ou chirurgien français n'y met jamais les pieds. Quel gâchis d'influence française quand on sait que nous pourrions facilement nous appuyer sur le directeur de cet hôpital, qui est un francophone formé au Val de Grace et qui

aime notre pays. Ce qui est certain, c'est que nous ne gagnerons pas cette guerre si nous restons enfermés dans nos camps. Il faut aller sans cesse voir la population et probablement même réfléchir à comment vivre avec elle. Je ne méconnais pas les problèmes de sécurité, qui sont immenses. Mais je sais que si nous ne comprenons pas cela, et que nous ne modifions pas avec volontarisme nos méthodes, il y a peu de chance de gagner les cœurs.



Philippe JUVIN

Et comme homme politique, quelles leçons avez-vous tirées de cette expérience ?

La première leçon est une observation. J'ai touché du doigt ce que l'armée apporte à la République : un engagement et un don de soi. La seconde leçon concerne le service de santé des armées. Certains imaginent le remplacer en faisant appel à des médecins civils sous contrat. D'autres parlent de répartir les médecins du service de santé dans des hôpitaux civils où ils travailleraient en attendant d'être rappelés. Je crois que tout cela serait une lourde erreur. L'esprit de corps donne un sens aux missions : il disparaîtrait si les médecins militaires n'étaient plus issus d'un moule aux traditions structurantes. Par ailleurs, l'efficacité opérationnelle exige d'avoir des

¹ <http://www.philippejuvin.fr/index.php/2008/08/20/kaboul-aujourd'hui-avec-nos-morts-et-nos-blesses/>

Le soutien santé des troupes sur le théâtre afghan et son environnement multinational

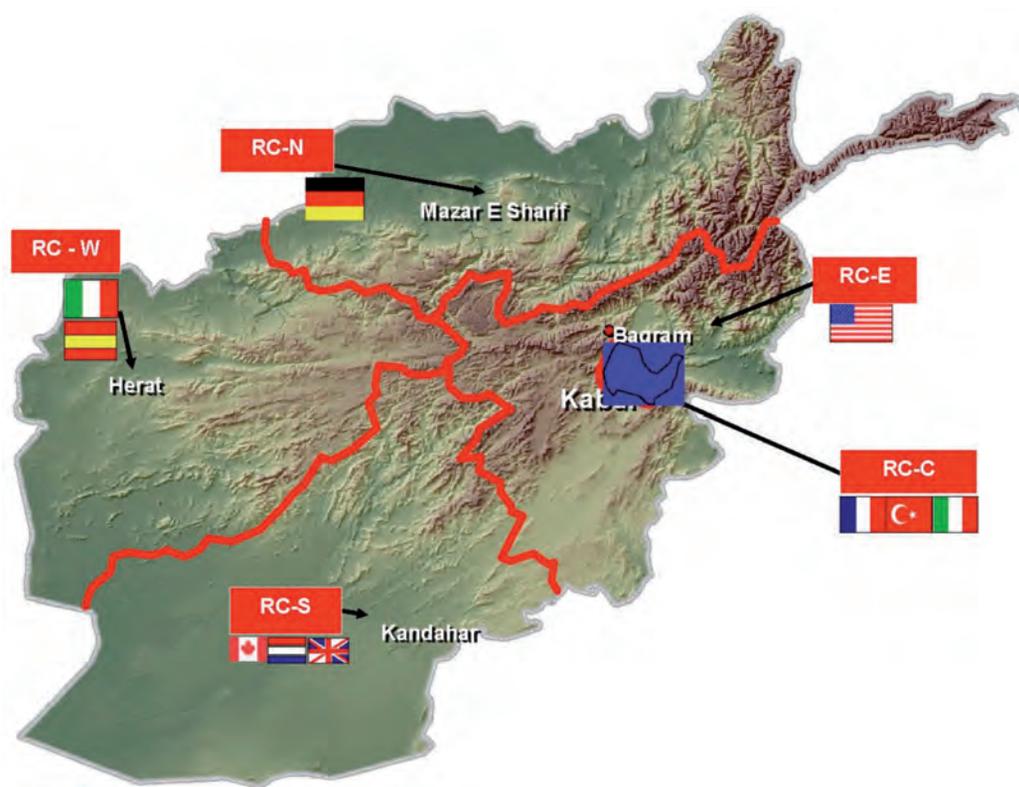
PAR LE MÉDECIN-CHEF LASSELIN, CONSEILLER SANTÉ D'OCTOBRE 2008 À FÉVRIER 2009 À KABOUL

Présentation du théâtre afghan

L'Afghanistan est divisé en 5 régions : Nord, Est, Sud, Ouest et Centre, à la tête desquelles on trouve une nation leader au sein de chaque *Regional Command (RC)* implanté le plus souvent dans la principale ville de la province (Mazar e Sharif en RC.N, Bagram en RC.E, Kandahar en RC.S, Hérat en RC.W et Kaboul en RC.C).

Toutes ces régions sont commandées par un échelon central situé à Kaboul : le HQ ISAF.

A chaque niveau, le service de santé de la nation leader est représenté par une direction sous les ordres d'un médecin «*Regional Command Medical Adviser*» supervisé à l'échelon central par le HQ ISAF Medical Director.



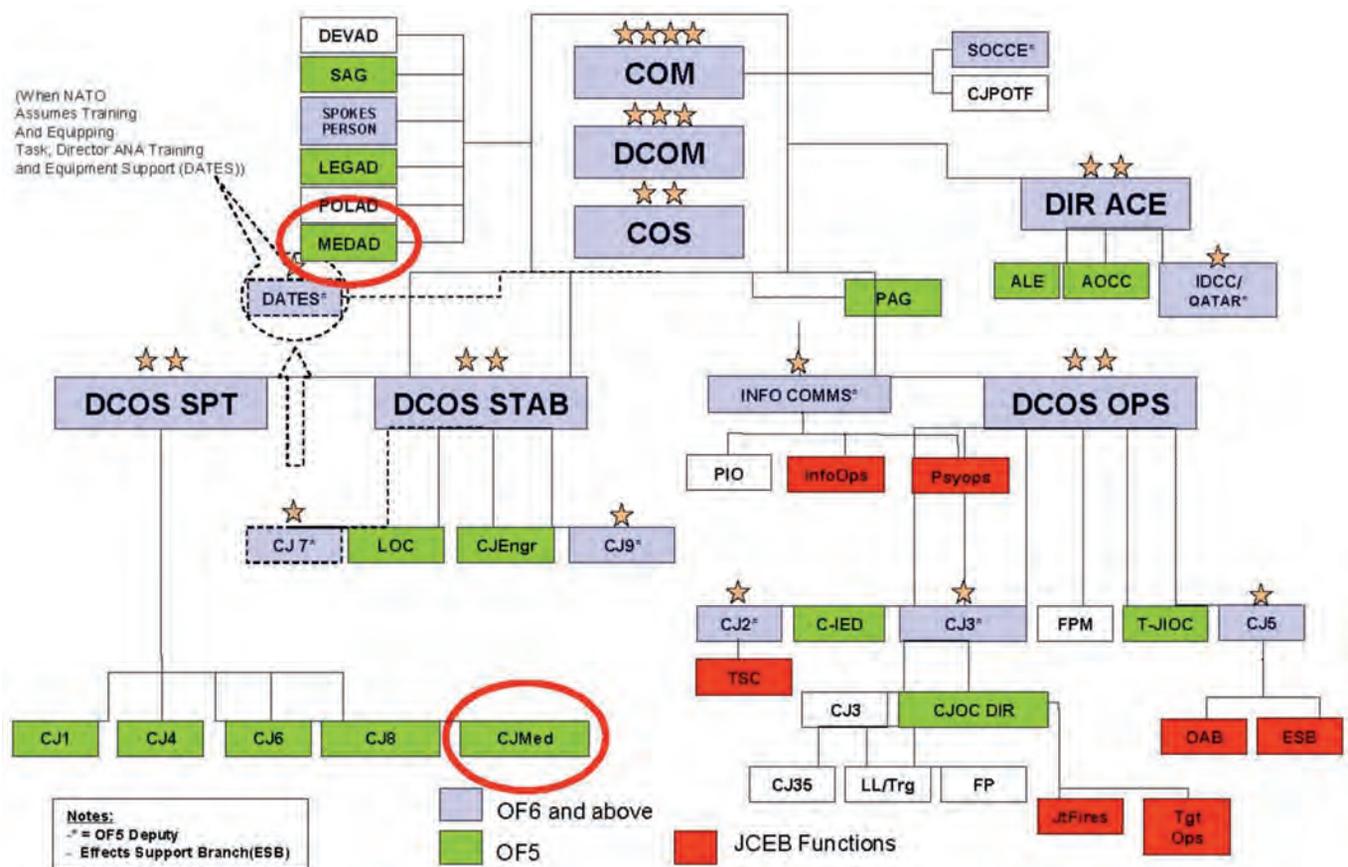
La doctrine santé OTAN en Afghanistan

Chaque nation doit posséder son propre rôle 1 (poste de secours) sauf entente particulière entre 2 pays. Les rôles 2, 2E (*enhanced*) et 3 sont, quant à eux, accessibles à tous, suivant la régionalisation des structures. Certains d'entre eux ne sont plus sous commandements nationaux mais sous contrôle opérationnel de l'*ISAF* (*OPCON ISAF*, c'est le cas du GMC rôle 2E français de Warehouse à Kaboul).

Aucun blessé ne doit être à plus d'une heure d'un rôle 1 et aucun rôle 1 ne doit être à plus d'une heure d'un rôle 2. Ces derniers ne doivent pas être à plus de 2 heures d'un rôle 3. Pour se faire, le théâtre dispose de moyens ambulanciers blindés ou non et aériens (hélicoptères et avions tactiques) qui permettent d'évacuer les blessés dans les meilleures conditions, en tenant compte du terrain, des risques militaires (mines, *IED*, embuscades) et de l'éloignement du service chirurgical compétent.

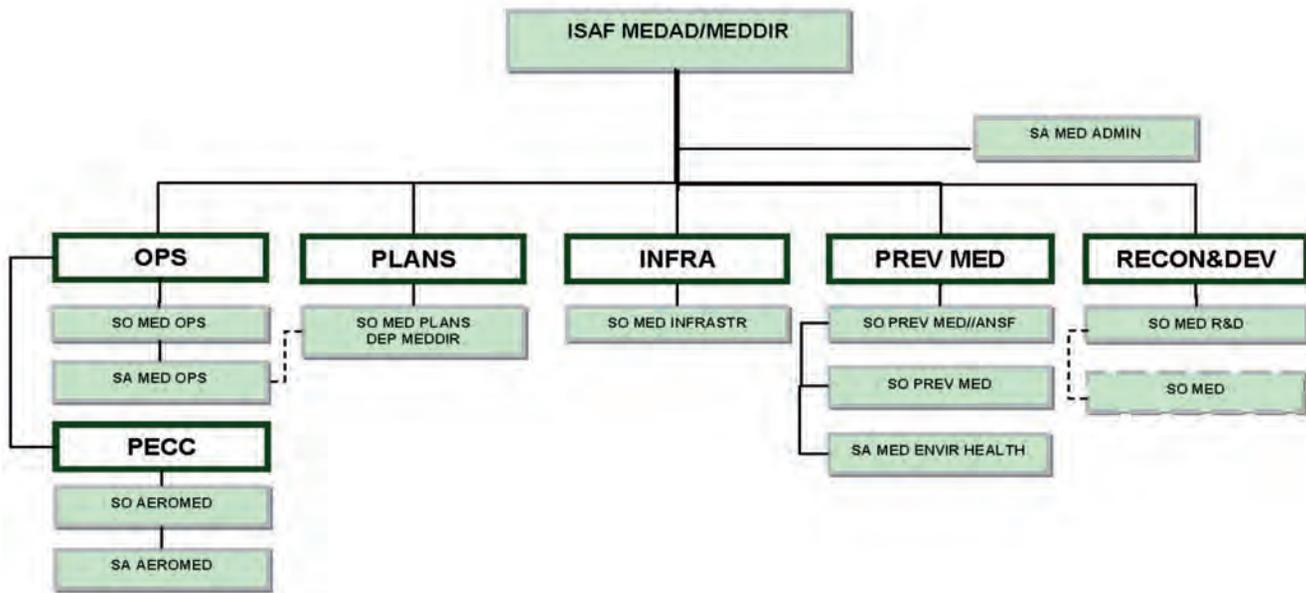
Le soutien santé international

La chaîne de commandement *ISAF*



Le *MEDAD* est le médecin conseiller de l'état major *ISAF*. Il a 5 bureaux pour l'aider dans son action : opérations, planification, infrastructure, médecine préventive et santé publique et aide à la population. Le *CJ MED* dépend du *Deputy Chief Of Staff Support (DCOS SPT)* en charge du soutien du théâtre Afghan.

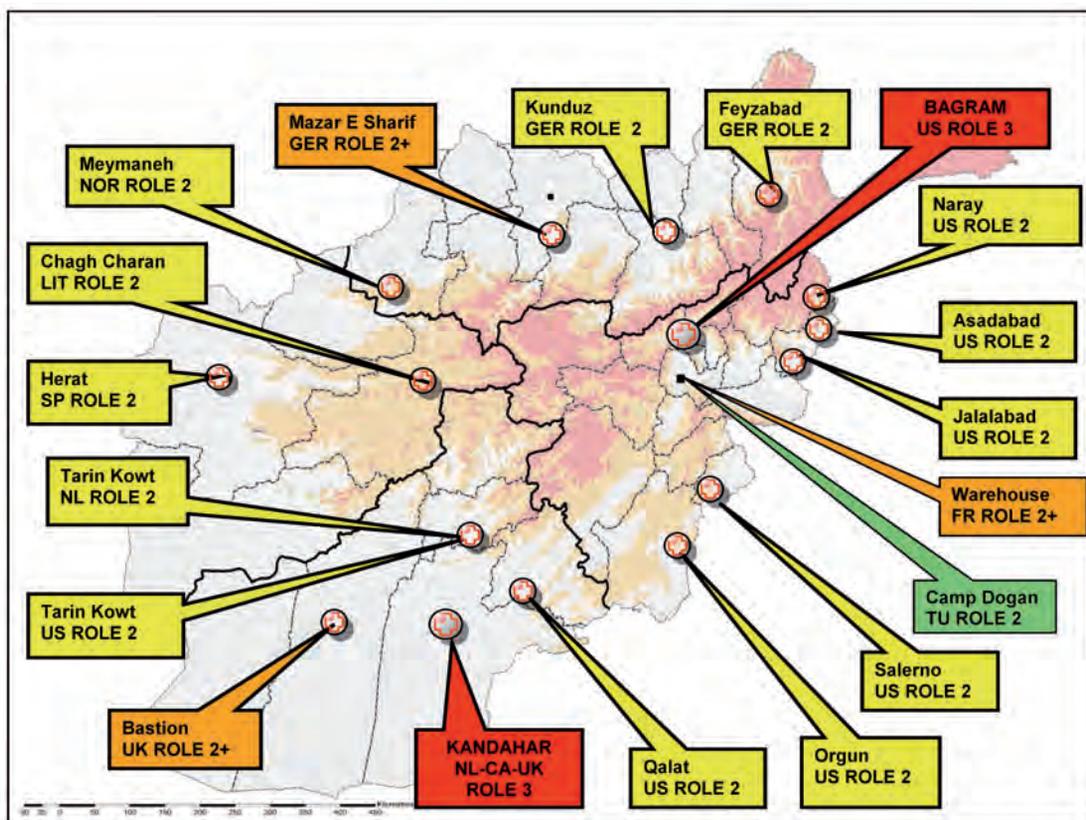
Eclairage & témoignages



Les moyens

Le *Medical Adviser HQ* ou *Medical Director* dirige le *CJ MED* qui est pour lui un véritable état major composé des 5 secteurs décrits ci-dessus et d'une régulation des EVASAN : le *PECC* (*Patient Evacuation Coordination Cell*). Le *MEDAD HQ* a sous ses ordres les *MEDAD RC* des 5 régions (1 par région, de nationalité française en *RCC* tant que le *COMRCC* est un général français) qui commandent les différents moyens médicaux inclus dans leurs zones, à savoir : tous les rôles 1, situés au plus près des troupes et qui gèrent la consultation et l'appui médical de leurs éléments nationaux sur le terrain et les «hôpitaux» (rôles 2 et 3) dont la répartition sur la totalité du territoire afghan se définit comme présenté sur la carte.

En *RCC*, le *MEDAD* français a donc autorité sur 2 rôles 1 français, 2 américains, 1 anglais, 1 allemand, 1 belge, 1 italien et 1 grec.



La doctrine santé française

Sur le théâtre afghan, le responsable des éléments médicaux français endosse 2 responsabilités : celle de **MEDAD RCC** déjà évoquée ci dessus et celle de **COMSANTE** en qualité de chef santé interarmées des forces françaises de l'opération PAMIR et de conseiller santé du REPFRANCE. Il est désigné par le Directeur central du service de santé des armées. Pour le secondar dans sa tâche de commandement, lui sont adjoints 3 personnels qui composent avec lui la chefferie santé :

- un vétérinaire responsable de l'hygiène alimentaire, de l'approvisionnement en eau potable, de la prévention des zoonoses des chiens militaires et de la veille sanitaire opérationnelle ;
- un officier du corps technique et administratif du service de santé des armées ;
- un sous-officier d'administration du service de santé.

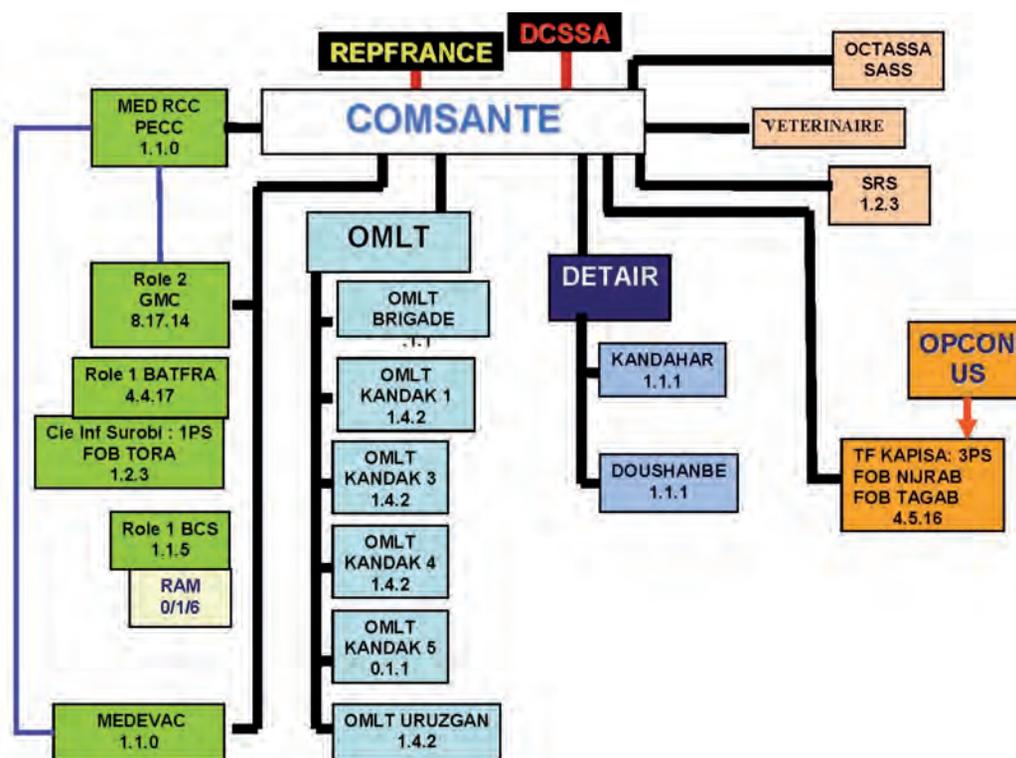
Il a sous ses ordres :

- un GMC du niveau rôle 2E et une Section de Ravitaillement Sanitaire (SRS) ;
- une équipe MEDEVAC pour les EVASAN intra théâtre, affectée au sein du DETAIR HELICO ;
- des rôles 1 composés de 1 ou plusieurs PS dotés chacun d'un VABSAN susceptible de projeter l'équipe médicale (1/1/2) au plus près des combats permettant ainsi une prise en charge précoce des blessés.

La mission de cette chaîne santé est de permettre une stabilisation du blessé le plus précocement possible, de l'évacuer vers une structure chirurgicale de théâtre où une équipe hospitalière pluridisciplinaire est chargée d'effectuer les actes de réanimation et de chirurgie nécessaires à assurer un transport sanitaire aérien rapide (RAPASAN, EVASAN) vers les hôpitaux métropolitains.

Le soutien santé français

La chaîne du commandement



Les moyens du GMC

- Le GMC

Implanté sur une surface d'environ 2 000 m², cette structure médicochirurgicale est située sur le camp de WAREHOUSE depuis 2006. Abrisée sous une composante métallo textile, elle se divise en plusieurs secteurs dédiés chacun à une action précise :

- administration et accueil des patients ;
- cabinet de consultation ;
- 3 lits d'urgence ;
- un laboratoire de biologie ;
- une unité d'imagerie (radiologie/échographie et scanner) ;
- une unité de réanimation avec 4 lits de soins intensifs
- 3 blocs chirurgicaux ;
- 20 lits d'hospitalisation ;
- 1 cabinet dentaire ;
- 1 bureau gestion ;

Le personnel qui compose cette unité provient des différents hôpitaux d'instruction des armées métropolitains ainsi que d'unités régimentaires. Il est renforcé par 2 équipes médicales étrangères, l'une allemande, l'autre bulgare.

Une composante de transport y est adjointe, elle comporte 4 VABSAN avec les conducteurs et les brancardiers qui lui sont associés.

- Les rôles 1

Ils sont formés d'un ou plusieurs postes de secours dont la dotation standardisée permet de soutenir une unité.

Au nombre de 8, ils sont répartis sur le territoire au contact des unités :

- à Kaboul, on en trouve 2 sur le camp de Warehouse :
 - 1 pour le BATFRA ;
 - 1 pour le BCS ;
- à Darulaman, 1 au niveau de la chefferie des OMLT ;
- sur la **FOB** TORA, 1 dépendant du BATFRA ;
- en Kapisa, 2 localisations :
 - 1 sur la **FOB** NIJRAB où se trouve la chefferie de la TF 700
 - 1 sur la **FOB** TAGAB rattaché hiérarchiquement à la précédente.
- à Kandahar, 1 sur la Base aérienne multinationale, au contact des escadrons.
- à Doushanbe, au Tadjikistan, 1 pour soutenir le détachement de l'armée de l'air.

En fonction de leur mission et des expositions aux risques, ces services sont dotés d'ambulances blindées (VABSAN pour l'armée de terre) ou non blindées (JUMPER pour l'armée de l'air).

Au total, 15 VABSAN et 2 JUMPER sont affectés dans ces rôles 1.

- La SRS

Cette section de ravitaillement sanitaire, située sur le camp de Warehouse à proximité du GMC, est commandée par un pharmacien. Elle est chargée de réceptionner les matériels et les médicaments et d'approvisionner toutes les structures sanitaires du théâtre. Le stock détenu par cette pharmacie de théâtre est dimensionné pour assurer 3 mois de fonctionnement sans apport extérieur.

- La section de ramassage du BCS

Elle est composée de 7 personnels (o/1/6) et de 3 VABSAN subordonnés au rôle 1 du BCS et chargée d'accompagner les convois routiers lors des livraisons de matériel sur les **FOB**.

- Les postes de secours des Kandak OMLT

Toutes ces équipes possèdent un effectif de 1/4/2 et sont dotées d'un VABSAN. Elles réalisent 2 missions majeures. En premier lieu, elles participent à la formation des unités afghanes auxquelles elles sont associées, mais aussi, assurent au plus près, le soutien des éléments français insérés dans l'armée locale, allant même avec ces unités sur le terrain au contact avec les insurgés.

Rapatriements et évacuations sanitaires vers la métropole

Rapatriements et évacuations sanitaires sont de la responsabilité de chaque nation. Les rapatriements (RAPASAN) sont gérés par le théâtre et s'appliquent aux militaires qui, victimes d'une blessure ou d'une maladie doivent rentrer en métropole pour bénéficier de moyens diagnostics ou de soins plus adaptés. Les réservations des places sur les vols militaires et parfois civils sont à la charge du COMSANTE. L'accueil en métropole est du ressort de la DRSSA de Saint Germain en Laye à laquelle est affecté pour emploi le peloton d'évacuation sanitaire de Vincennes (PES).

Les évacuations (EVASAN) sont initialisées sur le théâtre par le COMSANTE qui informe la DCSSA de la gravité des blessures. La demande du vecteur aérien, la désignation de l'équipe médicale à bord et les moyens d'accueil ambulanciers sont du ressort de la DCSSA. Ces EVASAN peuvent être individuelles avec des moyens aériens gérés par le CPCO MINDEF (2 FALCON 900 et 4 FALCON 50) ou collectives à partir de la flotte des C135 FR des FAS (plan MORPHEE). Les personnels médicaux et paramédicaux en astreinte opérationnelle sur les bases aériennes et dans les HIA pour les spécialistes de réanimation, neurochirurgie ou psychiatrie sont désignés pour rejoindre rapidement les plates formes de départ.

Conclusion

Tout est mis en œuvre tant sur le plan international que national pour qu'une prise en charge précoce des blessés soit réelle et adaptée à la gravité de la situation. Le Service de Santé des Armées a, le premier, perçu la nécessité de perfectionner ses éléments en leur proposant des stages médicaux (CITERA) ciblés sur les techniques modernes de prise en charge des blessés au combat, sans négliger l'indispensable formation militaire, gage de parfaite intégration des éléments santé dans les unités.

Afin de raccourcir les délais d'intervention, un effort sans précédent a été consenti par les armées pour former et équiper les combattants dans un seul et unique but : diminuer le nombre de décès au combat, principalement par cause hémorragique. Pour ce faire, l'équipement et les techniques même d'apprentissage des gestes de survie ont largement évolués ces dernières années et la nouvelle trousse médicale distribuée sur le théâtre depuis le 1^{er} janvier 2009 et portée par chaque militaire en Afghanistan (Trousse Individuelle du Combattant / TIC) permet désormais de calmer la douleur, de stopper une hémorragie et de combler le déficit sanguin par des poches de soluté.

EPIDOTE¹ :

Facette complémentaire ou pierre angulaire du dispositif français en Afghanistan ?

PAR LE COLONEL NICOLAS PIC, COMMANDANT LE DÉTACHEMENT EPIDOTE D'AOÛT À NOVEMBRE 2008

EPIDOTE est la mission française de formation des militaires afghans, active depuis 2002, l'instruction étant initialement directement dispensée dans les bataillons l'armée nationale afghane (ANA). La mission est aujourd'hui intégrée à une organisation multinationale, essentiellement constituée de la *Task Force* américaine PHOENIX basée à Kaboul et dont l'action porte plus généralement sur la reconstruction des forces de sécurité de l'Etat afghan.

La force est supervisée par un état-major de conception, le *Combined Security Transition Command-Afghanistan (CSTC-A)* dont les ordres sont exécutés, pour ce qui concerne la formation des militaires afghans, par le *Combined Training and Advisory Group (CTAG)*. Ces deux organismes conseillent les cadres de haut niveau du ministère de la défense/*ministry of defense (MoD)* et pour ce qui concerne la formation de l'*Afghan National Training Command (ANATC)*, le CoFAT afghan.

EPIDOTE, contribution française au *CTAG*, oriente depuis plusieurs années ses efforts vers la formation des officiers subalternes et supérieurs ; elle dispense également ponctuellement des cours au profit des officiers du renseignement militaire.

La formation des officiers subalternes est réalisée au *Kaboul Military Training Center*, grand camp militaire situé à la sortie Est de Kaboul. Sur ce site se côtoient les militaires du rang fraîchement recrutés, les sous-officiers et les officiers en phase de formation initiale. Ainsi, pas moins de 7 000 hommes sont en permanence en stage, encadrés par des officiers et sous-officiers afghans en nombre notoirement insuffisant, eux-mêmes conseillés par des membres de la coalition. Ces derniers, faute de formateurs afghans, se trouvent parfois eux-mêmes en situation de face à face pédagogique. Une quinzaine d'instructeurs français sont ainsi insérés à l'*Officers Training Brigade (OTB)*, petit organisme qui regroupe le cours des capitaines (*Captains Commanders Course - CCC*), le cours d'intégration des anciens résistants ou anciens militaires démobilisés après la guerre ayant entraîné la chute du régime des taliban (*Moudjahidins Integration Course - MIC*) et la formation initiale des officiers (*Officers Candidate School - OCS*), cours encadré en partenariat avec une équipe de formateurs britanniques.



La formation des cadets ou des capitaines est très similaire à celle d'un jeune officier ou d'un capitaine d'infanterie occidentale. La formation initiale dure six mois au cours desquels la jeune recrue assimile les fondamentaux du soldat avant de progresser jusqu'au niveau du chef de section. Les instructeurs français travaillent en étroite collaboration avec les cadres afghans auxquels ils prodiguent des conseils pour organiser les séances d'instruction dont ils contrôlent la qualité. La formation des capitaines qui dure deux mois est essentiellement orientée vers la maîtrise des savoir-faire tactiques d'infanterie appliqués à la réalité des combats en Afghanistan (réaction à une embuscade, établissement d'un *Check Point*, reconnaissance d'un point particulier...). Pour ce dernier cours, l'effort d'instruction porte sur la capacité à préparer une action et à donner des ordres clairs dans un environnement tactique simple.

La France a par ailleurs investi depuis 2004 dans la formation des officiers supérieurs et reconstruit au cours de ces dernières années l'école d'état-major de Kaboul, exemple de la réussite de la coopération franco-afghane.

Le protocole d'accord établi à l'origine entre les deux Etats s'insère progressivement et avec profit dans le dessein plus large de la reconstruction des forces de sécurité, conçu par le *CSTC-A* et piloté par *US CENTCOM*. Pas moins de 1 000 officiers supérieurs ont été formés dans cette école qui va poursuivre son développement en 2009 : le *MoD* mettra alors en application le *Professional Military Education (PME)* des officiers afghans, cursus de carrière qui a, sans surprise, une forte consonance anglo-saxonne. Il décline quatre actions de formation supérieures pour les officiers, le *Junior Command and Staff Course (JSOC)* qui n'a pas d'équivalent en France et s'adresse aux jeunes capitaines après TC, le *Command and General Staff Course (CGSC)* équivalent du DEM, le *Higher Command and Staff Course (HCSC)* équivalent du CID et le *Strategic Command and Staff Course (SCSC)* équivalent du CHEM. Chacun de ces quatre cours est « sponsorisé » par une nation qui s'engage à le développer pendant cinq années en formant ses professeurs et en assurant tout ou partie de son financement. La France développe le *CGSC* depuis quatre ans et a pris cette année la responsabilité du *HCSC*. Elle garde ainsi une place importante dans ce collège de défense. Elle mène ses travaux en étroite collaboration avec les autres nations partenaires de l'enseignement supérieur des officiers, les USA (*sponsor* du *SCSC*) et le Canada (*sponsor* du *JSOC*).

Les résultats de l'opération EPIDOTE et plus généralement de l'engagement de la coalition dans la reconstruction de l'ANA se mesurent sur le très long terme et il est difficile de juger des progrès des cadres ou de mesurer l'état d'avancement d'une école vers l'autonomie sur une courte période.

Le *CSTC-A* constate avec un optimisme mesuré que l'ANA n'est pas en retard sur le calendrier théorique de son développement. Cependant, sur le terrain, les résultats sont très contrastés et le degré d'autonomie d'une école dépend souvent étroitement de la qualité des officiers afghans affectés

à l'instruction ou au soutien à la formation. Si certains cadres ont été parfaitement sélectionnés et se montrent rapidement aptes à conduire l'instruction ou occuper des postes à responsabilité (directeur de la formation, chef de cours...), d'autres ne pourront jamais progresser et il faudra sans doute attendre leur départ avant de seulement envisager de trouver un remplaçant apte, compétent et éduqué. Ce constat peu encourageant concerne essentiellement les officiers les plus anciens qui ont été formés par les Russes, ont survécu à de nombreux régimes et trouvent dans une fonction éloignée des zones de combat une situation qui leur permet de concilier un poste relativement rémunérateur et des conditions de vie très dures, même à Kaboul.

D'une manière générale, le niveau d'éducation des officiers est faible, parfois très faible à l'exception notable des jeunes générations. Cet état de fait est sans aucun doute le résultat de plusieurs années de guerre civile, suivies de la période d'obscurantisme imposée par les taliban : elles ont généré l'émigration massive des élites et remis au rang d'accessoire le goût des études, des préoccupations plus urgentes et vitales ayant consommé l'énergie du peuple pendant plusieurs années. Ainsi n'est-il pas facile d'enseigner à Kaboul des notions qui peuvent paraître élémentaires à un occidental mais qui ne représentent rien pour un Afghan parce que ces notions, certes basiques n'ont jamais été acquises ou qu'elles sont totalement étrangères à leur culture locale. Ce constat impose aux conseillers d'aborder leur mission avec modestie, de déployer une grande énergie pour capter l'attention de l'élève et de limiter l'enseignement à des raisonnements simples dans certains domaines comme la logistique ou les appuis.

Alors en finale, la mission EPIDOTE est-elle une simple facette, complémentaire, du dispositif français ou bien une des pierres angulaires de notre action en Afghanistan ? Sans doute les deux à la fois, mais on peut être persuadé que les conseillers français sont encore là pour longtemps : la mission EPIDOTE n'a pas encore porté tous ses fruits. Son action originale menée dans le cadre d'une coalition porte en priorité sur la formation des formateurs. Elle est complétée par celle des *OMLT*² ou des *ETT*³ qui poursuivent l'instruction individuelle et collective des combattants ou des officiers d'état-major dans les unités. Elle contribue à affirmer la place de la France en Afghanistan auprès de ses alliés et perpétue le lien traditionnel unissant l'Afghanistan et la France depuis un siècle.

1 L'épidote est un *sorosilicate*, utilisé comme pierres fines ou comme minéral de collection à l'état brut ; il tire son nom du grec *epidosis* qui signifie « complément ».

2 *Operating Mentoring Liaison Teams*

3 *Embedded Training Teams*

Les OMLT¹ un concept pertinent

PAR LE COLONEL GIRAUD, COMMANDANT LES OMLT DE FÉVRIER À JUILLET 2008

Motivation puissante, concept exigeant en termes de métier et de professionnalisme, l'application du concept OMLT en Afghanistan permettra non seulement d'atteindre les «buts de guerre» mais devrait également s'avérer un excellent moyen de rehausser le niveau des unités et du personnel de l'armée de terre.

La mission des OMLT est claire : « Afin de contribuer à l'édification d'une armée afghane autonome, compétente et efficace, les OMLT françaises (...), sont déployées au sein du 201^e corps de l'ANA² pour :

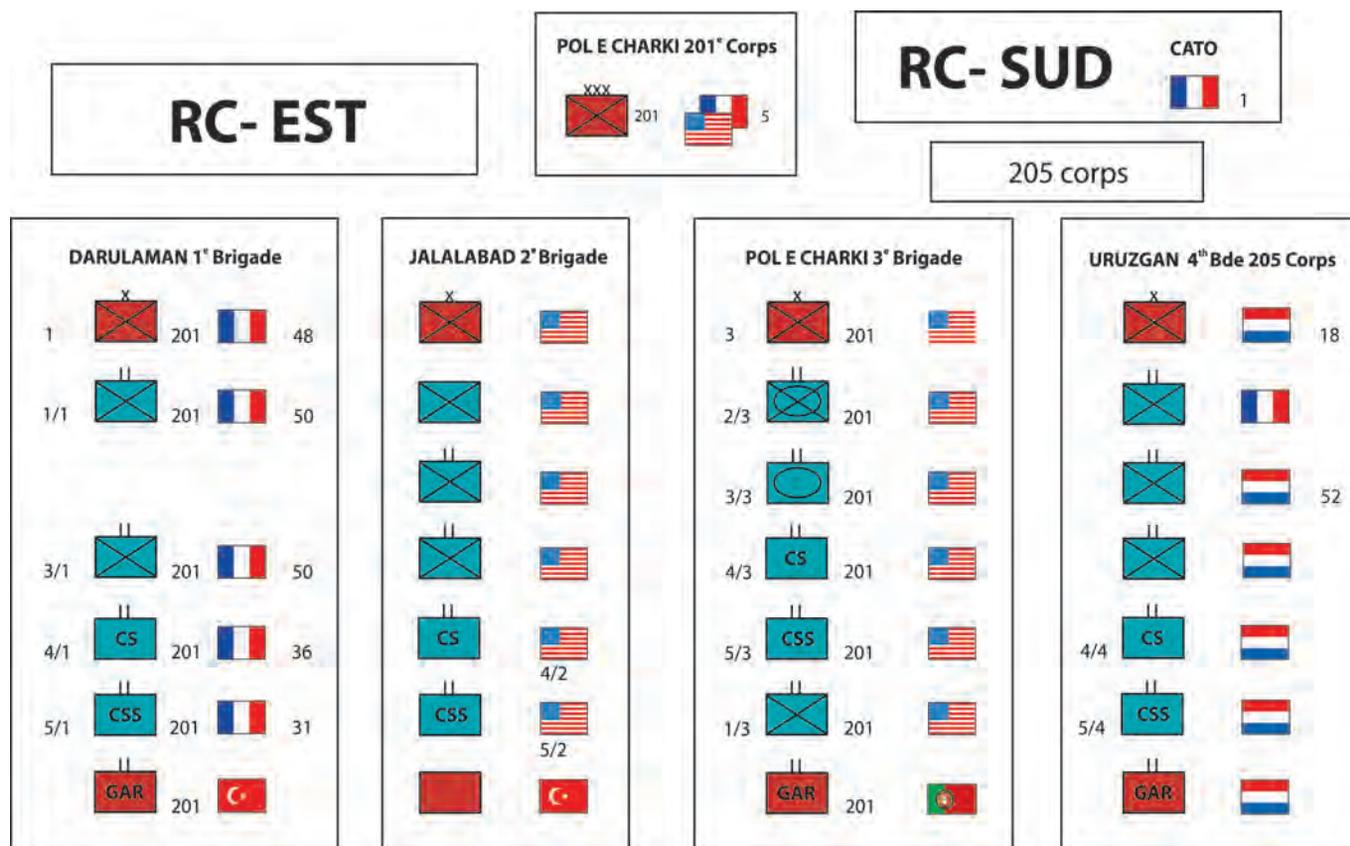
- conseiller dans la vie courante, à l'instruction et à l'entraînement les unités de l'armée nationale afghane ;
- conseiller les chefs en matière de planification opérationnelle, les accompagner au combat et mettre en œuvre à leur profit les appuis aériens et terrestres de la coalition ;
- apporter les moyens et les savoir-faire nécessaires pour favoriser les liaisons et permettre l'exercice du commandement et la conduite des opérations.»

Synthétisé par le terme de «*mentoring*», cette mission se traduit concrètement par une **présence permanente** des OMLT françaises³ aux côtés de l'armée nationale afghane, à l'entraînement et en opérations sur l'ensemble du territoire afghan⁴. L'objectif est de permettre aux unités de l'ANA d'atteindre rapidement un niveau de pleine capacité opérationnelle.

Celle-ci, mesurée tous les mois, fait l'objet d'un rapport qui précise l'atteinte des objectifs et exprime l'échéance à laquelle l'unité considérée pourra être déclarée «autonome» par les Américains.

Les OMLT, suggérant sans imposer, œuvrent sur quatre niveaux. La structure et l'organisation du détachement sont citées dans le schéma joint page 85.

Eclairage & témoignages



- Le premier niveau est celui du 201^{ème} corps afghan, à la fois commandement organique et opérationnel. Le chef de détachement conseille son chef d'état-major, en étroite coordination avec des Américains du *RCACs*.

- En ordre décroissant, on trouve ensuite les mentors de la 1^{ère} brigade, conseillant le commandant de la brigade et son état major, puis ceux des bataillons (kandaks) 1, 2, 4 et 5 ; les deux premiers, unités d'infanterie, les deux suivants respectivement appui puis soutien.

- Enfin, des équipes de mentors du niveau compagnie (*COY*) sont détachées au sein des différentes compagnies de combat.

Les «mentors» de tout niveau doivent remplir leur mission en toute autonomie, assurant leur propre protection et leur propre soutien santé et logistique. Ce concept diffère totalement de celui de nos camarades et alliés américains avec leurs *ETT⁶*. Ceux-ci n'opèrent en effet que sous la couverture, l'appui et le soutien de *Tasks Forces*, unités interarmes réparties sur le territoire.

Les *OMLT* doivent enfin maîtriser le combat interarmes et interarmées en utilisant les procédures OTAN.

Pour la France, en regard de ses capacités et de ses ressources, le concept des *OMLT* doit être maintenu et leur nombre accru. Ce dispositif paraît, en effet, le plus approprié pour atteindre l'objectif de l'*ISAF* en matière de sécurité.

Le «faible» investissement en matière de personnel au contact (220 personnes pour l'encadrement d'une brigade *ANA*), peut en effet être considéré comme extrêmement rentable car il permet à la fois à cette brigade de remplir efficacement des missions opérationnelles incontournables et de progresser pédagogiquement vers l'autonomie.

Le concept *OMLT*, pour un faible coût, montre en outre à nos alliés de l'OTAN et aux Afghans, la réalité de l'engagement français sur ce théâtre, exposant au plus juste la vie de nos hommes et contribuant de manière visible à l'effort international. Par l'intégration de ses soldats au sein de l'armée afghane, il évite à nos forces d'apparaître aux yeux de la population locale comme des troupes d'occupation. Ce concept, enfin, par l'exigence de formation, de rigueur et de niveau de compétence, par la confrontation des hommes aux réalités du combat, est sans nul doute un excellent révélateur, non seulement, du niveau de nos unités de toutes les armes mais aussi de celui des officiers d'état-major.

En guise de conclusion, on peut affirmer que dans la mission d'apprentissage à l'autonomie des forces de sécurité afghanes, cette approche s'avère, en vue de rétablir à terme la paix dans ce pays, particulièrement pertinente.

Caractérisées par leur souplesse d'emploi, l'engagement sur l'ensemble du territoire et l'intégration au sein même des unités afghanes, les *OMLT* semblent plus efficaces que le déploiement massif d'unités constituées étrangères. Celles-ci, liées à leur *AOR*⁸, tenues d'obtenir des résultats terrain, agissant seules et uniques responsables des éventuels dommages collatéraux potentiels, risquent à brève échéance de se transformer en intrus indésirables aux yeux de la population, cristallisant alors tous les ressentiments et toutes les haines.

Le concept *OMLT* permet enfin, et ce n'est pas négligeable, d'offrir une porte de sortie honorable pour les nations désireuses de ne pas s'enliser. Elles pourront en effet se retirer du théâtre une fois que les unités qu'elles conseillent seront qualifiées *CM1*⁹.

La solution au problème afghan est nécessairement entre les mains des Afghans. Elle ne saurait être trouvée sans eux.

1 *OMLT (Operational Mentoring Liaison Team)*;

2 *ANA: Afghan National Army*

3 Certaines nations ont une vision plus restrictive de la mission, se contentant de dispenser des cours théoriques en garnison.

4 En juin 2008, la 1^{ère} brigade du 201 Corps a été projetée sur Kandahar, effectuant un raid de 500 kilomètres.

5 *RCAC (Regional Corps Advisory Command)*: structure de commandement américaine se situant au niveau de chaque Corps afghan et en charge de la coordination des *ETT/OMLT*, sur le plan pédagogique (doctrine à enseigner, contrôle/coordination pédagogique) mais aussi de l'achat des matériels de bureau et des fournitures, de l'équipement et du paiement de la solde des forces afghanes.

6 *ETT (Embedded Training Team)*: concept américain des *OMLT* à base d'équipes d'instruction/entraînement, intégrées, plus légères, qui ont la même mission que les *OMLT* et remplissent toutes les missions de combat. Elles détiennent en outre les finances et assure en outre le suivi des effectifs de l'ANA.

7 *ISAF (International Security Assistance Force)*: Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS)

8 *AOR (Area Of Responsibility)*

9 *CM1 (Capability Milestone 1)*: niveau opérationnel 1. Le niveau 4 est la réalisation des effectifs et l'engagement au niveau section ; le niveau 1 est l'aptitude à remplir 5 missions élémentaires de combat au niveau bataillon.



Photo fournie par l'auteur

La coopération civilo-militaire en Afghanistan

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL PELLETIER DU GIACM

En Afghanistan, le *CIMIC*¹ est contraint d'agir dans un environnement non sécurisé et ravagé par trente ans de guerre. Ces caractéristiques l'ont obligé, non seulement à adapter ses procédures de travail, mais également à développer son champ d'action pour satisfaire aux directives données par l'OTAN et aux missions qui en découlent.



Photo fournie par l'auteur

L'ancien palais du roi à KABOUL

Un environnement non sécurisé

Il s'agit de réaliser des actions *CIMIC* en prenant en compte les menaces existantes. Contrairement à d'autres théâtres, le contact avec la population est devenu difficile. Les attaques répétées contre la Force et la capacité de l'adversaire à utiliser la moindre faiblesse obligent les équipes *CIMIC* à

considérer chaque situation comme potentiellement dangereuse. Aussi, ne se déplacent-elles qu'en véhicule blindé, escortées par un peloton ou une section, voire au sein d'une compagnie, ce qui non seulement diminue considérablement leurs sorties, mais ne facilite pas le contact avec la population. Il est donc plus difficile de suivre la réalisation de projets.

Pour pallier au mieux ces contraintes, une attention particulière est portée aux contacts avec les organisations civiles, qu'elles soient locales ou étrangères. La plupart sont implantées en Afghanistan depuis de nombreuses années et permettent d'obtenir des informations essentielles à la bonne compréhension de ce pays. Il est ainsi possible d'effectuer une évaluation détaillée de la zone d'action française, afin non seulement de réaliser des projets adaptés aux besoins de la population, donc plus efficaces en terme d'impact, mais également de comprendre l'environnement dans lequel évolue la Force et conseiller le commandant de la zone.



Photo fournie par l'auteur

Implantation des postes de police avec le sous-gouverneur du district et le chef de la police

Un pays ravagé par la guerre

L'Afghanistan a connu trente ans de conflit, d'abord contre une force étrangère, puis interne. Les conséquences négatives sont hélas nombreuses.

La société a été déstabilisée d'autant plus facilement qu'elle se compose d'une multitude d'entités se différenciant géographiquement, religieusement et ethniquement. Un équilibre fragile s'était créé dans les années soixante dix, mais les guerres, et les déplacements de populations qu'elles ont engendrés, ont déstructuré cette société qui a du mal à retrouver une organisation hiérarchique acceptée par tous.

Le système économique, reposant à 95% sur l'agriculture a également souffert pendant cette période. En plus des effets directs des différentes guerres, la détérioration des voies de communication, le manque d'entretien des systèmes

d'irrigation, la déforestation (due principalement au besoin en bois de chauffage), la diminution des centres de stockage ou de transformation des produits agricoles ont amené l'Afghanistan à être dépendant de l'aide extérieure et de devoir importer des denrées qu'il produisait encore il y a quelques décennies. De même, l'artisanat a presque disparu du pays, de nombreux artisans s'étant retirés au Pakistan ou en Iran. Un grand nombre de savoir-faire a été oublié, voire perdu. La communauté internationale se voit donc dans l'obligation de reconstruire non seulement l'économie, mais presque tous les pans de la société afghane. Elle a donc défini des objectifs répondant à ces besoins et cherche à les satisfaire en s'appuyant sur différents acteurs dont la FIAS (Force Internationale d'assistance à la sécurité) est un des plus importants.

Les directives de l'OTAN

Mise sur pied en 2002 par les pays de l'OTAN, la FIAS a défini plusieurs lignes d'opérations (Sécurité, Gouvernance et Développement) qui devraient lui permettre d'atteindre son objectif final qui est d'instaurer la sécurité et la stabilité, et d'encourager le développement en Afghanistan.

Actuellement, la ligne dans laquelle la Force française est principalement impliquée est la première (Sécurité). Il est obligatoire de la satisfaire car les deux autres lignes en dépendent directement. Aucun progrès dans les domaines de la gouvernance ou de la reconstruction ne sera possible dans une zone dangereuse. A contrario, la situation actuelle en Afghanistan montre que toute amélioration au niveau de la sécurité doit, pour être durable, s'accompagner de progrès dans les deux autres lignes d'opération pour être durable. Par conséquent, malgré les difficultés que cette situation entraîne, ces trois domaines doivent être pris en compte simultanément et non successivement.

Les missions du CIMIC français en AFGHANISTAN

Compte tenu de toutes ces données, les missions suivantes ont été fixées au CIMIC français en Afghanistan :

- *contribuer à la sécurisation du pays*, notamment en facilitant l'acceptation de la Force par la population. Cette mission générique, quelque soit le théâtre, doit permettre à la Force d'être acceptée, voire même de bénéficier du soutien de la population locale. Elle est indispensable, surtout dans un pays aussi différent de par sa culture et

son histoire. Elle se concrétise par des microprojets ou des distributions de produits de première nécessité au profit de la population.

Mais le *CIMIC* peut également renforcer la sécurité par des actions au profit des forces locales. Ainsi, il fait construire des postes de sécurité à des endroits névralgiques, permettant à la police afghane d'assurer convenablement ses missions (actuellement, certains postes se trouvent sous tente, ce qui ne protègent les policiers ni des intempéries, ni des tirs des insurgés).

De même, la construction ou la réhabilitation de voies de communication profite non seulement à la population, mais permet aussi aux forces de sécurité d'accéder dans des zones jusque là impraticables aux véhicules.

- *renforcer l'assise des autorités locales*, en les impliquant dans la planification, la réalisation et le suivi de projets. Ainsi, elles sont perçues par la population comme prenant en compte leurs besoins et parfaitement sont intégrées dans un processus de reconstruction soutenu par la communauté internationale. Cette participation permet non seulement de mieux appréhender les problèmes réels de la population afghane car l'autorité locale connaît mieux le pays que les représentants d'une Force étrangère, mais aussi de préparer le moment où la Force se retirera, laissant la gestion de ces problèmes à l'administration du pays.

- *participer à l'amélioration des conditions de vie des afghans*, ce qui contribue à relancer ponctuellement l'économie. Certes, le *CIMIC* n'a pas les moyens de reconstruire une région et ce n'est d'ailleurs pas sa mission mais il peut participer à son développement en réalisant des projets conformes au PDP (plan de développement provincial) dans des zones qui ne sont pas encore assez sécurisées pour permettre l'action d'organisations civiles.

Il contribue également à la relance de l'économie locale par la mise en œuvre des microprojets qui permettent non seulement d'augmenter le revenu de leurs bénéficiaires, mais aussi de les faire participer activement à l'amélioration de leurs conditions de vie. Ainsi, de nombreuses familles afghanes ont participé à la réalisation de projets agricoles lancés par le *CIMIC* français. Ils leur ont permis de ne plus être tributaires de l'aide humanitaire et de pourvoir eux-mêmes à leurs besoins.

- *Etablir la liaison entre la Force et l'environnement civil*, afin que les actions de la Force soient connues et comprises par les différents acteurs civils et vice versa. En outre, loin d'agir en autonome, la Force participe et complète un plan d'actions, défini par la communauté internationale en liaison, avec les autorités locales. Il est donc essentiel que des liens entre tous les acteurs majeurs soient établis.



Photo fournie par l'auteur

Forage d'un puits au profit de nomades



Photo fournie par l'auteur

Aménagement de cultures en terrasses

Organisation du *CIMIC*

L'action du *CIMIC* n'est performante que si elle est en mesure d'appuyer efficacement la Force. Pour cela, la cellule *CIMIC* doit participer à la planification et la conduite des opérations et être, en conséquence, insérée dans le CO de la Force qu'elle appuie.

Dans le cadre de la réorganisation de la Force en Afghanistan, il serait souhaitable de pouvoir disposer des structures suivantes :

- Une cellule G9 intégrée au sein du PCIAT lors de la création de la future brigade, afin de pouvoir assurer les missions détaillées au paragraphe précédent.
- Un officier S9 mis en place au niveau de chaque GTIA. Sa mission est de diriger ses deux équipes *CIMIC* et de conseiller le chef des Opérations sur l'emploi du *CIMIC*.
- Une *PRT (Provincial Reconstruction Team)* française ou étrangère, mise en place afin de pouvoir notamment réaliser les objectifs fixés en matière de «Gouvernance» et de «Reconstruction».

Conclusion

En sept ans de présence en Afghanistan, le *CIMIC* a assuré un appui facilitant l'acceptation de la Force dans son environnement et apportant à la population une aide indispensable après trente ans de conflit. Sa mission est maintenant de permettre le transfert d'une partie des responsabilités qu'elle assume aux responsables locaux, tout en facilitant le retour des ONG² et donc par là la reconstruction.

¹ *CIMIC (Civil-military cooperation)*: coopération civilo-militaire.
² ONG : organisations non gouvernementales.

Fondements et leçons des actions agricoles conduites par AFRANE en Afghanistan

PAR MONSIEUR YVES FAIVRE REPRÉSENTANT L'ONG «AFRANE DEVELOPPEMENT»

AFRANE est une association humanitaire (loi 1901) créée en 1980, fondée sur des liens d'amitié franco-afghans et indépendante de tout courant politique et confessionnel.

L'Afghanistan est son seul terrain d'intervention. Elle est forte d'un réseau de 700 sympathisants. Elle est parmi les premières à avoir lancé un mouvement de solidarité pour l'Afghanistan, d'abord par le biais d'opérations d'urgence, ensuite par des actions de développement et d'éducation. Elle a toujours été présente pendant les heures sombres et a soutenu des écoles clandestines de filles.

AFRANE considère que l'éducation constitue une des clefs essentielles pour une reconstruction durable du pays et le dépassement de ses blessures et divisions internes. Elle agit dans le cadre de protocoles signés avec le gouvernement afghan.

D'après AFRANE, site Internet¹

Avec des précipitations de l'ordre de 300 mm et une altitude de 1 800 m dans la région de Kaboul, l'Afghanistan se classe dans la catégorie des climats semi-arides de montagne. La topographie du pays, marquée par un relief accusé et une multitude de vallées, en fait un pays enclavé où chaque mantaqa² se trouve plus ou moins isolée de sa voisine et il en est de même pour ses habitants. Nous y trouvons une agriculture d'oasis, des zones verdoyantes là où il y a de l'eau et des déserts de terre, et non de sable, là où il n'y en a pas. De grandes plaines d'altitude, comme les plaines de Ghazni ou du Logar, viennent compléter ce tableau. La population se concentre dans les oasis avec une densité toujours impressionnante.

Les structures foncières et leurs conséquences

Ces structures sont complexes et comprennent des propriétaires, petits et grands, qui mettent, pour ces derniers, leurs terres en valeur par l'intermédiaire de fermiers, de métayers et de travailleurs journaliers. Nous avons l'habitude de considérer que si les propriétaires peuvent arriver en général à l'auto-suffisance et même à une certaine richesse pour les plus grands³, il n'en va pas de même pour les autres catégories qui, au fil des années s'appauvrissent et s'endettent. Or, cette population paupérisée représente bien évidemment la majorité. L'équilibre est donc fragile et se maintient grâce au paternalisme

des Khan, dont la pièce des invités, aux dimensions impressionnantes, reçoit toujours de nombreux hôtes.

Mais ce système traditionnel, bouleversé par la guerre, a vu émerger une nouvelle catégorie de propriétaires, les commandants de la Jihad⁴, qui pour beaucoup ne sont pas issus de la catégorie des Khan, et se sont imposés par la force des armes. Loin de faire preuve du même charisme que les Khan, ils poursuivent un seul but, celui de s'enrichir à tout prix. Il y a donc aujourd'hui en Afghanistan une importante part de la population rurale qui se trouve paupérisée et mécontente, phénomène d'ailleurs renforcé par une sécheresse chronique observée depuis bientôt une décennie.

Éléments de compréhension des systèmes de production

Les terres agricoles se sont constituées au fil des temps par l'accumulation de la poussière résultant de l'érosion éolienne. Ce sont des sols profonds et limoneux, pauvres en matière organique, ce qui les rend particulièrement sensibles à l'érosion et aux phénomènes d'oued. Leur mise en culture nécessite d'importants travaux anti-érosifs (terrasses en courbes de niveaux), mais aussi, en système intensif⁵, beaucoup d'eau car, en été, l'évaporation est très élevée⁶.

Les systèmes agricoles Afghans sont, comme ils l'ont démontré au cours de ces 30 années passées de conflits, particulièrement robustes. Ils sont basés sur la culture du blé d'hiver irrigué et visent en priorité à satisfaire les besoins de la famille en pain. Derrière le blé, sera généralement semé du trèfle ou de la luzerne permettant de nourrir un faible cheptel. Le trèfle ou la luzerne enrichissent en outre le sol en azote.

L'action d'AFRANE

Durant la guerre, l'effort de notre organisation a essentiellement porté sur l'agriculture. La priorité, au départ des troupes soviétiques, a consisté à réhabiliter les systèmes d'irrigation⁷, puis à apporter des semences et des engrais, des produits phytosanitaires et à établir des pépinières d'arbres fruitiers.

La destruction de la force de traction par les soviétiques qui, voulant affaiblir la résistance, bombardaient karez, canaux et boeufs, nous a amenés à importer, en Afghanistan, de petits tracteurs depuis le Pakistan voisin. Ces tracteurs ont connu un succès immédiat ce qui fait que, paradoxalement, une certaine mécanisation de l'agriculture Afghane s'est produite pendant la guerre et poursuivie par la suite.

Plus récemment, depuis 2002, grâce à une excellente coopération avec le CIMIC⁸ français, nous avons, entre autres, développé des projets de nouvelle génération visant à démontrer l'efficacité des méthodes de maîtrise de l'eau jusque là inconnues en Afghanistan. Ces projets reposent sur l'aménagement de bassins versants, seule méthode qui permettra à long terme à ce pays de faire face à une sécheresse grandissante, tout en réglant à court terme les problèmes d'érosion et de mise en valeur de terres jusque là inexploitées.

Conclusion

La nature même du territoire afghan, sa topographie mouvementée, nous obligent à effectuer un travail de fourmi en allant dans chaque village pour rencontrer les gens et leur apporter de petits projets adaptés à leurs besoins.

Malgré une grande diversité de paysages et de populations, les systèmes agricoles afghans présentent une certaine homogénéité (sans nier bien sûr qu'il existe des spécificités), étonnante dans ce contexte. De ce fait, les besoins exprimés sont souvent les mêmes, quelques soient les régions : besoins en maîtrise de l'eau (protection contre l'érosion, réhabilitation de karez et de canaux, création de petits réservoirs), besoins en semences performantes (blé, luzerne, trèfle), besoins en engrais minéraux (en relation avec la pauvreté des sols en azote et en phosphore), en engrais organiques (compost), besoins en arbres fruitiers greffés.

L'intensification de l'agriculture afghane passe par l'intensification des cultures en blé irrigué. En effet, seules des variétés adaptées et certifiées permettent l'augmentation des rendements, augmentation qui, à son tour, permet de libérer des terres pour faire des cultures à haute valeur ajoutée : légumes ou arbres fruitiers.

Notre organisation a travaillé longtemps dans les Provinces du Logar et de Ghazni et nous n'avons que partiellement gagné le challenge. Dans le Logar, l'intensification s'est traduite par l'émergence d'une catégorie d'agriculteurs spécialisés dans la production de plants de légumes. A Ghazni, dans les districts d'Andar et de Ghiru, l'instabilité de la situation et la sécheresse n'ont pas permis à nos efforts d'aboutir.

Nous sommes en train, avec le CIMIC français, de lancer de nouveaux projets dans le district de Sarobi, qui occupe une position stratégique à l'Est de Kaboul. Un des volets de ces projets concerne le renforcement de la sécurité, ce qui nécessite impérativement que nous puissions trouver des financements pour la composante agricole.

L'année 2009 sera décisive à l'Est de Kaboul.



Soissons, une variété française qui marche bien en zone froide, ici dans le Logar

1 <http://www.afrane.asso.fr>

2 La manteqa est un ensemble de villages présentant une unité ethnique, culturelle, géographique et économique. Les Afghans s'identifient plus volontiers par l'appartenance à la manteqa qu'au village.

3 Les grands propriétaires sont des "Khan".

4 "Jihad": la guerre sainte engagée contre les soviétiques.

5 On distingue le système intensif qui comprend des terres irriguées aménagées en terrasses et diguettes qui reçoivent des engrais minéraux et organiques et représentent la sécurité alimentaire du paysan afghan, du système extensif, non irrigué et ne recevant aucun engrais, système également appelé « lalmi » ou culture sèche, dont la production repose uniquement sur les pluies de printemps et, de ce fait, est considérée comme aléatoire.

6 En agriculture on évalue les besoins en eau par l'ETP (évapotranspiration potentielle) qui dans la région de Kaboul avoisine les 700mm.

7 Les systèmes d'irrigation sont constitués des karez, ou canaux souterrains qui vont capter l'eau au pied des montagnes pour l'amener au niveau des parcelles irriguées, système millénaire, et des canaux de surface, le tout étant géré traditionnellement au niveau de chaque village par des « mirab » ou maîtres de l'eau.

8 CIMIC: civil military cooperation.

La Bundeswehr en Afghanistan

Situation, mission et moyens avec une attention particulière portée à l'emploi de l'armée de terre

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL KLAUS SCHIRRA, OFFICIER DE L'ARMÉE DE TERRE ALLEMANDE

L'auteur, le lieutenant-colonel Klaus Schirra, est officier supérieur, breveté de l'armée de terre allemande, breveté du CSEM/CID. Il sert actuellement à Berlin, comme officier adjoint à l'équivalent du CMO Terre au CPCO.

La Bundeswehr participe actuellement à 13 opérations internationales avec des effectifs dépassant 7 000 hommes, dont presque 50 % sont issus de l'armée de terre.

Ainsi, l'armée de terre est depuis 16 ans le plus grand pourvoyeur de troupes. Cet état de fait ne changera pas, même au cours des années à venir, car aujourd'hui comme demain, les opérations terrestres seront déterminantes pour l'accomplissement des missions définies dans le cadre de la gestion internationale des crises et des conflits. Concernant ces missions, il peut s'agir d'opérations de rétablissement de la paix, de stabilisation pouvant entraîner des combats de haute intensité, de «*Nation Building*» pour restaurer les structures étatiques, ou enfin d'assistance et d'aide en cas de catastrophes naturelles. Les exigences, auxquelles est soumise l'armée de terre en tant que pourvoyeur de troupes, se multiplient, fait illustré par l'opération conduite en Afghanistan.

La participation allemande à la FIAS a pour but d'assister les organes étatiques afghans dans leurs efforts déployés pour maintenir la sécurité dans le Nord de l'Afghanistan ainsi que dans la région de Kaboul, afin que le gouvernement afghan et les personnels des Nations Unies puissent évoluer dans un environnement sécurisé. Comptent au nombre des missions fixées aux unités allemandes :

- l'exécution de missions tactiques, notamment des missions de patrouilles,
- la protection de convois,
- la protection des camps militaires,
- les missions de protection et sur demande l'ambassade allemande, la protection des organes exécutifs du gouvernement afghan,



Photo fournie par l'auteur

Soldats allemands autour d'un véhicule protégé DINGO

- la mise en œuvre des TORNADO⁴ de reconnaissance dans le cadre du mandat de la FIAS,
- les missions de NEDEX,
- la contribution apportée à l'instruction des forces armées afghanes grâce aux

«*Operational Mentor and Liaison Teams (OMLT)*» et à la montée en puissance des écoles militaires,

- et depuis le 1^{er} juillet 2008, la mise sur pied à disposition de la *Quick Reaction Force (QRF)* dans la zone du *Regional Command North (RCN)*.

La participation allemande en Afghanistan a pour légitimation juridique un mandat de la Diète, en vertu duquel jusqu'à 4 500 hommes peuvent être engagés sur le théâtre d'opérations. Les effectifs allemands de l'actuel 18^e contingent FIAS se montent à environ 3 900 hommes, dont 1 700 sont issus de l'armée de terre, 600 de l'armée de l'air, 30 de la marine, 1150 du service de soutien interarmées et 350 du service de santé.

L'engagement en Afghanistan est pour la Bundeswehr la priorité numéro un et toutes les planifications réalisées par l'armée de terre et les mesures qu'elle prend en sont l'expression. L'objectif poursuivi demeure une approche globale et intégrée, combinant les instruments civils et militaires, se basant sur l'expérience selon laquelle il ne peut y avoir de reconstruction sans sécurité et de sécurité sans développement ni reconstruction.

Aussi, un de nos axes d'effort sur le plan militaire, est-il l'élargissement du périmètre de notre engagement dans le but de mettre sur pied des forces de sécurité afghanes.

Les forces armées allemandes servent auprès du quartier général de la FIAS, du *Regional Command Capital (RC-C)* ainsi que, pour la plus grande partie d'entre elles, du *RC-N* au sein duquel l'Allemagne assure le commandement. La Bundeswehr couvre 25 % du territoire afghan représentant environ 30 % de la population.

Les *Provincial Reconstruction Teams (PRT KONDOZ et FAIZABAD)* sont le cœur du dispositif par le biais duquel nous assurons notre engagement au profit des habitants de la région septentrionale. Ces équipes, comprenant une composante civile et une composante militaire (entre 500 et 600 hommes : sapeurs, éléments de protection, de logistique, de reconnaissance, de police militaire, de transmissions et des éléments *CIMIC*), sont le reflet de notre approche, notamment de par leur composition interministérielle. L'Allemagne envisage actuellement avec ses partenaires, et d'autres contributeurs de troupes engagés dans la zone septentrionale, de créer dans les provinces où les unités de la FIAS ne sont pas présentes aujourd'hui, des «*Provincial Advisory Teams (PAT)*», comme antennes des «*Provincial Reconstruction Teams*». Une *PAT* est armée en permanence et a pour mission de soutenir le développement de la province concernée.

Depuis 2006, l'Allemagne fournit également des personnels pour armer les *OMLT*. Les *OMLT* sont l'élément fondamental du dispositif de mise sur pied de forces de sécurité afghanes opérationnelles et endurantes ; sans elles, aucune «stratégie de sortie» n'est envisageable. Elles n'instruisent pas seulement les soldats afghans dans l'enceinte de la caserne, mais les accompagnent également en opérations

pour les rendre progressivement aptes à la conduite opérationnelle autonome. Les *OMLT* sont spécialisées dans l'instruction, soit d'unités d'infanterie de combat soit d'unités d'appui.



Photo fournie par l'auteur
Instruction de soldats afghans

Dans le cadre de la montée en puissance de l'armée nationale afghane (ANA) dont les effectifs doivent passer de 80 000 hommes dans un premier temps à 120 000, l'Allemagne augmentera le nombre de ses *OMLT*, pour ensuite assurer le commandement de 7 équipes, dont 4 seront exclusivement nationales et 3 multinationales. Une *OMLT* se compose en général de 10 officiers, 9 sous-officiers et 11 militaires du rang prévus pour les activités de routine : au total, le nombre d'instructeurs allemands servant en *OMLT* atteindra quelque 200 en 2009. Le détachement d'officiers et de sous-officiers destinés aux *OMLT* a des répercussions considérables sur les unités qui restent en Allemagne dans la mesure où ils ne seront plus disponibles pour assurer l'instruction de ces dernières.

Parallèlement à l'augmentation des *OMLT*, une formation est dispensée depuis le 1er avril 2007 à l'école de la logistique des forces afghanes implantée à Kaboul et construite par l'Allemagne en coopération avec la France et l'Italie.

En outre, l'Allemagne étudie aujourd'hui le projet de contribution à la montée en puissance d'une école du génie à Mazar-e-Sharif, sous la responsabilité de l'armée de terre. Les premières décisions ont déjà été prises en ce sens. Beaucoup de choses dépendront de la participation ou non de pays partenaires à ce nouveau et important projet, tant en termes d'apport financier et que de personnels. La Bundeswehr participe également à la formation de la police militaire afghane et à la mise sur pied d'une école d'officiers (*Afghan Defense University*). Des mesures de soutien ont été engagées sur une large échelle tant

avec la fourniture de matériels et équipements qu'avec la formation des cadres de l'armée afghane dans les écoles de la Bundeswehr en Allemagne. Ainsi, entre 2007 et 2009, le volume du soutien apporté aux forces de sécurité afghanes aura été multiplié par trois.

Portons maintenant notre attention sur les forces de l'armée de terre et la manière dont sont actuellement conduites les opérations.

Les forces de l'armée de terre sont engagées en particulier dans des missions de protection et de renseignement. Depuis le 1er juillet 2008, l'armée de terre fournit en outre la *QRF*. Actuellement, la *QRF* se compose pour l'essentiel d'une compagnie d'infanterie pouvant délivrer un appui-feu mortier et guider les opérations d'appui aérien ; elle est renforcée par des éléments logistiques. Ses effectifs, avec le groupe de commandement, s'élèvent à environ 200 hommes. Son format doit, cette année, être revu à la hausse pour être porté à celui d'un bataillon.



Photo fournie par l'auteur
Fantassins de la *QRF* avec le véhicule blindé de combat d'infanterie Marder 1 A 5 (avec protection anti-mines)

Figurent au nombre des missions principales de la *QRF* : patrouilles, protection, contrôle de foule, opérations d'évacuation, arrestations et perquisitions, opérations offensives contre les *Opposing Militant Forces (OMF)* en coopération avec l'ANA, engagement comme réserve tactique du *Commander RC North*.

La *QRF* dispose d'une dotation mixte en véhicules, lesquels sont aérotransportables, protégés (Wiesel, Wolf, Eagle IV, Dingo 2) et blindés (véhicule blindé de combat d'infanterie Marder 1 A 5, véhicule de transport blindé Fuchs 1 A 8). Les soldats ont un équipement de combat modulaire dernier cri - «Fantassin du futur» - (gilet de protection, jumelles de vision noc-

turne, fusil G 36 A2, groupe mixte armé de pistolets-mitrailleurs MP 7, de fusils-mitrailleurs MG 4, de lance-roquettes anti-char et de fusils tireur d'élite G 82 12.7mm). En fonction de la situation, la *QRF* peut se voir renforcée par des spécialistes de l'aide au commandement, des personnels du service de santé, des sapeurs et des éléments NEDEX, des personnels du renseignement ; en outre, des capacités de transport aérien et des personnels de la police militaire peuvent lui être adjoints. Même le soutien aérien délivré par d'autres contributeurs de troupes de la FIAS est possible, si la situation l'impose.

Dans le cadre de la conduite opérationnelle du *Commander RC North*, la *QRF* a déjà, à plusieurs reprises, fait preuve de sa capacité de frappe. Nos expériences principales sont les suivantes :

- Au cours de la phase de prise en compte de la mission sur zone, une école à feu toutes armes de jour et de nuit est nécessaire pour familiariser la troupe avec le climat et le terrain.
- Une formation EEI approfondie, axée sur les enseignements les plus récents tirés des opérations, est absolument nécessaire au vu des menaces auxquelles sont confrontées les troupes en Afghanistan.
- Patrouilles, escortes de convois, opérations offensives constituent les actions de base.
- Une instruction menée avec les forces de sécurité afghanes est impérative avant la réalisation d'opérations communes (y compris l'échange de cartes, de plans d'opération, etc.).
- La *QRF* obtient les meilleurs effets en adoptant un dispositif groupé, permettant ainsi d'imposer sa volonté à un adversaire qui mène un combat asymétrique et de conserver ou, selon le cas, de conquérir l'initiative.
- L'effectif minimum d'un élément de manœuvre de la *QRF* est celui de la section (panachage de véhicules, de capacités et d'armes).
- Des éléments NEDEX et du génie sont indispensables à toute opération.

- Disposer d'armes non létales est souhaitable afin d'avoir une marge de manœuvre plus importante en cas d'escalade de la situation.
- La plus importante menace émane des EEI, des attentats-suicides et des embuscades tendues avec des armes permettant le tir direct.
- La reconnaissance minutieuse de la zone et la concentration du renseignement sont indispensables à la préparation de l'opération (délais nécessaires).
- La mise en œuvre des mortiers et de l'appui-feu aérien rapproché, dans une perspective de démonstration de force, a prouvé son efficacité.
- La combinaison des différents types de véhicules est une garantie de flexibilité et a fait ses preuves. Cependant, des véhicules blindés lourds sont indispensables (combat embarqué des fantassins, alternance rapide des modes d'action avec équipement complet de combat, niveau de protection, capacité de s'imposer, etc.).
- Toutes les armes doivent être montées sur affût, stabilisées et équipées pour le combat de nuit.

Les expériences de la première *QRF* ont d'ores et déjà été intégrées aux programmes d'instruction qu'utilise le Centre d'entraînement au combat de l'armée de terre au profit des contingents suivants affectés à la *QRF*.

En conclusion, force est de constater que le bilan de la Bundeswehr en Afghanistan est impressionnant :

- L'Allemagne, troisième contributeur de troupes, est en charge de la zone septentrionale, deux fois moins grande que l'Allemagne, abritant 30 % de la population afghane.
- Commandement de la *RC North*, en coopération étroite avec la France, la Norvège, la Suède, la Finlande, la Hongrie, la Croatie, la Lettonie, la Lituanie et la Belgique.
- Mise sur pied de la *QRF* depuis juillet 2008.



Photo fournie par l'auteur

Aérotransport par CH 53

- L'Allemagne assure 50 % du soutien de transport aérien pour l'ensemble de l'Afghanistan.
- Contribution à la création des forces armées et de la police afghanes par le biais des *OMLT* et avec le soutien de la police militaire ; mise sur pied de l'école logistique et, éventuellement, d'une école du génie ; cession de matériel de la Bundeswehr et réalisation en Allemagne de séquences d'instruction au profit des cadres afghans.
- L'instruction et l'équipement de nos unités engagées sont améliorés en permanence sur la base des expériences recueillies sur zone (plus de 80 % des 1000 véhicules qu'utilisent la troupe sont protégés).
- La planification visant à engager d'autres capacités (par exemple COBRA, l'obusier «Panzerhaubitze 2000», char de combat Léopard 2 A 6), même sur court préavis et en fonction de la situation, a déjà été réalisée.



Photo fournie par l'auteur

Renseignement par UAV LUNA

1 Chasseur lourd multi-rôles, le Tornado est construit en coopération entre la RFA (MBB), la Grande-Bretagne (BAE) et l'Italie (Aeritalia).

La logistique de l'US Army en Afghanistan

LIEUTENANT-COLONEL KELLY M. CARRIGG, OFFICIER DE LIAISON DU TRADOC AUPRÈS DU CDEF, 7 AVRIL 2009

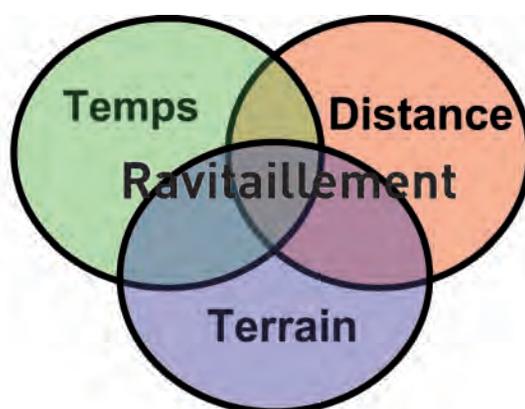
**“Le dernier mille tactique est historiquement la partie la plus difficile pour la logistique en Afghanistan.”
(AAA 2008 au Commandement du Soutien interarmes, Fort Lee, Virginie)**

Aux Etats-Unis, pendant assez longtemps, l'attention des médias a surtout porté sur l'opération *Iraqi Freedom (OIF)* et, ainsi, l'opération *Enduring Freedom (OEF)* est restée une simple référence de bas de page. Aujourd'hui, avec le récent passage de l'administration Bush à celle du président Obama, la diminution des effectifs en Iraq et l'accroissement des forces (plus de 17 000) en Afghanistan pendant l'été 2009, le projecteur a basculé brutalement sur ce pays. Le soutien logistique est un enjeu dans chaque guerre et deux conflits ne sont jamais identiques. L'armée de terre américaine a ainsi appris pendant plus de sept ans que la logistique en Afghanistan et en Iraq étaient similaires, à la seule condition d'assimiler «des choux et des carottes».

L'Irak et l'Afghanistan sont des pays très différents et présentent par là même des enjeux très différents. L'Afghanistan est un pays plus grand, à la fois en surface et en population, mais il ne bénéficie que d'une faible partie de l'infrastructure de l'Irak. Le calendrier islamique affiche 1387 AD et il apparaît que le calendrier julien indique la même année. Des gens travaillant dur, dont beaucoup sont illettrés, font des efforts pour surmonter des années de guerre et de pouvoir aux mains d'opresseurs. Par ailleurs, une technologie extrêmement limitée, des infrastructures détruites par des années de conflit avec un terrain très contraint créent des enjeux spécifiques à l'Afghanistan. Ces défis demandent des solutions innovantes – la source des retours d'expérience de l'*U.S. Army*.

BLUF¹: l'Afghanistan est un combat pour le ravitaillement.

Le rapport temps-distance induit par les infrastructures de transport et les enjeux de sécurité, conjointement aux contraintes de terrain de l'Afghanistan rendent l'approvisionnement par voie terrestre (et aérienne) plus difficile que partout ailleurs dans le monde. Les camions de la nation-hôte éprouvent les plus grandes difficultés pour atteindre rapidement leur destination quelle qu'elle soit ; ils mettent des jours pour effectuer un trajet qui ne serait que de quelques heures en France, aux Etats-Unis ou en



L'Afghanistan est un combat pour le ravitaillement

Irak. Des véhicules âgés, surchargés circulent sur des routes qui, pour la plupart, ne sont pas entretenues, sont revêtues de gravillons et lorsqu'elles sont goudronnées sont en très mauvais état (seuls 2 800 km sur 18 000 km -soit 16% du réseau routier- sont goudronnés en Afghanistan.

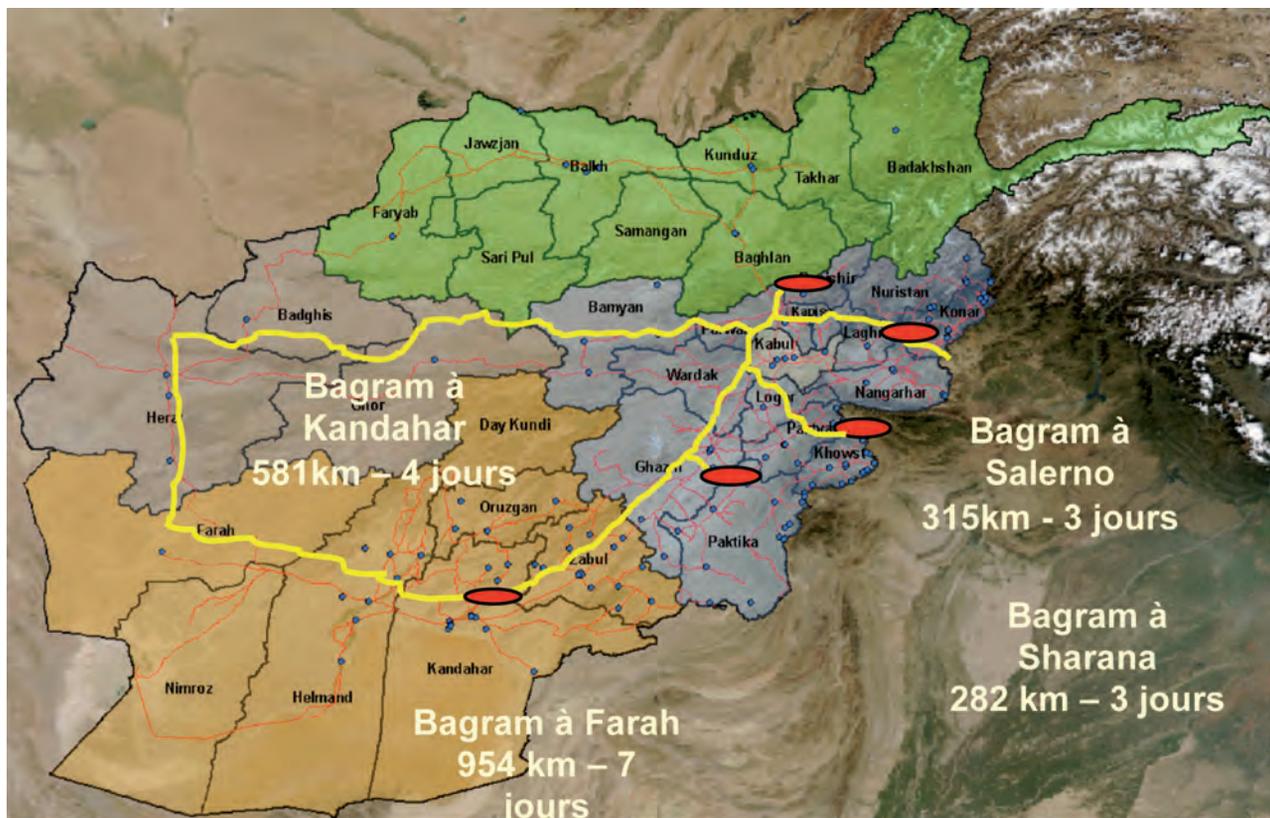
Beaucoup de routes ne peuvent supporter l'augmentation de la circulation ou du poids des véhicules blindés US et/ou des véhicules de dégagement d'itinéraire tels que le Buffalo. De plus, celles qui traversent les cols de montagne sont susceptibles de fermeture pendant les mois d'hiver en raison de l'abondance de neige. Le ravitaillement peut être interrompu pendant plusieurs semaines en raison des

camions bloqués, en attente sur des voies uniques ; au printemps, l'état des routes se dégrade un peu plus encore en raison du ravinement causé par la fonte des neiges.

Enfin, il y a la problématique des distances. Les forces américaines ont parfois plus de 500 miles soit 800 km à parcourir entre base de soutien et base soutenue, les élon-

gations de la chaîne d'approvisionnement n'intervenant toutefois que pour partie du problème face aux enjeux.

Le réseau routier médiocre, lié au terrain «extrême» et aux variations climatiques, n'encourage pas à entreprendre de déplacements, même étudiés de façon raisonnable.



Distances entre quelques destinations-clés de l'Afghanistan

La route principale 1 (soulignée en jaune sur la carte ci-dessus) constitue une sorte de «périphérique» auquel se raccroche quelques uns des itinéraires de soutien vers les destinations-clés ; apparaissent également le temps nécessaire pour atteindre celles-ci ainsi que les distances les séparant.

En complément des difficultés liées aux infrastructures, l'Afghanistan pose aussi d'autres problèmes récurrents. Les Etats-Unis s'appuient fortement tant sur la nation-hôte et les chauffeurs-routiers pakistanais que sur les ouvriers du port et de la raffinerie. Beaucoup d'entre eux sont

des musulmans pratiquants et pour cette raison, les planifications d'emploi doivent tenir compte de leurs obligations religieuses. L'Hadj, le Ramadan et les autres fêtes doivent être anticipés afin de maîtriser les inévitables interruptions du ravitaillement.

Comme on l'a vu dans l'actualité récente, l'utilisation des axes de communication terrestres avec le Pakistan (*GLOC*)² est fragile et toujours sujette à des interruptions. Celles-ci peuvent venir soit de grèves des chauffeurs ou de difficultés d'approvisionnement en carburant, soit de problèmes à la frontière touchant aux droits

de douane, aux contrôles et aux documents à produire (les militaires américains ne sont pas autorisés à intervenir au Pakistan et ainsi l'ensemble du ravitaillement arrive-t-il par l'intermédiaire de la nation-hôte et des moyens civils). En cas de rupture ou de défaillance d'un seul des maillons de la chaîne d'approvisionnement, il en résulte un important effet de cascade qui touche tout l'espace de bataille et gêne potentiellement les opérations de combat.

Les conditions climatiques, particulièrement en été, constituent un autre ensemble de défis pour la livraison par air. L'augmentation des températures en

Afghanistan fait que la capacité de charge (ACL)³ des aéronefs à voilure fixe diminue de façon significative. Par exemple, sur 18 emplacements de palettes disponibles sur un C17 Globemaster, seuls 10 peuvent être utilisés. De plus, les avions à décollage et atterrissages courts (STOL) sont soumis à des restrictions de vol ou des réductions de capacité en raison de la chaleur et les turbulences. Ces contraintes peuvent être compensées par l'utilisation maximale de chaque vol et le pré-positionnement d'articles critiques. Enfin, le transport sous élingue (avec des hélicoptères) est aussi utilisé quand les routes ne sont pas praticables.

Les contraintes étant souvent source d'inventions, l'armée de terre a conçu un nouveau mode de ravitaillement par air, sous la forme du "Speedball", système de livraison économique à basse altitude (LCLA⁴). Le programme LCLA est un moyen innovant de livraison par air actuellement employé dans toutes les régions d'Afghanistan. Il diffère du système de largage à grande vitesse par container de l'Air Force (CDS⁵) en ce sens que les colis sont plus petits et largués à très basse altitude d'un avion plus petit de la gamme civile et avec une précision presque absolue – habituellement à moins de 20 mètres du point d'impact (PI) annoncé. Le LCLA

est très économique car le coût total du système est de moins de 100 dollars l'unité, et les colis peuvent contenir toutes les catégories de ravitaillement, y compris de grands objets de classe III (carburants) et de classe V (munitions jusqu'à des obus de 155 mm), pesant entre 250 et 560 livres. Le plus important est que ce mode de livraison par air permet de ravitailler des unités de la taille d'une section pendant des missions au cours desquelles les modes de soutien normaux ne sont pas possibles compte tenu des facteurs METT-TC (mission, ennemi, terrain, forces, temps et civils).



Photo fournie par l'auteur

Le système de livraison par air bas coût / basse altitude en Afghanistan.

Un autre problème endémique en Afghanistan concerne le «coulage» (chappardage). C'est une difficulté importante, fluctuante, liée à un contexte culturel, et qui évolue au regard de chaque mesure préventive prise. Les logisticiens américains ont fait diligence pour limiter ce problème en contrôlant les chauffeurs et les immatriculations des véhicules, en mettant en place l'étiquetage des camions/les codes barres, le programme ATP, ou en utilisant de nouveaux scellés pour les

camions citernes ainsi que des tables d'authentification des documents selon les TTP⁶ afin de combattre et d'éviter le vol.

L'ATP, par exemple, a permis d'économiser des centaines de milliers de dollars américains depuis sa mise en place. La vente de carburant sur les marchés parallèles peut parfois être une activité plus lucrative pour un chauffeur-routier que la livraison du carburant selon les termes de

l'accord de transport. Selon l'ATP, une société de camionnage doit livrer 95% de la quantité du contrat. Si un chauffeur ne livre que 90%, sa société n'est pas payée. A la fin du mois, il est fait le point du nombre de missions non payées ainsi que du volume de carburant non livré par un transporteur ; la société a alors la possibilité de livrer le carburant manquant. Si le transporteur honore son contrat, il est alors payé. Cette procédure permet ainsi de réduire sensiblement le coulage.

Sans moyens propres de l'armée de terre sur place, le transport routier par les moyens de la nation-hôte est un défi ; c'est un aussi domaine crucial du développement afghan auquel participe les logisticiens américains sur le terrain. Les conseils donnés par les américains aux sociétés afghanes en matière de gestion des moyens et de suivi des camions pendant les réunions mensuelles avec les directions des entreprises de camionnage ont permis d'atteindre les objectifs visés. Les logisticiens américains ont aussi aidé à mettre en place un système d'échange d'informations : ainsi, en matière de sécurité, lorsqu'une société licencie un chauffeur-routier pour vol ou falsification, son identité est communiquée aux autres sociétés pour éviter que ce chauffeur ne recrée ailleurs des problèmes identiques.

Des milliers de missions de transport routier ont lieu chaque mois pour livrer du ravitaillement ou du matériel à travers tout le théâtre afghan. De nouvelles sociétés de camionnage ont été créées dans le pays, ce qui a aussi augmenté la concurrence et, en retour, a eu un effet positif sur la vie économique locale. De ce fait, les logisticiens américains jouent un rôle direct dans les «opérations basées sur les effets» et, plus particulièrement, en réalisant des actions non-létales pour soutenir la mission de contre-insurrection en contribuant à la reconstruction de l'économie afghane. Un exemple similaire peut être trouvé dans la création récente, intra-théâtre, d'unités d'embouteillage d'eau comme l'usine ARIA de Bagram. Ce projet a consisté à transformer un ancien champ de mines russe en y investissant de 10 mil-

lions de dollars et a généré 500 emplois pour les ouvriers afghans. En rétablissant des liens de confiance avec les autochtones, les militaires américains peuvent aider à conquérir les esprits et les cœurs et gagner la guerre contre le terrorisme.

La menace contre les forces américaines en Afghanistan présente de multiples facettes comme c'est également le cas en Irak. Les convois sont confrontés aux IED⁷, aux véhicules piéges (VBIED⁸), à des attentats suicides ou des attentats au véhicule-bélier, aux tirs d'armes de petit calibre ou de snipers ou bien encore aux mouvements de foules. La nature même de ces menaces a nécessité d'adapter la manière d'effectuer les missions de transport routier.



Photo fournie par l'auteur

Par exemple, afin de camoufler les véhicules militaires transportés vers des positions avancées, les transporteurs US ont modifié le container standard de 20 pieds.

Comme on peut le voir sur la photo de la page suivante, des découpes ont été faites sur les cotés du container afin d'accueillir un HUMMMV⁹ sur blindé ou (UA-H¹⁰) avec un FRAG KIT 5. Voyager avec un UAH exposé sur le plateau d'un camion, c'est risquer de susciter un tir sur le camion, nécessitant une remise en état à l'arrivée à destination. Le container modifié a permis de satisfaire ce besoin. Au-delà des soucis de sécurité, le poids supplémentaire et la position élevée du centre de gravité

de l'UAH constituent autant de défis pour les conducteurs : compte tenu de l'état de certains itinéraires, cette situation peut souvent se terminer par un accident.

Comme en Irak, les convois logistiques de combat (CLP¹¹) sont également cruciaux en Afghanistan pour assurer le transport des matériels par voie terrestre. Les munitions (classe V)¹², les matériels critiques-classe IX (pièces de rechange) mais aussi le courrier et les biens sensibles doivent être transportés par CLP s'il n'est pas possible d'utiliser un vecteur aérien. Avant 2008, il n'y avait pas, en Afghanistan, de transport tactique terrestre au delà du niveau brigade ; cela a obligé les groupe-

ments de niveau brigade (BCT¹³) de pousser des CLP vers les zones des unités ou de venir à Bagram afin d'acheminer les approvisionnements sensibles vers leur zone d'opérations (AO¹⁴). Finalement, en février 2008, le commandement logistique interarmées (JLC) a reçu une unité élémentaire⁽¹⁾ de véhicules de transport légers pour permettre aux brigades de concentrer leur capacité en CLP à l'intérieur de leurs espaces de bataille respectifs. Ces camionnettes ont contribué à mettre en place un système de logistique «poussée» et de gestion du ravitaillement qui préfigure bien de l'avenir de la logistique.



Photo fournie par l'auteur

Container conçu pour camoufler des véhicules militaires.

De plus, les retours d'expérience d'Irak et d'Afghanistan ont fait comprendre à tous les logisticiens américains qu'ils doivent maîtriser les capacités élémentaires du soldat (fonctions du combattant et exercices tactiques) tout en sachant anticiper ce qu'ils peuvent rencontrer dans les opérations de transport en convois : rester vigilant et attentif à l'environnement, garder une posture réactive et agressive avec les armes dirigées vers l'extérieur, montrer son intention de prendre à partie les menaces, centrer les chauffeurs sur la conduite et non sur le tir, conduire au milieu

de la route, se déporter à gauche pour permettre à la circulation de passer à droite, éviter les nids-de-poule, garder à l'esprit que vitesse et intervalles entre les véhicules sont des alliés, placer le véhicule le plus lent près de la tête du convoi comme «régulateur de vitesse», contacter la force de réaction rapide (QRF)/les moyens d'évacuation sanitaire (MEDEVAC)/les hélicoptères armés peut être difficile en cas d'accrochage ou d'incident donc confirmer la possibilité de contacter chacun avant de partir vers la base opérationnelle avancée (FOB³⁵), avoir un plan de secours.

- 1 BLUF = Bottom Line Up Front (le résultat d'abord)
- 2 Pakistan Ground Line of Communication
- 3 Allowable Cargo Loads
- 4 Low Cost, Low Altitude : pour plus d'information sur le LCLA, voir l'article, "An Innovative Approach to Combat Logistics: Low Cost, Low Altitude Airborne Resupply in Afghanistan." LTC Michael Peterman, MAJ Paul J. Narowski II, MAJ Ernest Litynski and SFC Edwin Clouse. *Infantry Magazine*, September-October 2007, pp. 10-13.
- 5 Container Delivery System
- 6 Tactics, Techniques and Procedures
- 7 IED (Improvised Explosive Device) pour EEI (Engin Explosif Improvisé). Dans ce type d'attentat EEI, un convoi est d'abord touché par un EEI actionné à distance. Quand le personnel du convoi s'arrête pour s'occuper des blessés et qu'un véhicule de premier secours se déplace pour apporter de l'aide, un second EEI est alors actionné à distance pour viser les véhicules sur place.
- 8 VBIED (Vehicle Born Improvised Explosive Device) pour véhicule piégé
- 9 HMMWV (high-mobility multi purpose wheeled vehicle): véhicule polyvalent à roues et à grande mobilité.
- 10 UA-H (Up Armored HMMWV): HMMWV sur blindé.
- 11 CLP (Combat Logistics Patrols): convois logistiques de combat
- 12 Normalement, toutes les munitions doivent être transportées par air en Afghanistan à partir du Koweït ou de la partie continentale des Etats-Unis (CONUS).
- 13 Brigade Combat Teams
- 14 AO (area of operations)
- 15 Forward Operating Base

En résumé, la logistique en Afghanistan est un processus complexe. Avec les milliers de soldats américains supplémentaires envoyés sur ce théâtre pendant l'été 2009, les infrastructures actuelles devront considérablement se développer afin de satisfaire les demandes croissantes pour toutes les catégories de ravitaillement.

Cela créera sans aucun doute des défis supplémentaires pour les logisticiens américains qui doivent être tout à la fois capables d'anticiper l'action et d'accomplir la mission sur le terrain.

Expérience comme chef d'une OMLT¹ (Afghanistan 2007) : le point de vue britannique

PAR LE MAJOR MARTIN DAVID MC²/GRENADIER GUARDS

Le Major Martin DAVID a reçu la Military Cross pour sa bravoure lorsqu'il commandait l'OMLT des Grenadier Guards en Afghanistan. Il travaille actuellement comme officier d'état-major à l'Etat-Major de l'Infanterie au centre de guerre terrestre britannique à Wainster.

Cet article se propose de résumer mon expérience de commandant de compagnie d'infanterie au 1^{er} bataillon des Grenadier Guards, lorsque je fus affecté comme chef d'une équipe OMLT dans la province du Helmand au sud de l'Afghanistan de mars à octobre 2007. Tout d'abord, je dois reconnaître que cette période de presque 7 mois est, sans nul doute possible à ce jour, celle m'ayant posé le plus de défis mais aussi celle qui m'a apportée le plus de satisfactions dans ma carrière. Je crois peu probable que cela soit un jour surpassé.

En Afghanistan, nous devons être les conseillers du 1^{er} Kandak, 3^{ème} Brigade, 205^{ème} «Hero» Corps de l'armée nationale afghane (ANA). C'était un kandak classique d'infanterie composé de trois compagnies de combat, d'une compagnie d'appui et d'une compagnie de commandement et logistique. Nous devons être basés au Camp Shorabak, une grande base de niveau brigade financée par les Etats-Unis, à quelques centaines de mètres du Camp Bastion, la principale base opérationnelle avancée du Royaume Uni (UK FOB)⁴ dans la Province Helmand. À l'intérieur de Shorabak, l'OMLT occupait sa propre petite base, avec ses propres installations de soutien de l'homme – mais nous avons vécu essentiellement avec les Afghans. La 3^{ème} Brigade était une structure naissante et avait commencé son déploiement en Helmand en mars 2006. Le 1^{er} Kandak était sur place depuis avril 2006, soit à peine 11 mois.



Photographie fournie par l'auteur

Avant la projection, j'ai du réduire les effectifs de ma compagnie à 36 hommes. Le restant a été détaché auprès d'autres bataillons et qu'à une autre compagnie de combat, formée par notre bataillon, qui opérait de façon autonome pour le séjour.

Les 36 hommes que j'ai gardés étaient organisés pour armer les structures d'encadrement de section ainsi que celles du PC de compagnie. Mes sections se composaient de six hommes qui avaient pour mission de conseiller les compagnies de combat et de fournir le chef de section, son adjoint, trois chefs de groupe et six militaires du rang. Les «mentors» de la compagnie d'appui comprenaient le chef de la section mortiers du bataillon, les sous-officiers supérieurs de la section anti-char, de la section mitrailleuses ainsi que trois autres sous-officiers ou militaires du rang qui avaient une expérience adéquate. Les deux équipes restantes de six hommes étaient constituées des éléments de commandement de ma compagnie et incluaient mon second, l'adjudant de compagnie, le sergent fourrier, des radios et des magasiniers. Ils devaient encadrer le PC du Kandak ainsi que les éléments associés tels que la section de transmissions et le personnel du G1. Chaque équipe de six hommes était équipée de deux Land Rover armées dites *WMIKs*⁵. Chaque patrouille de deux véhicules disposait d'une mitrailleuse lourde de 12.7 mm, d'un lance-grenades automatique de 40 mm, de deux mitrailleuses 7.62 mm, de 2 à 3 fusils-mitrailleurs «Minimi» de 5.56 mm, de 3 ou 4 fusils d'assaut 5.56mm SA-80, de 3 ou 4 lance-grenades 40 mm ainsi que de 6 pistolets (actuellement des SIG Sauer). De plus, en faisant appel aux conseillers de la compagnie d'appui, je pouvais bénéficier de 2 postes de tirs et missiles JAVELIN⁶ ainsi que deux mortiers de 81 mm. Pour communiquer, nous emmenions, dans chaque équipe de six, des radios VHF, HF et TACSAT. Chaque patrouille avait de plus l'équipement complet de contre-mesures électroniques (*ECM*).

La mission de notre GTIA comprenait l'instruction, le «mentoring» (dit aussi mentorat ou tutelle), la préparation et l'appui feu de la brigade 3/205 de l'ANA, tant au niveau de la province qu'à celui de la région. Cela devait permettre de faire progresser la brigade 3/205 vers le niveau

d'une brigade inter-armes autonome, aux capacités opérationnelles validées et capable de mener un combat dans la durée.

Les actions à mener étaient les suivantes :

- ➔ Instruire : en individuel et en collectif.
- ➔ Conseiller : guider, conseiller, superviser –à la fois au quartier et en opérations.
- ➔ Préparer : appui offensif, appui aérien, évacuation des pertes, soins médicaux avancés.
- ➔ Combattre : aux côtés de l'ANA.

Les mandats conduits en conséquence ont permis d'atteindre ces objectifs.

La 3^{ème} brigade était prévue pour fonctionner sur un cycle de préparation/mission/instruction/opérations. Invariablement, le rythme des opérations en Helmand faisait en sorte que la phase d'entraînement devait être abandonnée au profit des opérations. Cela a entraîné des effets négatifs sur le moral de la brigade qui se trouvait en permanence, soit déployée soit en permission ; de ce fait, peu d'entraînements ont pu être conduits de façon valable, les soldats de l'ANA étant par ailleurs fatigués et effrayés compte tenu de la pression continue des opérations de combat qui les usaient.

Quand elle fut projetée, ma compagnie trouva le 1^{er} Kandak en phase de repos. C'était une situation idéale nous permettant d'affiner nos savoir-faire dans un environnement et un dispositif stable et avec le matériel adéquat. Simultanément, nous avons essayé d'évaluer l'échelon administratif du kandak dont l'élément arrière n'était pas au repos.

Au retour du kandak, nous avons commencé le cycle d'instruction. Le point-clé reposait sur une évaluation de leur niveau de formation, que nous avons estimé par l'intermédiaire d'un certain nombre d'exercices élémentaires. Nous avons rapidement compris que nous devions maintenir l'instruction à un niveau simple ; il était nécessaire de former en s'appuyant sur le concret - exemples et démonstrations- en faisant un usage le plus large possible des maquettes et des aides visuelles et en pensant constamment à la sécurité que ce soit au pas de tir ou lors d'exercices à tirs réels.

Vers la fin avril, nous avons reçu notre première mission. Agissant aux côtés d'un GTIA britannique, nous devons conduire la première opération de l'ANA du niveau GTIA dans la province du Helmand, en nettoyant des taliban une zone au nord de Gereshk.

Nous avons déployé trois compagnies de combat d'un effectif d'environ 90 hommes, réparti la compagnie d'appui pour fournir mitrailleuses et canons sans recul en appui des 3 compagnies et redéfini la mission de la CCL qui devenait la compagnie de protection du PC du GTIA. L'opération a duré environ cinq jours dont trois au contact avec l'ennemi. L'opération fut un succès. La volonté de l'ANA de se battre et de prendre des risques n'a fait aucun doute.

Les principales leçons tirées résident, tout d'abord dans l'importance de la gestion de l'espace de bataille au niveau tactique (*BSM*) quand on travaille avec l'ANA qui ne sait pas encore utiliser convenablement les cartes et donc comprendre les limites de secteurs. Viennent ensuite la faiblesse du corps des officiers et l'incapacité de l'ANA de prévoir au-delà de 24 heures. Le *BSM* est devenu l'art de transcrire les limites en éléments physiques sur le terrain et de s'assurer que pendant toute activité de planification les limites envisagées suivaient les mouvements naturels du terrain. Les chefs britanniques ont rapidement réalisé qu'ils allaient surtout commander plutôt que conseiller. Enfin, nous avons aussi compris que le soutien logistique, ou plutôt son absence, demeurerait un point clé tout au long de notre projection. L'ANA s'appuyait en effet entièrement sur nos instructions et notre soutien pour le réapprovisionnement ; sauf si on les y incitait, les cadres afghans n'ont jamais réfléchi avec le temps d'avance nécessaire. Leur philosophie semblait essentiellement s'appuyer sur l'axiome «demain est un autre jour»...

La fin de cette opération a vu la construction par le génie britannique d'un certain nombre de postes pour les patrouilles. Nous devions les occuper pour une durée d'environ 70 jours, avec la promesse sans cesse renouvelée d'une relève sur place, mais, celle-ci ne s'est jamais matérialisée. Nous avons utilisé ce temps pour consolider les progrès faits pendant l'opération.

Le contrôle de l'Etat a été rétabli dans la zone, la population rassurée par des patrouilles permanentes et les taliban gardés à distance grâce aux patrouilles de combat. Dans le même temps et pour financer un certain nombre de projets de reconstruction, j'ai pu obtenir près de 2 millions de dollars venant de l'équipe de soutien logistique US qui fournissait le financement et le soutien logistique de la 3^{ème} brigade. Nous avons employé des sapeurs de l'ANA, travaillant..., avec leur propre matériel,... aux côtés de petits groupes de sapeurs britanniques pour construire des ponts dans la zone. Nous avons mis sur pied un centre de coordination inter-armées de secteur dans le centre de Gereshk où je me suis finalement installé avec le chef de corps du Kandak. Cela nous a permis de rencontrer de façon journalière le maire, la police nationale afghane (ANP), la direction nationale de la sécurité (NDS) et d'autres responsables importants de la vie locale. Dans le même temps, les sapeurs afghans organisaient des sessions de sensibilisation aux mines à toutes les écoles utilisant l'aide et le matériel fournis par les britanniques. Cette période fut particulièrement réussie et source de beaucoup de satisfactions.

Au début du mois de juillet, pour nettoyer un secteur de cinq kilomètres jusqu'à la rive ouest de la rivière Helmand, nous avons lancé une autre opération du niveau GTIA aux côtés d'un PC de GTIA et d'une compagnie de combat britanniques. Une nouvelle fois, en intervenant dans la «zone verte», bande de terrain située de chaque côté de la rivière et dont la végétation luxuriante s'apparente à la jungle, nous avons vécu les combats les plus durs de notre existence. Pendant 9 jours dont une grande partie au contact des talibans, nous avons tiré 250 obus d'artillerie de 105 mm, 300 obus de mortier de 81 mm, obtenu le largage de 22 bombes de 100 à 500 livres ainsi que des mitraillages aériens (*strafing*) en appui de l'OMLT et du 1^{er} Kandak. Après cette

opération couronnée de succès et un arrêt de quelques jours à Shorabak, le 1^{er} Kandak a été félicité, à son retour à la base, par le reste de la 3^{ème} brigade qui l'a accueilli comme les «Lions de Adin Zai», du nom du village où avaient eu lieu les plus violents combats.

Quelques semaines plus tard, nous avons fait mouvement sur Sangin par rotations d'hélicoptères Chinook pour relever sur place le kandak qui fournissait la force de défense dédiée à la ville. Nous devions opérer aux côtés d'une compagnie de combat britannique d'un autre bataillon. Nous avons occupé une dizaine de postes de patrouilles répartis dans la région. Ce dispositif a fait du mentoring un réel enjeu, mais nous avons toujours installé les sections avec leur PC de compagnie de l'ANA. L'ANA s'est parfaitement bien sortie d'affaire dans les combats quasi journaliers avec les taliban qui tendaient des embuscades à chaque occasion.

Un des aspects clés de cette période réside dans l'instruction que nous leur avons dispensée au cours des exercices anti-EEI¹⁸. Cela s'est traduit par la découverte par le 1^{er} Kandak de 26 EEI pendant les 2 mois où nous avons été présents.

J'aborderai maintenant quelques remarques et réflexions plus personnelles.

Tout d'abord, la responsabilité du commandement. Nos jeunes officiers et sous-officiers détiennent aujourd'hui beaucoup plus de responsabilités qu'ils n'en ont jamais eu dans le passé. Mener une force autochtone, en étant responsable de toute erreur commise, représente une responsabilité énorme. De même, le large éventail de moyens mis à leur disposition en matière d'appui feu, la responsabilité de la perte ou la préservation de la vie humaine tout comme celle de la destruction ou de la préservation des biens demandent en permanence des actions mûrement réfléchies. Sans cesse en première ligne, ils doivent commander en suscitant une motivation de tous les instants tout en s'efforçant de minimiser les pertes humaines et en évitant toute destruction non nécessaire. Ils ont été impressionnants et la formation reçue a indubitablement atteint son but. Nos soldats ont été également en tout point remarquables, désintéressés, courageux, enthousiastes et humbles. Ils sont la vraie jeunesse d'aujourd'hui et nous pouvons être légitimement fiers de ce qu'ils ont fait. Notre formation s'est avérée excellente.



Photographie fournie par l'auteur

Mais la maxime «entraînement dur, guerre facile» n'est pas tout à fait exacte. Le combat ne sera jamais facile donc entraînez vous aussi dur que vous le pouvez, plus vous vous entraînez dur, plus facile sera le combat. Mais ce ne sera jamais réellement «facile». Les opérations inter-armes ; interarmées et interalliées sont une des spécificités de l'intervention en Afghanistan. Entraînez-vous pour cela et vous pourrez réellement intervenir. Connaissiez les capacités que les autres armes et les autres armées apportent dans une opération, sachez où et comment les utiliser. Le concept de détachement de liaison et d'observation d'appui feu (comprenant des observateurs d'artillerie, des contrôleurs de tir mortier et le contrôleur aérien avancé ainsi que des transmetteurs) que l'artillerie britannique utilise désormais est une des clés, essentielle, de notre succès en Helmand ; nous nous sommes entraînés ensemble avant la projection et donc, la confiance et la compréhension mutuelle ont été présentes dès le début de notre présence sur le territoire.

Les conséquences de la perte de membres de l'OMLT, tués ou blessés en service, ne peuvent pas être sous-estimées. J'ai eu un Grenadier tué et 12 blessés dont 11 ont été rapatriés au Royaume-Uni. Le 1^{er} Kandak a perdu 8 hommes et a eu 22 blessés. De plus, parmi mes hommes détachés dans d'autres unités, 2 furent tués et 2 blessés. Que ce soit un jeune Garde perdant un œil, un attentat-suicide ou des soldats de l'ANA pris dans un attentat EEI, je n'ai jamais eu à re-motiver mes hommes pour continuer. C'est tout à leur honneur d'avoir toujours continué, sans faiblir. En fait, c'est sans doute la vision des ennemis morts ou blessés qui a eu le plus d'impact, car c'est en ces occasions que les hommes ont pu réellement appréhender les effets de leurs actions sur un autre être humain. Heureusement, le soutien santé que nous avons sur le théâtre a été tout à fait extraordinaire et cela a donné aux hommes la confiance dont ils avaient besoin pour prendre des risques. Normalement, dans un délai de moins de 20 minutes, le Chinook du détachement de réaction aux incidents était sur zone avec une équipe médicale au complet à bord. Ils ont été nos sauveteurs et ils nous ont réellement sauvé la vie. J'ai pu également constater à quel point ces sept mois ont épuisé, et donc entamé

la condition physique des soldats -perte de poids conséquente de parfois plus de 15 kg et fatigue constante-, cela impliquant que les chefs, qui subissaient la même chose, devaient toujours se montrer vigilants face au risque d'aller en deçà des minima requis. Cela ne s'est jamais produit, probablement en raison de l'attention portée par les chefs à la condition physique des hommes ; il est donc particulièrement important de ne jamais sous-estimer la perte de condition dans un tel séjour.

Nombre de soldats ont subi des réactions de stress post-traumatique. Heureusement, notre programme de gestion du risque traumatique nous a permis d'identifier ces personnes de façon précoce et de les aider de façon appropriée ou de les suivre attentivement : certains sont toujours suivis par des psychologues 18 mois après. Les stigmates de blessures psychologiques sont maintenant bien connus ; cela nous permet d'aider les gens beaucoup plus facilement et ainsi, de les remettre en activité beaucoup plus tôt.

La planification opérationnelle n'a jamais suivi la règle habituelle des 2/3-1/3 et la chaîne de commandement britannique n'a jamais pris en compte la demande de l'OMLT de pouvoir planifier avec l'ANA, avec comme conséquence de tout concentrer dans les 2/3 du temps :

- ⇒ Le chef de l'OMLT reçoit des ordres pendant que le chef du Kandak reçoit ses ordres de la chaîne de commandement de l'ANA (cette dernière étape ne se produit cependant pas toujours).
- ⇒ Le chef de l'OMLT conduit sa MEDO⁹ et rédige l'ordre initial britannique.
- ⇒ Le chef de l'OMLT conduit la MEDO avec le chef du Kandak.
- ⇒ Les chefs de section britanniques donnent les instructions aux commandants de compagnie du Kandak.
- ⇒ Le chef Kandak donne les ordres aux éléments de l'ANA.
- ⇒ Le chef de l'OMLT donne les ordres de confirmation.
- ⇒ Les chefs de section britanniques font la coordination finale avec les commandants de compagnie du Kandak.

Cette situation nous a contraint à toujours mener notre propre préparation dans la précipitation.

Enfin, la barrière de la langue. Toutes les actions que j'ai décrites ont été conduites par le truchement d'interprètes. Leur valeur ne doit pas être sous-estimée. Trouvez-en qui soient dignes de confiance, investissez en eux, entraînez-les et ils auront pour vous considération et respect. Pas une seule fois, je n'ai eu le sentiment de ne pouvoir faire confiance à un interprète : nous avons eu deux interprètes tués pendant notre séjour.

Nous avons découvert que l'ANA était une armée tout à fait fascinante et avec laquelle il était agréable de travailler. L'islam, tout en étant important et omniprésent, n'est cependant pas «l'alpha et l'oméga» de leur existence ; leur conception de la religion doit néanmoins être prise en compte.

Les Afghans sont fiers de leur pays, en dépit de rivalités entre groupes ethniques paraissant sans fin et des influences extérieures. Nous avons constaté que les groupes ethniques pouvaient co-habiter correctement ensemble, l'ANA promouvant une forme nouvelle et moderne d'intégration que nous avions plaisir à observer.

La langue reste un problème avec, selon nous, un déséquilibre entre individus parlant patchoun et dari d'où la nécessité d'avoir des interprètes trilingues. En dehors du corps des officiers, très peu de militaires savent lire ou compter.

La consommation de drogues, sans être généralisée, était néanmoins courante dans certains petits groupes du Kandak. Nous avons essayé d'y mettre fin mais cela s'est avéré impossible. Il est notoire que les officiers de l'ANA sont foncièrement contre l'usage de la drogue.

Leur perception de ce que nous considérerions comme les fondamentaux d'un bon soldat -compréhension d'une stricte structure hiérarchique, réactivité aux ordres, discipline et auto-motivation- n'a pas toujours été évidente. Leur compréhension de la doctrine est limitée et fondée sur une traduction de la doctrine américaine. Les armes, véhicules et matériel n'étaient à



Photographie fournie par l'auteur

l'époque ni fiables ni adaptés – cela est actuellement en train de changer avec la mise en place de M16, M60 et «Humvee»²⁰. La sécurisation des communications demeure un obstacle majeur en terme de capacités.

Enfin, mis à part le chef de corps, l'homme qui a le plus d'influence est l'officier du culte : gagnez sa confiance et votre aptitude à exercer une influence est augmentée. Cependant, le corps des officiers est fondamentalement faible -manque de respect pour les soldats, incapacité à diriger de façon appropriée depuis l'avant, incapacité à lire la carte ou utiliser un GPS, et ce, avec peu d'exceptions notables. Cela changera avec le temps mais demandera des efforts considérables en attendant.

Si je devais lister les qualités essentielles, nécessaires pour intervenir avec succès comme *OMLT*, je citerais :

⇒ La connaissance de «l'environnement» des forces armées locales (de sa culture, de son matériel, de sa doctrine).

⇒ L'humour (car le rire permet de s'affranchir des barrières et vous serez sûrement testé).

⇒ L'humilité pour aborder les habitudes culturelles de l'armée en question (quand avez-vous tenu par la main un commandant de bataillon ?).

⇒ La patience, parce qu'ils vont vous tester : la notion de temps en Afghanistan étant sensiblement différente de l'approche européenne, 5 minutes devenant invariablement 30.

⇒ La persévérance (pour faire passer son un message, pour changer leur façon de faire quand vous savez que leur méthode n'est pas la bonne et est souvent dangereuse).

⇒ L'enthousiasme (pour une mission qui est très différente de ce que vous êtes habitués à faire et qui est plus proche des missions des forces spéciales d'un passé pas si éloigné et qui demande une immersion dans une culture étrangère).

En finale, quelques considérations pour former une *OMLT* :

⇒ Le grade : quelques-uns de mes meilleurs mentors étaient de jeunes Guardsmen (militaires du rang) – ils avaient la capacité de s'affranchir des barrières culturelles et de bâtir des relations personnelles avec les Afghans.

⇒ L'ordre de bataille : assurez vous que vous avez des ordres et que vous êtes équipés pour la mission en cours. Des hommes enthousiastes et déterminés sont nécessaires.

⇒ La connaissance de la culture locale : vous ne pouvez pas avoir suffisamment de connaissances initiales. Découvrez tout ce que vous pourrez sur la force avec laquelle vous allez travailler.

⇒ La langue, l'entraînement et l'emploi des interprètes : ayez autant de personnel formé aux langues que vous pourrez car cela vous facilitera grandement la vie et réduira le recours

aux interprètes. Apprenez à utiliser les interprètes et prévoyez-en en plus – rappelez-vous qu'ils ont aussi l'objet des tirs adverses.

⇒ Formation militaire élémentaire : les aptitudes élémentaires seront le facteur le plus important sur lequel vous vous concentrerez toujours pour former les forces locales. Vos compétences doivent être comme une seconde nature et purement réflexes. Les domaines que nous estimons critiques sont :

- L'aptitude physique.
- L'armement britannique et le tir (familiarisation avec les armes de l'ANA). Nous transportons une large gamme d'armes.

- Premier secours : chacun dans mon *OMLT* était formé comme secouriste.
- Conduite. Tous les conducteurs doivent avoir l'habitude de tous les types de véhicules, même les officiers (il n'y a jamais de sureffectif dans une patrouille *OMLT*...).
- Transmissions : VHF, HF, TACSAT.
- Soutien du matériel : surtout pour les véhicules, tous les membres de la patrouille doivent être capables d'effectuer les réparations immédiates.
- Actions / procédures opérationnelles permanentes (POP) : celles-ci doivent être automatiques afin de pouvoir consacrer un maximum d'attention à la force locale.

- 1 *OMLT (operational mentoring and liaison team)*: Équipe opérationnelle de mentorat (ou tutelle) et de liaison.
- 2 *Military Cross*.
- 3 *Kandak*: bataillon de l'armée nationale afghane
- 4 *Forward Operating Base*.
- 5 *Weapon Mounted Installation Kits*.
- 6 Le *JAVELIN* est un système d'armes anti-char portable à l'épaule ou monté sur trépied avec une capacité de surveillance et de cible secondaire. Il est composé d'un poste de tir et d'un coup.
- 7 *Battle space management*
- 8 *EEL* engin explosif improvisé (*IED: improvised explosive device*)
- 9 Méthode D'Elaboration de Décision Opérationnelle
- 10 Phonème de *HUMMWV (high-mobility multi purpose wheeled vehicle)*: véhicule polyvalent à roues et à grande mobilité.

En résumé, la mission *OMLT* est fantastique et riche tant sur un plan personnel que militaire. Je recommanderais à tous de se porter volontaire pour un passage en *OMLT*. Cependant, ne sous-estimez pas les risques que cela implique, principalement en raison du travail en petites équipes opérant de façon isolée.

L'ANA est encore une organisation en devenir mais qui s'améliore avec le temps. Travaillez et instruisez-les de votre mieux, car, fondamentalement, c'est bien sur l'ANA que repose notre stratégie de sortie de crise. En effet, une fois qu'il sera possible transférer aux Afghans leur propre sécurité, nous pourrons commencer à réduire notre engagement.

En attendant, assurons-nous que nos pays, en tant que partenaires, alliés dans l'OTAN et engagés en Afghanistan, maintiennent nos niveaux de contribution et envisagent une issue victorieuse à cette opération.

L'expérience militaire britannique dans le Helmand (2006-2009)

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL MICHEL GOYA/EMA

En avril 2006, le ministre britannique de la défense, John Reid, annonçait en ces termes la prise en compte par son pays de la province afghane du Helmand : «*Nous serons parfaitement heureux de partir dans trois ans sans avoir tiré une seule cartouche car notre travail est de protéger la reconstruction*». Six mois plus tard, la *Task Force Helmand (TFH)* avait déjà consommé un million de cartouches et treize mille obus.

«Hell land»

Pour, selon les termes de la mission, «*fournir les conditions de sécurité nécessaires pour le développement économique et l'amélioration de la gouvernance*» dans la province du Helmand, soit 58 600 km² et 780 000 habitants, les Britanniques n'ont engagé en avril 2006 que 3 300 hommes, renforcés de 250 Danois et de 150 Estoniens, organisés autour d'un seul groupement tactique interarmes (GTIA). Il est vrai qu'avec 7 pièces de 105 mm (plus 2 lance-roquettes multiples en 2007), 8 hélicoptères d'attaque *WAH Apache* et 6 (puis 11) Harrier GR9 (sans compter les appuis aériens américains qui représentent 80% du total), chaque chef de section dispose de la puissance de feu d'un général de brigade de 1944. On atteint ainsi les limites du concept de l'unité de contact conçue seulement comme désignateur pour les feux indirects, d'autant plus que, sous la pression politique afghane, les sections sont dispersées dans les villes le long du fleuve et dans les montagnes du Nord.

La mort du capitaine Philipsson le 11 juin 2006 met fin à l'illusion d'une mission de «stabilisation douce». La population vit de la culture de l'opium et déteste encore plus les organes du gouvernement que les Taliban. Ces chrétiens qui veulent éradiquer le pavot et qui protègent des policiers corrompus ne sont donc pas forcément les bienvenus et la «greffe» des soldats au milieu de la population ne se fait pas. Les *platoon houses* se transforment donc rapidement en autant de sièges, en particulier à Musa Qala, où 24 soldats de Sa Majesté résistent pendant des mois à des centaines de Taliban, tandis que leur ravitaillement s'avère de plus en plus difficile.

Le courage des hommes et le maillage des feux permettent d'éviter des désastres et même d'infliger de très lourdes pertes aux Taliban mais la brigade est complètement fixée dans le «Hell land». Fin septembre 2006, 29 soldats britanniques sont déjà tombés depuis le début de l'opération. En première ligne, les chances de mourir au combat sont alors de 1 pour 36, contre 1 pour 45 pendant la guerre des Falklands.

En octobre 2006, la situation est telle à Musa Qala que le commandement britannique accepte l'arrangement proposé par les chefs locaux d'un départ simultané des deux camps. Après plusieurs mois de calme, cette politique s'avère cependant être une nouvelle illusion puisqu'en janvier 2007, les taliban reviennent en force et s'emparent de la ville.

Reconquête

Avec les deux mandats suivants, les Britanniques tentent de retrouver une vraie capacité de manœuvre grâce à l'augmentation des effectifs, deux puis trois GTIA fin 2007 (quatre en 2008), et l'introduction des véhicules chenillés à haute mobilité Bv206 Viking. Les postes fixes sont remplacés par des bases temporaires et les GTIA s'efforcent de renverser le sentiment d'insécurité en menant un combat mobile, efficace grâce à la coordination de moyens très divers mais handicapé par une flotte d'hélicoptères de transport limitée à 7 CH-47 Chinook.

La plus importante de ces opérations a pour cadre le barrage de Kajaki, au nord de la province, où les Britanniques entre-

prennent d'installer une nouvelle turbine capable de fournir de l'électricité pour 1,8 millions d'habitants. Véritable «pont de la rivière Kwai», la sécurisation de la zone, les travaux routiers et le transport en août 2008 des sept éléments de 30 tonnes de la turbine, nécessitent un an et demi de combats. La bataille du barrage n'est d'ailleurs pas terminée puisque la turbine ne fonctionnera qu'en 2010. Opération dans l'opération, l'installation de cette turbine a offert un objectif mobilisateur pour les hommes, un sujet pour les médias et un aimant pour un ennemi difficilement saisissable par ailleurs.

La deuxième grande opération de la période est la reprise de Musa Qala, qui depuis janvier sert de base de départ à la plupart des attaques rebelles. Toute la période de septembre à novembre 2007 est consacrée à l'encerclement progressif de la ville tandis qu'un siège aérien élimine plusieurs centaines de Taliban. Quelques semaines avant l'assaut, Abdul Salaam, chef Taliban important, négocie directement avec le gouvernement afghan et fait défection avec un tiers des forces rebelles. La résistance n'est plus alors que résiduelle et l'assaut final mené le 7 décembre par 2 000 soldats alliés tombe largement sur du vide. Un bataillon afghan prend le contrôle de la ville, à proximité de la base britannique *Edinburgh*.

La reprise de Musa Qala met fin pour un temps aux opérations de reconquête. Les pertes britanniques sont alors de 86 tués (plus 6 Danois et 2 Estoniens), dont 60 du fait de l'ennemi. Plus de quatre millions de projectiles ont été consommés pour tuer plusieurs milliers de rebelles.

La guerre de Sisyphe

Au printemps 2008, le niveau de sécurité atteint dans la province permet à la 52^e brigade d'orienter son action vers la population. Pour mener sa campagne d'influence, la brigade commence par mettre en place un certain nombre d'innovations comme les officiers «influence» des bataillons, les «équipes d'effets non cinétiques» des compagnies, les reconnaissances ou la base de données *SAND (Situational Awareness and Knowledge Database)*. Grâce à ces outils et à partir d'une nouvelle architecture de points d'appui fixes, les forces s'efforcent de faire le lien entre la population, les forces de sécurité afghanes, au sein desquelles on a injecté un nombre important de conseillers, et l'équipe de reconstruction provinciale (*provincial reconstruction team, PRT*). Les résultats sont encourageants.

Si les rebelles n'attaquent plus les forces britanniques directement, ils n'en demeurent pas moins très présents et privilégient, comme en Irak, l'emploi d'engins explosifs improvisés (EEI). On s'aperçoit alors que l'accroissement du volume des forces dans la province a de fait accru le nombre de convois routiers et donc de cibles potentielles. De septembre 2007 à juin 2008, sur les 19 soldats britanniques tués par l'ennemi, aucun ne l'a été par balle. Des véhicules commandés en urgence opérationnelle à l'été 2007 comme les *Ridgeback*, les *Jackals* (pour remplacer les *Snatch* Land Rover) ou la nouvelle version des *Vikings* (BV510), sans parler des 4 chars Léopard 2 danois, arrivent à la fin de l'été 2008 et offrent une meilleure protection au prix d'une posture plus agressive et surtout d'une mobilité moindre.

En octobre, les Taliban provoquent une nouvelle surprise en lançant une offensive sur Lashkar Gar, la capitale, avec plusieurs centaines d'hommes progressant sur plusieurs axes convergents. Cette attaque est un échec mais témoigne de la réimplantation des taliban dans certaines zones. On en revient donc, à la fin de l'année, à de nouvelles grandes opérations de nettoyage à l'ouest et au nord de Lashkar Gar, dont certaines menées sous une pluie battante et dans la boue évoquent la Première Guerre mondiale. Avec 51 soldats tués dont 50 du fait de l'ennemi (plus 13 Danois et 1 Estonien), l'année 2008, qui s'annonçaient sous de bons auspices, est finalement la plus meurtrière qu'ait connue la *TFH*.

Après trois années de présence, le bilan de la *TFH* peut sembler frustrant, même si certains signes comme une attitude nouvelle de la population et l'action du nouveau gouverneur Gulab Mangal, sont encourageants. Les Britanniques se souviennent qu'il a fallu 28 ans à un contingent moyen de 15 000 hommes pour pacifier 800 000 catholiques irlandais, et ce, au prix de 700 soldats tués. Plus qu'un sprint, la contre-rébellion est une course de fond et les Britanniques ont du souffle.

OTAN :

lutte contre les Engins Explosifs Improvisés (C-IED)¹

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL JEAN-FRANÇOIS AURAN JOINT COMMAND LISBONNE PORTUGAL

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL JACQUES DELARBRE JOINT WARFARE CENTRE STAVANGER NORVÈGE

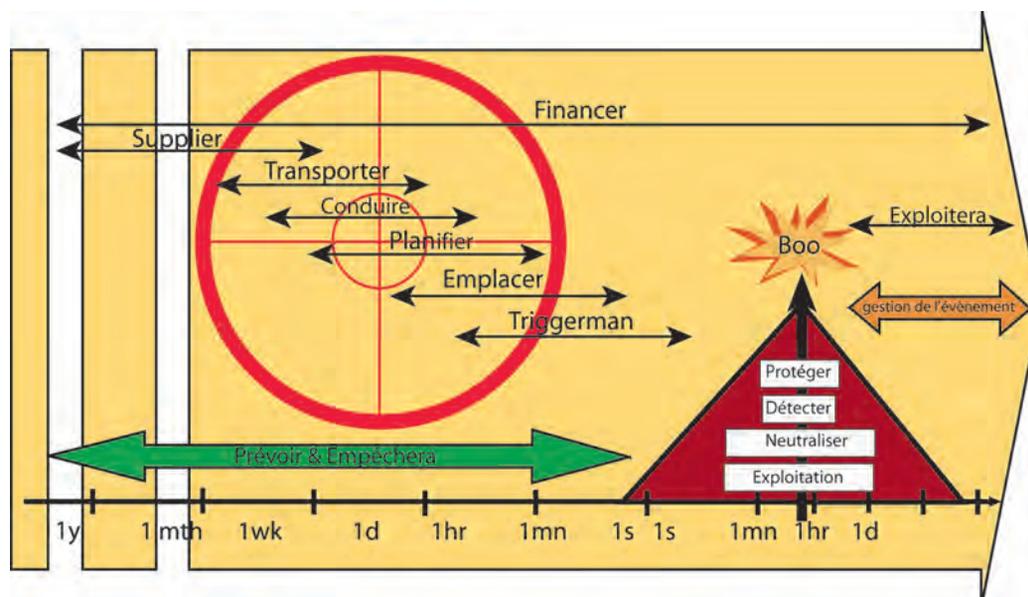
En novembre 2008, les 26 pays de l'OTAN ont ratifiés (certains avec réserve) l'Allied Joint Publication (AJP) 3.15. Cette dernière définit la nouvelle doctrine de l'OTAN de lutte contre les IED. Cette publication ambitionne de faire face à la principale menace que rencontre les forces armées de l'alliance en Afghanistan, mais également pour tout autre théâtre d'opérations potentiel de l'OTAN.

Même si la menace IED n'est pas récente², sa prise en compte par l'OTAN est relativement nouvelle, notamment en raison des pertes croissantes subies par l'ISAF du fait de leur usage intensif. De nombreuses études et expérimentations ont été conduites avec pour objectif de détruire les IED, tout au moins d'en minimiser leurs effets et d'appréhender pourquoi et comment une insurrection peut utiliser cette arme tactique à très faible coût d'acquisition mais qui génère des effets stratégiques et médiatiques très importants.

Tous les niveaux de commandement (stratégique, opérationnel, tactique) sont impliqués et complémentaires dans leurs actions pour contrecarrer cette menace toujours plus efficace et évolutive.

Du concept à la doctrine

Le Docteur POULIQUEN, scientifique français affecté à l'ACT³ a mis en exergue toutes les parties prenantes d'un réseau IED.



Ce modèle démontre parfaitement que pour une insurrection, l'arme IED n'est que l'infime partie émergée d'un redoutable réseau légal, tant en amont pour sa préparation, qu'en aval pour sa propagande. Aussi divers que ces acteurs puissent être, il s'avère que ce réseau IED comporte des vulnérabilités exploitables par les services de renseignement de l'OTAN.

Ce modèle a par ailleurs permis d'élaborer un concept structuré s'appuyant sur 3 piliers :

- démantèlement du système : «*Defeat the system*»
- destruction du dispositif : «*Defeat the device*»
- entraînement et formation : «*Training and education*»

Avant même la parution de l'AJP 3.15⁴, le concept C-IED signé conjointement par les chefs d'état major d'ACO⁵ et d'ACT le 28 juin 2007 avait permis la réflexion doctrinale et la prise en compte du problème par les états-majors confrontés à la menace IED, en mettant l'accent sur l'usage déterminant du renseignement militaire pour démanteler un système IED. L'AJP 3.15 définit en effet 6 activités opérationnelles clefs (KOA)⁶ pour contrer efficacement une menace IED : prévoir/«*Predict*», empêcher/«*Prevent*», détecter/«*Detect*», neutraliser/«*Neutralize*», atténuer/«*Mitigate*», exploiter/«*Exploit*».

Même s'il s'avère que certains de ces «*KOA*» sont indubitablement du niveau tactique, force est de constater qu'à l'échelle d'un théâtre d'opérations le besoin de coordination est au minimum opératif (*Joint Force Command*), voir stratégique (*SHAPE*).

Tout en laissant une grande latitude dans l'organisation d'une cellule C-IED en état major, l'AJP 3.15 définit très clairement la lutte contre les IED comme une fonction résolument transverse⁸, qui doit être appréhendée au plus tôt dans tout processus de planification. Selon le niveau de menace, différentes configurations sont possibles :

- inspirées du modèle des Etats-Unis, à l'image de la «*Task Force Paladin*» en Afghanistan, les «*Combined Joint Tasks Forces*» sont dotées de moyens techniques et humains importants avec leur propre capacité de commandement. Ce type d'organisation s'inscrit dans la durée et nécessite une mobilisation de ressources conséquentes.
- sur le modèle du JFC Brunssum, la cellule C-IED regroupe des spécialistes (J2, J3, EW, FP, J-ENG, J7⁹) en nombre variable sous l'autorité du J3.
- le niveau minimal d'organisation au sein d'une structure de commandement de l'OTAN est le groupe de travail (C-IED Working Group). Cette organisation a été retenue par les deux autres commandements opératifs de Naples et Lisbonne. Réunis à échéances variables, ces C-IED WG ont pour mission de conseiller les commandeurs et leur état major, tout en participant à l'évaluation de la menace IED et à la rédaction de SOP¹⁰ spécifiques.

L'AJP 3.15 ne répond pas à toutes les interrogations d'un planificateur, mais elle formalise les nombreuses initiatives et études réalisées à ce jour pour éradiquer cette redoutable menace qui caractérise les mouvements terroristes et insurrectionnels. De surcroît, pour toute la communauté impliquée dans le C-IED, il permet l'emploi d'un vocabulaire commun qui, ne serait ce que par la multiplicité des IED, dépasse largement le lexique habituel des spécialistes du Génie.

Les capacités de l'OTAN

La responsabilité du C-IED est répartie entre les deux commandements stratégiques ACT et ACO ; si le premier est responsable du développement de la doctrine et de la formation en amont, le second a la responsabilité de la formation des unités sur les théâtres d'opération ainsi que de leur emploi.

Allied Command Transformation (Norfolk Virginie USA)

ACT dispose d'une équipe de marque IED dont la mission consiste à jeter les bases du concept OTAN et de son organisation en matière de lutte contre les réseaux générateurs d'engins explosifs improvisés. De surcroît, ACT est responsable de la rédaction et de la mise à jour de la doctrine C-IED (*Stanag* 2294¹¹ et 2295).

Les nombreuses formations dispensées sous l'égide de l'OTAN, souvent en partenariat avec des sociétés civiles¹², visent à accroître la sensibilisation et l'expertise des états-majors et des cadres de contact. Ouvertes tant aux personnels des états-majors nationaux que des pays du partenariat pour la paix (PfP), ce sont autant de réelles opportunités d'échanges d'informations sur les nouvelles techniques, méthodes d'investigation et de lutte contre les réseaux potentiels. Si le besoin en formations et en informations pertinentes et actualisées dans ce domaine C-IED est patent¹³, l'objectif affiché par l'OTAN est bien de réduire au minimum la formation sur le terrain.

Allied Command Operations (Mons Belgique)

SHAPE a un rôle primordial dans la préparation des unités à l'engagement opérationnel sur les différents théâtres. Au sein de l'ISAF, une cellule «*entraînement*» a pour mission de mettre à niveau les nouvelles unités projetées sur le théâtre. Des équipes mobiles d'entraînement vont dans les commandements régionaux pour «*former les formateurs*». Les OML¹⁴ sont parmi les premières à être formées.

L'objectif est toujours de réduire au maximum les phases d'instruction sur le théâtre afin d'avoir des unités opérationnelles dès l'arrivée sur les théâtres d'opérations.

Le développement des capacités nationales

L'objectif recherché par l'OTAN est de promouvoir le développement de capacités nationales. ACT dispose d'équipes (MAT¹⁵) qui se rendent au sein des pays de l'alliance ou des pays membres PfP, afin de leur dispenser une formation adaptée à leurs besoins.

Par ailleurs, de nombreuses nations ont développé leurs propres capacités de formation afin de les faire reconnaître par l'OTAN. Parmi ces initiatives nationales, les plus significatives sont¹⁶ celles :

- de la Turquie : accrédité par l'OTAN depuis août 2006, le centre d'excellence d'ANKARA est spécialisé dans la lutte contre le terrorisme ; il propose des formations tant en ce qui concerne la sensibilisation que la lutte contre les IED.
- de la Slovaquie : cette nation inaugurerait en octobre 2008 son centre d'excellence dédié à la neutralisation des engins explosifs et munitions (EOD¹⁷).
- de l'Espagne : en étroite collaboration avec ACT, l'Espagne prévoit l'ouverture d'un centre d'excellence C-IED à l'automne 2009 près de Madrid.

Le cas français

Tout comme d'autres nations occidentales, l'expérience de l'armée française en environnement IED est loin d'être récente, mais les retours d'expérience de l'OTAN et de nations récemment impliquées en Irak ne sont pas à sous-estimer. L'Alliance ne privilégie pas seulement l'approche technologique, mais s'inscrit également dans le cadre plus global de la contre insurrection (COIN)¹⁸.

L'acquisition de matériels tels que les MRAP¹⁹, les brouilleurs ECM²⁰, l'emploi de drones ou d'aéronefs dédiés à cette mission C-IED nécessitent de réfléchir à notre propre concept, sans pour autant négliger les pistes ouvertes par certaines nations résolument forces de proposition en matière doctrinale.

En conclusion, l'OTAN offre de nombreuses opportunités et forums qui permettent à la fois d'échanger des informations, voire des savoir-faire tout en favorisant l'interopérabilité tactique et opérative des moyens et procédures de lutte contre les IED. La France dispose d'une expérience importante et reconnue qui lui permettra d'intégrer sans complexe le cercle des nations expertes en C-IED.

1 C-IED: Counter Improvised Explosive Device.

2 "Contre-Insurrection Théorie et Pratique" de David Galula.

3 ACT: Allied Command Transformation, Norfolk (USA).

4 Allied Joint Publications disponibles sous «<https://nsa.nato.int/protected>».

5 ACO: Allied Command Operations de Mons (Bel).

6 KOA: Key Operational Activities.

7 SHAPE: Supreme Headquarters Allied Powers Europe.

8 Ref RD1 STANAG 2294: EOD for the device, INTEL for the network.

9 Intelligence, Operations, Electronic Warfare, Force Protection, Engineering, Training...

10 Standard Operational Procedure.

11 Le Stanag 2294 relatif à l'entraînement pour la lutte C-IED est en cours de ratification par les 26 pays de l'Alliance d'ici le mois de mars 2009.

12 RONCO (<http://roncoconsulting.com>), Hazard Management Solution (<http://hazmansol.com>)

13 Parmi ces différents événements de la communauté C-IED nous pourrions citer : Tactical Operations in an IED Environment Course, Train the Pre-deployment Trainer Course, NATO Operational C-IED Seminar, NATO Weapon Intelligence Training Course, NATO C-IED Staff Awareness Course...

De surcroît, après inscription préalable, ACT entretient sur l'internet certains liens comme: KnIFE (Knowledge & Information Fusion Exchange. Inscription sur <https://knife.jfcom.mil>) ou tout simplement celui de la NATO Standardization Agency.

14 OMLT: Operational Mentoring & Liaison Team.

15 Mobile Advisory Team.

16 Possibilité d'accès à ces COE par le lien suivant: <http://www.act.nato.int/>

17 Explosives Ordnance Disposal.

18 COIN (COunterINSurgency) : AJP 3.4.4 SD1 est en cours de définition par les Pays Bas.

19 MRAP: Mine Resistant Ambush Protected.

20 ECM: Electronic Countermeasures.



Témoignage et analyse géostratégique en Afghanistan au premier semestre 2008

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL MARIE-DOMINIQUE CHARLIER,

CONSEILLER POLITIQUE AUPRÈS DU GÉNÉRAL COMMANDANT LES FORCES DE LA FIAS EN AFGHANISTAN DE FÉVRIER À AOÛT 2008



Réunion chez le gouverneur de la province de la Kapisa avec une Polad traductrice Afghane de la MINUA. (Mission internationale pour l'Afghanistan des Nations Unies).

LCL Marie-Dominique CHARLIER/CDEF

Remarque liminaire :

Projetée comme conseiller politique¹ auprès du général commandant les forces de la coalition² de la FIAS en tant qu'officier inséré, le lieutenant-colonel Marie-Dominique Charlier a pu disposer sur l'ensemble du territoire national afghan, d'une totale liberté de mouvement permettant d'aller au contact avec les différents acteurs de la vie politique afghane.

Il est intéressant de noter, qu'inversement à l'idée communément répandue, les femmes officiers occidentales sont très bien accueillies dans le milieu masculin afghan qui se livre avec beaucoup de confiance lors des «interviews», dès lors bien entendu, que l'on respecte un certain nombre de protocoles d'usage.

L'environnement sécuritaire général sur le territoire afghan se détériore de manière significative du fait notamment de l'augmentation des attaques terroristes par engins explosifs improvisés (IED) et des attentats suicide. Les différents entretiens obtenus auprès des acteurs afghans, mettent en lumière une **érosion lente mais certaine de l'adhésion de la population afghane à l'engagement des forces de la coalition**. La population se sent insuffisamment protégée, choquée par le niveau très important de pertes civiles «collatérales» et peu confiante dans l'actuel gouvernement du président Hamid Karzaï.

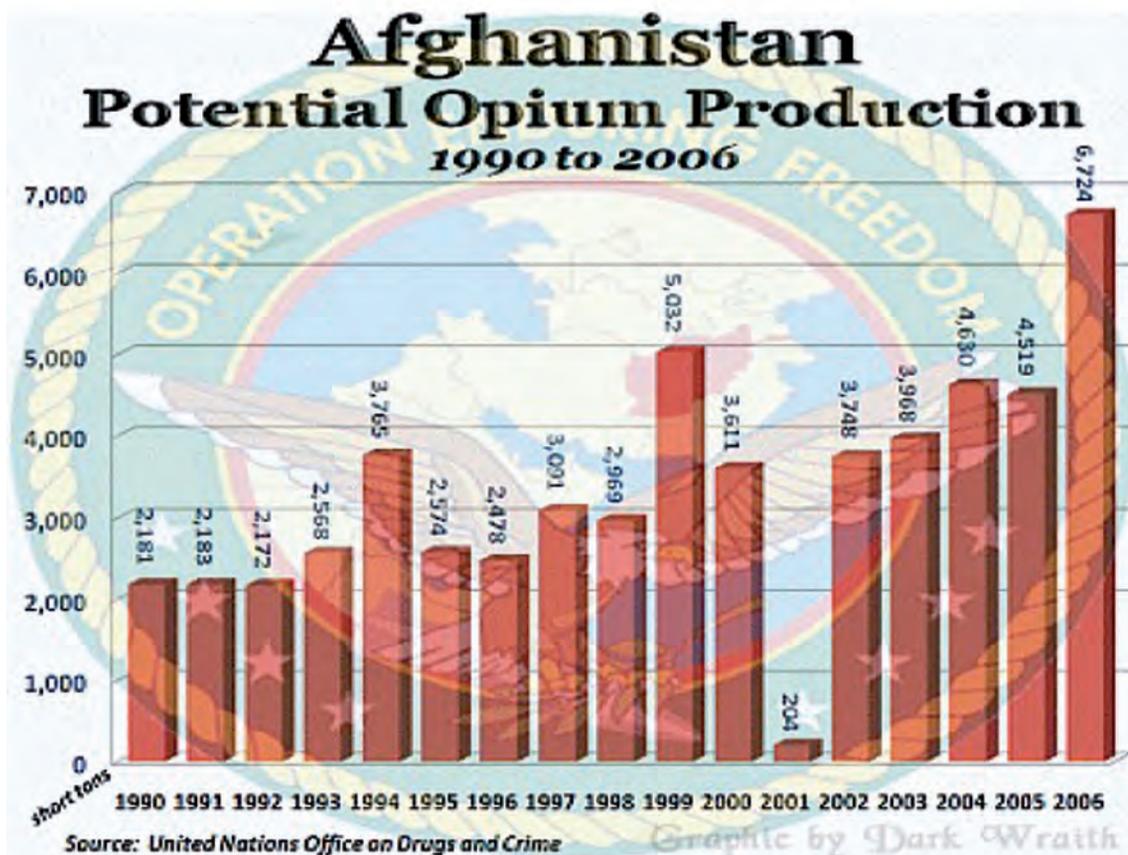
Un contexte sécuritaire délétère

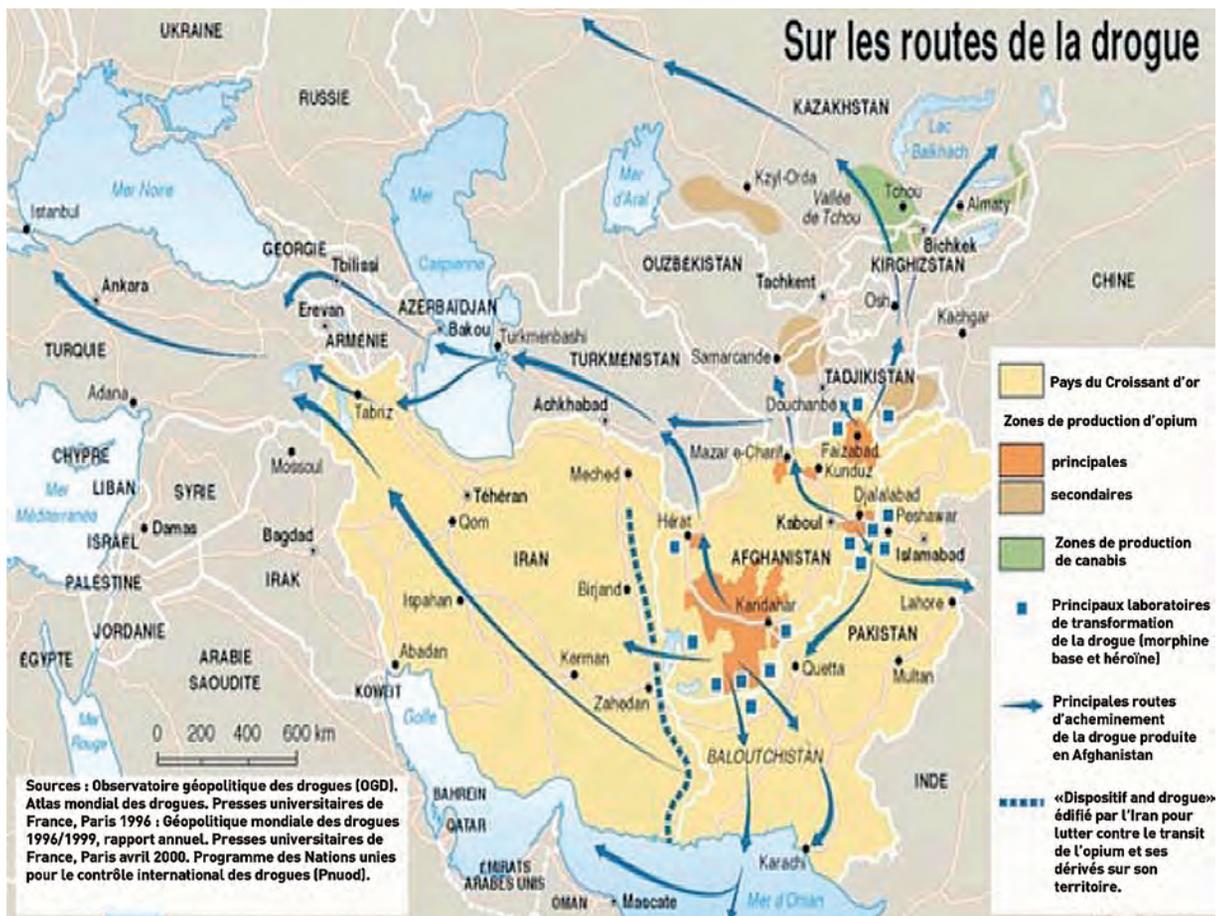
J'ai pu constater combien l'attentat prétendument dirigé contre le président Hamid Karzaï le 27 en avril 2008³, ou encore contre l'ambassade d'Inde en juillet ont impacté la perception que la population afghane a de l'ISAF. Ces

événements, survenus quelques mois après celui de l'hôtel Serena de Kaboul le 14 janvier 2008, ont marqué symboliquement une évolution dans les actions menées par les insurgés extrémistes. **Cette instabilité, qui reflète une radicalisation des mouvements extrémistes, s'étend désormais aux provinces du Nord et de l'Ouest du pays, jusqu'alors épargnées par la violence et amène les États-Unis et l'OTAN à recentrer leur attention sur le Pakistan.**

Cette permanente dégradation de l'environnement sécuritaire est proportionnelle à la croissance continue de la production d'opiacés et à la production d'héroïne sur le territoire afghan, ce qui renforce localement la mauvaise image d'une communauté internationale divisée sur les mesures à prendre pour résoudre ce problème crucial.

La progression de la production d'opium est en effet estimée à environ 34% par an pour une quantité de 8 200 tonnes, ce qui représente 94 % de la production mondiale et permet de financer de manière significative les mouvements extrémistes et le trafic d'armes. L'environnement sécuritaire





est par ailleurs fragilisé au plan régional par des relations délicates avec les pays frontaliers (Pakistan, Iran), qui entretiennent des relations de plus en plus tendues avec l'Afghanistan, ce qui se traduit par de nombreuses pertes civiles et des tirs nourris aux frontières.

Par ailleurs, la fermeture progressive des camps de réfugiés pakistanais affecte l'équilibre social, économique et démographique de l'Afghanistan par des flux de populations difficilement maîtrisables et par la multiplication de sociétés militaires privées (SMP) chargées notamment de surveiller les frontières.

Une gouvernance et un état de droit fragiles

Le système parlementaire donne des signes de faiblesse, notamment du fait de l'absentéisme important des élus. Les relations entre le chef de l'Etat et la Chambre basse demeurent extrêmement tendues et s'avèrent de plus en plus

déliçates du fait de la présence d'une très nette majorité de traditionnalistes au sein de cette assemblée. **Parallèlement, de nombreux «chefs de guerre» bénéficient au sein de l'appareil parlementaire de places de choix obérant toute évolution positive vers l'Etat de droit.**

A l'issue d'un entretien avec le Général Dotsum⁴, il est clairement apparu que certains chefs de guerre assurent une forme de stabilité et d'équilibre au sein du pays.

Malgré les aides massives des nations étrangères qui contribuent à la reconstruction de l'Afghanistan, le mal endémique reste le trop faible niveau de vie des Afghans, lié pour une large part à l'augmentation drastique du coût des matières premières⁵ **et à l'absence d'un contrôle plus sévère dans l'attribution des aides financières.**

Enfin, malgré une progression apparente des droits de la femme, l'Etat de droit traverse une phase périlleuse caractérisée par une régression significative de la protection des libertés civiles et individuelles⁶.

Des comportements culturels différents

Dans les véhicules «Toyota blancs blindés» des militaires américains, la tension des occupants est extrême... les nerfs sont à vifs et ont été aiguisés par une préparation de l'itinéraire de départ très « conditionnante ». La plupart des officiers américains sur zone ont par ailleurs perdu un membre de leur famille en Irak. Cela se ressent notamment sur la conduite routière, qui est plus agressive que celle d'autres nations. **Cette attitude peut aussi -en partie- trouver sa justification dans le fait que le camp de l'ISAF, comme beaucoup d'univers confiné, favorise une représentation de la guerre décalée, une stigmatisation de l'ennemi, une crainte quelquefois déraisonnée de «l'extérieur». L'attitude du combattant américain est aussi très empreinte de «religiosité», voire quelquefois de mysticisme, avec une attitude relevant davantage du guerrier que du soldat.** Leur «Credo» (code du soldat religieux gravé dans une plaque de métal accrochée au cou) ne les quitte jamais.

Un développement du marché de la sécurité inquiétant

On est par ailleurs frappé de constater l'importance du développement des sociétés militaires privées (SMP) et de manière générale de l'ensemble du marché des équipements de sécurité. Sur la route qui mène au camp de l'ISAF, cinq sociétés militaires privées différentes assurent la sécurité. Les journaux d'équipements para-militaires se vendent très facilement et à un bon prix. Il est à noter que ce ne sont pas exclusivement les civils qui les achètent mais aussi et pour beaucoup les militaires... Il se développe ainsi progressivement une «esthétique de la guerre», «une mode», avec son cortège d'accessoires vestimentaires, d'équipements, de lunettes anti-IED, de sacs, de gants, de vestes à multiples poches...

Pistes d'amélioration et conclusion

La société afghane souffre d'un manque de cohésion sociale dû en partie à une atomisation ethnique et religieuse ancestrale. Cette carence, à laquelle s'ajoute l'un des taux d'illettrisme les plus élevés au monde, nuit considérablement aux efforts de stabilisation de la société.

Une des solutions susceptible de favoriser la naissance d'un lien national, pourrait résider dans l'instauration d'une forme de service militaire adapté (SMA) comme dans les Dom Com français, ou de service civique qui permettrait de favoriser un brassage interrégional, un apprentissage civique, tout en développant des formations professionnelles.

Par ailleurs, la formation à la gouvernance devrait être mieux pensée. A ce titre, **la création d'une «Equipe de Réaction Rapide de Gouvernance», (Rapid Reaction Governance Team),** pourrait utilement répondre au besoin. Il s'agirait de créer une «ENA afghane», susceptible de produire des élites entraînées à la gestion du gouvernement et de la chose publique.

L'urgence paraît être très clairement de « penser une nouvelle gouvernance » par une «afghanisation de la paix», c'est-à-dire une prise en charge plus importante par les afghans de leur propre sécurité.

- 1 Pour un développement de cette fonction, on pourra se référer à l'article de ce numéro de Doctrine portant sur la fonction de Polad.
- 2 Général McNiel puis Général McKiernan (américains tous les deux).
- 3 Les reconstitutions de cet attentat par l'ISAF ont permis de démontrer que celui-ci n'était pas dirigé contre le président Karzaï, mais avait été orchestré à des fins de déstabilisation contre les forces de la coalition et contre l'Armée Nationale Afghane.
- 4 Le général Abdul Rashid Dostom est Ousbek (Mazar-i-Sharif, dispose d'environ 25 000 hommes), il est en conflit régulier avec ses rivaux tadjiks et contrôle le commerce du pavot.
- 5 A titre d'illustration, la solde d'un colonel de l'Armée afghane est d'environ 550 dollars par mois. Parallèlement, le prix de location d'une maison familiale dans les alentours «sécurisés» de Kaboul est de 400 dollars mensuels.
- 6 L'exécution en octobre 2007 de plus d'une dizaine de prisonniers de droit commun a mis un terme au moratoire qu'observait depuis 2004, le pays sur la peine de mort.

DOCTRINE



C.D.E.F
Centre de Doctrine
d'Emploi des Forces